Quatre-vingt-septième année. — N° 238. Le Numéro : 35 francs. Samedi 8 Octobre 1955.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES



| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer . . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

**L'Édition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

**Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

**Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

**Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

**L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91


## SOMMAIRE

### LOIS


*Loi* n° 55-1044 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956 (rectificatif) (p. 9899).

*Loi* n° 55-1052 conférant l'autonomie administrative et financière aux Terres australes et antarctiques françaises (rectificatif) (p. 9899).

*Loi* n° 55-1062 portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active (rectificatif) (p. 9899).


### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

#### Ministère de la justice.


*Décrets* du 6 octobre 1955 portant promotions, nominations, détachements et admissions à la retraite (magistrature) (p. 9899).

*Arrêté* du 21 septembre 1955 portant application du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié pour la rétribution des membres des jurys des examens d'aptitude pour le recrutement des employés de bureau et des dactylographes de l'administration centrale et des services extérieurs judiciaires (p. 9900).

*Arrêté* du 29 septembre 1955 fixant la date des élections des représentants du personnel à des commissions administratives paritaires (p. 9901).

*Arrêtés* du 1er octobre 1955 relatifs à l'emploi par les officiers publics et ministériels d'appareils ou procédés de reproduction des actes (p. 9901).

*Arrêtés* portant désignation des présidents des commissions régionales des dommages de guerre et de la commission spéciale de la batellerie (p. 9901).

*Arrêtés* portant promotion, nomination, titularisation, mises en disponibilité et en position « sous les drapeaux » et acceptation de démission :

Education surveillée (p. 9902).
Greffiers (p. 9902).
Secrétaires de parquet (p. 9902).




#### Ministère de l'intérieur.


*Décret* n° 55-1327 du 6 octobre 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie des dispositions de l'article 2 de la loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 relatives aux établissements agréés en vue de la préparation des produits sanguins (p. 9903).

*Décrets* du 6 octobre 1955 portant dissolution de conseils municipaux et institution de délégations spéciales dans diverses communes (p. 9904).

*Arrêté* du 5 octobre 1955 portant création à l'école nationale de la santé publique d'une section d'étude des problèmes sanitaires et sociaux concernant la migration algérienne (p. 9905).

*Arrêtés* portant mutations, affectations, admissions à la retraite et conférant l'honorariat (sûreté nationale) (p. 9905).


#### Ministère de la défense nationale et des forces armées.


*Décret* du 5 octobre 1955 portant promotion d'officiers de l'armée de terre (active) (p. 9906).

*Arrêté* du 3 octobre 1955 portant transferts de crédits et d'autorisations de programmes (p. 9907).

*Arrêtés* portant inscriptions à un tableau d'avancement et nominations (administration centrale de la guerre) (p. 9909).


#### Ministère des finances et des affaires économiques.


*Arrêté* du 23 août 1955 portant autorisation d'aliéner aux enchères publiques un immeuble domanial situé à Guipavas et au Relecq-Kerhuon (Finistère) (p. 9909).

*Arrêté* du 28 août 1955 relatif à la définition des localités ou zones qui souffrent de sous-emploi ou d'un développement économique insuffisant (p. 9909).

*Arrêté* du 4 octobre 1955 portant ouverture de crédits (p. 9910).

*Arrêté* du 7 octobre 1955 fixant les conditions d'application du décret n° 55-876 du 30 juin 1955 relatif aux sociétés de développement régional (p. 9910).

*Arrêté* portant rattachement d'autorisations de programme et de payement pris en application de l'article 7 de la loi n° 53-1324 du 31 décembre 1953 (rectificatif) (p. 9910).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décret* n° 55-1328 du 6 octobre 1955 relatif au financement des sections locales du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (p. 9911).

*Arrêtés* du 21 septembre 1955 fixant la contribution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer pour les exercices 1955 et 1956 (p. 9911).

*Arrêtés* portant nominations et mise en position de mission (administrateurs et régisseurs d'avances) (p. 9912).

*Tour* de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret (p. 9912).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décret* n° 55-1329 du 6 octobre 1955 relatif au mode de recouvrement des redevances collégiales encaissées au profit de l'Etat en vertu de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 (p. 9910).

*Décret* du 6 octobre 1955 portant approbation d'une disposition statutaire par application de l'article 99 (§ 3) de la loi du 19 octobre 1946 (p. 9911).

*Arrêté* du 19 septembre 1955 portant création de certificats d'aptitude professionnelle (p. 9911).

*Arrêté* du 23 septembre 1955 complétant l'arrêté du 22 juillet 1955 fixant la liste des spécialités qui définissent le diplôme de docteur sanctionnant le troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences (p. 9911).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* n° 55-1330 du 6 octobre 1955 modifiant provisoirement le statut du corps des ingénieurs de la météorologie nationale (p. 9913).

*Arrêté* du 27 septembre 1955 déclarant d'utilité publique les travaux de déviation de la route nationale n° 13 *bis* au territoire de la commune de Barentin (Seine-Maritime) (p. 9913).

*Arrêté* du 27 septembre 1955 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement et de déviation de la route nationale n° 7 au territoire des communes de Cannes, Vallauris et Antibes (p. 9913).

*Arrêté* du 28 septembre 1955 portant concession d'outillage public de la chambre de commerce de Quimper au port de Concarneau (p. 9913).

*Arrêté* du 23 septembre 1955 relatif au montant d'une régie d'avances (p. 9915).

*Arrêté* du 28 septembre 1955 autorisant la chambre de commerce de Nantes à effectuer un prélèvement sur le produit des péages perçus à son profit au port de Nantes (p. 9915).

*Arrêté* du 1er octobre 1955 déclarant d'utilité publique la déviation de la route nationale n° 11 au territoire des communes de Théméricourt et de Vigny (Seine-et-Oise) (p. 9915).

*Arrêté* relatif à la composition du comité français de l'association internationale permanente des congrès de la route (p. 9915).

*Arrêtés* portant nomination et affectation (ponts et chaussées et régisseurs d'avances) (p. 9915).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Décret* du 23 septembre 1955 autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France (service national) l'aménagement et l'exploitation de la chute de Saint-Hilaire, sur l'Isère, dans les départements de l'Isère et de la Drôme (p. 9915).

*Décrets* du 6 octobre 1955 accordant des permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux à la Compagnie française des pétroles (Gascogne) et à la Compagnie des pétroles de Guyenne (p. 9923).

*Arrêté* portant nomination d'un membre de la commission centrale des appareils à pression (p. 9926).

INFORMATION

*Décret* n° 55-1331 du 6 octobre 1955 relatif à l'application à l'administration de la radiodiffusion-télévision française des dispositions du décret n° 53-477 du 21 mai 1953 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de service des services extérieurs des administrations de l'Etat (p. 9926).

**Ministère de l'agriculture.**

*Arrêté* du 5 octobre 1955 modifiant l'arrêté du 10 février 1917 fixant le ressort et le siège des commissions du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole (p. 9927).

*Arrêtés* portant nominations, intégration, mutation, détachement, rétrogradation, conférant l'honorariat et rapportant les dispositions de précédents arrêtés:

Eaux et forêts (p. 9927).

Ecole nationale d'agriculture de Rennes (p. 9928).

Ecole nationale des eaux et forêts (p. 9928).

Inspection des lois sociales en agriculture (p. 9928).

Institut national de la recherche agronomique (p. 9928).

Répression des fraudes (p. 9928).

**Ministère du travail et de la sécurité sociale.**

*Décret* n° 55-1332 du 6 octobre 1955 fixant la composition des commissions départementales d'action sanitaire et sociale dans les départements d'outre-mer (p. 9928).

*Arrêté* du 30 septembre 1955 approuvant la fusion de sociétés mutualistes (p. 9929).

*Arrêté* du 30 septembre 1955 autorisant à fonctionner une caisse de retraites (p. 9929).

*Tableau* d'avancement de classe des administrateurs civils pour l'année 1955 (administration centrale) (p. 9929).

**Ministère de la reconstruction et du logement.**

*Décret* du 6 octobre 1955 portant application à la commune de Lascazères (Hautes-Pyrénées) des dispositions de l'article 1er (avant-dernier alinéa) de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée (p. 9929).

*Arrêtés* portant acceptation de démissions (services extérieurs) (p. 9929).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Arrêté* du 3 octobre 1955 portant modification de l'arrêté du 25 juillet 1938 relatif au taux de remboursement des frais d'assistance d'une collectivité à l'autre pour les diverses organisations d'assistance publique d'Alsace et de Lorraine (p. 9929).

*Arrêté* du 4 octobre 1955 portant ouverture d'un concours pour l'inscription de praticiens sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecin des services antituberculeux publics et privés (p. 9930).

**Ministère de la marine marchande.**

*Arrêté* portant nomination (administration centrale) (p. 9930).

*Liste* des candidats déclarés admis à l'école d'administration de l'inscription maritime à Saint-Servan (p. 9930).

**Ministère des postes, télégraphes et téléphones.**

*Arrêté* du 29 septembre 1955 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 9930).


## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES


**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Démission d'un membre d'une commission. — Réunions de commissions du vendredi 7 octobre 1955 (p. 9930).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Réunions de commissions du vendredi 7 octobre 1955. — Nomination de membres de commissions de coordination et de sous-commissions. — Liste des rapporteurs spéciaux de la commission des finances. — Convocations de commissions. — Avis de concours pour l'emploi de sténographe des débats (p. 9932).


## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE


Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 9936).


## INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE


Convocations de commissions (p. 9937).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

*Avis* de concours pour l'admission à l'emploi de mécanicien électricien des voies navigables et des ports maritimes de commerce (p. 9938).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* de concours pour le recrutement d'un économe à l'hôpital hospice de Coulommiers (Seine-et-Marne) (p. 9938).

*Avis* de vacance du poste de directeur de l'hôpital-hospice de Bernay (Eure) (p. 9938).

*Avis* de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Bourg-Achard (Eure) (p. 9938).

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

*Liste* additive aux listes de classement toutes catégories et aux emplois comportant une aptitude technique spéciale (année 1954) (sixième liste) (p. 9938).

MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES

*Avis* de concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints stagiaires à l'administration centrale de la direction des finances du Maroc (p. 9946).

**Annonces** (p. 9947).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 86 A. N.

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du vendredi 7 octobre 1955. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 4863).

# LOIS

### Loi n° 55-1044 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1955: page 7955, 1re colonne, article 16, 2e alinéa, 1re ligne, lire: « ... employés à des achats de terrains... ».

### Loi n° 55-1062 conférant l'autonomie administartive et financière aux Terres australes et antarctiques françaises.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1955: page 7979, 1re colonne, article 3, 3e alinéa (2°), 3e ligne, lire: « ... recherche scientifique d'outre-mer ».

### Loi n° 55-1062 portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 août 1955:

Page 8014, 2e colonne, article 3, dernier alinéa, 3e ligne, lire: « ... effectifs actuels... ».

Page 8015, 1re colonne, article 5, avant-dernière ligne, lire: « ... ou un grade dans la Légion d'honneur à titre militaire, postérieurement... ».

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Décret du 6 octobre 1955 portant nomination d'un procureur général.

Par décret en date du 6 octobre 1955, M. Lucien Borel, procureur de la République près le tribunal de première instance de Nancy, est nommé procureur général près la cour d'appel de Bourges, en remplacement de M. de Robert qui a été nommé procureur général près la cour d'appel de Toulouse.

### Décrets du 6 octobre 1955 portant nomination de magistrats.

Par décret en date du 6 octobre 1955 et le Conseil supérieur de la magistrature entendu en ce qui concerne MM. Léon, Dumond et Ebert, sont nommés:

Substitut du procureur près la cour d'appel de Douai, M. Cretien, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Nancy, en remplacement de M. Bonati, dont la nomination a été rapportée.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Nancy, M. Léon, juge suppléant du ressort de la cour d'appel d'Amiens, en remplacement de M. Cretien.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Limoges, sur sa demande, M. Fourcade, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Guéret, en remplacement de M. Vincent, qui a été détaché dans les fonctions d'attaché au contentieux national de l'Electricité de France.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Guéret, M. Dumond, juge suppléant du ressort de la cour d'appel d'Aix, en remplacement de M. Fourcade.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Saverne, M. Ebert, juge à la suite du tribunal de première instance de Thonon, en remplacement de M. Sicard qui a été nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Strasbourg.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Toulouse, M. Aymeric, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Saint-Gaudens (à la suite), en remplacement de M. Rivière qui a été nommé procureur de la République près le tribunal de première instance d'Albi.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Toulon, M. Jouet, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Nevers (à la suite), en remplacement de M. Verney, dont la nomination a été rapportée.

Par décret en date du 6 octobre 1955, sont nommés:

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Nancy, M. Pascal, avocat général près la cour d'appel de Lyon (3e grade), en remplacement de M. Borel, qui a été nommé procureur général près la cour d'appel de Bourges.

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Lyon, M. Bryon, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Lyon, en remplacement de M. Pascal.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Lyon, M. Nivet, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Belfort (à la suite), en remplacement de M. Bryon.

Par décret du 6 octobre 1955, M. Nores, procureur de la République près le tribunal de première instance de Guelma, est nommé sur sa demande substitut du procureur général près la cour d'appel d'Alger (poste créé).

Par décret en date du 6 octobre 1955, et le Conseil supérieur de la magistrature entendu en ce qui concerne MM. Person, Pagni et Ardans, sont nommés:

Substitut du procureur général près la cour d'appel d'Alger (poste créé), sur sa demande, M. Bourdon, procureur de la République près le tribunal de première instance d'Orléansville.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance d'Alger (poste créé), M. Gonsolin, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Tizi-Ouzou.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Tizi-Ouzou, M. Person, juge suppléant du ressort de la cour d'appel d'Alger, en remplacement de M. Gonsolin.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance d'Alger (poste créé), M. Farny, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Blida.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance d'Oran, M. Gervais, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Guelma, en remplacement de M. Saurel, qui a été nommé procureur de la République près le tribunal de première instance de Tizi-Ouzou.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Guelma, M. Pagni, juge suppléant du ressort de la cour d'appel d'Alger, en remplacement de M. Gervais.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Constantine (poste créé), M. Ardans, juge suppléant du ressort de la cour d'Appel d'Alger.

Par décret du Président de la République en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Acquaviva, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Rabat, est nommé conseiller à la cour d'appel de Rabat, en remplacement de M. Guichard, dont la nomination a été rapportée.

### Décret du 6 octobre 1955 portant détachement de magistrat.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Acquaviva (Antoine), conseiller à la cour d'appel de Rabat, est placé pour une période de cinq ans, à compter du 1er juillet 1955, en service détaché auprès du ministère des affaires marocaines et tunisiennes pour exercer les fonctions de chef du service du contentieux de la résidence générale de la République française au Maroc.

### Décret du 6 octobre 1955 portant nomination d'un magistrat.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Sodini, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Casablanca, est nommé conseiller à la cour d'appel de Rabat en remplacement de M. Acquaviva, qui a été mis à la disposition du ministre des affaires marocaines et tunisiennes pour exercer les fonctions de chef du service du contentieux de la résidence générale de la République française au Maroc.

### Décret du 6 octobre 1955 portant détachement d'un magistrat.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Morel (Richard-Victor), juge suppléant du ressort de la cour d'appel de Tunis, est placé, pour une période de cinq ans, en service détaché auprès du ministère des affaires marocaines et tunisiennes pour exercer des fonctions judiciaires au tribunal mixte immobilier de Tunisie.

### Décret du 6 octobre 1955 admettant un magistrat à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Ingwiller, juge directeur du tribunal cantonal de Mulhouse, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 3 novembre 1955 (limite d'âge) et est nommé juge directeur honoraire dudit tribunal.

### Décret du 6 octobre 1955 portant élévations de juges de paix à la hors-classe.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, sont élevés au premier grade de la hiérarchie des juges de paix et maintenus dans leur poste actuel:

M. Caillol, juge de paix de Perpignan (cantons Est et Ouest) (Pyrénées-Orientales) (hors classe).

M. Pichon, juge de paix de Lille (Centre), Lille (Sud-Ouest), Orchies et Cysoing (Nord) (hors classe).

### Décret du 6 octobre 1955 portant nominations de juges de paix.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, sont nommés juges de paix:

Neuilly (Seine) (hors classe), M. Marechal, juge de paix de Paris (19e arrondissement) (hors classe), en remplacement de M. Lejeune, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Paris (19e arrondissement) (hors classe), M. Sertour, juge de paix de Vanves (Seine) (hors classe), en remplacement de M. Marechal.

Vanves (Seine) (hors classe), M. Latour, juge de paix de Limoges (canton Est), Ambazac et Laurière (Haute-Vienne), en remplacement de M. Sertour.

### Décret du 6 octobre 1955 admettant un magistrat à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 6 octobre 1955, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Gaudin, président du tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 10 octobre 1955 (limite d'âge) et est nommé président honoraire dudit tribunal.

### Application du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié pour la rétribution des membres des jurys des examens d'aptitude pour le recrutement des employés de bureau et des dactylographes de l'administration centrale et des services extérieurs judiciaires.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 portant fixation du système général de rétribution des agents de l'Etat et des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire, soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examen ou de concours, modifié par le décret n° 52-8 du 3 janvier 1952;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1954 fixant les modalités d'organisation de l'examen d'aptitude pour le recrutement des employés de bureau des services judiciaires de la métropole, à l'exception de la cour d'appel de Colmar;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1954 fixant les modalités d'organisation de l'examen d'aptitude pour le recrutement des employés de bureau de l'administration centrale;

Vu l'arrêté du 17 mars 1955 fixant les modalités d'organisation de l'examen d'aptitude pour le recrutement des employés de bureau des greffes et secrétariats des diverses juridictions du ressort de la cour d'appel de Colmar,

Arrêtent:

Art. 1er. — Pour l'application des dispositions de l'article 13 du titre III du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948, modifié par le décret n° 52-8 du 3 janvier 1952, les jurys des examens d'aptitude ouverts pour le recrutement des employés de bureau et des dactylographes de l'administration centrale du ministère de la justice et des services extérieurs judiciaires sont classés dans le groupe V, les épreuves écrites de ces examens étant réparties ainsi qu'il suit entre les différents taux:

| CATÉGORIES de jurys d'examens. | CLASSEMENT dans les groupes. | RÉPARTITION DES ÉPREUVES | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Taux n° 1. | Taux n° 2. | Taux n° 3. |
| Jury de l'examen d'aptitude pour le recrutement des employés de bureau de l'administration centrale du ministère de la justice et des services extérieurs judiciaires. | Groupe V. | Rédaction | | Dictée. Arithmétique. |
| Jury de l'examen d'aptitude pour le recrutement des dactylographes de l'administration centrale du ministère de la justice et des services extérieurs judiciaires. | Groupe V. | | | Copie dactylographique d'un texte administratif. Copie dactylographique d'un tableau simple. |

Art. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er janvier 1955 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 septembre 1955.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
Par délégation:
*Le directeur du personnel et de la comptabilité,*
LÉO-HENRI PÉNIÉ.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du budget,*
ROGER GOETZE.

### Commissions administratives paritaires.

Par arrêté en date du 29 septembre 1955, la date des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires des greffes et secrétariats du ressort de la cour d'appel de Colmar, créées par l'arrêté du 18 novembre 1947 modifié par arrêté du 12 septembre 1955, est fixée au lundi 31 octobre 1955.

### Emploi par les officiers publics et ministériels d'appareils ou procédés de reproduction des actes.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels des procédés de reproduction des actes, notamment son article 4;

Vu l'article 9 de l'arrêté du 22 mai 1955;

Vu les procès-verbaux d'essais établis par le Conservatoire national des arts et métiers les 7, 8, 19, 21 et 22 septembre 1955,

Arrête:

Art. 1er. — L'agrément prévu à l'article 4 du décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels des procédés de reproduction des actes est accordé aux appareils suivants:

I. — *Etablissements Maurice Colos.*

Appareil « Copyrex ».

II. — *Maison Fourment « Le Polygraphe universel ».*

Appareil duplicateur universel.
Stencils non perforés « Le Phenix ».

III. — *Etablissements Gilbert et Cie.*

Duplicateur à stencil « Combi-Print ».
Duplicateur à stencil « E. K. B. ».
Duplicateur à stencil « Idéal ».

IV. — *Duplicateurs Metro.*

Duplicateur hectographique « Dynamic ».
Duplicateur hectographique « Le Caddie ».
Duplicateur à stencil « Metro Rapid ».
Duplicateur à stencil modèle D.

V. — *La Verrerie scientifique.*

Electrographe « Boy-50-2 ».
Electrographe « Boy-50-3 ».
Electrographe « Rotarex » type BP.14
Electrographe « Rotarex » type BP.7.
Electrographe « Prim » type Z.7.
Electrographe « Prim » type Z.
Boite à développer V. S.
Electrographe « Rotarex-MP. Profil ».
Electrographe « Profil T.7 ».
Electrographe « Boy-Profil ».
Electrographe « Rotarex » type BP.7 Profil.

Art. 2. — Les appareils hectographiques visés à l'article 1er du présent arrêté ne peuvent être utilisés qu'avec un carbone hectographique agréé par le garde des sceaux, ministre de la justice.

En outre, les reproductions de documents judiciaires obtenues à l'aide des appareils hectographiques et des appareils à stencil visés à l'article précédent ne peuvent être établies que sur le papier spécial agréé par arrêté du ministre des finances en date du 22 octobre 1949.

Art. 3. — Les appareils et fournitures énumérés à l'article 1er ci-dessus ne peuvent être utilisés que sous réserve, en ce qui concerne les appareils, d'être munis de plaques, et en ce qui concerne les fournitures, revêtues de mentions indélébiles précisant la dénomination commerciale de l'appareil ou de la fourniture, ainsi que la date du présent arrêté d'agrément.

Art. 4. — Chaque grosse expédition ou copie obtenue à l'aide des appareils hectographiques et à stencil visés à l'article 1er du présent arrêté doit porter un cachet apposé par l'officier public ou ministériel, mentionnant sommairement la dénomination commerciale de l'appareil et des fournitures utilisés, ainsi que la date du présent arrêté d'agrément.

Art. 5. — Le directeur des affaires civiles et du sceau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er octobre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
*Le directeur du cabinet:*
HENRI DEYER

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels des procédés de reproduction des actes, notamment en son article 5;

Vu l'arrêté du 5 mars 1955 agréant certains appareils de reproduction,

Arrête:

Art. 1er. — M. Buvat, greffier en chef du tribunal de première instance de Saint-Etienne, est autorisé à utiliser l'appareil « S. 42 » fabriqué par la société Castex, pour la reproduction des documents judiciaires.

Art. 2. — Tous les documents remis à M. Buvat par des auxiliaires de justice et destinés à être reproduits doivent être établis sur des papiers et suivant un mode de présentation tels qu'ils puissent être copiés en utilisant l'appareil « S. 42 ».

Fait à Paris, le 1er octobre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI DEYER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels des procédés de reproduction des actes, notamment en son article 5;

Vu l'arrêté du 5 mars 1955 agréant certains appareils de reproduction,

Arrête:

Art. 1er. — M. de Chardon, greffier en chef du tribunal de police de Paris, est autorisé à utiliser l'appareil « Antara II » fabriqué par la société La Cellophane, pour la reproduction des documents judiciaires.

Art. 2. — Tous les documents remis à M. de Chardon par des auxiliaires de justice et destinés à être reproduits doivent être établis sur des papiers et suivant un mode de présentation tels qu'ils puissent être copiés en utilisant l'appareil « Antara II ».

Fait à Paris, le 1er octobre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI DEYER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi par les officiers publics et ministériels des procédés de reproduction des actes, notamment en son article 5;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1955 agréant certains appareils de reproduction,

Arrête:

Art. 1er. — M. Raymond, greffier du tribunal de commerce de Perpignan, est autorisé à utiliser l'appareil « Gestetner 160 », pour la reproduction des documents judiciaires.

Art. 2. — Tous les documents remis à M. Raymond par des auxiliaires de justice et destinés à être reproduits doivent être établis sur des papiers et suivant un mode de présentation tels qu'ils puissent être copiés en utilisant l'appareil « Gestetner 160 ».

Fait à Paris, le 1er octobre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI DEYER.

### Commissions régionales des dommages de guerre.

Par arrêté du 3 octobre 1955, sont désignés pour présider pendant une durée de trois ans, à compter du 1er octobre 1955, les commissions régionales des dommages de guerre siégeant à:

AMIENS

En qualité de titulaire: M. Pierson, président de chambre à la cour d'appel d'Amiens.

En qualité de suppléant: MM. de Merditte et Scharr, conseillers à la cour d'appel d'Amiens.

BORDEAUX

En qualité de titulaire: M. Quercy, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Bordeaux.

En qualité de suppléant: M. Robinet, avoué honoraire à la cour.

CAEN

En qualité de titulaire: M. Chauvel, président du tribunal administratif de Caen.

En qualité de suppléant: MM. Perrot, conseiller à la cour d'appel de Caen, et Lefevre, juge de paix à Cherbourg.

COLMAR

En qualité de titulaire: M. Suffert, conseiller à la cour d'appel de Colmar.

En qualité de suppléant: M. Krug, conseiller à la cour d'appel de Colmar.

DIJON

En qualité de titulaire: M. Leniept, prémier président honoraire de la cour d'appel de Dijon.

En qualité de suppléant: M. Mercier, conseiller honoraire à la cour d'appel de Dijon.

LILLE

En qualité de titulaire: M. Tacquet, juge honoraire au tribunal de première instance de Lille.

En qualité de suppléant: MM. Marcel Senlis, notaire honoraire à Lille, et Delattre, juge de paix hors classe d'Haubourdin, Armentières et la Bassée.

LYON

En qualité de titulaire: M. Panatard, conseiller honoraire à la cour d'appel de Lyon.

En qualité de suppléant: M. Preile, juge honoraire au tribunal de première instance de Lyon.

MARSEILLE

En qualité de titulaire: M. Orsatelli, procureur général honoraire près la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

En qualité de suppléant: MM. Alquier, vice-président au tribunal de Marseille, et Heurte, commissaire du Gouvernement près le tribunal administratif de Marseille.

METZ

En qualité de titulaire: M. Kauffeisen, vice-président honoraire au tribunal de première instance de Metz.

En qualité de suppléant: MM. Kipper, juge au tribunal de première instance de Metz, Hoen et Poncelet, conseillers à la cour d'appel de Colmar (chambre détachée de Metz).

NANTES

En qualité de titulaire: M. Baixes, ancien vice-président du tribunal de première instance de Nantes.

En qualité de suppléant: M. Rebillard, juge au tribunal de première instance de Nantes.

ORLÉANS

En qualité de titulaire: M. Bedel, président de chambre à la cour d'appel d'Orléans.

En qualité de suppléant: M. Mayet, conseiller de préfecture en retraite.

PARIS

En qualité de titulaire: M. Pleven, conseiller de préfecture.

En qualité de suppléant: M. Raymond, conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris.

RENNES

En qualité de titulaire: M. Delrieu, conseiller à la cour d'appel de Rennes.

En qualité de suppléant: MM. Leclerch, juge de paix honoraire, et Lassuze, président honoraire du conseil de préfecture interdépartemental.

ROUEN

En qualité de titulaire: M. Savagner, premier président honoraire de la cour d'appel de Rouen.

En qualité de suppléant: M. Savoye, avoué honoraire.

TOULOUSE

En qualité de titulaire: M. Saint-Laurens, premier président honoraire de la cour d'appel de Toulouse.

En qualité de suppléant: MM. Deltel, conseiller à la cour d'appel de Toulouse, et Lacaze, juge honoraire au tribunal de première instance de Toulouse.

## Commission spéciale de la batellerie.

Par arrêté du 3 octobre 1955, sont désignés pour présider pendant une durée de trois ans, à compter du 1er octobre 1955, la commission spéciale des dommages de guerre prévue à l'article 55 de la loi du 28 octobre 1946 modifiée, et dénommée « Commission spéciale de la batellerie »:

En qualité de titulaire: M. Louis Roger, conseiller d'Etat honoraire.

En qualité de suppléant: M. Charles Mitton, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris.

## Education surveillée.

Par arrêté du 29 septembre 1955, est nommé, à compter du 1er octobre 1955, instructeur technique stagiaire au centre d'observation de Paris:

M. Marchesi (François), demeurant 5, avenue J.-J.-Rousseau, à Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).

Par arrêté du 29 septembre 1955, est placé, à compter du 23 août 1955, dans la position « sous les drapeaux »:

M. Besse (Jean-Marie), agent de service 2e catégorie stagiaire à l'institution publique d'éducation surveillée de Saint-Hilaire.

Par arrêté du 29 septembre 1955, est placée en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de deux mois à compter du 15 octobre 1955:

Mlle Mounier (Raymonde), éducatrice chef (1e classe) à l'institution publique d'éducation surveillée de Brécourt.

Par arrêté du 29 septembre 1955, est acceptée, à compter du 2 septembre 1955, la démission de M. Constensou (Pierre), professeur d'éducation physique stagiaire à l'internat approprié de Spoir.

Par arrêté du 29 septembre 1955, est acceptée, à compter du 14 septembre 1955, la démission de M. Maunier (Auguste), agent de service 2e catégorie stagiaire au centre d'observation de Marseille.

## Greffiers.

Par arrêté du 1er octobre 1955, M. Marchand (Georges), greffier stagiaire au tribunal de la Flèche, est titularisé dans son grade et élevé au premier échelon de la 2e classe, à compter du 6 juillet 1955.

M. Marchand est élevé du 1er échelon au 5e échelon, à compter du 6 juillet 1955, compte tenu de 6 ans 8 mois et 6 jours de bonifications d'ancienneté pour services militaires et de 1 an 3 mois 24 jours de majorations d'ancienneté au titre du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954.

## Secrétaires de parquet.

Par arrêté du 1er octobre 1955, Mlle Pierre (Mireille) est nommée secrétaire de parquet stagiaire au tribunal de première instance de Pont-Audemer en remplacement de M. Alary, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret n° 55-1327 du 6 octobre 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie des dispositions de l'article 2 de la loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 relatives aux établissements agréés en vue de la préparation des produits sanguins.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérives et notamment ses articles 2, 9 et 10;

Vu le décret n° 54-65 du 16 janvier 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'article 2 de la loi du 21 juillet 1952 relatives aux établissements agréés en vue de la préparation des produits sanguins, et notamment son article 27;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

### Titre Ier

*Création et contrôle des établissements de transfusion sanguine.*

Art. 1er. — Les établissements dans lesquels sont préparés le sang humain, son plasma et leurs dérivés, sont les centres de transfusion sanguine et les postes de transfusion sanguine.

Les centres de transfusion sanguine doivent être agréés par le gouverneur général de l'Algérie après accord du ministre de la santé publique et de la population.

Art. 2. — Les établissements de transfusion sanguine ne peuvent être créés que par des collectivités ou des groupements à caractère désintéressé.

Art. 3. — Sauf dérogation qui peut être accordée par le gouverneur général, il ne peut exister qu'un centre de transfusion sanguine par département. Ce centre est situé au chef-lieu et il porte le nom de centre départemental de transfusion sanguine.

Dans le cas où le fonctionnement de plusieurs centres de transfusion sanguine est autorisé dans un département, la circonscription de chaque centre est fixée par le gouverneur général sur proposition du préfet. L'un de ces centres choisi par le gouverneur général prend le nom de centre départemental de transfusion sanguine.

S'il existe dans le département un centre de transfusion sanguine et de dessiccation du plasma tel qu'il est prévu à l'article 17 ci-après, ce centre constitue le centre départemental sauf décision contraire du gouverneur général.

Art. 4. — Les centres de transfusion sanguine et de dessiccation du plasma visés à l'article 17 du présent décret ont, pour la collecte du sang destiné à la préparation du plasma et la délivrance de celui-ci aux établissements de transfusion sanguine, une circonscription fixée par décision du gouverneur général.

Art. 5. — Dans chaque département, le préfet fixe sur proposition du directeur départemental de la santé, qui prend l'avis du comité départemental de transfusion sanguine, la circonscription des postes de transfusion sanguine et les attributions supplémentaires qui pourraient leur être confiées en vertu de l'article 18 ci-après.

Ces dispositions ne deviennent définitives qu'après approbation du gouverneur général.

Art. 6. — Les centres et postes de transfusion sanguine, quelle que soit la collectivité ou le groupement dont ils relèvent, sont soumis au contrôle du gouverneur général.

Le ministre de la santé publique et de la population peut, à tout moment, faire procéder à l'inspection desdits établissements par une personne désignée à cet effet.

### Titre II

*Administration et fonctionnement des établissements de transfusion sanguine.*

Art. 7. — Tout centre de transfusion sanguine est administré par un directeur assisté d'un comité consultatif.

Le directeur d'un centre public de transfusion sanguine est nommé par le gouverneur général.

Le directeur d'un centre privé de transfusion sanguine est nommé par l'organe compétent de la collectivité dont le centre relève.

La nomination du directeur ne devient définitive qu'après accord du ministre de la santé publique et de la population qui statue après avis de la commission consultative de la transfusion sanguine et, lorsqu'il s'agit d'un centre privé, sur proposition du gouverneur général.

La composition du comité consultatif visé à l'alinéa premier du présent article est fixée par arrêté du gouverneur général.

Art. 8. — Le directeur est responsable du fonctionnement du centre tant au point de vue technique qu'au point de vue administratif.

La collectivité ou groupement dont le centre relève met à la disposition du directeur et sur sa demande, le personnel, le matériel et les locaux nécessaires au fonctionnement du service.

Le personnel est placé exclusivement sous l'autorité du directeur du centre pour l'exécution du service.

Art. 9. — Chaque centre de transfusion sanguine est doté d'une comptabilité et d'un budget distincts de ceux de la collectivité dont il dépend.

Son budget constitue une annexe du budget de cette collectivité. Il est préparé par le directeur du centre après consultation du comité visé à l'article 7 ci-dessus.

Le directeur du centre engage, liquide et ordonne les dépenses dans la limite des crédits régulièrement ouverts au budget. Il émet les titres de recettes. Il établit les comptes annuels.

Les règles de la comptabilité publique sont applicables aux centres relevant de collectivités publiques ou d'établissements publics.

Le budget et les comptes de chaque centre de transfusion sanguine sont arrêtés par la collectivité dont le centre relève, dans les conditions prévues pour les budgets et comptes de ladite collectivité.

Art. 10. — Un règlement intérieur, établi par l'organe compétent de la collectivité dont le centre relève, règle, sur proposition du directeur, l'organisation et le fonctionnement du service intérieur. Ce règlement doit être approuvé par le gouverneur général.

Art. 11. — Après avoir consulté le comité consultatif visé à l'article 7 ci-dessus, le directeur adresse, chaque année, un rapport sur l'activité du centre à la collectivité dont le centre relève.

Ce rapport, accompagné de l'avis émis par ledit comité, est transmis au gouverneur général, au ministre de la santé publique et de la population et au ministre de l'intérieur.

Art. 12. — Le comité consultatif est obligatoirement consulté sur:

Les demandes de concours financiers adressées par la collectivité dont relève le centre de transfusion sanguine;

Le projet de budget et le rapport d'activité présentés par le directeur à la collectivité dont relève le centre de transfusion sanguine;

La création éventuelle par le centre de postes de transfusion sanguine et de dépôts de produits sanguins;

L'orientation à donner aux travaux du centre au cours de l'année suivante.

En outre, ce comité émet un avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le directeur.

Art. 13. — Les postes de transfusion sanguine sont dirigés par un praticien nommé par la collectivité dont relève le poste. Cette nomination est soumise, sur proposition du directeur départemental de la santé, à l'agrément du préfet qui se prononce après avis du conseiller régional de transfusion sanguine prévu à l'article 22 ci-après.

Toutefois, les prescriptions édictées en ce qui concerne l'administration et le fonctionnement des centres de transfusion sanguine peuvent être étendues aux postes qui auront été autorisés, dans les conditions fixées à l'article 18 ci-après, à effectuer une partie des opérations normalement réservées aux centres de transfusion sanguine.

### Titre III

*Attributions des divers établissements de transfusion sanguine.*

Art. 14. — Les centres et les postes de transfusion sanguine sont chargés:

De recruter les donneurs de sang, notamment en participant à la propagande éducative pour susciter des donneurs volontaires;

D'assurer le contrôle médical des donneurs au moyen des examens cliniques et biologiques nécessaires tant lors de leur recrutement que lors des examens périodiques ultérieurs;

De tenir à jour un fichier de ces donneurs;

De procéder aux prélèvements de sang;

De constituer des dépôts de sang humain et de ses dérivés et d'en assurer la bonne conservation;

D'assurer un service d'urgence de la transfusion sanguine;

De répondre aux demandes de sang frais, de ses dérivés ou, en cas de nécessité, de produits de remplacement du plasma, qui sont formulées par les médecins et les établissements de soins publics et privés de leur circonscription.

Art. 15. — Les centres de transfusion sanguine sont en outre chargés:

D'assurer la préparation du sang conservé, du plasma liquide et des globules rouges;

De pourvoir aux besoins des postes de transfusion sanguine en plasma liquide ou desséché ou en tout autre produit dérivé du sang, sous réserve de la fourniture, par ces postes, du sang nécessaire à la préparation de ces produits;

D'améliorer les techniques transfusionnelles ainsi que les méthodes de préparation des produits dérivés du sang et de faire connaître ces techniques et méthodes aux diverses catégories de praticiens;

D'effectuer éventuellement la détermination des groupes sanguins chez les receveurs et dans certaines catégories de la population.

Art. 16. — Les centres de transfusion sanguine dont les moyens en personnel et en matériel ont été jugés suffisants par le ministre de la santé publique et de la population, sur proposition du gouverneur général, peuvent être autorisés par ce dernier à effectuer tout ou partie des opérations suivantes:

Préparation de matériel stérile et exempt de matières pyrogènes pour le prélèvement et la transfusion sanguine;

Préparation de sérums tests pour la détermination des groupes sanguins;

Préparation, à l'exception du plasma sec, des produits dérivés du sang énumérés dans la liste prévue à l'article 1er de la loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 et non visés à l'article 15 ci-dessus.

Art. 17. — Certains centres de transfusion sanguine peuvent être autorisés par le gouverneur général, après accord du ministre de la santé publique et de la population, à procéder à la dessiccation du plasma humain et prennent alors la dénomination de centres de transfusion sanguine et de dessiccation du plasma.

Ces centres fournissent en plasma sec les centres et postes de transfusion sanguine.

Art. 18. — Si les nécessités locales le justifient et si leurs moyens en personnel et en matériel sont jugés suffisants, certains postes de transfusion sanguine peuvent être autorisés par le préfet à effectuer une partie des opérations normalement réservées aux centres de transfusion sanguine.

TITRE IV

*Organisation générale de la transfusion sanguine.*

Art. 19. — Les décisions d'agrément des établissements de transfusion sanguine seront prises eu égard aux prescriptions des arrêtés pris en application de l'article 19 du décret du 16 janvier 1954.

Art. 20. — Les renseignements médicaux recueillis par les centres de transfusion sanguine aux fins de recherches, dans le cadre des travaux poursuivis par l'institut national d'hygiène, sont centralisés par ledit établissement suivant les modalités fixées par le ministre de la santé publique et de la population.

Art. 21. — Le gouverneur général peut désigner pour l'ensemble du territoire algérien un centre de transfusion sanguine et de dessiccation du plasma auquel sont confiées certaines activités dans le domaine transfusionnel, notamment la mission de procéder à des recherches et d'organiser des stages de perfectionnement à l'intention des diverses catégories de praticiens intéressés à la transfusion sanguine.

Ces activités peuvent être attribuées à un centre dépendant directement du gouverneur général de l'Algérie.

Art. 22. — Le gouverneur général désigne un médecin conseiller de transfusion sanguine qui est chargé de conseiller ses services sur l'orientation et la coordination des établissements de transfusion sanguine.

Art. 23. — L'organisation générale de la transfusion sanguine, l'action en faveur du don du sang et la coordination des centres et postes de transfusion sanguine sont assurées dans le département, sous l'autorité du préfet, par le directeur départemental de la santé assisté d'un comité départemental de la transfusion sanguine dont la composition est fixée par le gouverneur général. Le comité départemental de transfusion sanguine émet un avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le directeur départemental de la santé.

Il peut constituer une commission de propagande éducative en s'assurant le concours de personnalités choisies en dehors du comité.

Art. 24. — Les rapports entre un centre de transfusion sanguine et les postes de transfusion sanguine de sa circonscription sont fixés dans des conventions conclues par les collectivités responsables du centre et du poste et approuvées par le préfet.

Toutefois, les rapports entre un centre de transfusion et les postes de transfusion sanguine qui relèvent de la même collectivité sont fixés par le règlement intérieur du centre.

Art. 25. — Le ministre de l'intérieur et le ministre de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

BERNARD LAFAY.

---

**Décret du 6 octobre 1955 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune de Sapogne-Feuchères (Ardennes).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 43 et 44 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Considérant que de graves dissentiments au sein du conseil municipal de Sapogne-Feuchères (Ardennes) entravent l'administration de la commune;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Sapogne-Feuchères (Ardennes) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de:

MM. Legouge (Jules), Supplice (Robert), Jolly (Henri).

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

---

**Décret du 6 octobre 1955 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune de Bois-Jérôme-Saint-Ouen (Eure).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 43 et 44 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Considérant que de graves dissentiments au sein du conseil municipal de Bois-Jérôme-Saint-Ouen (Eure) entravent l'administration de la commune;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Bois-Jérôme-Saint-Ouen (Eure) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de:

MM. Suze (René), Perret (Camille), Lemault (Elie).

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

**Décret du 6 octobre 1955 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune de Mogneville (Meuse).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 43 et 44 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Considérant que de graves dissentiments au sein du conseil municipal de Mogneville (Meuse) entravent l'administration de la commune;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Mogneville (Meuse) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de:

MM. Trompette (Alfred), Godmart (Henri), Michaut (Lucien).

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

**Création à l'école nationale de la santé publique d'une section d'étude des problèmes sanitaires et sociaux concernant la migration algérienne.**

Le ministre de la santé publique et de la population et le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 46-1194 du 24 mai 1946 fixant l'organisation administrative de l'école nationale de la santé publique, et notamment ses articles 1er, 2, 3 et 7,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est créé à l'école nationale de la santé publique une section d'étude des problèmes sanitaires et sociaux concernant la migration algérienne.

Les enseignements donnés dans le cadre de cette section comporteront des stages de formation et de perfectionnement; ils s'adresseront à des fonctionnaires ainsi qu'à des auditeurs libres.

Art. 2. — Les modalités d'admission et d'enseignement seront déterminées dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 24 mai 1946 fixant l'organisation administrative de l'école nationale de la santé publique.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur désignera un représentant au conseil de direction de l'école nationale de la santé publique.

Art. 4. — Il est constitué au sein du comité sicentifique et pédagogique une section spécialisée, dont la composition sera fixée par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé publique et de la population, sur proposition du directeur de l'école. Elle sera présidée par le président du conseil de direction de l'école.

Art. 5. — Le directeur des affaires d'Algérie au ministère de l'intérieur, le directeur général de l'entr'aide et de la population et le directeur de l'école nationale de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 1955.

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur adjoint du cabinet,*

ABEL THOMAS.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

BERNARD LAFAY.

## Sûreté nationale.

### Officiers de police et agents spéciaux

Par arrêté du 1er juillet 1955, l'honorariat est conféré à M. Sernit (Paul), inspecteur principal de la sûreté nationale, actuellement en retraite

Par arrêté du 27 juillet 1955, M. Deschodt (Raymond), officier de police, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 23 août 1955.

Par arrêté du 3 août 1955, M. Lanot (Guy), officier de police principal, est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Libourne.

Par arrêté du 8 août 1955, l'honorariat est conféré à M. Duris (Jean), officier de police principal, actuellement en retraite.

Par arrêtés du 9 août 1955:

Les dispositions de l'arrêté du 24 mai 1955, portant mutation, dans l'intérêt du service, au secteur frontière du département de la Savoie à Modane de M. Viala (Jean), officier de police, sont et demeurent rapportées.

M. Viala est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Narbonne.

M. Bresson (Lucien), officier de police, est chargé des fonctions d'adjoint au chef du secteur frontière de la Savoie.

Par arrêté du 23 août 1955, M. Pierrot (Louis), officier de police de la sûreté nationale, est reconnu en état d'invalidité temporaire, conformément à l'article 8 *bis* du décret du 20 octobre 1947.

Par arrêtés du 27 août 1955:

M. Decombat (Jean), officier de police principal, est muté, dans l'intérêt du service, au service des renseignements généraux à Roanne.

M. Annebicque (Léon), officier de police, est muté, dans l'intérêt du service, au service des renseignements généraux à la gare de Lyon à Paris.

Par arrêté du 30 août 1955, M. Piquet (Maurice), officier de police, est muté, d'office, au secteur frontière du Haut-Rhin à Saint-Louis

Par arrêté du 31 août 1955:

Les dispositions de l'arrêté du 13 juillet 1955, mutant au service de la sécurité publique à Reims M. Rouet (Henri), officier de police, sont rapportées.

M. Rouet est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Limoges.

### Officiers de police adjoints

Par arrêté du 20 juillet 1955, il est mis fin au détachement, auprès du ministre des affaires étrangères, de M. Ravel (Paul), officier de police adjoint, qui, réintégré dans les cadres de la sûreté nationale, est affecté à la direction générale de la sûreté nationale.

Par arrêtés du 25 juillet 1955:

M. Bevancon (André), officier de police adjoint de classe provisoire, 3e échelon, est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Marseille.

M. Vincentelli (Don Joseph), officier de police adjoint, au service des renseignements généraux à Marseille, actuellement en congé de longue durée, par application de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946, est mis en disponibilité d'office, sans traitement, pour une période de six mois (1re période).

M. Caillon (Bernard), officier de police adjoint, est mis en disponibilité, sur sa demande, pour une durée d'un an.

L'honorariat est conféré à M. Vernez (Dauphin), officier de police adjoint de classe provisoire, actuellement en retraite.

Par arrêtés du 27 juillet 1955, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite les officiers de police adjoints dont les noms suivent:

M. Doussain (Paul), à compter du 2 septembre 1955.

M. Magnou (Eugène), à compter du 13 septembre 1955.

M. Desquinabos (Julien), à compter du 15 septembre 1955.

M. Lepoivre (Charles), à compter du 23 septembre 1955.

M. Allard (Florimond), à compter du 25 septembre 1955.

M. Leverrier (Abel), à compter du 28 septembre 1955.

M. Galon (Albert), à compter du 14 octobre 1955.

M. Dupin (Gabriel), à compter du 25 octobre 1955.

M. Perney (Gustave), à compter du 3 novembre 1955.

M. Martin (Pierre), à compter du 24 novembre 1955.

M. Cinqfrais (Elie), à compter du 25 novembre 1955.

M. Castagnet (Jean), à compter du 22 décembre 1955.

M. Constant (Henri), à compter du 15 décembre 1955

Par arrêté du 28 juillet 1955, M. Queinnec (Joseph), officier de police adjoint, est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Mézières-Charleville.

Par arrêté du 1er août 1955, M. Brulin (Edouard), officier de police adjoint, en congé de longue durée, par application de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946, est réintégré dans les cadres de la sûreté nationale et muté au service des renseignements généraux à Lille.

Par arrêté du 8 août 1955, M. Recordier (Sylvain), officier de police adjoint, est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Saint-Etienne.

Par arrêtés du 10 août 1955:

Les dispositions de l'arrêté n° 577 du 19 avril 1955, nommant officier de police adjoint stagiaire de la sûreté nationale au service des renseignements généraux à Bellegarde, à compter du 1er juin 1955, M. Chastaing (Joseph), candidat militaire admis, non acceptant, sont et demeurent rapportées.

Les dispositions de l'arrêté n° 578 du 19 avril 1955 nommant officier de police adjoint stagiaire de la sûreté nationale, au service de la sécurité publique à Douai, à compter du 1er juin 1955, M. Sauli (François), candidat militaire admis, non acceptant, sont et demeurent rapportées.

Les dispositions de l'arrêté n° 471 du 19 avril 1955, nommant officier de police adjoint stagiaire de la sûreté nationale, au service des renseignements généraux à Sarreguemines, à compter du 16 juillet 1955, M. Jund (Norbert), candidat militaire admis, non acceptant, sont et demeurent rapportées.

Par arrêté du 16 août 1955, M. Terraz (Paul), officier de police adjoint, est muté, dans l'intérêt du service, au secteur frontière du département de l'Ain à Bellegarde.

Par arrêtés du 17 août 1955, sont mutés, dans l'intérêt du service:

M. Fouteade (Jean), officier de police adjoint, au service des renseignements généraux à Caen.

M. Daguet (Gustave), officier de police adjoint, au service de la sécurité publique à Toulouse.

Par arrêté du 24 août 1955, M. Lloury (Pierre), officier de police adjoint, est muté, dans l'intérêt du service, au service de la sécurité publique à Saint-Etienne.

Par arrêtés du 30 août 1955:

M. Lelom (François), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée, avec demi-traitement, pour une période de six mois (septième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Cabon (Francis), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de six mois (deuxième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Gobron (Noël), officier de police adjoint, est mis en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de six mois (premier congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Henry (André), officier de police adjoint, est mis en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de six mois (premier congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Sachan (Maurice), officier de police adjoint, est mis en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de six mois (premier congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

Par arrêtés du 5 septembre 1955:

M. Lamotte (Eugène), officier de police adjoint, est muté, dans l'intérêt du service, au service des renseignements généraux à Fézlers.

M. Bourez (René), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de deux mois (septième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Bourez (René), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée, avec demi-traitement, pour une période de quatre mois (huitième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Piff (Raymond), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée avec demi-traitement, pour une nouvelle période de six mois (septième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Beauvineau (Armand), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de six mois (quatrième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

M. Lamure (André), officier de police adjoint, est maintenu en congé de longue durée, avec plein traitement, pour une période de trois mois (deuxième congé), en application des dispositions de l'article 93 (§ 1er) de la loi du 19 octobre 1946.

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 août 1955:

Page 7696, 2e colonne, 42e ligne, au lieu de: « Albagac », lire: « Albagnac (Marcel) ».

Page 7697, 1re colonne, 23e ligne, au lieu de: « Devanly », lire: « Devanlay (François) ».

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

### Décret du 5 octobre 1955 portant promotions d'officiers de l'armée active (armée de terre).

Par décret en date du 5 octobre 1955, sont promus à titre définitif:

TROUPES COLONIALES

**Service de santé.**

A. — MÉDECINS

*Au grade de médecin colonel.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

Les médecins lieutenants-colonels:

M. Courmes (Edouard-Noël), organisation.
M. Demange (Marcel), organisation.

*Au grade de médecin lieutenant-colonel.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

Les médecins commandants:

M. Le Minor (Edouard-Eugène-Léon), en remplacement de M. Courmes, promu. — Maintenu.

M. Caro (Jean-Marie-Laurent), en remplacement de M. Demange, promu. — Maintenu.

M. Brochen (Louis-Jacques), en remplacement de M. Blanchet, retraité. — Maintenu.

M. Andre (Maurice-Francis), en remplacement de M. Taillard, retraité. — Maintenu.

M. Guidoni (Paul), en remplacement de M. Hericord, retraité. — Maintenu.

*Au grade de médecin commandant.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

Les médecins capitaines:

2e tour (choix). M. Conjeaud (Jean), en remplacement de M. Koerber, retraité. — Maintenu.

1er tour (ancienneté). M. Labbe (Pierre-Léon-Eugène), en remplacement de M. Le Bousse, décédé. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Corolleur (Guy-Gabriel), en remplacement de M. Domec, retraité. — Maintenu.

1er tour (ancienneté). M. Lacouture-Dugue (Francis-Georges-Louis), en remplacement de M. Seys, décédé. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Mattei (François-Marcel-Augustin), en remplacement de M. Ayme, retraité. — Maintenu.

1er tour (ancienneté). M. Palanque (Albert-Lucien-Jean), en remplacement de M. Brusq, retraité. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Mafart (Yves-Jean), en remplacement de M. Aulezy, retraité. — Maintenu.

1er tour ancienneté). M. Varon (Maurice-Jacques-Fabien), en remplacement de M. Nicol, retraité. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Demarchi (Jean-Louis-Albert-Georges), en remplacement de M. Branche, retraité. — Maintenu.

*Au grade de médecin capitaine.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

Les médecins lieutenants:

2e tour (choix). M. Guerin (Jean), en remplacement de M. Conjeaud, promu. — Maintenu.

3e tour (ancienneté). M. Chastel (Jean-Simon-Mary-Christian), en remplacement de M. Labbe, promu. — Maintenu.

1er tour (ancienneté). M. Bordas (Pierre-Roger), en remplacement de M. Corolleur, promu. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Huet (René), en remplacement de M. Lacouture-Dugue, promu. — Maintenu.

3e tour ancienneté). M. Maydat (Louis-Joseph), en remplacement de M. Mattei, promu. — Maintenu.

1er tour (ancienneté). M. Merceron (Pierre-Louis), en remplacement de M. Palanque, promu. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Chastel (Claude-Emile), en remplacement de M. Mafart, promu. — Maintenu.

3e tour (ancienneté). M. Creff (Paul-Clément-Marie), en remplacement de M. Varon, promu. — Maintenu.

1er tour (ancienneté). M. Goachet (Guy-Georges), en remplacement de M. Demarchi, promu. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Sentilhes (Louis-Charles-Henri), organisation.

3e tour (ancienneté). M. Pierchon (Etienne-Henri-Edmond), organisation.

1er tour (ancienneté). M. Berthele (Jacques), organisation.

2e tour (choix). M. Moal (Louis-Jean-François), organisation.

3e tour (ancienneté). M. Chemier (Gérard-Claude-Adrien), organisation.

1er tour (ancienneté). M. Gavarrino (Raymond-Charles-Louis), organisation.

2e tour (choix). M. Gindrey (Jacques-Louis), organisation.

B. — Pharmaciens

*Au grade de pharmacien commandant.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

Les pharmaciens capitaines:

1er tour (ancienneté). M. Biergeon (Max-Emile-Marcel), en remplacement de M. Duval, retraité. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Bergot (Jean-Louis-Marie), en remplacement de M. Demange, promu — Maintenu.

*Au grade de pharmacien capitaine.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

Les pharmaciens lieutenants:

1er tour (ancienneté). M. Perisse (Julien-Joseph-Etienne-Pierre), en remplacement de M. Appriou, retraité. — Maintenu.

2e tour (choix). M. Sayerse (Charles), en remplacement de M. Gauthier, retraité — Maintenu.

C. — Officiers d'administration

*Au grade de commandant.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

M. le capitaine Fontaine (Roger), en remplacement de M. Achard, promu. — Maintenu.

*Au grade de capitaine.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1955.)

2e tour (choix). M. le lieutenant Cacciaguerra (Charles-Dominique), en remplacement de M. Fontaine, promu. — Maintenu

**Transferts de crédits et d'autorisations de programmes.**

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 9 de la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale);

Vu la loi n° 54-1312 du 31 décembre 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme pour l'exercice 1955 (II. — Aviation civile et commerciale);

Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les arrêtés interministériels des 25 mars 1955, 14 avril 1955 et 25 mai 1955 portant transfert d'autorisations de programme et de crédits de payement de la section marine du budget de la défense nationale et des forces armées à la section II. — Aviation civile et commerciale du budget des travaux publics, des transports et du tourisme sont abrogés.

Art. 2. — Sur les autorisations de programme et les crédits de payement ouverts au ministre de la défense nationale et des forces armées (section marine), pour l'exercice 1955, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 2.090.300.000 F et un crédit de payement de 1.910.950.000 francs sont définitivement annulés conformément à l'état A annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme sur l'exercice 1955, en addition aux autorisations de programme et aux crédits de payement ouverts par la loi n° 54-1312 du 31 décembre 1954 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 2.090.300.000 F et un crédit de payement de 1.910.950.000 F répartis par service et par chapitre conformément à l'état B annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme rendra compte de l'emploi des autorisations de programme et des crédits de payement ainsi transférés dans les mêmes conditions que pour ceux de son propre budget.

Art. 5. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1955.

Pour le ministre de la défense nationale et des forces armées et par délégation:

*Le conseiller technique,*
CAMILLE LADÉ.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

**Etat A.** — *Autorisation de programme et crédits de payement annulés sur l'exercice 1955 au budget de la défense nationale et des forces armées (section Marine).*

| NUMÉROS des chapitres. | LIBELLÉ DES CHAPITRES | AUTORISATIONS de programme annulées. | CRÉDITS de payement annulés. |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | Francs. |
| | **Défense nationale.** | | |
| | SECTION MARINE | | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | | |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.* | | |
| 34-92 | Logements, cantonnements, loyers | » | 17.900.000 |
| | *5e partie. — Travaux d'entretien.* | | |
| 35-91 | Entretien des immeubles et du domaine militaire | » | 303.050.000 |
| | Total pour le titre III | » | 320.950.000 |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | | |
| | *4e partie. — Infrastructure.* | | |
| 54-61 | Aéronautique navale. — Bases | 1.999.000.000 | 1.534.000.000 |
| 54-62 | Aéronautique navale. — Acquisitions immobilières | 91.300.000 | 56.000.000 |
| | Total pour le titre V | 2.090.300.000 | 1.590.000.000 |
| | Total pour l'état A | 2.090.300.000 | 1.910.950.000 |

**Etat B.** — *Autorisations de programme et crédits de payement ouverts sur l'exercice 1955 au budget des travaux publics, des transports et du tourisme (II: Aviation civile et commerciale).*

| NUMEROS des chapitres. | LIBELLÉ DES CHAPITRES | AUTORISATIONS de programme accordées. | CRÉDITS de payement ouverts |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | Francs. |
| | **Travaux publics, transports et tourisme.** | | |
| | II. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE | | |
| | TITRE III. — MOYENS DES SERVICES | | |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.* | | |
| 34-91 | Loyers et indemnités de réquisition. — Payement pour le compte d'autres départements ministériels ..... | » | 17.900.000 |
| | *5e partie. — Travaux d'entretien.* | | |
| 35-62 | Bases aériennes. — Travaux d'entretien des immeubles et des bases aériennes. — Travaux effectués pour le compte d'autres départements ministériels ..... | » | 303.050.000 |
| | Total pour le titre III..... | » | 320.950.000 |
| | TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT | | |
| | *3e partie. — Transports. — Communications et télécommunications.* | | |
| 53-92 | Travaux et installations effectuées dans la métropole pour le compte d'autres départements ministériels (acquisitions immobilières, travaux, fournitures, main-d'œuvre, étude et surveillance) ..... | 1.081.300.000 | 619.965.000 |
| | *8e partie. — Investissements hors métropole.* | | |
| 58-92 | Travaux et installations effectués hors métropole pour le compte d'autres départements ministériels (acquisitions immobilières, travaux, fournitures, main-d'œuvre et surveillance). | 1.009.000.000 | 970.035.000 |
| | Total pour le titre V..... | 2.090.300.000 | 1.590.000.000 |
| | Total pour l'état B... | 2.090.300.000 | 1.910.950.000 |

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 27 de la loi n° 52-1442 du 30 décembre 1952 portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1953;

Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les arrêtés interministériels des 17 mars 1955, 16 avril 1955 et 25 mai 1955, portant transfert d'autorisations de programme et de crédits de payement de la section marine à la section air du budget de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1955, sont abrogés.

Art. 2. — Sur les autorisations de programme et les crédits de payement ouverts au ministre de la défense nationale et des forces armées, pour l'exercice 1955, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 13.620 millions de francs et un crédit de payement de 6.341.720.000 francs sont définitivement annulés conformément à l'état A annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées sur l'exercice 1955, en addition aux autorisations de programme et aux crédits de payement ouverts par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 13.620 millions de francs et un crédit de payement de 6.341.720.000 F, répartis par chapitre conformément à l'état B annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1955.

Pour le ministre de la défense nationale et des forces armées et par délégation:

*Le conseiller technique,*
CAMILLE LABÉ.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

**Etat A.** — *Autorisations de programme et crédits de payement annulés sur l'exercice 1955 au budget de la défense nationale et des forces armées (section Marine).*

| NUMEROS des chapitres. | LIBELLÉ DES CHAPITRES | AUTORISATIONS de programme annulées. | CRÉDITS de payement annulés. |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | Francs. |
| | **Défense nationale.** | | |
| | SECTION MARINE | | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | | |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services.* | | |
| 34-62 | Entretien des matériels de série de l'aéronautique navale..... | 1.200.000.000 | 1.870.000.000 |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | | |
| | *3e partie. — Fabrications.* | | |
| 53-61 | Aéronautique navale. — Matériel de série..... | 12.420.000.000 | 4.471.720.000 |
| | Total pour la section Marine ..... | 13.620.000.000 | 6.341.720.000 |

**Etat B.** — *Autorisations de programme et crédits de payement ouverts sur l'exercice 1955 au budget de la défense nationale et des forces armées (section Air).*

| NUMEROS des chapitres. | LIBELLÉ DES CHAPITRES | AUTORISATIONS de programme accordées. | CRÉDITS de payement accordés. |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | Francs. |
| | **Défense nationale.** | | |
| | SECTION AIR | | |
| | TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES | | |
| | *4e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services.* | | |
| 34-71 | Entretien et réparations du matériel aérien assurés par la direction technique et industrielle ..... | 1.200.000.000 | 1.870.000.000 |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | | |
| | *3e partie. — Fabrications.* | | |
| 53-73 | Matériel de série de l'aéronautique navale ..... | 12.420.000.000 | 4.471.720.000 |
| | Total pour la section Air.. | 13.620.000.000 | 6.341.720.000 |

**Administration centrale de la guerre.**

Par arrêté du 14 septembre 1955, les administrateurs civils dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement valable pour l'année 1950, dans les conditions ci-après.

*Administrateurs civils de classe exceptionnelle.*

Mlle Treillet, administrateur de 1re classe, 3e échelon.
Mlle Cornuot, administrateur de 1re classe, 3e échelon.

*Administrateurs civils de 1re classe.*

M. Ivonnet, administrateur de 2e classe, 3e échelon.
M. Bouzou, administrateur de 2e classe, 2e échelon.
M. Bertout, administrateur de 2e classe, 2e échelon.
M. Coutant (André), administrateur de 2e classe, 3e échelon.

*Administrateurs civils de 2e classe.*

M. Cru, administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Lafay (Marcel), administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Lacroix, administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Darriulat, administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Dambeza, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

*Administrateur civil de 3e classe (adjoint).*

M. Golomb, assistant administrateur, 3e échelon.

Par arrêté du 5 octobre 1955, les administrateurs dont les noms suivent sont promus dans les conditions indiquées ci-après:

*Administrateurs civils de classe exceptionnelle.*

(Pour compter du 2 janvier 1950.)

Mlle Treillet, administrateur de 1re classe, 3e échelon.

(Pour compter du 16 janvier 1950.)

Mlle Cornuot, administrateur de 1re classe, 3e échelon.

*Administrateurs civils de 1re classe.*

(Pour compter du 1er janvier 1950.)

M. Ivonnet, administrateur de 2e classe, 3e échelon.

(Pour compter du 9 mars 1950.)

M. Bouzou, administrateur de 2e classe, 2e échelon.

(Pour compter du 27 mars 1950.)

M. Bertout, administrateur de 2e classe, 2e échelon.

(Pour compter du 30 août 1950.)

M. Coutant (André), administrateur de 2e classe, 3e échelon.

*Administrateurs civils de 2e classe.*

(Pour compter du 1er janvier 1950.)

M. Cru, administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Lafay (Raymond), administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Lacroix, administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Darriulat, administrateur de 3e classe, 4e échelon.
M. Dambeza, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

*Administrateur civil de 3e classe (adjoint).*

(Pour compter du 3 juin 1950.)

M. Golomb, assistant administrateur, 3e échelon.

# MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**Autorisation d'aliéner aux enchères publiques un immeuble domanial situé à Guipavas et au Relecq-Kerhuon (Finistère).**

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 1er de la loi du 1er juin 1864, modifié par l'article 1er du décret-loi du 21 décembre 1926, l'article 47 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, l'article 11 de la loi n° 48-1516 du 25 septembre 1948 et l'article 26 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950;

Vu les procès-verbaux de remise au domaine en date respectivement du 6 avril 1951 et du 27 février 1952;

Vu l'avis favorable émis par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières au cours de sa séance du 12 juillet 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Est autorisée la vente aux enchères publiques dans les formes déterminées par les lois des 15-16 floréal an X, 5 ventôse an XII et 18 mai 1950, d'un ensemble immobilier dépendant de l'ancienne poudrerie dite du « Moulin Blanc » et comprenant:

1° Les terrains, d'une superficie approximative de 11.116 m², compris dans l'enceinte de la poudrerie sise sur le territoire de la commune du Relecq-Kerhuon entre la rue Lamartine et la ligne AD du plan n° 2 annexé au présent arrêté, ainsi que les bâtiments y édifiés;

2° La partie, d'une superficie approximative de 4.211 m², sise sur le territoire de la commune du Relecq-Kerhuon, à l'Est de la rue Lamartine et désignée sur le plan n° 2 annexé au présent arrêté par les appellations de lot nos 7, 8, 9, 10, 11, 12 et garage;

3° L'annexe dite « Propriété Kergleuze » située sur le territoire de la commune du Relecq-Kerhuon, d'une superficie approximative de 12.840 m²;

4° L'annexe dite « Propriété Marziou » située sur le territoire de la commune du Relecq-Kerhuon, d'une superficie approximative de 3.115 m²;

5° L'annexe dite « Propriété Burlet » située sur le territoire de la commune de Guipavas, d'une superficie approximative de 675 m²;

6° L'annexe dite « Annexe de Mesgalon », située sur le territoire de la commune de Guipavas, d'une superficie approximative de 18.850 m²;

7° L'annexe dite « Propriété Costour », située sur le territoire des communes du Relecq-Kerhuon et de Guipavas, au Nord de l'annexe dite de Coatanguy, d'une superficie approximative de 22.870 m²,

tel que cet ensemble immobilier figure sur les plans annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 août 1955

GILBERT-JULES.

**Définition des localités ou zones qui souffrent de sous-emploi ou d'un développement économique insuffisant.**

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de la reconstruction et du logement, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret n° 55-878 du 30 juin 1955 relatif à l'institution de la prime spéciale d'équipement,

Arrêtent:

Art. 1er. — La prime spéciale d'équipement instituée par le décret n° 55-878 du 30 juin 1955 ne peut être accordée que pour la création ou l'extension d'établissements industriels dans les localités ou zones disposant de possibilités techniques et économiques d'implantations d'entreprises viables et qui présentent les caractéristiques suivantes:

*a*) Localités ou zones où les activités industrielles existantes sont notablement insuffisantes pour assurer l'emploi de la main-d'œuvre: l'excédent de main-d'œuvre se traduisant par l'existence d'un chômage total ou partiel de caractère permanent, ou par un chiffre élevé et permanent de demandes d'emploi non satisfaites;

*b*) Localités ou zones où la fermeture décidée ou attendue d'usines ou une réduction importante de leur activité est de nature à créer à bref délai une situation comparable à celle définie au paragraphe *a*;

*c*) Zones où existe un surplus de main-d'œuvre rurale d'importance exceptionnelle, de telle sorte qu'il est impossible d'élever suffisamment le niveau de vie de la population par le seul développement de la production agricole ou l'amélioration des méthodes de culture.

Art. 2. — Les localités ou zones remplissant les conditions ci-dessus et où pourra, en conséquence, être accordée la prime spéciale d'équipement, seront déterminées, soit dans le cadre des programmes d'action régionale approuvés dans les conditions fixées à l'article 3 du décret n° 55-873 du 30 juin, soit par arrêté interministériel.

Fait à Paris, le 28 août 1955.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
PAUL BACON.

*Le ministre de la reconstruction et du logement,*
ROGER DUCHET.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
PIERRE ABELIN

**Ouverture de crédits.**

Par arrêté en date du 4 octobre 1955, des crédits spéciaux ont été ouverts au budget du ministère des finances, en augmentation des restes à payer de l'exercice 1952, au titre des chapitres ci-après:

Chap. 3220. — Achat et fonctionnement du matériel automobile ..... 179.753 F.
Chap. 4010. — Prestations et versements facultatifs..... 360.000
539.753 F.

**Conditions d'application du décret n° 55-876 du 30 juin 1955 relatif aux sociétés de développement régional.**

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 55-876 du 30 juin 1955 relatif aux sociétés de développement régional,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les conventions prévues à l'alinéa c de l'article 1er du décret n° 55-876 du 30 juin 1955 sont établies après avis du conseil de direction du fonds de développement économique et social.

Elles comportent obligatoirement l'objet de la société, son siège, la région à laquelle elle s'intéresse et les conditions de constitution du capital minimum visé à l'article 1er du décret n° 55-876 du 30 juin 1955.

Art. 2. — L'octroi de la garantie d'un dividende minimum visée à l'article 1er du décret n° 55-876 du 30 juin 1955 est subordonné à la signature d'une convention complémentaire entre le ministre des finances et la société de développement régional, après avis du conseil de direction du fonds de développement économique et social.

La convention détermine l'étendue et les modalités de la garantie; elle précise les conditions de remboursement de la dette qui, par l'effet de la garantie, pourrait être contractée par la Société de développement régional vis-à-vis de l'Etat.

Art. 3. — A l'appui de la demande de garantie de dividende, la société de développement régional présente au ministre des finances son programme d'action qui doit répondre aux objectifs des programmes d'action régionale prévus par le décret n° 55-876 du 30 juin 1955.

Sur ce programme, le commissaire du Gouvernement recueille l'avis des préfets et des inspecteurs généraux de l'économie nationale des départements et régions dans lesquels la société de développement régional exercera ses activités. Les comités d'expansion économique prévus par le décret n° 54-1231 du 11 décembre 1954 seront consultés lorsqu'ils ont été agréés conformément à l'article 2 dudit décret.

Les avis prévus à l'alinéa précédent seront communiqués au conseil de direction du fonds de développement économique et social.

Le programme d'action de la société de développement régional peut être modifié ou complété avec l'accord du ministre des finances. Les avis prévus à l'alinéa 2 ci-dessus seront recueillis au préalable par le commissaire du Gouvernement sur les modifications ou compléments envisagés.

Art. 4. — Lorsque la société de développement régional demande que l'étendue de la garantie soit augmentée, cette extension peut être accordée par un avenant à la convention complémentaire prévue à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions fixées à l'article 3.

Art. 5. — Le commissaire du Gouvernement veille à ce que les prises de participations de la société de développement régional restent dans le cadre du programme d'action de la société prévu à l'article 3 ci-dessus et oppose son veto à toute opération qui lui paraît s'en écarter.

Art. 6. — Des comptes rendus périodiques sur l'activité de la société de développement régional seront adressés par le commissaire du Gouvernement au conseil de direction du fonds de développement économique et social, aux préfets et inspecteurs généraux de l'économie nationale intéressés. Les comités d'expansion économique prévus par le décret n° 54-1231 du 11 décembre 1954 seront tenus informés desdites activités.

Art. 7. — Le directeur général des impôts et le directeur du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 octobre 1955.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

**Arrêté portant rattachement d'autorisations de programme et de payement pris en application de l'article 7 de la loi n° 53-1324 du 31 décembre 1953.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 septembre 1955: page 9499, 2e alinéa, 15e ligne, au lieu de: « pour reconstruction des meubles », lire: « pour reconstitution des meubles ».

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret n° 55-1329 du 6 octobre 1955 relatif au mode de recouvrement des redevances collégiales encaissées au profit de l'Etat en vertu de l'article 238 de la loi de finances du 13 juillet 1925.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 238 de la loi de finances du 13 juillet 1925;

Vu le décret du 14 septembre 1925, modifié par le décret du 24 mars 1927,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 14 septembre 1925, modifié par le décret du 24 mars 1927, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Les recettes de l'externat des collèges communaux de garçons et de jeunes filles sont effectuées pour le compte de l'Etat dans les conditions suivantes:

« Les redevances collégiales sont exigibles d'avance au début de chaque trimestre scolaire. Elles sont dues en tout état de cause pour le trimestre entier.

« Elles sont recouvrées suivant les règles applicables au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine soit au vu de titres de perception émis pour chaque redevable par le principal ou la directrice du collège et assignés payables à la caisse du comptable municipal lorsque l'internat du collège est géré au compte du principal, soit au comptant par l'agent spécial du collège lorsque l'internat est géré en régie communale ou par l'économe lorsque l'internat est exploité en régie d'Etat. Dans ces deux derniers cas, l'agent spécial et l'économe sont tenus de verser tous les dix jours les sommes qu'ils ont encaissées l'un à la caisse du comptable municipal, l'autre à celle du receveur particulier des finances ou du trésorier-payeur général dans le ressort duquel est situé le collège. Ce versement est appuyé d'un état nominatif des redevables établi et visé par le principal ou la directrice du collège pour valoir titre de perception.

« En cas de difficultés de recouvrement, les redevances collégiales font, dans tous les cas, l'objet de titres de perception rendus exécutoires par le préfet dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 13 mars 1942. »

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale,*
JEAN BERTHOIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

**Décret du 6 octobre 1955 portant approbation d'une disposition statutaire par application de l'article 99, paragraphe 3, de la loi du 19 octobre 1946.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 99 (§ 3) de la loi n° 46-2297 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvée la disposition insérée à l'article 16 des statuts du Centre de formation des maîtres ouvriers sidérurgistes de Moselle:

« Lorsqu'un poste de répétiteur technique nécessitera la présence d'un titulaire à temps plein, sa nomination ne pourra être que prononcée par le Gouvernement ou approuvée par lui, sur propositions du conseil d'administration de l'association ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale,*
JEAN BERTHOIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

**Création de certificats d'aptitude professionnelle.**

Par arrêté du 19 septembre 1955, ont été créés, dans le département des Landes, les certificats d'aptitude professionnelle de « brodeuse » (broderie blanche) et de « repasseuse de fin ».

Tous renseignements sur ces examens pourront être fournis sur demande adressée à la préfecture (service de l'enseignement technique).

**Liste des spécialités qui définissent le diplôme de docteur sanctionnant le troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences.**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 20 juillet 1951 portant création d'un troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences;

Vu le décret du 8 janvier 1955 fixant les modalités d'exécution du décret du 20 juillet 1951;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1955 fixant la liste des spécialités qui définissent le diplôme de docteur sanctionnant le troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences;

Vu les propositions des assemblées des facultés des sciences;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Arrête:

*Article unique.* — La liste des spécialités qui définissent le diplôme de docteur sanctionnant le troisième cycle d'enseignement dans les facultés des ciences est complétée comme suit:

Faculté des sciences de l'université de Paris: océanographie.

Faculté des sciences de l'université d'Aix-Marseille: océanographie.

Faculté des sciences de l'université d'Alger: océanographie, physique théorique.

Faculté des sciences de l'université de Bordeaux: physico-chimie structurale.

Faculté des sciences de l'université de Grenoble: magnétisme et physique du solide.

Faculté des sciences de l'université de Lille: chimie de la houille.

Faculté des sciences de l'université de Nancy: biochimie appliquée, chimie physique.

Fait à Paris, le 23 septembre 1955.

Pour le ministre et par délégation:
*Le chef de cabinet,*
GEORGES MORLOT.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret n° 55-1328 du 6 octobre 1955 relatif au financement des sections locales du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, ensemble le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 et les textes modificatifs subséquents pris pour l'application de ladite loi;

Vu le décret-loi n° 55-556 du 20 mai 1955 tendant à la réalisation du plan d'équipement des territoires d'outre-mer,

Décrète:

Art. 1er. — La répartition entre les chapitres 68-92 et 60-80 du budget du ministère de la France d'outre-mer des autorisations de programme ouvertes par le décret n° 55-556 du 20 mai 1955 pour le financement des sections d'outre-mer du F. I. D. E. S. pour les deux exercices 1956 et 1957 est modifiée ainsi qu'il suit (en millions de francs):

| | 1956 | 1957 |
|---|---|---|
| Chapitre 68-92. — Subventions | 45.000 | 45.000 |
| Chapitre 60-80. — Avances caisse centrale de la F. O. M. | 5.000 | 5.000 |
| Total | 50.000 | 50.000 |

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
PIERRE-HENRI TEITGEN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

**Contribution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer.**

EXERCICE 1955

Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 55-892 du 30 juin 1955 portant règlement d'administration publique et relatif au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer et notamment son titre III,

Arrêtent:

Art. 1er. — La part contributive des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, sur le produit des droits et taxes perçus sur leurs exportations, au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer est fixée ainsi qu'il suit pour l'année 1955:

| | Francs métropolitains. |
|---|---|
| Afrique occidentale française | 280.000.000 |
| Afrique équatoriale française | 50.000.000 |
| Cameroun | 58.000.000 |
| Madagascar | 48.000.000 |
| Togo | 11.000.000 |
| Nouvelle-Calédonie | 4.500.000 |
| Etablissements français de l'Océanie | 3.500.000 |
| | 455.000.000 |

Art. 2. — Les versements seront effectués selon l'échéancier ci-après:

Six douzièmes à la parution du présent arrêté;
Trois douzièmes le 30 septembre 1955;
Trois douzièmes le 31 décembre 1955.

Art. 3. — Les chefs des territoires intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 21 septembre 1955.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ADOLPHE TOUFFAIT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du budget,*
Par empêchement du directeur du budget:
*Le chef de service,*
MARTIAL-SIMON.

EXERCICE 1956

Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 55-802 du 30 juin 1955 portant règlement d'administration publique et relatif au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer et notamment son titre III,

Arrêtent:

Art. 1er. — La part contributive des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, sur le produit des droits et taxes perçus sur leurs exportations, au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer est fixée ainsi qu'il suit pour l'année 1956:

| | Francs métropolitains. |
|---|---|
| Afrique occidentale française | 280.000.000 |
| Afrique équatoriale française | 50.000.000 |
| Cameroun | 58.000.000 |
| Madagascar | 48.000.000 |
| Togo | 11.000.000 |
| Nouvelle-Calédonie | 4.500.000 |
| Etablissements français de l'Océanie | 3.500.000 |
| | 455.000.000 |

Art. 2. — Les versements seront effectués trimestriellement par parties égales à terme échu.

Art. 3. — Les chefs des territoires intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 21 septembre 1955.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ADOLPHE TOUFFAIT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du budget.*
Par empêchement du directeur du budget:
*Le chef de service,*
MARTIAL-SIMON

## Administrateurs.

Par arrêté du 25 août 1955, M. Masson (Paul), administrateur 2e échelon de la France d'outre-mer, placé dans la position de mission dans la métropole pour une durée de trois mois, à compter du 1er mai 1955, par arrêté n° 689 CAM du 14 mai 1955, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de trois mois, à compter du 1er août 1955, pour exercer les fonctions de chef de cabinet du ministre de la France d'outre-mer.

## Régisseurs d'avances.

Par arrêté en date du 24 septembre 1955, M. Bellemin-Laponnaz est nommé régisseur d'avances de la caisse installée auprès de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer pour le règlement des dépenses imputables aux budgets généraux et locaux des territoires d'outre-mer et aux sections locales du F. I. D. E. S.

Par arrêté en date du 24 septembre 1955, M. Guisnet est nommé régisseur d'avances de la caisse installée auprès de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer pour le payement des dépenses imputables au budget de l'Etat ou à la section générale du F. I. D. E. S.

## Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.

*Embarquement à partir du 1er novembre 1955.*

(Toutefois, les fonctionnaires qui devaient embarquer en octobre 1955 et qui ont reçu des ordres à cet effet rejoindront leur poste à la date primitivement fixée.)

Les personnels ci-après désignés seront, dès notification, soumis aux vaccinations réglementaires s'il y a lieu.

Ils devront, s'ils le désirent, adresser au chef du service administratif (Marseille ou Bordeaux) une demande d'autorisation d'emmener leur famille outre-mer, en indiquant la composition de cette dernière, le chef du service statuera par délégation du ministre.

Les départs pouvant avoir lieu par voie maritime ou aérienne, il est recommandé aux intéressés de préparer en conséquence leurs bagages de route.

Les embarquements par voie maritime auront lieu à la diligence de services de Bordeaux et de Marseille. Les départs par voie aérienne à la diligence de la direction du personnel de l'administration centrale (régulation maritime et aérienne).

Les demandes de sursis d'embarquement, appuyées de toutes pièces justificatives, seront à adresser au service administrateur compétent.

### POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

PERSONNEL SUPERIEUR

SERVICES ADMINISTRATIFS

**Groupe des directeurs.**

*Pour servir en Afrique occidentale française.*

M. Diu (Marcel), directeur de 1re classe.

### CHIFFRE

**Groupe des chiffreurs principaux et premiers chiffreurs.**

*Pour servir au Togo.*

M. Garcia (René).

### ADMINISTRATION GENERALE

**Groupe des chefs de bureau.**

*Pour servir en Afrique occidentale française.*

M. Marais (Claude).

### TRAVAUX PUBLICS, MINES ET TECHNIQUES INDUSTRIELLES

**Groupe des ingénieurs de 1re, 2e, 3e, 4e classe et des ingénieurs adjoints de 1re et de 2e classe.**

*Pour servir en Afrique équatoriale française.*

M. Repiquet (André).

**Groupe des ingénieurs adjoints de 3e et 4e classe et des adjoints techniques.**

*Pour servir en Afrique équatoriale française.*

M. Martre (Gérard).

### PORTS ET RADES

**Groupe des lieutenants de port.**

*Pour servir en Afrique occidentale française.*

M. Barbe (Maurice).

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret n° 55-1330 du 6 octobre 1955 modifiant provisoirement le statut du corps des ingénieurs de la météorologie nationale.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 19 octobre 1946, portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 46-887 du 30 avril 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2665 du 2 novembre 1945 et fixant le statut du corps des ingénieurs de la météorologie;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, et notamment son article 5,

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Jusqu'à intervention du statut particulier prescrit à l'article 2 de la loi du 19 octobre 1946, le statut du corps des ingénieurs de la météorologie est provisoirement modifié ainsi qu'il suit.

Art. 2. — Le grade d'inspecteur général de la météorologie comprend trois échelons.

Art. 3. — Pour les ingénieurs ordinaires de la météorologie, il est créé une « hors-classe » qui comporte trois échelons.

Pour être promus à la hors-classe, les ingénieurs ordinaires doivent compter au moins douze années de services publics, dont trois accomplies en qualité d'ingénieur de 1re classe.

L'effectif des ingénieurs de la météorologie hors classe n'excédera pas 8 p. 100 de l'effectif total du corps.

Art. 4. — La durée du temps à passer dans chacun des échelons prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus pour être promu à l'échelon supérieur est de deux ans.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 6. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
JEAN MÉDECIN.

**Déclaration d'utilité publique des travaux de déviation de la route nationale n° 13 « bis » au territoire de la commune de Barentin (Seine-Maritime).**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur la proposition du directeur des routes et de la circulation routière,

Vu le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié par le décret du 30 octobre 1935;

Vu le décret du 2 mai 1936 portant règlement d'administration publique sur la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, modifié par le décret du 20 août 1938;

Vu le décret n° 53-1172 du 27 novembre 1953 relatif à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant les routes nationales ainsi qu'aux classement et déclassement de celles-ci;

Vu l'avant-projet établi par les ingénieurs des ponts et chaussées du service ordinaire du département de la Seine-Maritime en vue de la déviation de la route nationale n° 13 *bis* au territoire de la commune de Barentin;

Vu le plan général au 1/5.000 des travaux visés par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département de la Seine-Maritime le 19 janvier 1955;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur le projet dans la commune de Barentin, et notamment l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 9 mars 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de déviation de la route nationale n° 13 *bis* au territoire de la commune de Barentin, conformément aux dispositions du plan au 1/5.000 susvisé, qui restera annexé au présent arrêté.

Art. 2. — L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans, à partir de la publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le préfet de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1955.

ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

**Déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement et de déviation de la route nationale n° 7 au territoire des communes de Cannes, Vallauris et Antibes.**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur la proposition du directeur des routes et de la circulation routière,

Vu le décret du 8 août 1936 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié par le décret du 30 octobre 1935;

Vu le décret du 2 mai 1936 portant règlement d'administration publique sur la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, modifié par le décret du 20 août 1938;

Vu le décret n° 53-1172 du 27 novembre 1953 relatif à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant les routes nationales ainsi qu'aux classement et déclassement de celles-ci;

Vu les avant-projets établis par les ingénieurs des ponts et chaussées du service ordinaire du département des Alpes-Maritimes en vue de l'aménagement et de la déviation de la route nationale n° 7 entre Cannes et Antibes;

Vu les plans généraux au 1/5.000 des travaux visés par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département des Alpes-Maritimes les 5 octobre 1954 et 9 mars 1955;

Vu les dossiers des enquêtes ouvertes sur le projet dans les communes de Cannes, Vallauris et Antibes, et notamment les avis favorables des commissions d'enquête en date des 23 décembre 1954 et 27 mai 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'aménagement et de déviation de la route nationale n° 7 entre Cannes et Antibes, dans la section comprise entre les P. K. 15,021 et 23,375 au territoire des communes de Cannes, Vallauris et Antibes, conformément aux dispositions des plans susvisés, qui resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2. — L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans, à partir de la publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le préfet des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1955.

ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

**Concession d'outillage public de la chambre de commerce de Quimper au port de Concarneau.**

Par arrêté du 28 septembre 1955, le cahier des charges annexé à l'arrêté interministériel du 18 septembre 1953 portant concession à la chambre de commerce de Quimper d'un outillage public et d'un terre-plein au port de Concarneau a été modifié conformément à l'avenant annexé audit arrêté.

AVENANT
AU CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL DU 18 SEPTEMBRE 1953

Le cahier des charges réglementant la concession d'outillage public et de terre-pleins accordée à la chambre de commerce de Quimper au port de Concarneau est complété comme suit:

I. — Article 1er.

Après le paragraphe « 10° Un terre-plein au Sud », il est ajouté un paragraphe ainsi rédigé:

« Un terre-plein figuré sur le plan annexé au présent avenant et limité:

« Au Sud-Ouest par une parallèle menée à 20 mètres de l'arête du quai Est;

« Au Sud-Est par l'enclos de l'immeuble des ponts et chaussées ainsi que par une perpendiculaire à l'arête du quai Est menée de l'angle Sud-Ouest de l'enclos précité;

« Au Nord-Est par une parallèle menée à 8 mètres de l'axe de la route nationale n° 783;

« Au Nord-Ouest par une perpendiculaire au quai Est menée à 86,40 mètres, parallèlement à la perpendiculaire au quai Est ci-dessus définie, partant de l'angle Sud-Ouest de l'enclos de l'immeuble des ponts et chaussées ».

II. — Article 27.

Il est inséré avant le paragraphe « VII. — Engins de pesage » un paragraphe VI *bis* rédigé comme suit:

VI *bis*. — SLIPWAY

*Disposition préliminaire.*

« Les navires d'un poids total supérieur à 300 tonnes ne pourront être admis à utiliser le slipway.

I

« *Droit de tonnage pour:*

« Le remorquage du navire depuis un point quelconque de l'arrière-port jusqu'au pied du plan incliné.

« Le calage sur le ber.

« Le hissage: avec soit arrêt sur le plan incliné si l'armateur le désire et si le directeur des services généraux de la chambre de commerce au port de Concarneau le juge possible, soit halage sur un garage.

« La descente et le remorquage de retour.

« Et, pour l'ensemble des opérations ainsi définies, frais de personnel, fournitures de courant électrique, des câbles de traction et des cales.

« 1° Navires dont la jauge brute est égale ou supérieure à 76 tonneaux: 50.000 F.

« Navires dont la jauge brute est inférieure à 76 tonneaux: 40.000 F.

« 2° Réductions:

« *a*) Pour un navire effectuant plusieurs montées au cours d'une même année de calendrier:

« Deuxième montée: réduction de 10 p. 100.

« Troisième montée et montées suivantes: réduction de 20 p. 100.

« *b*) Pour un même armement dont les navires effectuent plus de six opérations au cours d'une même année de calendrier:

« Opérations comprises entre:

« La septième et la dixième: réduction de 7 p. 100.
« La onzième et la quinzième: réduction de 10 p. 100.
« La seizième et la vingtième: réduction de 15 p. 100.
« La vingt et unième et la trentième: réduction de 20 p. 100.
« La trente et unième et la quarantième: réduction de 30 p. 100.
« Au delà de la quarantième: réduction de 40 p. 100.

« Les deux réductions qui précèdent sont indépendantes l'une de l'autre et par conséquent s'ajoutent. Leur décompte en est effectué annuellement et leur montant en est reversé aux intéressés avant le 31 janvier de l'année suivante.

« NOTA. — *a*) L'armateur est tenu:

« D'assister aux opérations de montée et de descente de son navire sans que son absence, dûment constatée, puisse être un empêchement à l'exécution des opérations.

« De conserver, conformément aux indications qui lui sont données par le directeur des services généraux de la chambre de commerce de Quimper, au port de Concarneau, en accord avec l'officier de port, tout ou partie d'équipage pendant la durée des opérations.

« Le droit de tonnage défini ci-dessus doit être intégralement payé avant l'établissement des cales ou la prise du bateau en remorque en vue de son amenée devant le slipway.

« *b*) Les navires après carénage ou réparation sont remis à flot le soir même s'ils sont prêts à être descendus à seize heures trente au plus tard.

« Passé cette limite, ils peuvent également être descendus le soir même, après accord du directeur des services généraux de la chambre de commerce de Quimper au port de Concarneau, mais moyennant le payement d'un droit supplémentaire égal à 5 p. 100 du tarif s'ils sont prêts entre seize heures trente et dix-sept heures et à 10 p. 100 du tarif s'ils sont prêts entre dix-sept heures et dix-huit heures.

« Si, sur la demande d'un armateur, le directeur des services généraux de la chambre de commerce au port de Concarneau autorise:

« Une opération de calage sur le ber et de hissage en dehors des heures ou jours ouvrables;

« Ou la descente d'un navire un jour non ouvrable ou un jour ouvrable après dix-huit heures:

« Le droit de tonnage prévu ci-dessus est majoré de 10 p. 100.

II

« *Droit de tonnage pour:*

« Séjour sur le plan incliné ou sur un garage:

| | CARENAGE | REPARATIONS |
|---|---|---|
| | Francs. | Francs. |
| La première journée | 0 | 4.700 |
| Chacune des 2e, 3e, 4e et 5e journées | 10.000 | 6.000 |
| Chacune des 6e, 7e, 8e, 9e et 10e journées | Au bout de cinq jours, le bateau pourra être descendu d'office. | 7.500 |
| Chacune des 11e, 12e, 13e, 14e et 15e journées | | 9.000 |
| Chacune des journées au-dessus. | | 10.000 |

« NOTA. — *a*) Ce droit ne comprend ni la surveillance du bateau soit de jour, soit de nuit, ni l'assurance contre l'incendie, les avaries ou le vol dont le soin incombe à l'armateur;

« *b*) La durée de séjour indiquée dans la demande ne peut excéder cinq jours pour les carénages et un mois pour les réparations. Avant de l'accepter, le directeur des services généraux de la chambre de commerce de Quimper au port de Concarneau apprécie si la durée de séjour demandée correspond aux travaux à effectuer tels qu'ils sont définis dans ladite demande.

« *c*) Les jours se comptent de minuit à minuit, étant précisé que le jour de la montée n'est pas compté, tandis que le jour de la descente est toujours compté, quelle que soit l'heure à laquelle cette descente s'effectue. Quand la montée et la descente s'effectuent le même jour, il est compté un jour.

« *d*) Le droit de séjour et les frais accessoires, s'il y a lieu, doivent être payés avant la descente. »

III. — L'article 19 *bis*: « Emplois réservés » du cahier des charges est complété par le tableau ci-après:

| EMPLOIS | CATÉGORIE | GROUPE | PROPORTIONS réservées. Loi 1923. | PROPORTIONS réservées. Loi 1924. | CONDITIONS d'accès. |
|---|---|---|---|---|---|
| *Emplois masculins.* | | | | | |
| Ingénieur, conducteur, chef de poste | 2 | 2 | 4/12 | 3/12 | Examen d'aptitudes techniques et physiques spéciales. |
| Gardien de bureau | 4 | 6 | 8/12 | 4/12 | |
| Aide-comptable | 3 | 7 | 6/12 | 3/12 | |
| Comptable | 2 | 7 | 4/12 | 3/12 | |
| Employé aux écritures. | 3 | 8 | 6/12 | 3/12 | |
| Forgeron | 4 | 3 | 4/12 | 3/12 | |
| Ajusteur | 4 | 1 | 4/12 | 3/12 | |
| Electricien, surveillant de tableau | 4 | 3 | 4/12 | 3/12 | |
| Garde-ligne | 4 | 1 | 4/12 | 3/12 | |
| Manœuvre | 4 | 1 | 3/12 | 3/12 | |
| *Emplois féminins.* | | | | | |
| Sténodactylographe | 3 | » | 1/2 | » | |
| Gardien de bureau | 4 | » | 2/3 | » | |
| Aide-comptable | 3 | » | 1/2 | » | |
| Comptable | 2 | » | 1/2 | » | |
| Employée aux écritures. | 3 | » | 1/2 | » | |

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour.

Paris, le 28 septembre 1955.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

### Régies d'avances.

Par arrêté interministériel du 28 septembre 1955, le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur du service maritime de la Loire-Inférieure est fixé à 32 millions.

### Autorisation à la chambre de commerce de Nantes d'effectuer un prélèvement sur le produit des péages perçus à son profit au port de Nantes.

Par arrêté en date du 28 septembre 1955, la chambre de commerce de Nantes a été autorisée à prélever, sur le produit des péages perçus à son profit au port de Nantes, le montant, évalué à 5.100.000 F, de sa participation aux travaux d'exhaussement et de renforcement du quai de la fosse entre la palée 150 et l'extrémité aval du quai, approuvés par décision ministérielle du 3 mars 1955.

### Déclaration d'utilité publique des travaux de déviation de la route nationale n° 14 au territoire des communes de Théméricourt et de Vigny (Seine-et-Oise).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur la proposition du directeur des routes et de la circulation routière,

Vu le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié par le décret du 30 octobre 1935;

Vu le décret du 2 mai 1936 portant règlement d'administration publique sur la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, modifié par le décret du 20 août 1938;

Vu le décret n° 53-1172 du 27 novembre 1953 relatif à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant les routes nationales ainsi qu'aux classement et déclassement de celles-ci;

Vu l'avant-projet établi par les ingénieurs des ponts et chaussées du service ordinaire du département de Seine-et-Oise en vue de la déviation de la route nationale n° 14 à Vigny et Théméricourt;

Vu le plan général au 1/1.000 visé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département de Seine-et-Oise le 18 février 1955;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur le projet, et notamment l'avis favorable de la commission d'enquête en date des 6 et 15 juillet 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de déviation de la route nationale n° 14 dans la section comprise entre les P. K. 46.347 et 48.920 au territoire des communes de Vigny et de Théméricourt, conformément aux dispositions du plan au 1/1.000 susvisé, qui restera annexé au présent arrêté.

Art. 2. — L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans, à partir de la publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le préfet de Seine-et-Oise est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er octobre 1955. ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

### Comité français de l'association internationale permanente des congrès de la route.

Par arrêté en date du 23 septembre 1955, a été modifiée et complétée comme suit la composition du comité français de l'association internationale permanente des congrès de la route:

2° MM. Jean Lapébie, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
Pierre Mothe, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
Cochery, président du centre technique français du goudron pour route.

### Ponts et chaussées.

Par arrêtés du 21 septembre 1955, M. Bouderlique, ingénieur de 2e classe des ponts et chaussées à Péronne, a été chargé, pour compter du 1er octobre 1955, à la résidence d'Angers, de l'arrondissement Est du service ordinaire des ponts et chaussées du département de Maine-et-Loire.

Par arrêté en date du 26 septembre 1955, a été fixée définitivement au 1er novembre 1955 la date d'effet de l'arrêté du 8 août 1955 portant affectation de M. Reverdy, ingénieur de 1re classe des ponts et chaussées à l'arrondissement Sud-Est du service ordinaire des ponts et chaussées de Seine-et-Oise.

### Régisseurs d'avances.

Par arrêté du 26 septembre 1955, M. Henri Leriche, commis des ponts et chaussées, est nommé régisseur de recettes pour la perception des cotisations au conseil supérieur des transports et au comité technique départemental des transports de Loir-et-Cher.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Décret du 23 septembre 1955 autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France (service national) l'aménagement et l'exploitation de la chute de Saint-Hilaire, sur l'Isère, dans les départements de l'Isère et de la Drôme.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre de l'agriculture et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la pétition en date du 30 octobre 1950 par laquelle Electricité de France (service national) a sollicité une concession de forces hydrauliques avec déclaration d'utilité publique en vue de l'aménagement et de l'exploitation de la chute de Saint-Hilaire, sur l'Isère, dans les départements de l'Isère et de la Drôme;

Vu l'avant-projet présenté par le pétitionnaire à l'appui de sa demande;

Vu le cahier des charges accepté par le pétitionnaire;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle le projet a été soumis, conformément aux prescriptions de la loi du 16 octobre 1919, du décret du 29 décembre 1926 et, notamment, les avis des commissions d'enquête des départements de l'Isère et de la Drôme respectivement en date des 10 avril 1952 et 8 avril 1952;

Vu l'avis du conseil général de la Drôme en date du 22 avril 1952;

Vu l'avis de la commission départementale de l'Isère en date du 6 juin 1952;

Vu les avis des chambres de commerce de Grenoble et de Valence respectivement en date des 1er avril 1952 et 27 mars 1952, de la commission départementale des sites des départements de l'Isère et de la Drôme respectivement en date des 3 novembre 1952 et 7 avril 1952, et ensemble les autres avis joints au dossier;

Vu l'avis du préfet de l'Isère en date du 10 avril 1952;

Vu l'avis du préfet de la Drôme en date du 8 avril 1952;

Vu le rapport des ingénieurs de la 6e circonscription électrique en date du 17 décembre 1952;

Vu les avis du ministre des finances et des affaires économiques en date des 25 janvier et 10 mars 1955;

Vu la convention passée le 18 avril 1955 entre le ministre de l'industrie et du commerce, d'une part, et Electricité de France (service national), d'autre part;

Vu la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique;

Vu le décret du 29 décembre 1926 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 octobre 1919, modifié par le décret n° 50-640 du 7 juin 1950;

Vu la loi du 28 juillet 1928 ayant pour objet l'insertion de clauses relatives au statut du personnel dans les cahiers des charges de gaz et d'électricité;

Vu la loi du 10 août 1932 sur la protection de la main-d'œuvre nationale;

Vu les décrets des 16 juillet et 30 octobre 1935 sur le régime de l'électricité;

Vu le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié, et notamment l'article 51 maintenant expressément en vigueur les dispositions de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie électrique qui ne sont pas modifiées par ses propres dispositions;

Vu les lois des 26 octobre 1946, 2 août 1949 et 19 août 1950 sur les emplois réservés, ainsi que le décret n° 47-1297 du 10 juillet 1947 complété par le décret n° 48-1214 du 19 juillet 1948;

Vu le décret du 22 juin 1946, modifié, approuvant le statut national du personnel des industries électriques et gazières;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre dans les départements de l'Isère et de la Drôme suivant les dispositions de l'avant-projet ci-dessus visé, en vue de l'aménagement de la chute de Saint-Hilaire, sur l'Isère, dans les communes de Saint-Sauveur, Beauvoir, Saint-Romans, Chatte, la Sone, Saint-Just-de-Claix, Saint-Hilaire-du-Rozier (département de l'Isère) et de Saint-Nazaire-en-Royans, la Motte-Fanjas (département de la Drôme), pour la mise en jeu d'une usine hydro-électrique.

L'exécution et l'exploitation des ouvrages auront lieu par voie de concession dans les conditions déterminées par la convention passée le 18 avril 1955 entre le ministre de l'industrie et du commerce, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et Electricité de France (service national), d'autre part.

Art. 2. — Les expropriations nécessaires aux travaux devront être réalisées dans le délai de cinq ans à partir de la date du présent décret.

Art. 3. — Est approuvée la convention passée le 18 avril 1955 entre le ministre de l'industrie et du commerce, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et Electricité de France (service national), d'autre part, pour l'exécution des ouvrages et leur exploitation conformément aux dispositions du cahier des charges joint à ladite convention, lesquels cahier des charges et convention resteront annexés au présent décret.

Art. 4. — Toute cession totale ou partielle de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu, sous peine de déchéance, qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret délibéré en conseil d'Etat.

Art. 5. — Le périmètre à l'intérieur duquel pourront être exercées les servitudes prévues à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 est délimité par une ligne en vert sur la carte au 1/50.000 annexée au cahier des charges.

Art. 6. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'agriculture et le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 septembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

*Le ministre de l'agriculture,*
JEAN SOURBET.

---

## CONVENTION

Entre:

Le ministre de l'industrie et du commerce agissant au nom de l'Etat et sous reserve de l'approbation des présentes par décret délibéré en conseil d'Etat,

D'une part;

Et Electricité de France (service national), dont le siège social est à Paris, 68, rue du Faubourg-Saint-Honoré, représenté par M. Ehrmann, directeur adjoint de l'équipement de cet établissement public national,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit:

Art. 1er. — Le ministre de l'industrie et du commerce concède, au nom de l'Etat, à Electricité de France (service national), qui accepte, l'aménagement et l'exploitation, dans les conditions déterminées par le cahier des charges ci-annexé, d'une usine hydroélectrique dite de Saint-Hilaire, sur la rivière l'Isère, dans les départements de l'Isère et de la Drôme.

Art. 2. — Electricité de France (service national) s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls les travaux qui font l'objet de la présente convention et à se conformer, tant pour l'exécution que pour l'exploitation, aux conditions du cahier des charges y annexé.

Art. 3. — Les frais de publication au *Journal officiel* et, s'il y a lieu, les frais d'enregistrement de la présente convention et du cahier des charges y annexé seront supportés par Electricité de France (service national).

Fait à Paris, le 18 avril 1955.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

Lu et approuvé:

Electricité de France (service national):
*Le directeur adjoint de l'équipement,*
P. EHRMANN.

---

## CAHIER DES CHARGES

### CHAPITRE Ier

### OBJET DE LA CONCESSION

#### Article 1er.

*Service concédé.*

La concession à laquelle s'applique le présent cahier des charges a pour objet l'établissement et l'exploitation sur l'Isère (cours d'eau faisant partie du domaine public) de la chute d'environ 10,5 mètres (en eaux moyennes) entre le pont de Beauvoir et l'extrémité amont de la retenue de Pizançon, à environ 1.700 mètres à l'aval du pont de Saint-Nazaire-en-Royans, territoire des communes de Saint-Sauveur, Beauvoir-Saint-Romans, Chatte, la Sône, Saint-Just-de-Claix, Saint-Hilaire-du-Rozier, dans l'Isère, et Saint-Nazaire-en-Royans, la Motte-Fanjas, dans la Drôme.

La puissance maximum brute de la chute concédée est évaluée à 44.000 kilowatts, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, à une puissance disponible de 25.400 kilowatts.

La puissance normale brute est évaluée à 81.600 kilowatts, ce qui correspond de même à une puissance normale disponible de 24.500 kilowatts.

L'entreprise a pour objet principal la production d'énergie électrique destinée aux services publics et au public.

#### Article 2.

*Consistance de la concession.*

Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession tous les ouvrages utilisés pour l'aménagement et la production de la force hydraulique devant faire retour gratuitement à l'Etat en fin de concession, et notamment le barrage de retenue, les ouvrages d'emmagasinement, les ouvrages de prise d'eau, canalisations, ouvrages régulateurs ou de décharge, les moteurs hydrauliques (turbines et accessoires), ainsi que les terrains qui les supportent ou y donnent accès et les bâtiments ou partie de bâtiments qui les abritent et les terrains submergés s'ils appartiennent au concessionnaire, les maisons d'habitation du chef d'usine et du personnel d'exploitation, les bâtiments d'exploitation (bureaux, ateliers), les chemins d'accès à l'usine.

### CHAPITRE II

### EXÉCUTION DES TRAVAUX

#### Article 3.

*Acquisition des terrains et établissement des ouvrages.*

Le concessionnaire sera tenu d'établir tous les ouvrages utiles pour l'aménagement de la force hydraulique et l'exploitation de la concession, ainsi que les machines et l'outillage nécessaire à cet effet. Il sera également tenu d'établir et d'entretenir à ses frais les lignes et les postes de télécommunication nécessaires à la sécurité de l'exploitation.

Il devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront établies l'usine et ses dépendances immobilières.

En ce qui concerne l'occupation des terrains compris dans le périmètre des servitudes de la concession tel qu'il est défini sur le plan annexé au présent cahier des charges et nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue et de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite, souterrains ou à ciel ouvert, de même que pour les terrains submergés par le relèvement du plan d'eau, le concessionnaire bénéficiera des droits prévus à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Au cas où il se bornerait à acquérir des droits réels, notamment des servitudes d'appui, de passage ou de submersion, les contrats relatifs seront communiqués à l'ingénieur en chef du contrôle et devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance ou à l'expiration de la concession.

En outre, comme il s'agit d'une usine de plus de 10 000 kilowatts, le concessionnaire pourra occuper temporairement tous terrains et extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux prescriptions de la loi du 29 décembre 1892.

Le concessionnaire pourra occuper, dans les conditions fixées par le service compétent, sans payement de redevance spéciale, les parties du domaine fluvial nécessaires à ses installations.

#### Article 4.

*Acquisition des droits à l'usage de l'eau.*

Pour l'acquisition des droits à l'usage de l'eau exercés et existant à la date de l'affichage de la demande de concession, le concessionnaire bénéficiera des dispositions prévues à l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.

Les contrats y relatifs devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession.

Les contrats passés avec les riverains seront portés à la connaissance de l'ingénieur en chef du contrôle par les soins du concessionnaire, dans le délai d'un mois à compter de leur signature. Il en sera de même des décisions de justice rendues par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, un mois après qu'elles seront devenues définitives.

#### Article 5.

*Caractéristique de la prise d'eau.*

Le barrage et la prise d'eau seront placés à 1.700 mètres environ à l'aval du pont de Saint-Nazaire-en-Royans.

Le niveau normal de la retenue sera à la cote 161,00 du N. G. F.

Le débit maximum emprunté sera de 440 mètres cubes par seconde.

Les eaux seront restituées à 150,40 environ en eaux moyennes.

### Article 6.

*Ouvrages principaux.*

Les caractéristiques principales des ouvrages sont les suivantes:

L'ouvrage du type usine-barrage sera situé à 1.700 mètres environ à l'aval du pont de Saint-Nazaire-en-Royans.

Le barrage construit normalement à la rivière sera capable d'évacuer une crue de 3.400 mètres cubes-seconde. Il aura un débouché linéaire de 51 mètres. Dans la position levée, le tablier des vannes, sera à la cote 162 N. G. F.

La prise d'eau prenant appui sur la culée rive gauche du barrage sera munie de grilles et pourra absorber un débit maximum de 410 mètres cubes-seconde.

L'usine faisant immédiatement suite à la prise d'eau sera située parallèlement à l'axe du barrage. Elle comprendra un équipement total de 46.000 kVA.

La restitution se fera dans l'Isère à la cote 150,40 en eau moyenne.

Un poste de transformation 150 kV sera édifié aux abords de l'usine.

### Article 7.

*Dispositions spéciales relatives à la navigation au flottage, à la circulation des poissons, etc.*

A toute époque, le ministre chargé de l'électricité pourra exiger l'exécution par le concessionnaire des travaux qui seront reconnus nécessaires pour l'ouverture à la navigation de la section de l'Isère où l'usine sera établie et notamment l'exécution d'une écluse de navigation rachetant la chute de l'usine, écluse dont les dispositions seraient le cas échéant, fixées par le ministre.

Dans ce cas, le concessionnaire sera tenu, pour assurer la libre circulation des bateaux et radeaux, d'établir par des ouvrages directeurs, des accès faciles à l'entrée et à la sortie de l'écluse, d'améliorer, en vue du halage, les chemins établis et d'acquérir, si le ministre chargé de l'électricité le juge utile, les terrains nécessaires à l'établissement des chemins de halage dans les parties du territoire atteintes par le remous.

De même il sera tenu, sur simple réquisition du ministre chargé de l'électricité, d'établir dans toute l'étendue du remous, un système de traction mécanique des bateaux et radeaux.

Tous les frais d'établissement et d'entretien des appareils ainsi que les frais de traction proprement dits, seront entièrement à sa charge, sans qu'il puisse réclamer de ce chef aucune indemnité.

Toutefois, pour tenir compte des frais occasionnés au concessionnaire par les travaux d'établissement de l'écluse, il serait apporté au total des redevances annuelles déterminées comme il est dit aux articles 43 et 44 ci-dessous, une réduction équivalente à l'annuité de l'emprunt spécial que le concessionnaire aurait contracté pour subvenir à la dépense du projet d'écluse, approuvé par le ministre, ladite annuité étant calculée à un taux déterminé en ajoutant 2 p. 100 au taux moyen du revenu donné par la rente perpétuelle française comportant l'intérêt nominal le plus élevé, d'après le cours moyen de cette rente pendant l'exercice écoulé. Si ce chiffre de la réduction ainsi opérée était supérieur au montant des redevances exigibles, l'Etat rembourserait en capital la portion de l'emprunt non amortie en fin de concession, à moins qu'il ne préfère se substituer au concessionnaire pour le payement des annuités restant à courir.

Pour compenser les dommages que la présence ou le fonctionnement de la chute apportera à la reproduction des poissons, le concessionnaire fournira chaque année, aux époques et sur les points indiqués par l'administration des eaux et forêts, des alevins dont les espèces, l'âge et les quantités seront également indiqués par ce service, sans que toutefois, la dépense correspondant à cette fourniture puisse dépasser la valeur de 20.000 alevins de truites de six mois, soit: 250.000 F (valeur janvier 1951).

Cette redevance sera due à partir de la date de mise en service des ouvrages.

Après accord avec l'administration des eaux et forêts et le service du contrôle; la société concessionnaire aura la faculté de se libérer de l'obligation de repeuplement résultant du paragraphe ci-dessus par le versement annuel au Trésor, à titre de fonds de concours, du montant de la redevance précisé au premier paragraphe.

Cette redevance pourra être revisée en accord entre le ministre chargé de l'électricité et le ministre de l'agriculture, le concessionnaire entendu, pour tenir compte des modifications qui auraient pu être apportées dans les éléments ayant servi de base au calcul de ladite redevance, une première fois lors du recolement des travaux, puis tous les cinq ans à partir de 1960 cette année comprise.

Le concessionnaire sera tenu, d'une part, de laisser libre circulation sur les dépendances de la concession, aux agents chargés du contrôle de la pêche.

Il sera tenu, d'autre part, de procéder en temps voulu aux opérations suivantes:

Nettoyage complet des abords du chantier et démolition de toutes constructions provisoires utilisées pour les travaux;

Coupe au ras du sol de tous arbres, arbustes et arbrisseaux, se trouvant sur les terrains à submerger;

Démolition complète de tous bâtiments et ouvrages divers destinés à être noyés par la retenue.

Sauf cas de force majeure, le concessionnaire préviendra au moins un mois à l'avance, l'administration des eaux et forêts de son intention de procéder à la vidange totale ou quasi totale des biefs ou lacs de retenues, et il exécutera cette vidange en tenant compte des indications qui lui seront données par le service du contrôle en accord avec l'administration des eaux et forêts.

Le concessionnaire sera tenu de placer et d'entretenir à l'amont de la prise d'eau un grillage dont les barreaux seront espacés au maximum de 8 centimètres (huit).

Le concessionnaire devra, en outre, indiquer les conditions spéciales auxquelles devront satisfaire les ouvrages, notamment en ce qui concerne la protection contre les inondations, la préservation des sites et paysage, la pêche.

### Article 8.

*Approbation des projets.*

L'exécution de tous les ouvrages dépendant de la concession devra être autorisée dans les formes prévues par le décret du 29 décembre 1926, modifié par le décret du 7 juin 1950.

L'établissement des machines et l'acquisition de l'outillage pourront être effectués par le concessionnaire, sans autorisation préalable, s'ils proviennent de sociétés ou constructeurs français et s'ils ont été fabriqués en France.

Si le concessionnaire se trouve dans l'impossibilité de se procurer, en France, le matériel hydraulique et électrique, dans des conditions normales satisfaisantes de temps, de prix et de qualité, il pourra l'acquérir à l'étranger avec l'autorisation du ministre chargé de l'électricité. Dans tous les cas, il en sera donné avis au service du contrôle.

L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet ni d'engager la responsabilité de l'administration, ni de dégager celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages.

### Article 9.

*Délais d'exécution et réception des ouvrages.*

Les projets des travaux nécessaires pour l'aménagement de la force motrice concédée devront être présentés dans le délai de six mois, à dater de l'acte de concession.

Les travaux seront commencés dans le délai de six mois à dater de l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de telle sorte qu'ils soient achevés et que l'usine soit mise en service dans le délai de cinq ans, à partir de la même date, sauf le cas de force majeure dûment constaté.

Le projet de tout ouvrage imposé ultérieurement par l'administration au concessionnaire, en exécution du présent cahier des charges, devra être présenté dans le délai de six mois de l'invitation qui lui en sera faite, sauf dérogation justifiée par l'importance du travail, et réalisé le plus promptement possible dans le délai fixé.

Aussitôt après l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration des délais prévus au deuxième paragraphe ci-dessus, il sera procédé par les soins des agents du contrôle à une réception des travaux dans les formes prévues par le décret du 29 décembre 1926, modifié par le décret du 7 juin 1950. Sur le vu du procès-verbal de cette réception, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service de l'usine.

### Article 10.

*Exécution et entretien des ouvrages.*

Les ouvrages, les machines et l'outillage établis en vertu de la présente concession seront exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art et entretenus en parfait état par les soins du concessionnaire et à ses frais.

Les réparations des ouvrages resteront soumises au contrôle de l'administration qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire.

En raison de l'intérêt que présente pour la sécurité publique la bonne exécution des ouvrages, l'administration se réserve d'organiser sur le chantier, pendant la construction de ces ouvrages, une surveillance spéciale. A cet effet, le concessionnaire sera tenu de fournir un local convenable pour le logement de l'agent chargé de cette surveillance et de sa famille et de contribuer aux frais de surveillance, pendant la construction, par le payement d'une somme annuelle de 200.000 F (deux cent mille francs), qui sera versée, sur invitation de l'ingénieur en chef, dans la caisse départementale, au titre des dépenses d'intérêt général à la charge des tiers.

### Article 11.

*Bornage.*

Dans l'année qui suivra la mise en exploitation de l'usine, il sera procédé, aux frais du concessionnaire et au besoin d'office, au bornage des terrains faisant partie des dépendances immobilières de la concession contradictoirement avec les propriétaires voisins, en présence de l'ingénieur en chef du contrôle qui en dressera le procès-verbal. Il sera établi, aux frais du concessionnaire et sous la surveillance de l'ingénieur, un plan au 1/10000 des terrains ainsi bornés.

Lorsque des modifications seront apportées aux dépendances immobilières de la concession, il sera procédé dans les mêmes conditions au bornage des terrains ajoutés ou retranchés et à l'établissement de leur plan, dans le mois qui suivra la mise en service des ouvrages établis sur ces terrains.

Article 12.

*Rétablissement des communications et de l'écoulement des eaux.*

Le concessionnaire sera tenu de rétablir à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'administration compétente, les voies de communication interceptées par ses travaux.

Il sera tenu également de rétablir et d'assurer à ses frais le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par ses travaux. Dans le cas où les ouvrages de la concession feraient obstacle à ce que les canaux ou rigoles d'arrosage s'alimentent comme par le passé, il pourra notamment être tenu de rétablir leur alimentation au moyen d'eaux prises dans ses propres canalisations. Il devra également prendre les dispositions qui seraient reconnues nécessaires par l'administration pour empêcher que les infiltrations d'eau qui proviendraient de ses canalisations nuisent aux parties basses du territoire.

Sur injonction de l'ingénieur en chef du contrôle, il sera également tenu de prendre, ou de faire prendre à ses frais, toutes dispositions approuvées par l'administration compétente pour assurer la conservation des voies de communication existantes dans les parties où elles risqueraient d'être endommagées par les travaux, mais restera cependant responsable, vis-à-vis des administrations ou autres concessionnaires intéressés des travaux exécutés et de leurs conséquences immédiates ou futures.

Le concessionnaire aura la charge, en particulier, de la réparation de tous dommages constatés sur les parties submergées des ponts de la Sône et de Beauvoir, pour autant qu'ils auront été reconnus imputables au relèvement du plan d'eau ou au jeu d'exploitation de la retenue.

Article 13.

Néant

CHAPITRE III

EXPLOITATION

Article 14.

*Obligation de se conformer aux règlements.*

Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir notamment en ce qui concerne la police des eaux, la navigation et le flottage, la défense nationale, la protection contre les inondations, la sécurité et la salubrité publique, l'alimentation des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation des poissons, la protection des sites et paysages.

Article 15.

Le niveau de la retenue du barrage sera toujours réglé de telle sorte que la cote atteinte par le remous sur le torrent de la Bourne, en amont du Pont de la R. N. 531, demeure inférieure à 163 m (N. G. F.).

En période de crue exceptionnelle de l'Isère, la levée des vannes du barrage de Saint-Hilaire sera systématiquement précédée d'une manœuvre identique pratiquée au barrage de Pizançon.

Article 16.

*Sauvegarde des intérêts généraux.*

Le concessionnaire se préoccupera des mesures à prendre pour prévenir les dangers résultant des affouillements et apports solides de la rivière.

Il pourra être soumis à une consigne d'exploitation momentanée si des travaux d'intérêt général sont effectués dans la zone intéressée par le remous du barrage; cette consigne sera déterminée et prescrite par l'ingénieur en chef du contrôle.

Article 17.

*Obligations relatives au rejet des eaux.*

Les eaux empruntées seront rendues à la rivière pures, salubres et à une température voisine de celle du bief alimentaire.

Article 18.

*Obligations de participer aux ententes.*

Le concessionnaire sera tenu de participer, dans les conditions qui seront fixées par les règlements d'administration publique, à intervenir aux ententes que l'administration pourra imposer en exécution de l'article 28, paragraphe 12°, de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE IV

VENTE DE L'ÉNERGIE AU PUBLIC

Article 19.

*Tarif maximum.*

Le prix auquel le concessionnaire est autorisé à vendre l'énergie au public ne pourra pas dépasser le maximum suivant pour le courant pris à la sortie de l'usine, sous la forme et la tension résultant du régime de ses machines génératrices ou de ses transformateurs.

Ce maximum comprend les deux éléments suivants:

1° Une somme fixe de 10.810 F par an et par kilowatt de puissance souscrite;

2° Une redevance proportionnelle de 5,96 F par kilowatt-heure, mesuré et livré à la sortie de l'usine génératrice.

Cette tarification s'entend pour un facteur de puissance mesuré sur les lignes de départ au moins égal à 0,8. Le tarif maximum sera majoré de 1 p. 100 de sa valeur de base pour chaque centième de variation du facteur de puissance au-dessous de 0,80.

Le concessionnaire ne sera pas tenu de fournir de l'énergie sous un facteur de puissance inférieur à 0,70.

Le concessionnaire ne sera pas tenu de fournir une puissance inférieure à 500 kW, sauf s'il s'agit de réserves d'énergie prévues aux articles 22 et 24 ci-après.

Le tarif maximum sera revisé dans l'année qui suivra la mise en service de l'usine, et ensuite tous les dix ans, soit sur la demande du concessionnaire, soit sur l'initiative de l'administration et suivant les formes adoptées pour l'approbation du présent cahier des charges.

Article 20.

*Obligation de fournir le courant.*

Le concessionnaire sera tenu de fournir l'énergie demandée dans la limite de la puissance dont il disposera aux différents états du cours d'eau, après avoir réservé celle dont il a besoin pour satisfaire aux contrats déjà passés et au service de concession de distribution d'énergie ou autres entreprises qu'il assurerait pour son compte dans les conditions déterminées par l'article 1er du cahier des charges. Au cas où les demandes d'énergie dépasseraient les disponibilités du concessionnaire, il y serait fait droit dans l'ordre de leur inscription sur un registre spécial tenu à cet effet.

Dans ces limites, le concessionaire sera tenu, avant l'expiration du délai d'un mois, à partir de la demande qui lui en sera faite, de fournir l'énergie électrique aux conditions prévues par le cahier des charges, à toute personne qui demandera à contracter un abonnement pour une durée d'au moins cinq ans. Lorsque la puissance demandée excédera 500 kilowatts, le concessionnaire pourra exiger que le demandeur lui garantisse pendant la durée d'abonnement une recette brute annuelle de 21.060 F par kilowatt demandé, sauf s'il s'agit des réserves prévues aux articles 22 et 24 ci-après.

Si la fourniture exige des travaux complémentaires à l'usine, le délai d'un mois prévu pour la fourniture du courant sera prolongé du temps nécessaire à l'exécution de ces travaux.

CHAPITRE V

RÉSERVES EN EAU ET EN FORCE

Article 21.

Néant.

Article 22.

*Réserve en force au profit des services publics.*

La puissance totale instantanée que le concessionnaire mettra, dans les conditions prévues au décret n° 55-178 du 2 février 1955, à la disposition des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou des associations syndicales autorisées ainsi qu'à celle des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale sera au maximum de 1.000 kW dont 600 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

Pendant les deux premières années à compter de l'achèvement des travaux, les demandes des services publics ou des associations susvisées devront être satisfaites par le concessionnaire quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le ministre chargé de l'électricité.

Passé ce délai, et jusqu'à l'expiration de la dixième année, à compter de l'achèvement des travaux, le concessionnaire ne sera tenu de satisfaire à la réquisition qu'après un préavis de six mois.

Au delà de la dixième année, et jusqu'à l'expiration de la concession, le préavis sera de douze mois.

Toute réquisition du ministre chargé de l'électricité faite par application du présent article pendant les cinq premières années, à compter de l'achèvement des travaux, devra être accueillie par le concessionnaire dans les limites indiquées ci-dessus, quelle que soit la puissance déjà vendue ou employée par lui.

Dans le cas où la puissance réservée ne serait pas utilisée en totalité à l'expiration de la cinquième année, le pouvoir de réquisition du ministre chargé de l'électricité ne pourra porter, dans les conditions indiquées ci-dessus, que sur les quantités ci-après:

Entre la cinquième et la dixième année sur la moitié de la puissance réservée non utilisée à la fin de la cinquième année;

Entre la dixième et la quinzième année sur le tiers de la puissance réservée non utilisée à la fin de la dixième année;

A partir de la quinzième année, sur le quart de la puissance réservée non utilisée à la fin de la quinzième année.

Toutefois, cette quantité ne pourra descendre au-dessous de 50 kilowatts quel que soit l'état des eaux, dont 25 seront réservés aux entreprises agricoles d'intérêt général.

En outre, à toute époque, les demandes formées par les services publics ou associations susvisées seront accueillies par préférence à toutes autres demandes, mais seulement dans les limites de la puissance qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un contrat ou d'une affectation notifiés au service du contrôle, comme il est dit aux deux derniers alinéas du présent article.

Pour permettre au service du contrôle de se rendre compte des disponibilités de puissance de l'usine, le concessionnaire devra remettre à la fin de chaque trimestre, à l'ingénieur en chef du contrôle, la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états du cours d'eau.

Le concessionnaire devra d'ailleurs prévenir l'ingénieur en chef du contrôle un mois d'avance toutes les fois qu'il voudra affecter une partie de l'énergie à alimenter des distributions d'énergie ou toutes autres entreprises qu'il exploiterait directement.

Article 23.

Néant.

Article 24.

*Réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.*

La puissance instantanée à laisser dans les départements riverains, tels qu'ils sont définis par l'article 4 du décret n° 55-178 du 2 février 1955, pour être rétrocédée par les soins du conseil général aux consommateurs locaux, conformément à l'article 10-7° de la loi du 16 octobre 1919, ne pourra dépasser dans chacun des départements les quantités ci-après: 250 kw (deux cent cinquante).

Conformément aux dispositions de l'article 10-7° de la loi du 16 octobre, la totalité de ces dernières réserves, jointes à celles prévues à l'article 22 ci-dessus, ne pourra priver l'usine de plus du quart de l'énergie dont elle dispose aux divers états du cours d'eau.

L'énergie réservée sera tenue à la disposition du conseil général, dans chaque état du cours d'eau pendant cinq ans, à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis d'un an au delà de cette période de six mois et jusqu'à l'expiration de la cinquième année.

A la fin de la cinquième année, le concessionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à vingt kilowatts qui restera à toute époque et moyennant un préavis d'un an à la disposition du département.

Article 25.

*Tarifs applicables aux services publics.*

Les réserves d'énergie prévues à l'article 22 ci-dessus en faveur des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des associations syndicales ainsi que des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale seront livrées aux conditions fixées par les articles 3, 4 et 5 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

Article 26.

*Tarifs applicables aux réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.*

Les livraisons prévues à l'article 24 ci-dessus seront faites dans les conditions fixées par les articles 3 et 4 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

## CHAPITRE VI

### Sécurité de l'exploitation

Article 27.

*Branchements et canalisations.*

Tous les canalisations et branchements à établir à partir du tableau principal de distribution de l'usine ou du poste de transformation en vue de desservir les consommateurs seront à la charge de ceux-ci et devront être entretenus en parfait état par leurs soins et à leurs frais. Toutefois, le concessionnaire pourra exiger que les canalisations et branchements à établir dans l'intérieur de l'usine et de ses dépendances soient exécutés et entretenus par ses soins; dans ce cas, les frais d'installation et d'entretien lui seront remboursés par les acheteurs.

Article 28.

*Surveillance des installations des acheteurs.*

Le courant ne sera livré aux consommateurs que s'ils se conforment, pour leurs installations, aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle en vue soit de prévenir les troubles dans l'exploitation, notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant.

Le concessionnaire aura le droit, à cet effet, de vérifier à toute époque les installations de chaque acheteur. Si les installations sont reconnues défectueuses, il pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger et de trouble dans le fonctionnement général de l'usine, il sera statué, par l'ingénieur en chef du contrôle, sauf recours au ministre chargé de l'électricité, qui décidera après avis du comité d'électricité.

En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison de défectuosités des installations qui ne seraient pas de son fait.

Article 29.

*Conditions spéciales du service.*

L'énergie électrique devra être délivrée aux bornes des génératrices, de manière à mettre tout consommateur en mesure de disposer à son gré de la quantité à laquelle il a droit, suivant les conditions de son contrat.

Le concessionnaire aura le droit de suspendre la fourniture du courant pendant vingt jours par an; les arrêts auront lieu de préférence les dimanches et les jours fériés; ils seront fixés d'accord avec l'ingénieur en chef du contrôle et portés à la connaissance du public, autant que possible, un mois à l'avance.

Dans le cas où le concessionnaire alimenterait des services publics de transports, chemins de fer ou tramways, il devra prendre à ses frais toutes dispositions en son pouvoir pour que pendant ces suspensions, ces services publics continuent à fonctionner.

D'autres arrêts ne pourront avoir lieu sans autorisation écrite de l'ingénieur en chef du contrôle, à moins de cas de force majeure dûment constaté.

En cas de chômage résultant d'un cas de force majeure, le concessionnaire devra immédiatement en aviser l'ingénieur en chef du contrôle.

Les chômages résultant d'un cas de force majeure ou nécessitant l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle et ceux imposés au concessionnaire par l'administration, en vue de la répartition ou de l'entretien des ouvrages de la concession, ne pourront donner lieu, de la part des abonnés à aucune demande d'indemnité, si ce n'est une réduction proportionnelle des sommes dues au concessionnaire pour des achats d'énergie à forfait.

Quant aux vingt jours de chômage laissés à la disposition du concessionnaire, ils ne pourront donner lieu à aucune demande d'indemnité, ni réduction de tarifs.

Article 30.

*Dérivation à l'étranger.*

La dérivation à l'étranger de l'énergie électrique produite par le concessionnaire est interdite, sauf autorisation spéciale accordée dans les conditions prévues par l'article 27 de la loi du 16 octobre 1919.

## CHAPITRE VII

### Durée de la concession, expiration, rachat et déchéance

*Durée de la concession.*

Article 31.

La présente concession prendra fin le 31 décembre de la soixante-quinzième année comptée à partir de la date fixée par le présent cahier des charges, pour l'achèvement des travaux.

Toutefois, si, par suite de retards d'exécution dus à des causes exceptionnelles ayant le caractère de force majeure, l'achèvement des ouvrages ne pouvait avoir lieu dans les délais prévus au présent article, la concession pourrait être prolongée, s'il y a lieu, par décision du ministre chargé de l'électricité, sur la demande du concessionnaire, d'une durée au plus égale à celle des retards dus à ces causes et régulièrement constatés.

Article 32.

*Renouvellement de la concession.*

Avant le commencement de la onzième année précédant la fin de la concession, le concessionnaire devra demander au ministre, par lettre recommandée, si l'Etat entend user de son droit de reprendre la concession; le ministre lui en accusera réception.

Avant le commencement de la dixième année précédant la fin de la concession, ou, en cas de retard du concessionnaire dans l'application du paragraphe précédent, dans le délai d'un an à dater de la réception de la demande visée par ce paragraphe, le ministre notifiera au concessionnaire sa décision, en la forme administrative, après avis du comité consultatif des forces hydrauliques. A moins de décision contraire du ministre, notifiée dans le délai imparti, la concession se trouvera de plein droit prorogée aux conditions antérieurement prévues, mais pour une durée de trente ans seulement.

Si le concessionnaire n'a pas adressé de demande au ministre avant le commencement de la sixème année précédant la fin de la concession, celle-ci ne sera pas renouvelée et prendra fin au terme fixé par le présent cahier des charges.

Dans tous les cas, si le ministre entend procéder à une nouvelle concession, le concessionnaire actuel aura un droit de préférence s'il accepte les conditions du cahier des charges préparé pour la nouvelle concession.

Article 33.

*Travaux exécutés pendant les dix dernières années.*

En cas de non-renouvellement de la présente concession, le concessionnaire ouvrira, pendant les dix dernières années, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation un compte spécial où seront portées les dépenses relatives à ceux de ces travaux dont l'amortissement sera déjà supporté par l'Etat dans les conditions déterminées ci-après.

Avant le 1er mai de chaque année, le concessionnaire soumettra à l'ingénieur en chef du contrôle le projet, avec devis estimatif, de tous les travaux susvisés ayant pour objet d'augmenter la consistance ou la valeur des dépendances immobilières de la concession telles qu'elles sont définies à l'article 2, qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial. L'ingénieur en chef du contrôle aura toutefois la faculté de prolonger au delà du 1er mai le délai imparti au concessionnaire pour la présentation de ce projet de travaux.

L'ingénieur en chef du contrôle examinera si les travaux projetés rentrent bien dans la catégorie de ceux qui sont visés à l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 (10°) et présentent pour l'exploitation future un intérêt suffisant.

S'il estime que ces conditions sont réalisées, il décidera quelles sont celles des dépenses qui seront portées au compte spécial.

Faute par l'ingénieur en chef d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de trois mois après réception du projet présenté par le concessionnaire, l'admission des dépenses au compte spécial sera réputée agréée.

Avant le 1er avril de chaque année, le compte spécial de l'année précédente sera présenté à l'ingénieur en chef du contrôle, qui aura tous pouvoirs pour vérifier l'exactitude des dépenses, s'assurer qu'elles se rapportent aux travaux admis à ce compte, et prescrire, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les dépenses ainsi admises sont réputées inscrites au compte spécial à la date du 1er janvier de l'année qui suivra l'exécution des travaux, et l'amortissement en sera effectué annuellement sur ce compte, en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un quinzième de leur montant initial.

Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'alinéa qui précède sera porté au débit de l'Etat pour règlement de compte prévu par l'article 37.

Si le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire, les sommes dues par l'Etat au concessionnaire lui seront versées dans les douze mois qui suivront le terme de la concession. A partir du commencement du septième mois, ces sommes porteront intérêt au profit du concessionnaire au taux légal.

Article 34.

*Travaux exécutés pendant les cinq dernières années.*

A dater de la cinquième année précédant le terme de la concession, le concessionnaire sera tenu d'exécuter, aux frais de l'Etat, les travaux que l'ingénieur en chef du contrôle jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.

A cet effet, celui-ci remettra au concessionnaire, avant le 1er mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Etat dans le courant de l'année suivante.

Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaires dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une production au moins égale à la moyenne des cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de 10 p. 100.

Le concessionnaire devra communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle les projets de marchés de fournitures et entreprises à passer pour ces travaux; ils ne seront conclus définitivement qu'après avoir été acceptés par l'ingénieur en chef du contrôle.

Le concessionnaire demeurera responsable de l'exécution des travaux ainsi effectués pour le compte de l'Etat, en tout ce qui concerne les lois et règlements sur l'utilisation des cours d'eau.

Article 35.

*Calcul des dépenses afférentes aux travaux ci-dessus.*

Les prix adoptés, tant pour le calcul des dépenses à porter au compte spécial par application des dispositions de l'article 33 que pour le règlement des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, en conformité de l'article 34 seront, pour la main-d'œuvre, les prix appliqués par le concessionnaire dans les travaux effectués pour son propre compte pour les travaux à l'entreprise, et pour les fournitures, les sommes effectivement payées à l'entrepreneur ou au fournisseur.

Une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement, d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat.

Le coût des travaux ainsi déterminé sera majoré à forfait de 15 p. 100 pour frais généraux et dépenses accessoires.

Article 36.

*Mode de payement des travaux ci-dessus.*

Le relevé des dépenses effectuées chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat par application de l'article 34 sera présenté avant le 1er avril de l'année suivante.

Dans le mois qui suivra la présentation de ce compte, l'Etat versera un acompte égal aux neuf dixièmes du montant de la créance, il payera le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte.

Les avances, que l'Etat pourra demander au concessionnaire de faire chaque année pour son compte, en vue de l'exécution des travaux prévus à l'article 34, ne pourront, en aucun cas, dépasser 20 p. 100 du fonds de roulement moyen afférent aux cinq années de la période quinquennale précédente.

Article 37.

*Reprise des installations en fin de concession.*

A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, l'Etat sera subrogé aux droits du concessionnaire.

Il prendra possession de toutes les dépendances immobilières de la concession, énumérées à l'article 2 ci-dessus qui lui seront remises gratuitement, franches et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels et, en outre, s'il y a lieu, de toutes celles des installations complémentaires dont il aurait assumé la charge dans les conditions prévues par l'article 34.

Il aura la faculté de reprendre, moyennant indemnité, et dans les conditions fixées ci-après, le surplus de l'outillage, y compris les installations nécessaires à la transformation de l'énergie.

Si le ministre chargé de l'électricité estime qu'il doit faire usage de cette faculté, il fera connaître au concessionnaire trois ans avant l'expiration de la concession, son intention de procéder à une estimation de cet outillage à dire d'experts, en l'invitant à désigner son expert. Si, dans le délai de deux mois, le concessionnaire n'a pas notifié à l'ingénieur en chef du contrôle le nom de l'expert choisi par lui, il sera procédé à l'expertise par un expert unique désigné par le président du conseil de préfecture. Si le concessionnaire a désigné son expert et si cet expert ne se met pas d'accord avec celui de l'administration pour désigner un troisième expert, celui-ci sera désigné par le président du conseil de préfecture.

Les experts dresseront un état descriptif et estimatif de l'outillage.

Deux ans avant l'expiration de la concession, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire s'il entend user de son droit d'acquérir cet outillage. Faute par lui d'en user, les frais de l'expertise resteront à la charge de l'Etat.

En cas de reprise du matériel, à défaut d'accord sur le prix et la répartition des frais, il sera statué par la juridiction compétente sur le vu des résultats de l'expertise.

Compte sera tenu, en tous les cas, de la dépréciation éventuelle subie par le matériel entre la date de l'expertise et celle de la reprise.

Les indemnités dues au concessionnaire pour l'outillage et les approvisionnements ainsi repris seront payables dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Pendant les deux dernières années qui précèdent l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de lui donner connaissance des clauses de tous les traités en cours pour la fourniture de l'énergie.

Article 38.

*Rachat de la concession.*

A toute époque à partir de l'expiration de la vingt-cinquième année qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'Etat aura le droit de racheter la concession. Le rachat produira effet à partir du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle il aura été prononcé.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité:

1° Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité (A) égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises;

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses faites pour l'exploitation de la chute concédée, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement;

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison;

2° Une somme (S) égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement des ouvrages dépendant de la concession et subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les quinze années précédant le rachat, sauf déduction, pour chaque ouvrage, d'un quinzième de la dépense pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

L'Etat sera tenu, dans tous les cas, de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des contrats passés par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et l'exécution de ses fournitures.

Cette obligation s'étendra, pour les engagements et marchés relatifs à des fournitures de courant, à toute la durée stipulée dans chaque contrat sans pouvoir dépasser le terme de la concession. Toutefois, si l'Etat établissait que certaines conditions de prix ou autres d'un contrat de fournitures de courant n'étaient pas justifiées comme normales pour l'époque où elles ont été souscrites en ayant égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce, il pourrait en réclamer la réformation par la voie contentieuse pour leur substituer les conditions qui seraient jugées normales pour ladite époque et pour cet ensemble de circonstances.

Pour les autres engagements et marchés, l'Etat ne sera tenu d'en continuer l'exécution que pendant cinq années au plus à partir du rachat.

L'Etat est également tenu de reprendre les approvisionnements, la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dires d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Il en sera de même du matériel électrique si le concessionnaire le demande.

Article 39.

*Remise des ouvrages.*

En cas de rachat, ou à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien toutes les installations reprises par l'Etat.

L'Etat pourra, s'il y a lieu, retenir sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre en bon état ces installations.

Dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession, il pourra également se faire remettre les revenus nets de l'usine pour les employer à rétablir en bon état les installations qui doivent lui faire retour, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement aux obligations lui incombant à cet égard et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise joint au cautionnement, n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses de travaux reconnus nécessaires.

Article 40.

Néant

Article 41.

*Déchéance et mise en régie provisoire.*

Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou s'il n'a pas achevé ou mis en service les ouvrages et l'usine concédée dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, il encourra la déchéance qui sera prononcée, sans mise en demeure préalable dans les conditions de l'article 20 du décret du 17 juin 1938.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le préfet, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle, prendra aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au ministre chargé de l'électricité les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le ministre prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation de l'usine et de ses dépendances vient à être interrompue en partie ou en totalité, il pourra également y être pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Le préfet soumettra immédiatement au ministre chargé de l'électricité les mesures à prendre pour assurer provisoirement le fonctionnement de l'usine génératrice. Le ministre statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant au concessionnaire un délai pour reprendre le service.

Si, à l'expiration du délai imparti dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée.

La déchéance pourra également être prononcée si le concessionnaire, après mise en demeure, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 1er du cahier des charges en ce qui concerne l'objet principal de l'entreprise ou s'il ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 57 ci-après, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement, en conformité des dispositions du cahier des charges.

La déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées. Si la déchéance est prononcée dans des autres cas que ceux de l'article 20 du décret du 17 juin 1938, elle le sera par décret, sauf recours par la voie contentieuse.

Article 42.

*Procédure en cas de déchéance.*

Dans le cas de déchéance, le ministre chargé de l'électricité aura la faculté de pourvoir tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le ministre chargé de l'électricité, sur la proposition du préfet, le concessionnaire ou ses ayants droit entendus.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a, au préalable, été agréé par le ministre chargé de l'électricité et s'il n'a fait, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale ou à une recette des finances du département, un dépôt de garantie égal au quart du cautionnement prévu par le présent cahier des charges.

L'adjudication aura lieu suivant les formes prévues en matière de travaux publics.

L'adjudicataire sera tenu aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé qui recevra le prix de l'adjudication.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée, sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les installations ainsi que les approvisionnements deviendront, sans indemnité, la propriété de l'Etat.

Si la déchéance est prononcée par application de l'article 20 du décret du 17 juin 1938, il sera fait application de l'article 21 dudit décret.

CHAPITRE VIII

CLAUSES FINANCIÈRES

Article 43.

*Redevance fixe (sur les cours d'eau domaniaux seulement).*

Le concessionnaire sera tenu de verser à l'Etat, dans la caisse du receveur des domaines de la situation de l'usine, pendant toute la durée de la concession, une redevance fixe annuelle de 505.600 F. Elle sera payable d'avance par trimestre et exigible à partir de la date du procès-verbal de récolement, au plus tard à partir de l'expiration du délai fixé par l'article 9 pour l'achèvement des travaux.

En cas de retard dans les versements trimestriels, les intérêts au taux de 6 p. 100 courront de plein droit au profit du Trésor quelle que soit la cause du retard et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque. Pour le calcul des intérêts, les fractions de mois seront négligées et le décompte se fera de date à date.

La redevance sera revisée au cours de la onzième année qui suivra la date d'achèvement des travaux et ensuite tous les cinq ans.

Article 44.

Le concessionnaire versera à la caisse du receveur des domaines de la situation de l'usine une redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits par l'usine génératrice et déterminée par la formule suivante:

$$R = \frac{n}{100} \quad \frac{I}{I_0} \text{ francs.}$$

dans laquelle:

n représente, diminué de la consommation des services auxiliaires de l'aménagement hydroélectrique et des fournitures d'énergie faites au titre de l'énergie réservée, d'une part, et des restitutions en nature correspondant aux droits à l'usage de l'eau exercés, d'autre part, le nombre de kWh produits pendant l'année précédant celle de l'établissement de la redevance, décompté aux bornes de générateurs accouplés aux moteurs hydrauliques ou en tous autres points des circuits de force de l'usine et ramené, dans ce cas, aux bornes des générateurs par application de la formule agréée par l'ingénieur en chef du contrôle;

I représente la valeur de l'index économique électrique haute tension au 1er janvier de l'année considérée;

$I_0$ représente la valeur de ce même index au 1er janvier 1954.

Le montant « R » de la redevance sera arrondi au millier de francs supérieur.

Les appareils destinés à l'enregistrement des quantités d'énergie seront fournis par le concessionnaire, agréés et vérifiés par l'administration. Ils seront soumis à la surveillance des agents du contrôle qui auront le droit de procéder à toutes époques aux vérifications qu'ils jugeront nécessaires et d'exiger les réparations et, le cas échéant, le remplacement des appareils défectueux.

La redevance sera payable en une seule fois dans les trois mois qui suivront la date de la notification faite au concessionnaire par la voie administrative du montant exigible d'après les résultats de la dernière période annuelle d'exploitation.

La première redevance sera payée, en tout état de cause, dans l'année qui suivra la mise en service, même partielle, de l'usine.

Article 45

*Mode de revision de la redevance proportionnelle.*

Néant.

Article 46.

Néant.

Article 47.

A. — *Contrôle technique.*

Le contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession sera assuré par les fonctionnaires de l'administration des ponts et chaussées chargés de ce service.

Le personnel du contrôle aura constamment libre accès aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de la concession. Il pourra prendre connaissance de tous les états graphiques, tableaux et documents tenus par le concessionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures de rendement et quantité d'énergie utilisée dans l'usine génératrice, ainsi que les prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés.

Les frais de contrôle sont à la charge du concessionnaire. Le montant en est fixé:

Au chiffre de 569.000 F par an pour la période de construction, c'est-à-dire depuis le 1er janvier qui précédera la date du décret de concession jusqu'au 31 décembre qui suivra la mise en marche de l'usine;

Et de 284.500 F par an pour la période d'exploitation, c'est-à-dire à partir du 1er janvier qui suivra la mise en service de l'usine génératrice.

Ils seront versés au Trésor avant le 1er mars de chaque année sur le vu d'un état arrêté par le ministre ou par le préfet délégué à cet effet et formant titre de perception. A défaut de versement par le concessionnaire, le recouvrement en sera poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique de l'Etat.

Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année à l'ingénieur en chef du contrôle, un compte rendu faisant connaître les résultats généraux de son exploitation et faisant ressortir notamment que cette exploitation se poursuit conformément à l'objet principal de la concession, tel qu'il est défini à l'article 1er du cahier des charges.

Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le ministre chargé de l'électricité et pourra être publié en tout ou partie.

B — *Contrôle financier.*

Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle la comptabilité de l'exploitation de la concession, ainsi que tous les documents que celui-ci jugerait nécessaires pour en vérifier l'exactitude, ainsi que les comptes des autres entreprises du concessionnaire, dans la mesure où elles auront, à ce point de vue, une connexité quelconque avec l'exploitation de la présente concession. Dans cette vérification, l'ingénieur en chef pourra se faire assister de fonctionnaires appartenant à l'administration des finances.

Le concessionnaire sera en outre tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre des finances jugerait utile de faire procéder par ses propres agents d'autre part.

## CHAPITRE IX

### CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONCESSION

#### Article 48.

Néant.

## CHAPITRE X

### CLAUSES DIVERSES

#### Article 49

*Cession de la concession.*

Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret délibéré en conseil d'Etat.

Faute par le concessionnaire de se conformer aux dispositions du présent article, il encourra la déchéance.

#### Article 50.

*Autres concessions de l'Etat.*

L'Etat se réserve de donner sur l'Isère et ses affluents faisant partie du domaine public, toutes les concessions et autorisations prévues par la loi du 8 avril 1898 et toutes autres concessions et autorisations qu'il jugera utiles, pourvu qu'il n'en résulte aucun dommage pour le concessionnaire.

L'Etat se réserve de pratiquer, concéder ou autoriser sur la rivière de l'Isère, toutes dérivations, en vue de l'irrigation, de l'alimentation des centres habités ou d'un service public, sans que le concessionnaire puisse élever aucune réclamation à ce sujet:

En amont de Grenoble, quel que soit le débit prélevé;

En aval de Grenoble, jusqu'à concurrence d'un débit de:

1.500 l/s du 16 avril au 15 septembre.
600 l/s du 16 septembre au 15 avril.

En cas de dépassement des débits précédents, le concessionnaire sera indemnisé pour l'énergie qu'il aura effectivement perdue, du fait des dérivations excédentaires, sur la base du tarif prévu pour les entreprises agricoles d'utilité générale à l'article 25 ci-dessus.

#### Article 51.

I. — *Emplois réservés.*

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, le concessionnaire devra réserver aux anciens militaires, à leurs veuves et à leurs orphelins, remplissant les conditions prévues par ces lois et par ces règlements, un certain nombre d'emplois. Il se conformera à cet effet aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

II. — *Travailleurs étrangers.*

La proportion des travailleurs étrangers qui seront employés sur le chantier de la concession ne devra pas dépasser, pour les différentes professions, les pourcentages déterminés conformément à la réglementation en vigueur dans les départements de l'Isère et de la Drôme. Il ne sera employé aucun ouvrier étranger dans l'exploitation de la concession.

#### Article 51 *bis.*

*Statut du personnel.*

Le statut appliqué au personnel est le statut national du personnel des industries électriques et gazières.

#### Article 52.

*Hypothèque.*

Tous projets de contrats relatifs aux hypothèques dont pourraient être l'objet les droits résultant de la présente concession, devront être notifiés pour avis au ministre chargé de l'électricité.

#### Article 53.

*Impôts.*

Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat, les départements ou les communes, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession, seront à la charge du concessionnaire.

S'il est ultérieurement établi, à la charge des usines hydrauliques, un impôt spécial instituant une redevance proportionnelle à l'énergie produite ou aux dividendes et bénéfices répartis, les sommes dues à l'Etat par le concessionnaire, au titre des redevances contractuelles, seraient réduites du montant de cet impôt.

Au cas où des impôts nouveaux relatifs à la production ou à la vente aux bornes de l'usine, de l'énergie électrique, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent frapperaient le concessionnaire, ce dernier se réserve le droit de demander une augmentation des tarifs maxima. Il sera statué sur cette demande comme en matière de revision des tarifs. Le concessionnaire fera sous sa responsabilité, et pour le compte de l'Etat, les déclarations prévues par l'article 16 du code général des impôts, en vue de l'exonération temporaire de l'impôt foncier sur les dépendances immobilières de la concession.

Par application des dispositions des articles 65, 66, 67 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 modifiés par l'article 17 de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953 et du règlement d'administration publique n° 55-49 du 5 janvier 1955, la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements sera répartie, entre les communes intéressées, conformément aux pourcentages suivants:

| | |
|---|---|
| Saint-Nazaire-en-Royans, 27,95 p. 100. | Saint-Pierre-de-Cherennes, 1,85 p. 100. |
| Saint-Just-de-Claix, 21,90 p. 100. | Saint-Hilaire-du-Rozier, 24,25 p. 100. |
| La Motte-Fanjas, 0,25 p. 100. | La Sone, 3,40 p. 100. |
| Saint-Romans, 9,40 p. 100. | Chatte, 6,50 p. 100. |
| Beauvoir, 1 p. 100 | Saint-Sauveur, 4,25 p. 100 |

#### Article 54.

Néant

#### Article 55.

*Recouvrement des taxes et redevances.*

Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat sera opéré d'après les règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus domaniaux.

Les dispositions des articles 1920, 1922, 1923 et 1925 du code général des impôts sont applicables au recouvrement des taxes susvisées.

#### Article 56.

*Pénalités.*

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sous réserve de la déchéance qui pourrait être encourue, des amendes pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers intéressés. Les amendes seront appliquées dans les conditions suivantes:

En cas de manquement aux obligations imposées par les articles 1er, 6, 7, 14, 16, 17 et 18 du présent cahier des charges et par chaque infraction, amende de 1.000 F par jour, jusqu'à ce que l'infraction ait cessé.

En cas d'interruption générale ou partielle non justifiée du service ou de manquement aux obligations imposées par les articles 22 et 24 en ce qui concerne les réserves d'énergie, amende de 50 F par jour et par kwatt de puissance non livrée conformément aux conditions des contrats de vente.

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article 47, alinéa 7, amende de 150 F par journée de retard.

Les amendes seront prononcées au profit de l'Etat par le préfet, sur propositions de l'ingénieur en chef du service compétent, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle.

Article 57.

*Cautionnement.*

Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera, soit à la caisse des dépôts et consignations, à Paris, ou pour le compte de cette caisse, à la Trésorerie générale ou à une recette des finances du département une somme de 30 millions de francs, dans les conditions prévues par les lois et règlements pour les cautionnements en matière de travaux publics. Au cautionnement peut être substituée, avec l'agrément de l'administration, la garantie de la caisse nationale de l'énergie.

Le cautionnement de l'entreprise est destiné à garantir la bonne exécution et l'entretien des ouvrages.

La moitié de ce cautionnement, soit la somme de 15 millions de francs, sera remboursée au concessionnaire après le récolement des travaux.

Sur la moitié restante du cautionnement pourront être prélevées les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de suspension, conformément aux prescriptions du présent cahier des charges.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours, à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet.

Conformément à l'article 22 du décret du 17 juin 1938, en cas de déchéance et indépendamment de toute demande de dommages-intérêts que l'autorité concédante peut soutenir à l'encontre du concessionnaire déchu, le cautionnement prévu au cahier des charges reste acquis de plein droit à l'autorité concédante.

Article 58.

*Agents du concessionnaire.*

Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police des ouvrages de la concession et de ses dépendances seront porteurs d'un signe distinctif et munis d'un titre constatant leurs fonctions. Ils devront être agréés par l'administration.

Article 59.

*Jugement des contestations.*

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées par le tribunal administratif du département du siège de l'usine.

Toutefois, les litiges dans lesquels l'Etat serait engagé par l'application de la présente convention peuvent être soumis à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre III du code de procédure civile, ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée.

*Election de domicile.*

Article 60.

Le concessionnaire fait élection de domicile à Paris, 68, rue Faubourg-Saint-Honoré.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Paris.

*Frais d'enregistrement.*

Article 61.

Les frais de publication au *Journal officiel*, et s'il y a lieu les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention à laquelle il est annexé seront supportés par le concessionnaire.

Vu pour être annexé au décret approuvant la convention de concession.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

Lu et approuvé:
*Le directeur adjoint de l'équipement,*
P. KHUMANN.

**Décret du 6 octobre 1955 accordant un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit permis de Bergerac, à la Compagnie française des pétroles (Gascogne).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi modifiée du 21 avril 1810 sur les mines;

Vu le décret n° 49-576 modifié du 22 avril 1949 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux;

Vu le décret n° 55-1154 du 27 août 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux, et sur les permis d'exploitation ou les concessions de ces substances accordés à des titulaires de permis exclusifs de recherche;

Vu la pétition du 15 juillet 1954 rectifiée le 9 août 1955 par laquelle M. Victor de Metz, président directeur général de la Compagnie française des pétroles, agissant au nom et pour le compte de la Compagnie française des pétroles (Gascogne), dont le siège social est à Paris, 11, rue du Docteur-Lancereaux, sollicite l'octroi d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur une partie du territoire des départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Charente, de la Charente-Maritime et de la Gironde;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Vu l'engagement souscrit dans la demande rectifiée susvisée concernant l'effort financier minimum à consacrer aux travaux de recherche pendant la première période de validité du permis;

Vu les engagements souscrits en date du 16 au 24 août 1955 concernant le programme de travail, la mise en œuvre des techniques de reconnaissance et d'exploration, la demande éventuelle d'un titre d'exploitation, le contrôle de l'entreprise et le transfert éventuel à un tiers de tout ou partie des droits dérivant de la possession du permis;

Vu la lettre en date du 12 août 1955 par laquelle la Compagnie française des pétroles informe le ministre de l'industrie et du commerce de la création de la Compagnie française des pétroles (Gascogne);

Vu la lettre en date du 7 septembre 1955 adressée au ministre de l'industrie et du commerce par laquelle la Compagnie française des pétroles (Gascogne) reprend à son compte les engagements ci-dessus souscrits par la Compagnie française des pétroles;

Vu les demandes partiellement concurrentes présentées le 29 mars 1954 par Esso-Standard S. A. F. et le 4 août 1954 par M. Jacques de Soucy;

Vu les pièces des enquêtes réglementaires auxquelles ont été soumises la demande et les demandes concurrentes;

Vu les rapports et vis des ingénieurs:

De l'arrondissement minéralogique de Bordeaux en date des 18 et 19 janvier 1955, 25 janvier et 23 février 1955, 4 et 8 février 1955, 14 mars et 7 avril 1955;

De l'arrondissement minéralogique de Toulouse en date du 3 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Dordogne en date du 23 février 1955;

Vu l'avis du préfet de Lot-et-Garonne en date du 16 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Charente en date du 23 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Charente-Maritime en date du 14 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Gironde en date du 14 février 1955;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 28 juillet 1955;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé à la Compagnie française des pétroles (Gascogne), dont le siège est à Paris, 11, rue du Docteur-Lancereaux, un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux à l'intérieur d'un périmètre englobant partie des départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Charente, de la Charente-Maritime et de la Gironde.

Art. 2. — Conformément au plan 1/200.000 annexé au présent décret, le périmètre est limité comme suit:

Au Nord-Est: par une ligne droite joignant le clocher de l'église de Cognac (Charente), point géodésique, au clocher de l'église de Ribérac (Dordogne), point B, depuis son intersection (point A) avec la droite joignant le clocher de Vibrac (Charente), point géodésique, au clocher de l'église d'Aignes-et-Puyperoux (Charente), point géodésique, jusqu'au point B ci-dessus défini;

Puis par une ligne droite joignant le point B ci-dessus défini au clocher de la cathédrale de Saint-Etienne-de-Cahors (Lot), point géodésique, depuis le point B jusqu'au point C défini par l'intersection de cette ligne avec le prolongement de la ligne joignant le clocher de Mazeyrolles (Dordogne), point géodésique, à la tour de Rance (commune de Bourran) (Lot-et-Garonne), point géodésique.

Au Sud-Est: par une ligne droite joignant le clocher de l'église de Mazeyrolles (Dordogne), point géodésique, à la tour de Rance (commune de Bourran) (Lot-et-Garonne), point géodésique, depuis le point C ci-dessus défini jusqu'à son intersection (point D) avec une ligne droite joignant le clocheton de l'hôpital de Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), point de balisement, au clocher de Montpon-sur-l'Isle (Dordogne), point E.

Au Sud-Ouest: par une ligne droite joignant les points D et E ci-dessus définis.

Au Nord-Ouest: par une ligne droite joignant le point E ci-dessus défini au clocher de l'église de Marennes (Charente-Maritime), point géodésique, entre le point E et le point F défini par l'intersection de cette ligne avec le prolongement de la ligne joignant le

clocher de Vibrac (Charente), point géodésique, au clocher d'Aignes-et-Puypéroux (Charente), point géodésique;

Puis par une ligne droite joignant le point F ci-dessus défini au point de départ A.

Lesdites limites renferment une étendue d'environ 501.400 hectares.

Le permis prendra le nom de permis de Bergerac.

Art. 3. — Ce permis sera valable pendant une durée de cinq ans à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — La valeur des dépenses de recherches effectuées, qui sera comparée à l'effort financier minimum de 1.300 millions souscrit par le pétitionnaire dans sa demande rectifiée du 9 août 1955 ci-dessus visée, sera égale à la somme des montants de dépenses de recherches effectuées au cours de chaque année calendaire ou partie d'année calendaire, après division préalable de chacun de ces montants par le coefficient *i* donné par la formule ci-après:

$$i = 0{,}5\,\frac{S}{So} + 0{,}2\,\frac{M}{Mo} + 0{,}3\,\frac{G}{Go}$$

dans laquelle S, M et G sont les valeurs au mois de janvier de chaque année ou partie d'année calendaire, So, Mo, Go des valeurs au mois de janvier de l'année d'institution des permis, des indices suivants publiés par le *Bulletin mensuel* de l'I. N. S. E. E.: S, index total des salaires (France entière) de la construction mécanique et électrique, M, index des prix de gros de l'ensemble des produits métallurgique, G, index général des prix de gros (319 articles).

Le nouvel effort financier minimum que doit souscrire le titulaire du permis pour avoir droit au renouvellement, conformément aux dispositions de l'article 10 *bis* de la loi de 1810 modifiée, est évalué en multipliant par le coefficient *i* l'effort financier minimum indiqué au premier alinéa du présent article. Dans ce cas, S, M et G sont les valeurs des indices ci-dessus pour le mois de janvier de l'année au cours de laquelle le titulaire demandera le renouvellement de son permis.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Il sera en outre, par les soins des préfets de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Charente, de la Charente-Maritime et de la Gironde, et aux frais du titulaire du permis, affiché dans les préfectures de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Charente, de la Charente-Maritime et de la Gironde et inséré dans un journal de chacun desdits départements.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

---

**Décret du 6 octobre 1955 accordant un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux (dit permis de Rochefort) à la Compagnie française des pétroles (Gascogne).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi modifiée du 21 avril 1810 sur les mines;

Vu le décret modifié n° 49-576 du 22 avril 1949 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux;

Vu le décret n° 55-1151 du 27 août 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux, et sur les permis d'exploitation ou les concessions de ces substances accordés à des titulaires de permis exclusifs de recherches;

Vu la pétition du 15 juillet 1954 rectifiée le 9 août 1955 par laquelle M. Victor de Metz, président directeur général de la Compagnie française des pétroles, agissant au nom et pour le compte de la Compagnie française des pétroles (Gascogne), dont le siège social est à Paris, 11, rue du Docteur-Lancereaux, sollicite l'octroi d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur une partie du territoire du département de la Charente-Maritime;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Vu l'engagement souscrit dans la demande rectifiée susvisée concernant l'effort financier minimum à consacrer aux travaux de recherche pendant la première période de validité du permis;

Vu les engagements souscrits en date des 16 et 24 août 1955 concernant le programme de travail, la mise en œuvre des techniques de reconnaissance et d'exploration, la demande éventuelle d'un titre d'exploitation, le contrôle de l'entreprise, le transfert éventuel à un tiers de tout ou partie des droits dérivant de la possession du permis, et les travaux dans la zone maritime;

Vu la lettre en date du 12 août 1955 par laquelle la Compagnie française des pétroles informe le ministre de l'industrie et du commerce de la création de la Compagnie française des pétroles (Gascogne);

Vu la lettre en date du 7 septembre 1955 adressée au ministre de l'industrie et du commerce, par laquelle la Compagnie française des pétroles (Gascogne) reprend à son compte les engagements ci-dessus souscrits par la Compagnie française des pétroles;

Vu les pièces des enquêtes réglementaires auxquelles ont été soumises la demande et les demandes concurrentes;

Vu les rapports et avis des ingénieurs:

De l'arrondissement minéralogique de Bordeaux en date des 18 et 19 janvier 1955, 25 janvier et 23 février 1955, 4 et 8 février 1955, 11 mars et 7 avril 1955;

De l'arrondissement minéralogique de Toulouse en date du 3 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Charente-Maritime en date du 11 février 1955;

Vu l'avis du conseil général des mines;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé à la Compagnie française des pétroles (Gascogne), dont le siège est à Paris, 11, rue du Docteur-Lancereaux, un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux à l'intérieur d'un périmètre englobant partie du département de la Charente-Maritime.

Art. 2. — Conformément au plan 1/200.000 et à la carte au 1/125.288 du service hydrographique de la marine annexés au présent décret, le périmètre est limité comme suit:

Au Nord: par une ligne droite joignant le sommet de la lanterne du phare de Boyard-Ville, point géodésique, point A, au clocher de l'église de Saint-Nazaire-de-Charente, point géodésique, point B;

Au Nord-Est: par une ligne droite joignant le point B ci-dessus défini au clocher de l'église de Pont-l'Abbé, point géodésique, point C;

Puis par une ligne droite joignant le point C ci-dessus défini au clocher de l'église de Marignac, point géodésique, point D;

Au Sud-Est: par une ligne droite joignant le point D ci-dessus défini au clocher de l'église de Bois jusqu'à son intersection, point E, avec la ligne droite joignant le clocher de Montpon-sur-l'Isle (Dordogne) au clocher de l'église de Marennes;

Au Sud-Ouest: par une ligne droite joignant le point E ci-dessus défini au clocher de l'église de Marennes et se prolongeant jusqu'à son point d'intersection avec le littoral de l'océan Atlantique, point F;

Puis par une ligne droite reliant le point F ci-dessus défini à la tourelle de la tour du fort de Chapus, point géodésique, point G;

La limite Sud-Ouest se prolonge ensuite jusqu'au point H défini par l'intersection du rivage de l'île d'Oléron avec la ligne droite reliant le point G ci-dessus défini au clocher de l'église de Saint-Trojan-les-Bains;

De là, la limite suit la ligne de rivage Sud de l'île d'Oléron, puis Ouest, puis Nord, jusqu'au point A, point de départ.

Lesdites limites renferment une étendue d'environ 97.000 hectares dont 11.200 hectares en mer.

Le permis prendra le nom de permis de Rochefort.

Art. 3. — Ce permis sera valable pendant une durée de trois ans à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — La valeur des dépenses de recherches effectuées qui sera comparée à l'effort financier minimum de cent millions souscrit par le pétitionnaire dans sa demande rectifiée ci-dessus citée, sera égale à la somme des montants de dépenses de recherches effectuées au cours de chaque année calendaire ou partie d'année calendaire, après division préalable de chacun de ces montants par le coefficient *i*, donné par la formule ci-après:

$$i = 0{,}5\,\frac{S}{SO} + 0{,}2\,\frac{M}{MO} + 0{,}3\,\frac{G}{GO}$$

dans laquelle S, M et G sont les valeurs au mois de janvier de chaque année ou partie d'année calendaire; SO, MO et GO des valeurs au mois de janvier de l'année d'institution des permis, des indices suivants publiés par le *Bulletin mensuel* de l'I. N. S. E. E.: S, index total des salaires (France entière) de la construction mécanique et électrique; M, index des prix de gros de l'ensemble des produits métallurgiques; G, index général des prix de gros 319 articles).

Le nouvel effort financier minimum que doit souscrire le titulaire du permis pour avoir droit au renouvellement, conformément aux dispositions de l'article 10 *bis* de la loi de 1810 modifiée, est évalué en multipliant par le coefficient *i* l'effort financier minimum indiqué au premier alinéa du présent article. Dans ce cas, S, M et G sont les valeurs des indices ci-dessus pour le mois de janvier de l'année au cours de laquelle le titulaire demandera le renouvellement de son permis.

Art. 5. — Les autorisations que le titulaire du présent permis devra éventuellement obtenir pour son activité dans la zone maritime située à l'intérieur du périmètre défini par l'article 2 ci-dessus, ne sont pas préjugées par le présent décret.

Art. 6. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Il sera en outre, par les soins du préfet de la Charente-Maritime et aux frais du titulaire du permis, affiché dans la préfecture de la Charente-Maritime et inséré dans un journal du département.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

**Décret du 6 octobre 1955 accordant un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit permis du Bas-Quercy à la Compagnie des pétroles de Guyenne.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi modifiée du 21 avril 1810 sur les mines;

Vu le décret n° 49-576 du 22 avril 1949 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux;

Vu le décret n° 55-1154 du 27 août 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux et sur les permis d'exploitation ou les concessions de ces substances accordés à des titulaires de permis exclusifs de recherches;

Vu la pétition du 14 juin 1954 rectifiée le 23 août 1955 par laquelle M. Charles Lambert, président directeur général de Péchelbronn S. A. E. M., agisant au nom et pour le compte de la Compagnie des pétroles de Guyenne, dont le siège social est à Paris, 4, rue Léon-Jost, sollicite l'octroi d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur une partie du territoire des départements de la Dordogne, du Lot, de Lot-et-Garonne et de Tarn-et-Garonne;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Vu l'engagement souscrit dans la demande rectifiée susvisée concernant l'effort financier minimum à consacrer aux travaux de recherches pendant la première période de validité du permis;

Vu l'engagement souscrit en date des 24 juin et 23 août 1955 concernant le programme de travail, la mise en œuvre des techniques de reconnaissance et d'exploration, la demande éventuelle d'un titre d'exploitation, le contrôle de l'entreprise et le transfert éventuel à un tiers de tout ou partie des droits dérivant de la possession du permis;

Vu la lettre en date du 16 septembre 1955 par laquelle Péchelbronn S. A. E. M. informe le ministre de l'industrie et du commerce de la création de la Compagnie des pétroles de Guyenne;

Vu la lettre en date du 16 septembre 1955 adressée au ministre de l'industrie et du commerce par laquelle la Compagnie des pétroles de Guyenne reprend à son compte les engagemnts ci-dessus souscrits par Péchelbronn S. A. E. M.;

Vu le protocole en date du 22 mars 1955 intervenu entre les associés de la Compagnie des pétroles de Guyenne;

Vu les demandes partiellement concurrentes présentées le 29 mars 1954 par Esso Standard S. A. F., le 15 juillet 1954 par la Compagnie française des pétroles et le 4 août 1954 par M. Jacques de Soucy;

Vu les pièces des enquêtes règlementaires auxquelles ont été soumises la demande et les demandes concurrentes;

Vu les rapports et avis des ingénieurs,

De l'arrondissement minéralogique de Bordeaux en date des 18 et 19 janvier 1955, 25 janvier et 23 février 1955, 4 et 8 février 1955, 14 mars et 7 avril 1955;

De l'arrondissement minéralogique de Toulouse en date du 3 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Dordogne en date du 2 mars 1955;

Vu l'avis du préfet du Lot en date du 17 février 1955;

Vu l'avis du préfet de Lot-et-Garonne en date du 3 février 1955;

Vu l'avis du préfet de Tarn-et-Garonne en date du 14 février 1955;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 28 juillet 1955;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé à la Compagnie des pétroles de Guyenne, dont le siège est à Paris, 4, rue Léon-Jost, un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux à l'intérieur d'un périmètre englobant partie des départements de la Dordogne, du Lot, du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne.

Art. 2. — Conformément au plan 1/200.000 annexé au présent décret, le périmètre est limité comme suit:

A l'Est, une ligne droite joignant la tour Sud de l'église Saint-Pierre à Gourdon (Lot), point géodésique, au clocher de l'église de Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne), point géodésique, depuis son intersection, au point A, avec la ligne droite — prolongée vers le Sud-Est — joignant le clocher de l'église de Ribérac (Dordogne) au clocher de la cathédrale Saint-Etienne à Cahors (Lot), point géodésique, cette limite étant prolongée en ligne droite vers le Sud jusqu'à son intersection, au point B, avec la ligne droite joignant le clocher de la cathédrale Sainte-Cécile à Albi (Tarn), point géodésique, au clocher de la cathédrale Saint-Caprais à Agen (Lot-et-Garonne), point géodésique, point C.

Au Sud, la ligne droite joignant le point B au point C, puis la ligne droite joignant le point C au clocher de l'église de Mimizan (Landes), point géodésique, jusqu'à son intersection au point D avec la rive gauche de la Garonne; puis la rive gauche de la Garonne jusqu'à son intersection, au point E, avec la ligne droite — prolongée vers le Sud — qui joint le clocher de l'église de Montpon-sur-l'Isle (Dordogne), point géodésique, au clocheton de l'hôpital de Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), point de balisement.

A l'Ouest, cette dernière ligne droite elle-même depuis le point E jusqu'à son intersection, au point F, avec la ligne droite — prolongée vers le Sud-Ouest — qui joint le clocher de l'église de Mazeyrolles (Dordogne), point géodésique, à la tour de Rance, commune de Bourran (Lot-et-Garonne), point géodésique.

Au Nord, cette dernière ligne droite elle-même depuis le point F prolongée vers le Nord-Est jusqu'à sa rencontre au point G, avec la ligne droite joignant le clocher de l'église de Ribérac au point A, puis la ligne droite G A.

Lesdites limites renferment une étendue d'environ 372.000 hectares.

Le permis prendra le nom du permis du Bas-Quercy.

Art. 3. — Ce permis sera valable pendant une durée de cinq ans à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — La valeur des dépenses de recherches effectuées, qui sera comparée à l'effort financier minimum de 930 millions souscrit par le pétitionnaire dans sa demande rectifiée ci-dessus citée, sera égale à la somme des montants de dépenses de recherches effectuées au cours de chaque année calendaire ou partie d'année calendaire, après division préalable de chacun de ces montants par le coefficient *i*, donné par la formule ci-après:

$$i = 0{,}5\,\frac{S}{SO} + 0{,}2\,\frac{M}{MO} + 0{,}3\,\frac{G}{GO}$$

dans laquelle S, M et G sont les valeurs au mois de janvier de chaque année ou partie d'année calendaire, SO, MO, GO des valeurs au mois de janvier de l'année d'institution des permis, des indices suivants publiés par le *Bulletin mensuel* de l'I. N. S. E. E.: S, index total des salaires (France entière) de la construction mécanique et électrique, M, index des prix de gros de l'ensemble des produits métallurgiques, G, index général des prix de gros (312 articles).

Le nouvel effort financier minimum que doit souscrire le titulaire du permis pour avoir droit au renouvellement, conformément aux dispositions de l'article 10 *bis* de la loi de 1810 modifiée, est évalué en multipliant par le coefficient *i* l'effort financier minimum indiqué au premier alinéa du présent article. Dans ce cas, S, M et G sont les valeurs des indices ci-dessus pour le mois de janvier de l'année au cours de laquelle le titulaire demandera le renouvellement de son permis.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Il sera en outre, par les soins des préfets de la Dordogne, du Lot, de Lot-et-Garonne et de Tarn-et-Garonne et aux frais du titulaire du permis, affiché dans les préfectures de la Dordogne, du Lot, de Lot-et-Garonne et de Tarn-et-Garonne et inséré dans un journal de chacun desdits départements.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

ANDRÉ MORICE.

**Décret du 6 octobre 1955 accordant un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dit permis du Périgord, à la Compagnie des pétroles de Guyenne.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi modifiée du 21 avril 1810 sur les mines;

Vu le décret n° 49-576 du 22 avril 1949 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux;

Vu le décret n° 55-1154 du 27 août 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux et sur les permis d'exploitation ou les concessions de ces substances accordés à des titulaires de permis exclusifs de recherches;

Vu la pétition du 14 juin 1954 rectifiée le 23 août 1955 par laquelle M. Charles Lambert, président directeur général de Péchelbronn S. A. E. M., agissant au nom et pour le compte de la Compagnie des pétroles de Guyenne, dont le siège social est à Paris, 4, rue Léon-Jost, sollicite l'octroi d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur une partie du territoire des départements de la Dordogne et du Lot;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Vu l'engagement souscrit dans la demande rectifiée susvisée concernant l'effort financier minimum à consacrer aux travaux de recherche pendant la première période de validité du permis;

Vu l'engagement souscrit en date des 24 juin et 23 août 1955 concernant le programme de travail, la mise en œuvre des techniques de reconnaissance et d'exploitation, la demande éventuelle d'un titre d'exploitation, le contrôle de l'entreprise et le transfert éventuel à un tiers de tout ou partie des droits dérivant de la possession du permis;

Vu la lettre en date du 16 septembre 1955 par laquelle Péchelbronn S. A. E. M. informe le ministre de l'industrie et du commerce de la création de la Compagnie des pétroles de Guyenne;

Vu la lettre en date du 16 septembre 1955 adressée au ministre de l'industrie et du commerce par laquelle la Compagnie des pétroles de Guyenne reprend à son compte les engagements ci-dessus souscrits par Péchelbronn S. A. E. M.;

Vu le protocole en date du 22 mars 1955 intervenu entre les associés de la Compagnie des pétroles de Guyenne;

Vu les demandes partiellement concurrentes présentées le 29 mars 1954 par Esso-Standard S. A. F., le 15 juillet 1954 par la Compagnie française des pétroles et le 4 août 1954 par M. Jacques de Soucy;

Vu les pièces des enquêtes réglementaires auxquelles ont été soumises la demande et les demandes concurrentes;

Vu les rapports et avis des ingénieurs,

De l'arrondissement minéralogique de Bordeaux en date des 18 et 19 janvier 1955, 25 janvier et 23 février 1955, 4 et 8 février 1955, 14 mars et 7 avril 1955;

De l'arrondissement minéralogique de Toulouse en date du 3 février 1955;

Vu l'avis du préfet de la Dordogne en date du 2 mars 1955;

Vu l'avis du préfet du Lot en date du 17 février 1955;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 28 juillet 1955;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé à la Compagnie des pétroles de Guyenne, dont le siège est à Paris, 4, rue Léon-Jost, un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux à l'intérieur d'un périmètre englobant partie des départements de la Dordogne et du Lot.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/200.000 annexé au présent décret, le périmètre est limité comme suit:

Au nord: une ligne droite joignant le pavillon du château de Richemont, commune de Saint-Crépin-de-Richemont (Dordogne), point géodésique, point A, à la tourelle du château de Beaulaurent, commune de la Chapelle-Faucher (Dordogne), point géodésique, point B.

A l'Est: une ligne brisée joignant le point B à la tour du château de Rognac, commune de Bassillac (Dordogne), point géodésique, point C, puis au clocher de l'église de Sireuil (Dordogne), point géodésique, point D, puis à la tour Sud de l'église Saint-Pierre à Gourdon (Lot), point géodésique, point E; puis une ligne droite joignant le point E au clocher de l'église de Négrepelisse (Tarn-et-Garonne), point géodésique, jusqu'à son intersection, au point F, avec le prolongement vers le Sud-Est de la ligne droite joignant le clocher de la cathédrale Saint-Etienne à Cahors (Lot), point géodésique, au clocher de l'église de Ribérac (Dordogne).

Au Sud: cette ligne droite elle-même depuis le point F jusqu'à son intersection au point G, avec le prolongement vers le Sud-Ouest de la ligne droite joignant la cheminée Nord de la maison Haute-Vigerie, commune de Saint-Aquilin (Dordogne), point géodésique, au point A.

A l'Ouest: la ligne droite G A.

Lesdites limites renferment une étendue d'environ 220.000 hectares.

Le permis prendra le nom de permis du Périgord.

Art. 3. — Ce permis sera valable pendant une durée de trois ans à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — La valeur des dépenses de recherches effectuées qui sera comparée à l'effort financier minimum de 330 millions souscrit par le pétitionnaire dans sa demande rectifiée ci-dessus citée, sera égale à la somme des montants de dépenses de recherches effectuées au cours de chaque année calendaire ou partie d'année calendaire, après division préalable de chacun de ces montants par le coefficient *i*, donné par la formule ci-après:

$$i = 0{,}5 \frac{S}{SO} + 0{,}2 \frac{M}{MO} + 0{,}3 \frac{G}{GO}$$

dans laquelle S, M et G sont les valeurs au mois de janvier de chaque année ou partie d'année calendaire, SO, MO, GO des valeurs au mois de janvier de l'année d'institution des permis, des indices suivants publiés par le bulletin mensuel de l'I. N. S. E. E.: S, index total des salaires (France entière) de la construction mécanique et électrique, M, index des prix de gros de l'ensemble des produits métallurgiques, G, index général des prix de gros (319 articles).

Le nouvel effort financier minimum que doit souscrire le titulaire du permis pour avoir droit au renouvellement, conformément aux dispositions de l'article 10 *bis* de la loi de 1810 modifiée, est évalué en multipliant par le coefficient *i* l'effort financier minimum indiqué au premier alinéa du présent article. Dans ce cas, S, M et G sont les valeurs des indices ci-dessus pour le mois de janvier de l'année au cours de laquelle le titulaire demandera le renouvellement de son permis.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Il sera en outre par les soins des préfets de la Dordogne et du Lot et aux frais du titulaire du permis affiché dans les préfectures de la Dordogne et du Lot et inséré dans un journal de chacun desdits départements.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

ANDRÉ MORICE.

## Commission centrale des appareils à pression.

Par arrêté du ministre de l'industrie et du commerce en date du 6 octobre 1955, est nommé membre de la commission centrale des appareils à pression, pour les années 1955 et 1956, au titre de représentant de la direction des mines et de la sidérurgie, M. Gauthé, ingénieur T. P. E. (mines).

## INFORMATION

**Décret n° 55-1331 du 6 octobre 1955 relatif à l'application à l'administration de la radiodiffusion-télévision française des dispositions du décret n° 53-477 du 21 mai 1953 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de service des services extérieurs des administrations de l'Etat.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du ministre de l'industrie et du commerce (information),

Vu le décret n° 52-1301 du 2 décembre 1952 portant transformation d'emplois à l'administration de la radiodiffusion et de la télévision françaises;

Vu le décret n° 53-477 du 21 mai 1953 portant règlement d'administration publique relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de service des services extérieurs des administrations de l'Etat;

Vu la loi n° 53-1335 du 31 décembre 1953 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de la radiodiffusion-télévision française;

Vu la loi n° 55-693 du 22 mai 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de la radiodiffusion-télévision française,

Décrète:

Art. 1er. — L'effectif du corps des agents de service des services extérieurs de la radiodiffusion-télévision française est fixé à 65 emplois répartis ainsi qu'il suit:

Agents de service de 1re catégorie: 8 emplois.
Agents de service de 2e catégorie: 57 emplois.

Art. 2. — L'effectif du corps des agents de service des services extérieurs de la radiodiffusion-télévision française est modifié conformément aux dispositions ci-après:

A compter du 1er janvier 1954: 68 emplois répartis comme suit:
Agents de service de 1re catégorie: 9 emplois.
Agents de service de 2e catégorie: 59 emplois.

A compter du 1er janvier 1955: 85 emplois répartis comme suit:
Agents de service de 1re catégorie: 11 emplois.
Agents de service de 2e catégorie: 74 emplois.

A compter du 1er juillet 1955: 92 emplois répartis comme suit:
Agents de service de 1re catégorie: 12 emplois.
Agents de service de 2e catégorie: 80 emplois.

A compter du 1er octobre 1955: 95 emplois répartis comme suit:
Agents de service de 1re catégorie: 12 emplois.
Agents de service de 2e catégorie: 83 emplois.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'industrie et du commerce (information), le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet, en ce qui concerne les dispositions de l'article 1er, à la date d'application du décret n° 53-477 du 21 mai 1953.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

ANDRÉ MORICE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*

GILBERT-JULES.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*

JEAN MÉDECIN.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Commissions du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 46-2339 du 21 octobre 1946 portant réorganisation du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, et notamment son article 8;

Vu l'arrêté du 10 février 1947 fixant le ressort et le siège des commissions du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, ensemble les arrêtés qui l'ont modifié, et notamment l'arrêté du 1er juillet 1955,

Arrêtent:

Art. 1er — L'article 2 de l'arrêté du 10 février 1947 est complété ainsi qu'il suit:

« La section de la commission de première instance de la Charente-Maritime, siégeant à la Rochelle, demeure compétente pour connaître des contestations auxquelles donnent lieu dans l'ensemble de ce département les décisions prises par les organismes de la mutualité sociale agricole. »

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice et le directeur des affaires professionnelles et sociales au ministère de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 1955.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI FAUGÈRE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRY BEYER.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FRANÇOIS WATINE.

### Eaux et forêts.

Par arrêté en date du 17 septembre 1955, M. Huck (Joseph), chef de district des eaux et forêts à Urmatt (Bas-Rhin), district n° 28, inspection des eaux et forêts de Schirmeck, est muté d'office à Drulingen (Bas-Rhin), district n° 39, inspection des eaux et forêts de la Petite-Pierre.

Par arrêté en date du 17 septembre 1955, M. Beaumard (Gustave), agent technique des eaux et forêts de 7e échelon à Vinax (Charente-Maritime), maison forestière de la Croix-de-Vinax, triage n° 30, inspection des eaux et forêts de la Rochelle, est muté d'office à Mazoires (Puy-de-Dôme), triage n° 61, inspection des eaux et forêts de Clermont-Ferrand-Est.

Par arrêté en date du 17 septembre 1955, M. Laniez (Albert), agent technique des eaux et forêts à Montgobert (Aisne), maison forestière des Têtes-de-Chavigny, inspection des eaux et forêts de Villers-Cotterêts, est rétrogradé de la classe exceptionnelle au 7e échelon du grade d'agent technique à compter de la date du présent arrêté.

Le point de départ de l'ancienneté de M. Laniez dans le 7e échelon de grade d'agent technique des eaux et forêts est fixé au 1er janvier 1915.

Par arrêté en date du 20 septembre 1955, l'arrêté ministériel du 15 janvier 1955 est rapporté en ce qui concerne la nomination à l'emploi d'agent technique des eaux et forêts et l'affectation en cette qualité de M. Garbarini (Dominique-Xavier), nommé agent technique des eaux et forêts à Rosis (Hérault), maison forestière de Lafage, triage n° 8, inspection des eaux et forêts de Béziers, non installé.

M. Garbarini est rayé de la liste d'agrément à l'emploi d'agent technique des eaux et forêts à titre civil, en application de l'article 38 de l'arrêté ministériel réglementaire du 28 décembre 1951.

Par arrêté en date du 20 septembre 1955, l'arrêté ministériel du 30 juin 1955 est rapporté en ce qui concerne la nomination à l'emploi d'agent technique des eaux et forêts et l'affectation en cette qualité de M. Le Saout (Louis-Gabriel), S. P. 59.001, intendance 408, nommé agent technique des eaux et forêts à Piney (Aube), maison forestière du Pavillon-Saint-Charles, triage n° 5, inspection des eaux et forêts de Troyes, candidat militaire, non acceptant.

Par arrêté en date du 20 septembre 1955, M. Lanfranchi (Don-Antoine), chef de district des eaux et forêts au Lauzet (Basses-Alpes), district n° 3, inspection des eaux et forêts de Barcelonnette, est affecté, avec ses grade et échelon actuels, d'office et dans l'intérêt du service, à Fréjus (Var), maison forestière du Malpey, district n° 19, inspection des eaux et forêts de Draguignan.

Par arrêté en date du 20 septembre 1955, M. Mercourt (André), agent technique des eaux et forêts à Cheminon (Marne), maison forestière de la Loge-Colotte, triage n° 78, inspection des eaux et forêts de Châlons-sur-Marne, est affecté d'office et dans l'intérêt du service à Trois-Fontaines (Marne), maison forestière de la Sabotière, triage n° 78, inspection des eaux et forêts de Châlons-sur-Marne (nouvelle organisation).

Par arrêté en date du 20 septembre 1955, à défaut de candidats classés relevant de la législation sur les emplois réservés, les candidats dont les noms suivent sont nommés sténodactylographes stagiaires des eaux et forêts. Ils reçoivent les affectations ci-après :

Pierrel (Janine), à Epinal (Vosges), bureau de l'inspection des eaux et forêts d'Epinal-Nord.

Mazzuchelli (Odette), à Guéret (Creuse), bureaux de l'inspection des eaux et forêts.

Grandjean (Claudette), à Saint-Etienne (Loire), bureaux de l'inspection des eaux et forêts.

Pouilhe (Jacqueline), à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), bureaux de l'inspection des eaux et forêts de Clermont-Ferrand-Ouest.

Riva (Michèle), à Gap (Hautes-Alpes), bureaux de la conservation des eaux et forêts.

Vauzelle (Michelle), à Tulle (Corrèze), bureaux de l'inspection des eaux et forêts.

Poitevin (Huguette), à Alençon (Orne), bureaux de l'inspection des eaux et forêts.

Raydelet (Thérèse), à Dole (Jura), bureaux de l'inspection des eaux et forêts.

Par arrêté en date du 23 septembre 1955, M. Magistry (René), agent technique des eaux et forêts de 7e échelon à Djerma (Constantine), est intégré, sur sa demande, avec ses grade et échelon actuels, dans le cadre métropolitain des agents techniques des eaux et forêts et affecté à Rouilly-Sacey (Aube), maison forestière du Chardonneret, triage n° 4, inspection des eaux et forêts de Troyes.

Par arrêté en date du 23 septembre 1955, M. Poulot (Georges), chef de district des eaux et forêts de 5e échelon à Radonvilliers (Aube), district n° 6, inspection des eaux et forêts de Troyes, est affecté, sur sa demande, avec ses grade et échelon actuels, à l'école forestière des Barres, à Nogent-sur-Vernisson (Loiret).

Par arrêté en date du 23 septembre 1955, l'arrêté ministériel du 15 janvier 1955 est rapporté en ce qui concerne la nomination à l'emploi d'agent technique des eaux et forêts et l'affectation en cette qualité de M. Mariani (Gilbert), nommé agent technique des eaux et forêts à Saint-Véran (Hautes-Alpes), triage n° 21, inspection des eaux et forêts d'Embrun, candidat militaire, non installé.

Par arrêté en date du 23 septembre 1955, l'arrêté du 30 juin 1955 est rapporté en ce qui concerne la nomination à l'emploi d'agent technique des eaux et forêts et l'affectation en cette qualité de :

M. Bernard (Henri-Hippolyte), nommé agent technique des eaux et forêts à Arreau (Hautes-Pyrénées), triage n° 118, inspection des eaux et forêts de Tarbes-Arreau, candidat militaire, non acceptant.

M. Chiapello (François-Michel), nommé agent technique des eaux et forêts à Garein (Landes), triage n° 61, inspection des eaux et forêts de Mont-de-Marsan, candidat militaire, non acceptant.

M. Schmitt (André-Henri-Jean), nommé agent technique des eaux et forêts à Damelevières (Meurthe-et-Moselle), triage n° 94, inspection des eaux et forêts de Lunéville, candidat militaire, non acceptant.

### Ecole nationale d'agriculture de Rennes.

Par arrêté en date du 30 septembre 1955, M. Barloy (Jean), ingénieur agricole, a été nommé assistant stagiaire de la chaire d'agriculture à l'école nationale d'agriculture de Rennes, à la suite des résultats du concours sur titres et sur épreuves ouvert le 5 juillet 1955.

### Ecole nationale des eaux et forêts.

Par arrêté en date du 26 septembre 1955, les ingénieurs agronomes dont les noms suivent sont nommés ingénieurs élèves des eaux et forêts à l'école nationale des eaux et forêts, au titre du cadre général des eaux et forêts de la France d'outre-mer :

MM. Bebin (Jean-Louis-Henri).
Peyre (Yves-Jean-Baptiste).
Da Costa (Claude-Antoine).
Moustier (Vladimir-Gérard).
Périer (Jean).

Préalablement à leur entrée effective à l'école nationale des eaux et forêts, les intéressés devront :

1° Justifier de leur aptitude au service armé outre-mer par la production d'un certificat établi par deux médecins militaires;

2° Etre reconnu indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse, nerveuse ou polyomiélitique dans les conditions prévues par l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946;

3° souscrire à l'engagement prévu par l'article 8 du décret du 13 février 1952 de servir, pendant un minimum de dix ans, dans le cadre général des eaux et forêts de la France d'outre-mer.

### Inspection des lois sociales en agriculture.

Par arrêté du 7 octobre 1955, à compter du 1er octobre 1955, et pour une durée de trois ans, M. Mondy (Fernand), inspecteur des lois sociales en agriculture de 2e classe, 7e échelon (indice 410), est détaché en la même qualité auprès du ministère des affaires marocaines et tunisiennes pour servir au Maroc (direction de l'agriculture et des forêts).

### Institut national de la recherche agronomique.

Par arrêtés en date du 20 septembre 1955, les assistants stagiaires ci-après désignés sont nommés sur place assistants titulaires de 5e classe du cadre scientifique de l'institut national de la recherche agronomique, pour compter du 1er juin 1955:

M. Blanchet (Robert), assistant stagiaire à la station centrale d'agronomie du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Boccard (Roger), assistant stagiaire à la station de recherches sur l'élevage du centre national de recherches zootechniques de Jouy-en-Josas.

Mlle Carbonères (Marie), assistante stagiaire au laboratoire des oléagineux métropolitains à Bellevue.

M. Creff (René), assistant stagiaire à la station de recherches pomologiques, cidricoles et laitières de Rennes.

M. Duranton (Henri), assistant stagiaire à la station de physiologie végétale du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Garnier (Jean), assistant stagiaire à la station centrale de microbiologie du centre national de recherches zootechniques de Jouy-en-Josas.

M. Gramet (Philippe), assistant stagiaire à la station centrale de zoologie agricole du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Groselaude (Christian), assistant stagiaire à la station de pathologie du centre de recherches agronomiques du Sud-Ouest à Pont-de-la-Maye.

Mme Grouet (Denise), assistante stagiaire à la station centrale de pathologie végétale du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Lecomte (Jacques), assistant stagiaire à la station de recherches apicoles de Bures-sur-Yvette.

M. Louvet (Jean), assistant stagiaire à la station centrale de pathologie végétale du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Martinet (Jack), assistant stagiaire à la station de physiologie animale du centre national de recherches zootechniques de Jouy-en-Josas.

M. Martouret (Daniel), assistant stagiaire à la station centrale de zoologie agricole du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Merat (Philippe), assistant stagiaire à la station de recherches avicoles du centre national de recherches zootechniques de Jouy-en-Josas.

M. Mollard (Joseph), assistant stagiaire à la station de technologie végétale de la Sablière.

Mlle Pain (Janine), assistante stagiaire à la station de recherches apicoles de Bures-sur-Yvette.

M. Pecaut (Pierre), assistant stagiaire à la station centrale d'amélioration des plantes du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Pochard (Edmond), assistant stagiaire à la station centrale d'amélioration des plantes du centre national de recherches agronomiques de Versailles.

M. Robelin (Marcel), assistant stagiaire à la station agronomique du centre de recherches agronomiques du Massif Central à Clermont-Ferrand.

### Répression des fraudes.

Par arrêtés en date du 21 septembre 1955, MM. Richard (Raoul) et Robion (Edouard), anciens inspecteurs généraux de la répression des fraudes, sont nommés inspecteurs généraux honoraires de la répression des fraudes.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

### Décret n° 55-1332 du 6 octobre 1955 fixant la composition des commissions départementales d'action sanitaire et sociale dans les départements d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 47-2092 du 17 octobre 1947 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion;

Vu la loi n° 54-806 du 13 août 1954 étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, et précisant le régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements, et notamment son article 23;

Vu le décret n° 55-244 du 10 février 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 54-806 du 13 août 1954;

Vu le décret n° 55-17 du 3 janvier 1955 sur la composition du comité technique d'action sanitaire et sociale,

Décrète:

Art. 1er. — La commission départementale chargée, en application de l'article 23 de la loi n° 54-806 du 13 août 1954, de définir, conformément au programme dressé par le comité technique d'action sanitaire et sociale pour les départements d'outre-mer, dans les limites du plan général établi pour les mêmes départements par le ministre de la santé publique et de la population, le cadre dans lequel peut s'exercer l'action sanitaire et sociale des caisses générales de sécurité sociale des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, est composée ainsi qu'il suit:

Le préfet du département intéressé ou son représentant, président;

L'inspecteur divisionnaire de la santé ou, à son défaut, le directeur départemental de la santé du département intéressé, vice-président;

Le directeur régional de la sécurité sociale, ou son représentant, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Martinique, ou le directeur départemental de la sécurité sociale, ou son représentant, pour le département de la Réunion;

Le directeur des services agricoles, ou son représentant;

L'inspecteur divisionnaire de la population ou, à son défaut, le directeur départemental de la population du département intéressé;

Un médecin du cadre administratif qualifié pour ses connaissances en phtisiologie;

(Supplément.)

Un médecin du cadre administratif qualifié pour ses connaissances en pédiatrie;

Un médecin du cadre administratif qualifié pour ses connaissances en vénéréologie,

tous trois désignés par le directeur départemental de la santé du département intéressé;

Un représentant du syndicat médical le plus représentatif du département intéressé;

Quatre représentants de la caisse générale de sécurité sociale désignés par le conseil d'administration de cet organisme;

Un médecin conseil de la caisse générale de sécurité sociale.

La commission départementale peut s'adjoindre, à titre permanent ou à l'occasion de questions définies, des personnalités désignées pour leurs travaux ou leur compétence technique.

En cas d'absence du préfet, président de la commission départementale et de l'inspecteur de la santé, vice-président, et du directeur régional ou départemental de la sécurité sociale chargé de la présidence, en cas d'absence du président et du vice-président, la présidence de la commission est assurée:

Par le représentant du préfet, et, en son absence,

Par le représentant de l'inspecteur divisionnaire de la santé ou, à défaut,

Par le représentant du directeur régional ou départemental de la sécurité sociale.

Le président a voix prépondérante.

Art. 2. — Le secrétariat de la commission est assuré, suivant le cas, par les services de la direction régionale de la sécurité sociale ou de la direction départementale de la sécurité sociale. La commission se réunit une fois par mois, dans les bureaux de la préfecture. Le procès-verbal de chaque séance est adressé au ministère du travail et de la sécurité sociale, au ministère de la santé publique et de la population et au ministère de l'agriculture.

Art. 3. — Lorsque l'ordre du jour du comité technique d'action sanitaire et sociale comportera des questions ressortissant à l'action sanitaire et sociale dans les départements d'outre-mer, deux représentants du ministère de l'agriculture siégeront au sein du comité technique.

Art. 4. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de la santé publique et de la population et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*

PAUL BACON.

*Le ministre de l'agriculture,*

JEAN SOURBET.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

BERNARD LAFAY.

### Sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENTS DE LA SEINE ET DE L'HÉRAULT

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 30 septembre 1955, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Amicale des employés de l'université de Montpellier, société mutualiste, n° 34-482, à Montpellier, avec la société mutualiste dite Mutuelle générale de l'éducation nationale, n° 75-4107, à Paris.

### Caisses de retraites et institutions de prévoyance.

Par arrêté du 30 septembre 1955, l'institution de retraites complémentaires pour les cadres et employés de la Société d'utilisation des os et produits similaires, 40, rue du Colisée, Paris (8e), a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

### Tableau d'avancement de classe des administrateurs civils de l'administration centrale, pour l'année 1955.

1re *classe.*

1 M. Bouvelot. | 2 M. Getting.

## MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

**Décret du 6 octobre 1955 portant application à la commune de Lascazères (Hautes-Pyrénées) des dispositions de l'article 1er (avant-dernier alinéa) de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et du logement,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Lascazères en date du 12 avril 1955;

Vu l'avis conforme de la commission départementale des Hautes-Pyrénées en date du 15 juillet 1955,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 applicables aux communes visées à l'article 1er de ce texte cessent d'être en vigueur en ce qui concerne la commune de Lascazères (Hautes-Pyrénées).

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et du logement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 octobre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et du logement,*

ROGER DUCHET.

### Services extérieurs.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 30 septembre 1955, la démission de M. Magot (Albert), inspecteur de l'urbanisme et de l'habitation titulaire de 2e classe, 2e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement, est acceptée à compter du 1er octobre 1955.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 4 octobre 1955, la démission de M. Perthuison (Michel), vérificateur technique titulaire de 2e classe, 4e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement, est acceptée à compter du 15 septembre 1955.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Taux de remboursement des frais d'assistance d'une collectivité à l'autre pour les diverses organisations d'assistance publique d'Alsace et de Lorraine.**

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu les dispositions des articles 30, paragraphes 3 et 4 de la loi locale du 30 mai 1908 sur le domicile de secours et 27 de la loi d'exécution du 8 novembre 1909 en vigueur en Alsace-Lorraine;

Vu les arrêtés et décisions de l'ancien ministère d'Alsace-Lorraine, en date des 7 mars 1910, 22 mai 1917 et 11 juillet 1918, portant fixation du tarif de remboursement pour les diverses organisations d'assistance,

Vu les arrêtés du commissaire général de la République à Strasbourg, en date des 30 novembre 1910 et 23 mars 1934, ainsi que les arrêtés du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale des 12 juillet 1927 et 23 août 1929;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1938, modifié par l'arrêté du 12 août 1952;

Vu les avis émis par les conseils généraux du département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle tendant au relèvement des taux de remboursement actuellement en vigueur,

(*Supplément.* — **Fin.**)

Arrête:

Art. 1er. — Le paragraphe *b* de l'article 1er de l'arrêté du 25 juillet 1938 est modifié conformément aux dispositions ci-après:

*b*) Frais d'assistance à domicile.

« Personne seule: 200 F par jour.
« Conjoint et toute autre personne à charge: 110 F par jour ».

Art. 2. — Le présent barème prendra effet à compter du 1er janvier 1955.

Art. 3. — Le directeur général de la population et de l'entr'aide et les préfets du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 3 octobre 1955.

Pour le ministre de la santé publique
et de la population et par délégation:
*Le conseiller technique,*
JEAN RAVAIL.

**Ouverture d'un concours pour l'inscription de praticiens sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecins des services antituberculeux publics et privés.**

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'article 29 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951 pour l'exercice 1951;

Vu l'ordonnance du 31 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte antituberculeuse;

Vu le décret du 12 juin 1918 relatif au recrutement et à la nomination des médecins des services antituberculeux;

Vu le décret n° 55-792 du 15 juin 1955 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités de reclassement applicables aux personnels des services des affaires allemandes et autrichiennes et des services français en Sarre, bénéficiaires des dispositions de l'article 16 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955,

Arrêtent:

*Article unique.* — Est autorisée, au cours du deuxième semestre de 1955, l'ouverture d'un concours pour l'inscription de soixante-quinze praticiens sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecins des services antituberculeux publics et privés (tuberculose pulmonaire). Trois de ces soixante-quinze places seront réservées pour être attribuées, le cas échéant, à des médecins phtisiologues appartenant aux services des affaires allemandes et autrichiennes et des services français en Sarre dont les titres auront été reconnus suffisants dans les conditions prévues par le décret du 15 juin 1955 susvisé.

Parmi les praticiens admis, trente pourront être nommés à des emplois publics.

Fait à Paris, le 4 octobre 1955.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le chef de cabinet,*
ALBERT GOURVIL.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET

## MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

**Fonds de concours.**

Par arrêté en date du 29 septembre 1955, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des autorisations de programme et des crédits de payement d'un montant respectif de 2.400.000 F applicables au chapitre 53-01 du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1955:

Chap. 53-01. — Equipement. Bâtiment. Programme d'infrastructure:
Autorisations de programme..... 2.400.000 F.
Crédits de payement..... 2.400.000

## MINISTERE DE LA MARINE MARCHANDE

**Administration centrale.**

Par arrêté en date du 6 octobre 1955, M. André Simonard, professeur agrégé des facultés de droit, est nommé jurisconsulte du ministère de la marine marchande.

**Liste des candidats déclarés admis à l'école d'administration de l'inscription maritime, à Saint-Servan.**

Par arrêté du 1er octobre 1955, ont été déclarés admis après concours à l'école d'administration de l'inscription maritime et pour compter de la même date:

*Avec le grade d'administrateur de 2e classe.*

M. Mallet (Henry-Louis), capitaine au long cours, enseigne de vaisseau de 1re classe de réserve.

*Avec le grade d'élève administrateur.*

MM. Couespel du Mesnil (Jacques);
Fertil (Guillaume-Yves-Marie),
licenciés en droit.

Par décision en date du 24 septembre 1955, M. Nguyen-Vinh-Bao, licencié en droit, a été admis, à titre étranger, pour compter du 1er octobre 1955, à l'école d'administration de l'inscription maritime avec le grade d'élève administrateur.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

**Ordre du jour du samedi 8 octobre 1955.**

**A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE**

**1.** — Vérification de pouvoirs (sous réserve qu'il n'y ait pas débat):

Département de Constantine (2e collège, 1re circonscription). — M. Marcel David, rapporteur.

**2.** — Suite de la discussion des interpellations:

1° De M. Verdier, sur la politique marocaine du Gouvernement;

2° De M. Bernard Manceau, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à l'ingérence étrangère, communiste ou autre, dans les affaires françaises, en Afrique du Nord comme dans la métropole;

3° De M. Savary, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à l'impunité dont jouissent ceux qui ont organisé la déposition du sultan Mohamed ben Youssef, impunité qui a conduit à l'assassinat d'un homme favorable à l'entente franco-marocaine, et sur la politique qu'il compte suivre pour réaliser cette entente;

4° De M. de Moustier, sur la politique du Gouvernement dans le protectorat du Maroc;

5° De M. Pierre André, sur la politique marocaine du Gouvernement afin que l'Assemblée nationale soit saisie de la question des réformes et du resserrement des liens entre la France et le Maroc, l'Assemblée nationale ne pouvant accepter d'être placée devant le fait accompli comme le laissent prévoir les déclarations publiques du Gouvernement et du nouveau résident général de France et le problème de la communauté franco-marocaine étant trop important pour être traité en dehors de l'assentiment de la majorité de la représentation nationale;

6° De M. Aumeran, sur l'interprétation volontairement déformée que le Gouvernement donne de l'émeute de Casablanca qui est l'aboutissement prévisible d'une tension portée à son comble par la politique décidée en métropole et imposée à l'Afrique du Nord contre la volonté des éléments sains de la population autochtone et européenne et en accord chaque fois avec les responsables du terrorisme;

7° De M. Quilici, sur les leçons que le Gouvernement entend tirer des événements sanglants de Casablanca, conséquence directe d'une politique dont les intentions affirmées et les justifications dialectiques n'arrivent pas à dissimuler la longue carence devant

un terrorisme inspiré par des intérêts qui ne sont point ceux de la France, pas plus que l'exploitation d'excès admissibles ne parvient à cacher la mise au pas que cette politique paraît exiger des Français du Maroc et plus généralement d'Afrique du Nord coupables de vigilance nationale;

8° De M. Grousseaud, sur la politique que le Gouvernement entend suivre au Maroc;

9° De M. Gosset, sur: 1° l'action que le Gouvernement compte entreprendre pour préciser et affirmer son option politique sur le Maroc et pour mettre un terme à l'action inconsciente autant qu'à la propagande inspirée, qui l'une et l'autre dans une égale démesure, font abusivement et scandaleusement le procès de la France; 2° les représentations qu'il fera pour protester contre les pressions et les complicités venues de l'étranger;

10° De M. Vallon, sur les fréquentes atteintes récemment portées à la liberté de la presse par les services du Gouvernement, à l'occasion ou sous le prétexte des événements d'Afrique du Nord, alors que ce même Gouvernement a toléré sans annoncer la moindre sanction, que des officiers généraux en activité signent un appel contenant la menace explicite de leur rébellion éventuelle contre l'autorité de l'Etat si la politique suivie en Afrique du Nord ne devait pas leur convenir;

11° De M. Aumeran, sur: 1° les contre-vérités que contiennent les déclarations que M. le président du conseil a faites au moment des entretiens d'Aix-les-Bains et à l'issue des différents conseils des ministres, en particulier de celui du 12 septembre; 2° le fait que ces inexactitudes flagrantes destinées à tromper l'opinion publique française confirment les assassins dans l'opinion peu flatteuse qu'ils ont des dirigeants français avec l'aide desquels ils mènent à bien, contre la fraction saine et honnête du peuple marocain leur œuvre criminelle; 3° l'attitude du pouvoir exécutif français à tous les échelons donnant à penser à nos partisans que les fauteurs de troubles auront toujours le dernier mot et dont le résultat est l'accentuation de la rébellion en Algérie;

12° De M. Pierre Montel, sur les mobiles qui ont amené le Gouvernement à choisir le plus haut représentant désigné de l'honneur français, en la personne du grand chancelier de la Légion d'honneur, pour négocier d'égal à égal avec l'ex-sultant Ben Youssef qui, en pleine occupation, et bien que non soumis à la contrainte nazie, s'est mis à la disposition de Hitler pour trahir la France;

13° De M. Pierre Montel, sur le choix comme résident général au Maroc d'un officier général qui, chef responsable d'une armée moderne de 60.000 hommes au moral élevé, a, hier, en Tunisie, négocié dans des conditions humiliantes la cessation de la résistance de 2.000 repris de justice armés de vieilles pétoires et soldés par l'étranger;

14° De M. Gilles Gozard, sur: 1° l'émotion soulevée dans tout le pays par la démarche particulièrement insolite par laquelle le Gouvernement a fait appel au concours d'un ancien résident général condamné par contumace et actuellement en instance de jugement par la Haute Cour de justice pour essayer de décider certaine personnalité à accepter de participer à un conseil de régence au Maroc et tenter de résoudre le problème marocain; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les disponibles rappelés soient rapidement renvoyés dans leur foyer et qu'il ne demeure plus aucun jeune soldat du contingent en Afrique du Nord en raison de la situation qui existe dans toute cette région;

15° De M. Pierre Montel, sur l'ensemble de la politique marocaine du Gouvernement et sur certains procédés d'intimidation pour l'imposer comme seule possible et valable;

16° De M. Jacques Bardoux, sur les violations, dans sa lettre et dans son esprit, du traité de Fez du 30 mars 1912, fondement juridique du protectorat de la France au Maroc;

17° De M. de Bernouville, sur les conditions dans lesquelles les télégrammes envoyés par les associations dans lesquelles se groupent 80 p. 100 des Français du Maroc qui, dans les circonstances actuelles vivent dans l'angoisse, sont tronqués ou passés sous silence par l'A. F. P.;

18° De M. François Billoux, sur la politique du Gouvernement au Maroc;

19° De M. Dronne, sur la politique absurde et criminelle que le Gouvernement poursuit avec obstination au Maroc;

20° De M. Ramarony sur: 1° les décisions que le Gouvernement entend prendre afin de respecter la délégation donnée par Sa Majesté le sultan du Maroc à son cousin Sa Majesté impériale Moulay Hafid; 2° l'absolue contradiction qui existe entre cette délégation et l'institution d'un conseil du trône dont la création a été à nouveau annoncée par M. le ministre des affaires marocaines et tunisiennes et par M. le président du conseil dans le discours qu'il a prononcé à Amiens le dimanche 2 octobre 1955.

**A quinze heures. — 2e Séance publique**

Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

**A vingt et une heures. — 3e Séance publique**

Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

---

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le samedi 8 octobre 1955.**

N° 11412. — Projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie (renvoyé à la commission de la justice).

N° 11495 (1). — Rapport de M. Marcel Noël, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de loi tendant au maintien du personnel du chemin de fer et du port de la Réunion dans la caisse des retraites de la France d'outre-mer (C. R. F. O. M.).

N° 11497. — Rapport de M. Marcel Noël, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de loi tendant à accorder aux familles nombreuses des cartes de réduction sur les chemins de fer en ce qui concerne les enfants de dix-huit à vingt et un ans continuant leurs études.

N° 11522. — Rapport de M. Vals, au nom de la commission des affaires économiques, sur les projets de loi relatifs aux décrets modifiant les droits de douane d'importation.

N° 11526 (1). — Proposition de résolution de M. Emmanuel Very tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique victimes de l'ouragan « Janet » (renvoyée à la commission des finances).

N° 11528. — Proposition de loi de M. Fourvel tendant à modifier les dispositions du paragraphe B de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953 relatives aux bouilleurs de cru (droit de distiller dix litres d'alcool en franchise) en vue d'une lutte effective contre les ravages de l'alcoolisme (renvoyée à la commission des finances).

N° 11529. — Proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à renvoyer dans leurs foyers les disponibles rappelés par le décret du 24 août 1955 et à abroger le décret du 28 août 1955 maintenant sous les drapeaux les hommes du premier contingent 1954 (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 11530. — Proposition de loi de M. Robert Bichet tendant à réglementer la participation financière des communes à l'entretien et à la réparation des édifices communaux classés monuments historiques (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 11531 (1). — Proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate au département de la Martinique durement éprouvé par un raz de marée (renvoyée à la commission des finances).

N° 11533. — Proposition de loi de M. Pradeau portant création d'un fonds de solidarité pour indemniser les exploitants agricoles victimes des calamités atmosphériques (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 11557 (1). — Rapport de M. Conte, au nom de la commission des immunités parlementaires, sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Nenon.

N° 11568. — Rapport de M. Le Roy Ladurie, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil (II. — Service de la défense nationale. — A.: Secrétariat général permanent de la défense nationale) pour l'exercice 1955.

N° 11572. — Proposition de résolution de M. Caillavet tendant à décider la revision du troisième alinéa de l'article 3 de la Constitution en vue de permettre la consultation du peuple français par référendum en matière électorale (renvoyée à la commission du suffrage universel).

N° 11573. — Proposition de résolution de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 20 mai 1955 relatif au statut des coopératives de consommation d'entreprises privées ou nationalisées et d'administrations publiques (renvoyée à la commission du travail).

(1) Tirage restreint.

---

**Démission d'un membre d'une commission.**

M. Billotte, nommé membre du Gouvernement, cesse, en application de l'article 16 (alinéa 15) du règlement, d'appartenir à la commission des affaires étrangères, à la commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires et, en qualité de membre suppléant, à la commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine.

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Boisdé (Raymond), Bouxom, Coutant (Robert), Desgranges, Burlet, Garet (Pierre), Gazier, Joubert, Levacher, Maillhe, Musmeaux, Paquet, Pelmand, Renard (Adrien) (Aisne), Sion, Turines.

*Excusés.* — Mme Lefebvre, MM. Meck, Reille-Soult.

*Suppléants.* — MM. Silvandre (de M. Boutbien), Delianne (de M. Garnier), Le Cozannet (de M. Pebouldt), Gaillemin (de M. Samson), Marcellin (de M. Boganda), Bourdelles (de M. Degoutte), Chabenat (de M. Tremouilhe), Rincent (de M. Arbeltier), Cavelier (de M. Adrien André), Mazuez (de M. Dubois), Conte (de M. Titeux), Nenon (de M. Valentino).

### Commission des immunités parlementaires.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Conte, Coudert, Krieger (Alfred), Lacaze (Henri), Mazuez (Pierre-Fernand), Montillot.

*Excusé.* — M. Dejean.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Ordre du jour du mardi 11 octobre 1955.

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE.

**1.** — Fixation de la date de discussion de la question orale avec débat suivante:

M. Augarde demande à M. le président du conseil quelles mesures il entend prendre en Algérie pour protéger les personnes et les biens, assurer le rétablissement de l'ordre et maintenir la permanence de la présence française, sans laquelle aucun progrès social et économique ne serait possible.

**2.** — Fixation de la date de discussion de la question orale avec débat suivante:

M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le président du conseil quelles mesures il compte prendre pour éviter que se prolonge la tragique situation de l'Afrique du Nord française.

**3.** — Fixation de la date de discussion de la question orale avec débat suivante:

M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le président du conseil quelle attitude il compte adopter en face de la décision prise par l'Etat associé du Cambodge de quitter l'Union française et des projets prêtés au gouvernement du Sud Viet-Nam de rattacher sa monnaie à la monnaie américaine.

**4.** — Fixation de l'ordre du jour.

### Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Agnesse, Philippe d'Argenlieu, Bouquerel, Brégégère, Clerc, Charles Durand, Fousson, Jacques Gadoin, Alexis Jaubert, Marcel Lemaire, Méric, Naveau, François Patenôtre, Rochereau, Seguin, Sempé, Tamzali Abdennour, Amédée Valeau, Verneuil, de Villoutreys.

*Suppléants.* — MM. Benmiloud Khelladi, Le Léanec.

*Délégués.* — MM. Charles Durand (par M. Blondelle), Jacques Gadoin (par M. Marignan), François Patenôtre (par M. de Raincourt).

La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a nommé:

Président: M. Rochereau.

Vice-présidents: MM. Méric, Gadoin.

Secrétaires: MM. Lemaire, Clerc.

### Commission des affaires étrangères.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Philippe d'Argenlieu, Augarde, Chérif Benhabyles, Brizard, Martial Brousse, Pierre Commin, Michel Debré, Yvon Delbos, Léo Hamon, Lelant, Ernest Pezet, Pinton, Marcel Plaisant, Radius, Abdennour Tamzali.

*Excusés.* — MM. Biatarana, Carcassonne, Chazette, Georges Pernot, Gabriel Puaux, Torrès.

*Suppléants.* — MM. Dulin, Portmann.

La commission des affaires étrangères a nommé:

Président: M. Marcel Plaisant.

Vice-présidents: MM. Ernest Pezet, Léo Hamon.

Secrétaires: MM. Colonna, Lelant.

### Commission de l'agriculture.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. de Bardonnèche, Bataille, Brégégère, Brettes, Capelle, Frédéric Cayrou, Claudius Delorme, Jean Doussot, Driant, Dulin, Durieux, Bénigne Fournier, Houdet, Edmond Jollit, Le Bot, Le Léannec, Naveau, Pascaud, Primet, Restat, Suran.

*Suppléants.* — MM. Aguesse, Kalenzaga, Le Sassier-Boisaumé, François Patenôtre.

*Excusés.* — MM. Georges Boulanger, Hoeffel, Koesseler, Monsarrat, Jules Pinsard, de Pontbriand, de Raincourt.

La commission de l'agriculture a nommé:

Président: M. Dulin.

Vice-présidents: MM. Brettes, Capelle.

Secrétaires: MM. Le Léannec, de Pontbriand.

### Commission des boissons.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Aguesse, Jean Bène, Claparède, Djesson, Jean Doussot, Charles Durand, Etienne Gay, Gregory, Le Basser, Monsarrat, Marc Pauzet, Péridier, Sauvêtre, François Schleiter, Sempé, Thibon.

*Suppléant.* — M. David.

*Excusés.* — MM. Georges Bernard, Brettes, Henri Cordier, Hoeffel, Henri Maupoil, Jules Pinsard, Voyant.

La commission des boissons a nommé:

Président: M. Georges Bernard.

Vice-présidents: MM. Bène, Hoeffel.

Secrétaires: MM. Maupoil, Gay.

### Commission de la défense nationale.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Robert Aubé, Augarde, Henri Barré, Borgeaud, Julien Brunhes, Chochoy, Claparède, Fousson, Yves Jaouen, Kalb, Le Gros, Longchambon, Edmond Michelet, de Montullé, Mostefai el Hadi, Parisot, le général Petit, Piales, Pic, Pidoux de La Maduère, Raymond Pinchard, Edgar Pisani, Ramampy, Rotinat, Marcel Rupied, Sauvêtre.

*Suppléants.* — MM. Charles Durand, Le Digabel, Le Sassier-Boisaumé.

*Excusés.* — MM. Marcel Boulangé, de Lachomette, de Maupéou.

La commisison de la défense nationale a nommé:

Président: M. Rotinat.

Vice-présidents: MM. de Maupéou, Marcel Boulangé.

Secrétaires: MM. Pic, Piales.

**Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Bordeneuve, Georges Boulanger, Canivez, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Frédéric Cayrou, Chapalain, Paul Chevallier, Delrieu, Paul-Emile Descomps, Mme Yvonne Dumont, MM. Yves Estève, Jean Lacaze, Lamousse, Lelant, Gaston Manent, Georges Maurice, Monichon, Georges Portmann, Primet, Paul Robert, Symphor, Thibon, Zafimahova.

*Suppléants.* — MM. Jozeau-Marigné, Pinton.

*Délégués.* — MM. Estève (par M. Laingo), Lacaze (par M. Coulibaly Ouezzin), Lamousse (par M. Southon), Lelant (par M. de Maupéou).

*Excusé.* — M. Jean Bertaud.

La commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs a nommé:

Président: M. Bordeneuve.

Vice-présidents: MM. Canivez, Lelant.

Secrétaires: Mme Cardot, M. Chapalain.

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Raymond Bonnefous, Descours-Desacres, Deutschmann, Djessou, René Dubois, Lacaze, Le Digabel, Arouna N'Joya, Plait, Emile Roux, Henri Variot.

*Suppléante.* — Mme Cardot.

*Excusées.* — Mmes Pierre-Brossolette, Delalie.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé:

Président: M. René Dubois.

Vice-présidents: MM. Roux et Variot.

Secrétaires: MM. Plait, Menu

**Commission de la France d'outre-mer.**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Robert Aubé, Boisrond, Charles Brune, Jules Castellani, Cerneau, Claireaux, Courroy, Léon David, Amadou Doucouré, Durand-Réville, Gondjout, Josse, Mamadou N'Bodje, Motais de Narbonne, Arouna N'Joya, Plait, Quenum-Possy-Berry, Ramampy, Razac, François Schleiter, Raymond Susset.

*Excusés.* — MM. de Lachomette, Rivérez, Marc Rucart.

*Suppléants.* — MM. Chamaulte, Houdet, Lachèvre, Trellu, Zafimahova.

La commission de la France d'outre-mer a nommé:

Président: M. Schleiter.

Vice-présidents: MM. Durand-Réville, Castellani, Doucouré.

Secrétaires: MM. Claireaux, Gondjout, Arouna N'Joya.

**Commission de l'intérieur (administation générale, départementale et communale, Algérie).**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Raymond Bonnefous, Champeix, André Cornu, Delrieu, Deutschmann, Mme Marcelle Devaud, MM. Jacques Gadoin, Lachèvre, de la Gontrie, Le Basser, Lodéon, Mahdi Abdallah, Georges Marrane, Montpied, Nayrou, Pic, Restat, de Rocca-Serra, Marcel Rupied, Soldani, Zéle.

*Excusés.* — MM. Enjalbert, Robert Gravier, Waldeck L'Huillier, Schwartz, Zussy.

*Suppléants.* — MM. Chapalain, Etienne Gay.

La commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) a nommé:

Président: M. Raymond Bonnefous.

Vice-présidents: MM. Verdeille, Restat.

Secrétaires: MM. Jacques Gadoin, Claude Mont.

**Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Baratgin, Chérif Benhabylès, Biatarana, Carcassonne, Gaston Charlet, Robert Chevalier, Mainadou Iha, Louis Gros, Jozeau-Marigné, de la Gontrie, Mahdi Abdallah, Marcilhacy, Namy, Georges Pernot, Edgar Tailhades, Joseph Yvon.

*Excusés.* — MM. Delalande, Jean Geoffroy, Kalb, Marcel Molle, Péridier, Rabouin, Schwartz.

*Suppléants.* — MM. Josse, Georges Maurice.

La commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale a nommé:

Président: M. Georges Pernot.

Vice-présidents: MM. de la Gontrie, Charlet.

Secrétaires: MM. Rabouin, Yvon.

**Commission de la marine et des pêches**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Abel-Durand, Boudinot, Jules Castellani, Cerneau, Vincent Delpuech, Denvers, Dulin, Etienne Gay, Houdet, Jézéquel, Lachèvre, Albert Lamarque, Le Bot, Le Digabel, Léonetti, Marc Pauzet, Mlle Rapuzzi, MM. Razac, de Rocca Serra, Symphor, Trellu, Joseph Yvon, Zafimahova.

*Excusés.* — MM. Henri Cornat, Yves Estève, Schiaffino.

*Suppléants.* — MM. Paul Robert, Sauvêtre.

La commission de la marine et des pêches a nommé:

Président: M. Roger Lachèvre.

Vice-présidents: MM. Denvers, Razac.

Secrétaires: MM. Jézéquel, Symphor.

**Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Aubert, Henri Barré, Beaujannot, Jean Bertaud, Billiemaz, Bordeneuve, Bouquerel, Julien Brunhes, Paul Chevallier, Rene Dubois, Kalenzaga, Lodéon, de Menditte, Mistral, Perrot-Migeon, Pinton, Raybaud, Paul Robert, François Ruin, Soldani.

*Suppléants.* — MM. Brégégère, Cerneau, Dupic, Le Digabel, Sauvêtre, Suran, Zafimahova.

*Excusés.* — MM. Jean Bertaud, Bonnet, Hartmann.

La commission des moyens de communication, des transports et du tourisme a nommé:

Président: M. Pinton.

Vice-présidents: MM. Jean Bertaud, de Menditte.

Secrétaires: MM. Bouquerel, Kalenzaga.

**Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).**

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. de Bardonnèche, Benchiha Abdelkader, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Clerc, Dassaud, Ferhat Marhoun, Haidara Mahamane, Jézéquel, Le Gros, Gaston Manent, Henri Maupoil, de Montullé, Namy, François Patenôtre, Radius, Vandaele, Michel Yver.

*Suppléants.* — MM. Amadou Doucouré, Droussent, Plait, Plazanet, Paul Robert, Joseph Yvon.

*Délégués.* — MM. de Bardonnèche (par M. Emile Roux), Dassaud (par M. Auberger), Doucouré (par M. Jean Fournier), de Montullé (par M. Parisot), Plait (par M. Vandaele), Plazanet (par M. Robert Chevalier), Radius (par M. Houcke).

La commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) a nommé:

Président: Mme Cardot.

Vice-présidents: MM. Radius, Jézéquel.

Secrétaires: MM. de Bardonnèche, de Montullé.

### Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Jean Bène, Boisrond, Brizard, Gaspard, Léo Hamon, Lamousse, Le Sassier-Boisauné, Georges Maurice, Edmond Michelet, Ernest Pezet, Plazanet.

*Excusé.* — M. Delpuech.

*Suppléant.* — M. Aguesse.

*Délégués.* — M. Boisrond (par M. Bruyas), M. Le Sassier-Boisauné (par M. Pajot), M. Plazanet (par M. Séné).

La commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé:

Président: M. Brizard.

Vice-présidents: MM. Gaspard, Bène.

Secrétaires: MM. Séné, Plazanet.

### Commission de la production industrielle.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Bataille, Billiemaz, Bousch, Chambriard, Coudé du Foresto, Descours-Desacres, Droussent, Kotouo, Laurent-Thouverey, Longchambon, Pascaud, Alain Poher, Tharradin, de Villoutreys.

*Suppléants.* — MM. Armengaud, Léon David.

*Délégués.* — M. Bataille (par M. Lebreton), M. Billiemaz (par M. Alexis Jaubert), M. Bousch (par M. Teisseire), M. Chambriard (par M. Pinles), M. Descours-Desacres (par M. Henri Cornat), M. Laurent-Thouverey (par M. Ohlen), M. Tharradin (par M. Liot).

*Excusé.* — M. Vanrullen.

La commission de la production industrielle a nommé:

Président: M. Bousch.

Vice-présidents: MM. Laurent-Thouverey, Henri Cornat.

Secrétaires: MM. Vanrullen, Coudé du Foresto.

### Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Canivez, Chochoy, Denvers, Driant, Dupic, Yves Jaouen, Jozeau-Marigné, Le Léannec, Mistral, Paumelle, Perrot-Migeon, Plazanet, Mlle Rapuzzi, MM. Henri Varlot, Voyant.

*Excusés.* — MM. Boutonnat, Cuif.

*Suppléants.* — MM. Beaujannot, Lodéon, Savineau.

*Délégués.* — M. Driant (par M. Vandaele), M. Jozeau-Marigné (par M. André), M. Plazanet (par M. Séné).

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre a nommé:

Président: M. Bernard Chochoy.

Vice-présidents: MM. Paumelle, Jozeau-Marigné.

Secrétaires: MM. Séné, Voyant.

### Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Baratgin, Borgeaud, Charles Brune, Chamaulte, Champeix, Courrière, Michel Debré, Yvon Delbos, Paul-Emile Descomps, de Menditte, Monichon, de Montalembert, Nayrou, Raybaud, Rochereau, Zinsou.

*Excusés.* — MM. Blondelle, de Chevigny, André Cornu, Marcilhacy, Quenum-Possy-Berry, Riviérez, Henry Torrès, Maurice Walker, Zèle.

*Suppléants.* — MM. Biatarana, Marc Pauzet, Alain Poher.

La commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a nommé:

Président: M. de Montalembert.

Vice-présidents: MM. Charles-Brune, Paul-Emile Descomps.

Secrétaires: MM. de Menditte, Colonna.

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Abel-Durand, Beaujannot, Chamaulte, Dassaud, Mmes Marcelle Devaud, Girault, MM. Gondjout, Kotouo, Minvielle, Montpied, François Ruin, Tharradin.

*Suppléants.* — MM. Léon David, Djessou, Laingo, Symphor, Valeau.

*Excusés.* — MM. Marcel Boulangé, Bonnet, de Chevigny, Menu, Méric.

La commission du travail et de la sécurité sociale a nommé:

Président: M. Dassaud.

Vice-présidents: MM. Tharradin, Reynouard.

Secrétaires: MM. Menu, Beaujannot.

### Commission de la comptabilité.

*Séance du vendredi 7 octobre 1955.*

*Présents.* — MM. Brizard, Paul Chevallier, Chochoy, Claudius Delorme, Jacques Gadoin, Le Sassier-Boisauné, François Ruin.

La commission de comptabilité a nommé:

Président: M. Gadoin.

Secrétaire rapporteur: M. Brizard.

### Nominations de membres de commissions de coordination.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTRÔLE CHARGÉE DE SUIVRE L'EXÉCUTION ET L'APPLICATION DU TRAITÉ DE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

(Résolution du 10 juillet 1952 en application de l'article 14, § 3, du règlement du Conseil de la République.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

1° Par la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales: MM. Jacques Gadoin, Naveau;

2° Par la commission des affaires étrangères: Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, MM. Biatarana, Pierre Commin, Pinton;

3° Par la commission de la défense nationale: M. de Maupeou;

4° Par la commission des finances: MM. Aric, Armengaud, Masteau;

5° Par la commission de la production industrielle: MM. Coudé du Foresto, Vanrullen.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES PROBLÈMES INTÉRESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

(Résolution du 20 mai 1954 en application de l'article 14, § 3, du règlement du Conseil de la République.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

1° Par la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales: membres titulaires: MM. Clerc, Fousson Méric, Rochereau; membres suppléants: MM. Martial Brousse, Enjalbert, Schiaffino, de Villoutreys.

2° Par la commission des affaires étrangères: membres titulaires: MM. Brizard, Léo Hamon, Marius Moutet, Michel Yver; membres suppléants: Mmes Marcelle Devaud, Jacqueline Thome-Patenôtre, M. Filippi.

3° Par la commission de la défense nationale. membres titulaires: MM. Henri Barré, Chochoy, Jaouen, Edmond Michelet; membres suppléants: MM. Robert Aubé, Le Gros, de Montullé, Ramampy.

4° Par la commission des finances: membres titulaires: MM. Bousch, Boutemy, Maroger, Pellenc; membres suppléants: MM. Litaise, Alex Roubert.

5° Par la commission de la France d'outre-mer: membres titulaires: MM. Durand-Réville, Charles Brune, Riviérez, Motais de Narbonne; membres suppléants: MM. Boisrond, Chamaulte, Hassan Gouled, Raymond Susset.

COMMISSION DE COORDINATION CHARGÉE DE SUIVRE L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU DEUXIÈME PLAN DE MODERNISATION ET D'ÉQUIPEMENT PRÉVU PAR LE DÉCRET N° 51-1117 DU 11 DÉCEMBRE 1951.

(Résolution du 19 février 1953 en application de l'article 14, § 3, du règlement du Conseil de la République.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

1° Par la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales: MM. Philippe d'Argenlieu, Charles Durand, Tamzali Abdennour;

2° Par la commission de l'agriculture: MM. Capelle, Naveau, Restat;

3° Par la commission des finances: MM. Coudé du Foresto, Longuet, Pellenc;

4° Par la commission de la France d'outre-mer: MM. Durand-Réville, Gondjout, Razac;

5° Par la commission de la marine et des pêches: MM. Claireaux, Symphor;

6° Par la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme: MM. René Dubois, Bouquerel;

7° Par la commission de la production industrielle: MM. Descours-Desacres, Alexis Jaubert, Kotouo;

8° Par la commission de la reconstruction et des dommages de guerre: MM. Courroy, Edgard Pisani;

9° Par la commission du travail et de la sécurité sociale: MM. Hassan Gouled, Montpied.

COMMISSION DE COORDINATION PERMANENTE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU PROGRÈS TECHNIQUE

(Résolution du 3 mai 1955 en application de l'article 14, § 3, du règlement du Conseil de la République.)

Ont été désignés pour faire partie de cette commission:

1° Par la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales: membres titulaires: MM. Marcel Lemaire, Rochereau; membres suppléants: MM. Fousson, Marignan.

2° Par la commission des affaires étrangères: membres titulaires: MM. Philippe d'Argenlieu, Chazette; membre suppléant: M. Léo Hamon;

3° Par la commission de l'agriculture: membres titulaires: MM. Durieux, Primet; membres suppléants MM. Edmond Jollit, Le Bot;

4° Par la commission de la défense nationale: membres titulaires: MM. le général Béthouart, Piales, Raymond Pinchard;

5° Par la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs: membres titulaires: MM. Jean Bertaud, de Maupéou, Symphor; membres suppléants: MM. Paul-Emile Descomps, Estève, Paul Robert;

6° Par la commission de la famille, de la population et de la santé publique: membres titulaires: MM. Descours-Desacres, Georges Portmann; membres suppléants: MM. Jean Fournier, Lacaze;

7° Par la commission des finances: membres titulaires: MM. Alric, Armengaud, Coudé du Foresto; membres suppléants: MM. Auberger, Rogier;

8° Par la commission de la France d'outre-mer: membres titulaires: MM. Charles Brune, Quenum-Possy-Berry; membres suppléants: MM. Robert Aubé, Trellu;

9° Par la commission de la marine et des pêches: membre titulaire: M. Henri Cornat;

10° Par la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme: membre titulaire: M. Mistral; membre suppléant: M. Suran;

11° Par la commission de la production industrielle: membres titulaires: MM. Billiemaz, Longchambon, Vanrullen; membres suppléants: MM. Nestor Calonne, Deguise, de Villoutreys.

## Nominations de membres de sous-commissions.

SOUS-COMMISSION CHARGÉE DE SUIVRE ET D'APPRÉCIER LA GESTION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES NATIONALISÉES ET DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

(Art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947.)

Ont été désignés pour faire partie de cette sous-commission:

1° Par la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales: MM. Jacques Gadoin, Jaubert, Méric, François Patenôtre;

2° Par la commission des finances: MM. Alric, Chapalain, Coudé du Foresto, Courrière, Filippi, Albert Lamarque, Litaise, Georges Marrane, Pellenc, Rogier, Jean-Louis Tinaud, Maurice Walker;

3° Par la commission de la marine et des pêches: M. Jules Castellani;

4° Par la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme: MM. Cerneau, Kalenzaga, Soldani;

5° Par la commission de la production industrielle: MM. Henri Cornat, Longchambon, Piales, Vanrullen.

SOUS-COMMISSION CHARGÉE DE SUIVRE ET DE CONTRÔLER D'UNE FAÇON PERMANENTE L'EMPLOI DES CRÉDITS AFFECTÉS A LA DÉFENSE NATIONALE

(Art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 et art. 11 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953.)

Ont été désignés pour faire partie de cette sous-commission:

1° Par la commission de la défense nationale: MM. Augarde, Julien Brunhes, de Maupeou, Pic, Edgard Pisani;

2° Par la commission des finances: MM. Alric, Bousch, Boutemy, Courrière, Maroselli;

3° Par la commission de la France d'outre-mer: M. M'Bodje.

SOUS-COMMISSION CHARGÉE D'ÉMETTRE UN AVIS SUR LES TAXES PARAFISCALES ET DE PÉRÉQUATION

(Art. 24 de la loi de finances pour l'exercice 1954, n° 53-1208 du 31 décembre 1953.)

Ont été désignés par la commission des finances pour faire partie de cette sous-commission: MM. Alric, Armengaud, Auberger, Courrière, Jacques Debû-Bridel, Litaise, Longuet, Georges Marrane, Pellenc, Maurice Walker.

## Liste des rapporteurs spéciaux de la commission des finances.

*Dépenses civiles. — Budget général.*

Présidence du conseil:
- Services généraux. — Journaux officiels: M. Rogier.
- Services de la défense nationale: M. Laffargue.

Relations avec les Etats associés: M. Dia.
Affaires marocaines et tunisiennes: M. Kalenzaga.
Affaires étrangères:
- I. — Service des affaires étrangères M. Maroger.
- II. — Service français en Sarre: M. Maroger.
- III. — Affaires allemandes et autrichiennes: M. Maroger.

Agriculture: M. de Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre: M. Chapalain.
Education nationale: M. Auberger.
Education nationale (jeunesse et sports, arts et lettres): M. Debû-Bridel.
Finances:
- I. — Charges communes: M. Pauly.
- II. — Services financiers: M. Pauly.
- III. — Affaires économiques et plan: M. Flechet.

France d'outre-mer: M. Longuet.
Industrie et commerce: M. Alric.
Intérieur: M. Masteau.
Justice: M. Tinaud.
Presse: M. Rogier.
Reconstruction et logement: M. Bousch.
Santé publique et population: M. Peschaud.
Travail et sécurité sociale: M. Walker.
Travaux publics, transports et tourisme:
- I. — Travaux publics, transports et tourisme: M. Lamarque.
- II. — Marine marchande: M. Courrière.
- III. — Aviation civile et commerciale: M. Filippi.

*Dépenses civiles. — Budgets annexes.*

Caisse nationale d'épargne: M. Marrane.
Postes, télégraphes et téléphones: M. Coudé du Foresto.
Imprimerie nationale: M. Waldeck L'Huillier.
Légion d'honneur: M. Litaise
Ordre de la Libération: M. Litaise.
Monnaies et médailles: M. Litaise.
Radiodiffusion française: M. Debû-Bridel.
Prestations familiales agricoles: M. Coudé du Foresto.

*Dépenses militaires.*

A. — Ministère de la défense nationale et des forces armées:
- I. — Section commune: M. Boutemy.
- II. — Air: M. Maroselli.
- III. — Guerre: M. Boutemy.
- IV. — Marine: M. Courrière.
- V. — Forces terrestres d'Extrême-Orient: M. Alric
- VI. — Chapitre des fabrications d'armement: M. Armengaud.

B. — France d'outre-mer: M. Bousch.

*Dépenses militaires. — Budgets annexes.*

Service des essences: M. Alric.
Service des poudres: M. Alric.

## Convocations de commissions.

La commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à neuf heures trente (local n° 202):

I. — Désignation d'un commissaire chargé de participer avec voix consultative, aux travaux de la commission des finances (art. 26 du règlement).

II. — Désignation de rapporteurs pour:

Le projet de loi (n° 504, année 1955) tendant à reconnaître la personnalité juridique des sociétés civiles;

Le projet de loi (n° 505, année 1955) modifiant l'article 400 (2e alinéa) du code pénal et l'article 39 de la loi sur la presse;

Le projet de loi (n° 544, année 1955) portant institution d'un code de procédure pénale;

La proposition de loi (n° 552, année 1955) de Mme Marcelle Devaud, tendant à modifier les articles 1421, 1422 et 1443 du code civil.

III. — Désignation des rapporteurs pour avis des textes suivants, dont la commission du travail est saisie au fond;

Proposition de loi (n° 239, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises;

Proposition de loi (n° 334, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

IV. — Examen des rapports de:

M. Schwartz, sur le projet de loi (n° 256, année 1955) complétant les articles 119, 121 et 123 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises;

M. Marcilhacy, sur le projet de loi (n° 382, année 1955), adopté par l'Assemblée nationale, complétant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse par un article 39 *bis*,

M. Jozeau-Marigné sur:

La proposition de loi (n° 333, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter les articles 815 et 832 du code civil;

La proposition de loi (n° 433, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser l'adjonction de prénoms ou la modification des prénoms figurant dans l'acte de naissance.

M. Gaston Charlet sur:

La proposition de loi (n° 349, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, concernant la procédure des suppléments d'information;

Le projet de loi (n° 402, année 1955), adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 483 du code pénal;

Le projet de loi (n° 407, année 1955), adopté par l'Assemblée nationale, complétant le code pénal par un article 454 *bis* en vue de réprimer la destruction de certains animaux par des épizooties provoquées.

M. Kalb, sur le projet de loi (n° 267, année 1955), adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption et de légitimation adoptive.

V. — Examen du rapport pour avis de M. Schwartz sur le projet de loi (n° 163, année 1955) sur la responsabilité du transporteur au cas de transport aérien, dont la commission des moyens de communication est saisie au fond.

---

La commission de coordination permanente de la recherche scientifique et du progrès technique est convoquée pour se constituer le jeudi 13 octobre 1955, à quinze heures trente (local n° 217).

---

### Avis de concours pour l'emploi de sténographe des débats.

Un concours est ouvert pour le recrutement d'un sténographe des débats du Conseil de la République. Les épreuves d'admissibilité auront lieu le samedi 15 octobre 1955; la date des épreuves d'admission définitive sera fixée ultérieurement.

Les candidats qui désireraient prendre part à ce concours devront faire parvenir, avant le 12 octobre 1955, au secrétariat général de la présidence du Conseil de la République, 15, rue de Vaugirard, Paris (6e), leur demande accompagnée des pièces suivantes:

1° Un extrait récent de leur acte de naissance;
2° Un extrait récent de leur casier judiciaire;
3° Une note manuscrite indiquant leur situation de famille;
4° Une copie de leurs titres universitaires;
5° Une note indiquant leurs autres titres et leurs activités antérieures, accompagnée des justifications utiles;
6° Un certificat de position militaire établissant qu'ils ont satisfait définitivement aux prescriptions des lois sur le recrutement en ce qui concerne le service actif en temps de paix.

Les candidats devront être Français, de sexe masculin, et âgés de vingt ans au moins et de trente ans au plus au 15 octobre 1955, cette limite d'âge étant augmentée d'une durée égale à celle de leurs services militaires légaux et de guerre, plus un an par enfant à charge. Ils devront, en outre, être pourvus d'un diplôme de baccalauréat de l'enseignement secondaire.

L'entrée en fonctions sera subordonnée à la production d'un certificat délivré par le médecin chef du Conseil de la République constatant que l'intéressé est apte à un service actif de jour et de nuit.

Tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidats qui se présenteront au directeur du service sténographique du Conseil de la République, palais du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard (métro Odéon), les mardis, jeudis et samedis, de quinze heures à dix-sept heures.

---

# INFORMATIONS

## RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

### Ordre du jour du mardi 11 octobre 1955.

**A quinze heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

---

### Convocations de commissions.

La commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer se réunira le mardi 11 octobre 1955, à dix heures trente (local n° 33), 21, rue La Boétie à Paris:

I. — Organisation du travail de la commission.

II. — Questions diverses.

---

La commission des affaires financières se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à quinze heures (local n° 34), 21, rue La Boétie, Paris.

I. — Installation du bureau.

II. — Organisation des travaux de la commission; nominations et remplacements de rapporteurs pour diverses propositions et propositions de résolution.

III. — Exposé de M. Cornet sur sa mission en Afrique équatoriale française.

IV. — Questions diverses.

---

La commission des affaires sociales se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à dix heures (local n° 34), 21, rue La Boétie, à Paris;

I. — Nomination de rapporteurs pour:

1° La demande d'avis (n° 205, année 1955) sur une proposition de loi tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales et tous les textes subséquents qui en ont précisé les conditions d'application ou l'ont modifiée;

2° La demande d'avis (n° 206, année 1955) sur un projet de décret complétant l'article 2 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun;

3° La demande d'avis (n° 209, année 1955) sur un projet de décret modifiant l'article 2, paragraphe 8, du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste et sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun.

4° La proposition (n° 210, année 1955) tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées à certains catégories de la population musulmane de l'Algérie.

II. — Examen du projet de rapport de M. le général Sicé sur la demande d'avis (n° 138, année 1955) sur une proposition de loi tendant à appliquer en Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du titre II du code de la santé publique.

III. — Questions diverses.

---

La commission de la défense de l'Union française se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à dix heures trente (local n° 31), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Installation du bureau.

II. — Communication de M. Reyt à la suite du voyage qu'il a récemment effectué en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française pour y étudier les besoins en infrastructure aérienne.

III. — Questions diverses.

La commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à 10 heures (local n° 33), 21, rue la Boétie, à Paris.

I. — Installation du bureau.

II. — Confirmation de rapporteurs.

III. — Nomination de rapporteurs pour:

a) La demande d'avis (n° 202, année 1955) concernant une proposition de loi tendant à la refonte du régime des rémunérations outre-mer;

b) La demande d'avis (n° 3, année 1955-56) concernant les projets de décrets tendant à rendre applicables les dispositions de la loi du 23 juin 1948, le premier en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, à Madagascar et dépendances, aux Comores, à la Côte française des Somalis, aux établissements français d'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun, le second dans le territoire de Saint-Pierre et Miquelon;

c) La demande d'avis (n° 4, année 1955-56) concernant le projet de décret modifiant certaines dispositions du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie;

d) La demande d'avis (n° 5, année 1955-56) concernant le projet de décret tendant à améliorer la situation de la propriété foncière dans les établissements français de l'Océanie;

e) La proposition (n° 188, année 1955) tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la règlementation en vigueur en Afrique équatoriale française concernant le statut des agents auxiliaires.

IV. — Suite de l'examen du rapport de M. Guillabert sur la proposition (n° 175, année 1954) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant transformation des conseils du contentieux administratif des territoires d'outre-mer et territoires associés en tribunaux administratifs.

V. — Désignation des membres représentant la commission à l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union.

VI. — Questions diverses.

---

La commission du plan, de l'équipement et des communications, se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à quinze heures (local n° 32) 21, rue La Boétie, Paris:

I. — Organisation des travaux de la commision. Questions en instance.

II. — Questions concernant le plan de Madagascar, et notamment problème de l'immigration. Compte rendu de voyage par M. Iba Zizen.

III. — Proposition (n° 6, année 1955-1956) tendant à la construction d'un aérodrome à Papeete. Nomination d'un rapporteur.

IV. — Intercommission chargée de l'étude du régime domanial dans les territoires d'outre-mer: désignation de trois membres de la commission du plan.

V. — Proposition (n° 94, année 1955) relative à l'électrification rurale en Guinée française. Exposé de M. Bangoura, auteur de la proposition.

VI. — Proposition (n° 65, année 1955) concernant la construction d'une cale de radoub à Djibouti. Informations récentes; suite de l'exposé de M. Dède, rapporteur, et échange de vues.

VII. — Questions diverses.

---

La commission de politique générale se réunira le mardi 11 octobre 1955, à seize heures (local n° 120) à Versailles:

I. — Nomination de douze membres de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'union française dans la structure de l'union.

II. — Nomination de trois membres de l'intercommission chargée de l'étude du régime domanial et de la propriété foncière dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés.

---

La commission des relations extérieures, se réunira le mercredi 12 octobre 1955, à quinze heures (local n° 33) 21, rue La Boetie, Paris:

Examen du raport de M. Omer Sarraut sur la demande d'avis (n° 153, année 1955) relative au projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention d'application des dispositions commerciales contenues dans la convention générale franco-vietnamienne du 30 décembre 1954 signée à Paris, le 19 mars 1955.

---

# INFORMATIONS
## RELATIVES
# AU CONSEIL ECONOMIQUE

### Convocations de commissions.

*Mardi 11 octobre 1955.*

Dix heures.

COMMISSION DES FINANCES, DU CRÉDIT ET DE LA FISCALITÉ

Ordre du jour.

Etude du problème de la convertibilité des monnaies;
Exposé introductif de M. A. Philip.
Etablissement d'une méthode de travail.

Dix heures.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE DES PRESTATIONS FAMILIALES
(COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES)

Ordre du jour.

Analyse des réponses au questionnaire sur les questions familiales

Quatorze heures.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Ordre du jour.

Exposé sommaire sur la politique du logement en U. R. S. S. par les membres de la mission d'études.

Quinze heures.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Ordre du jour.

Etude des zones de salaires:
Examen d'une note présentée par M. Antoni, rapporteur.

Dix-sept heures.

COMMISSION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Ordre du jour.

Problèmes posés par l'aromatisation de la margarine:
Seconde lecture des avant-projets de rapport et d'avis présentés par M. Le Ferme.

*Mercredi 12 octobre 1955.*

Neuf heures trente.

COMMISSION DES TRANSPORTS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES ET DU TOURISME

Ordre du jour.

Problème de la poursuite des travaux du chemin de fer Méditerranée-Niger: examen de quelques points particuliers et échange de vues sur la poursuite des travaux.

Problème de l'amélioration du réseau français de voies de communication.

Problème des principes qui doivent guider toute tarification et toute coordination des transports: désignation des présidents respectifs de ces groupes de travail.

Questions diverses.

Quatorze heures trente.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE RELATIVE AUX MOYENS DE PRÉVENIR LES INONDATIONS

(COMMISSION DES TRANSPORTS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES ET DU TOURISME)

Ordre du jour.

Le problème « Seine »: échange de vues sur la poursuite des travaux.

*Jeudi 13 octobre 1955.*

Huit heures trente.

COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ordre du jour.

Suite des travaux de la commission.

Neuf heures trente.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour.

Investissement dans les T. O. M.
Discussion générale sur le projet de rapport de M. Lawrence.
Elaboration d'un questionnaire à envoyer aux personnes qui seront entendues par la commission.

Dix heures.

COMMISSION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Organisation générale des travaux de la commission.
Etude des méthodes et des moyens de mesure et de prévision de la production agricole; examen de la saisine du conseil en date du 8 mars 1955.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

### Avis de concours pour l'admission à l'emploi de mécanicien electricien des voies navigables et des ports maritimes de commerce.

Les épreuves du concours, dont l'ouverture a été autorisée par arrêté du 20 août 1955, pour l'admission à l'emploi de mécanicien électricien des voies navigables et des ports maritimes de commerce, commenceront le lundi 20 février 1956; elles comprendront des épreuves écrites, orales et pratiques.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 24.

Pour être autorisés à concourir, les candidats devront être âgés de vingt et un ans au moins et de trente-cinq ans au plus au 1er janvier 1956, cette limite d'âge étant susceptible d'être reportée au titre de certains services civils ou militaires, ou de charges de famille.

Aucun diplôme n'est exigé.

Les demandes des candidats devront être remises aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées avant le 1er janvier 1956.

Tous renseignements complémentaires, notamment en ce qui concerne les pièces à produire et le programme du concours, peuvent être demandés au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, service des examens, 244, boulevard Saint-Germain, Paris.

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de concours pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Coulommiers (Seine-et-Marne).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un économe aura lieu les 8 et 9 décembre 1955 à l'hôpital-hospice de Coulommiers (Seine-et-Marne).

Peuvent faire acte de candidature, les personnes des deux sexes de nationalité française, titulaires du diplôme du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du diplôme du brevet supérieur, du diplôme de sortie des écoles supérieures de commerce, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent. Peuvent également être admis à concourir, les chefs de bureau et rédacteurs d'établissements hospitaliers ne possédant pas les diplômes énoncés supra, mais comptant au moins sept ans de fonctions.

Les candidats doivent avoir vingt-cinq ans au moins et trente ans au plus au 1er janvier de l'année en cours. Toutefois, cette limite d'âge est reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils et militaires ouvrant des droits à la retraite sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 26 novembre 1955 à la préfecture de Seine-et-Marne, 3e division, 3e bureau, qui adressera aux personnes en faisant la demande tous renseignements sur le programme des épreuves et la liste des pièces à fournir par les candidats pour constituer leur dossier.

### Avis de vacance du poste de directeur de l'hôpital-hospice de Bernay (Eure).

Est déclaré vacant le poste de directeur de l'hôpital-hospice de Bernay (Eure), établissement de 5e catégorie.

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur des hôpitaux et hospices publics, établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, au directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale de l'Eure, 1, rue Saint-Thomas, à Evreux.

### Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Bourg-Achard (Eure).

Est déclaré vacant le poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Bourg-Achard (Eure).

Peuvent faire acte de candidature, les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur économe et de sous-directeur des hôpitaux et hospices publics, établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, au directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale de l'Eure, 1, rue Saint-Thomas, à Evreux.

## Ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

### *Liste additive aux listes de classement toutes catégories et aux emplois comportant une aptitude technique spéciale, année 1954.*

(*Journal officiel* du 3 février 1955.)

SIXIEME LISTE

**Administration centrale.**

EMPLOIS MIXTES

*Adjoint administratif.*

**C)** 3 *bis* Lire Beslay (Bernard) au lieu de Paoli (Pierre); 3 *ter* Paoli (Pierre).

*Employé de bureau.*

**C)** 2 *bis* Guenerat (Roger); 177 *bis* Genonceau (Roger); 227 *bis* Brasseur (Joseph); 292 *bis* Barbotin (Robert); 303 *bis* Delalande (Pierre).

**D)** 1 *ter* Lire Bonnel (René) au lieu de Georges (Camille); 1 *quater* Georges (Camille); 48 *bis* Alves (Francisco); 89 *bis* Mulot (Jacques).

**E)** 270 *bis* Hervé (Germaine); 287 *bis* Breteau (Léonie).

*Agent de service.*

**C)** 14 *bis* Rozlan (Sylvain); 217 *bis* Bangoura (Jules); 274 *bis* Chapelier (René); 313 *bis* Casasoprana (François); 320 *bis* Brasseur (Joseph); 406 *bis* Ledain (Jacques); 476 *bis* Loisy (André); 481 *bis* Anglada (Alfred); 489 *bis* Trinquier (Joseph); 500 *bis* Bricout (Adalbert); 505 *bis* Barbotin (Robert); 519 *bis* Sorel (Jean); 523 *bis* Benhamou (Isaac); 532 *bis* Pilatre (Roger); 533 *bis* Gilmet (Octave); 533 *ter* Jalades (Rémy); 539 *bis* Riolland (Maurice); 540 *bis* Robin (René); 542 *bis* Cros (Jean); 546 *bis* Menard (Marcel).

**D)** 14 *bis* Yousfi Rabah ben Mohamed.

**E)** 55 *bis* Bombeau (Alice); 161 *bis* Porcheron (Gabrielle); 161 *ter* Fievet (Simone); 170 *bis* Pampanay (Augustine); 176 *bis* Sigal (Rachel).

EMPLOIS MASCULINS

*Conducteur d'automobiles.*

**D)** 9 *bis* Joly (Roger); 11 *bis* Parentini (Louis); 68 *bis* Josquin (Auguste); 82 *bis* Boriel (Joseph).

*Garçon de laboratoire.*

**C)** 1 *bis* Chassaing (Alexandre).

OUVRIER SPÉCIALISÉ

*Aide-jardinier.*

**C)** 1 Caignard (Pierre).

*Homme d'équipe.*

**C)** 1 Cros (Jean).

EMPLOI FÉMININ

*Préposée téléphoniste.*

**E)** 16 Hervé (Germaine).

## SERVICES EXTERIEURS

### Emplois mixtes

*Commis*

**C)** 5 *bis* Bros (Jules); 96 *bis* Eymery (Alfred); 223 *bis* Leconte (Marcel); 291 *bis* Lardier (Pierre); 329 *ter*, lire: Patrio (Marie), au lieu de: Piquel (Théophile); 329 *quater*, lire: Piquet (Théophile), au lieu de: Barbier (Joseph); 329 *quinquiès*, lire: Barbier (Joseph), au lieu de: Aubert (Moïse); 329 *sexiès* Aubert (Moïse.

**D)** 2 *bis* Chanu (Jean); 15 *ter* Fromond (Emile); 18 *bis*, lire: Gallardo (Joseph), au lieu de: Perizet (Paul); 18 *ter* Perizet (Paul); 45 *bis*, lire: Jaliois (Alain) au lieu de: Jacquet (Robert); 45 *ter* Jacquet (Robert); 46 *bis* Grisoni (Ange); 144 *quater* Huron (Marcel); 154 *bis* Larrieu (Georges); 162 *bis* Griscelli (Denis); 167 *ter* Montegiani (Pierre).

*Employés de bureau.*

**C)** 9 *bis* Tapon (Martin); 9 *ter* Dahan (Charles); 9 *quater* Sarda (Jean); 155 *bis* Osler (André); 180 *bis* Tournier (Gilbert); 183 *bis* Mertz (Charles); 351 *bis* Loussouarn (Emile); 444 *bis* Cazeaux (Raymond); 458 *bis* Regnard (Auguste); 700 *bis* Cardi (Mathieu); 728 *bis* Galy (Louis); 747 *bis* Fernier (Maxime); 825 *bis* Villevieille (Julien); 865 *bis* Arcen (Raymond); 919 *bis* Truillet (Alexandre); 1285 *bis* Alba (André); 1300 *bis* Demiro-O-Domiro (Robert); 1305 *bis* Tingant (Hilaire); 1306 *bis* Vaury (Marcel); 1315 *bis* Couture (Biel); 1345 *bis* Ancelin (Fernand); 1352 *bis* Merlino (Lucien); 1381 *bis* Ambroise (Pierre); 1388 *bis* Monge (Jean-Pierre); 1395 *bis* Roubaud (Joseph); 1397 *bis* Colin (Henri); 1399 *bis* Perier (Jean); 1412 *bis* Dupuy (Maurice).

**D)** 1 lire: Golombault (Georges), au lieu de: Marc (Lucien); 1 *bis* Grall (François); 1 *ter* Clement (Pierre); 1 *quater* Marc (Lucien); 26 *bis* Latger (Roland); 58 *bis* Crabere (Roland); 86 *bis* Hellegouarch (Pierre); 141 *bis* Costes (René); 141 *ter* Weidner (Théodore); 178 *bis* Maheux (Robert); 234 *bis* Rossi (Antoine); 326 *bis* Roux (Jules); 384 *bis* Marty (Emile); 384 *ter* Piraube (Jean); 398 *bis* Tripier (Daniel); 422 *bis*, lire: Martini (Nonce), au lieu de: Guillot (Marcel); 422 *ter* Guillot (Marcel); 447 *bis* Thullier (Abel); 532 *bis* Guignier (Marcel) 546 *bis* Loubet (Jean); 551 *bis* Thomas (Joseph); 557 *bis* Cimon (Samuel); 557 *quater* Griscelli (Denis); 562 *bis* Dubost (Roger); 565 *bis*, lire Lacoste (Marcel), au lieu de: Ravier (Paul); 565 *ter*, lire: Ravier (Paul), au lieu de Laloua (Paul); 565 *quater* Laloua (Paul); 573 *bis* Martinet (Jean); 575 *bis* Le Dreff (Yves).

**E)** 80 *bis* Mangin (Marguerite); 243 *bis* De Quillacq (Simone); 263 *bis* Teyssandier (Jeanne); 395 *bis* Blondy (Marie-Jeanne); 572 *bis* Duffieux (Albine); 599 *bis* Jeamet (Jeanne); 605 *bis* Hervé (Germaine); 620 *bis* Farraudière (Berthe); 621 *bis* Lire: Ghozland (Paule) au lieu de: Bozzi (Marie-Claire); 621 *ter* Bozzi (Marie-Claire).

*Agent de service.*

**A)** 9 Fouger (Charles).

**C)** 61 *bis* Seyssel (René); 266 *bis* Bacot (Marius); 660 *bis* Vuillaume (Félix); 778 *bis* Fauvel (Louis); 996 *bis* Pigis (Marius); 1069 *bis* Colas (Fernand); 1130 *bis* Benoit (François); 1187 *bis* Thomas (Alfred); 1229 *bis* Thomann (Désiré); 1229 *ter* Lamoureux (Georges); 1370 *bis* Niord (Maxime); 1388 *bis* Monge (Jean-Pierre); 1773 *bis* Fontagnol (Adrien); 2120 *bis* Pouzet (Noël); 2496 *bis* Gauthier (Jean); 2621 *bis* Beth (Joseph); 2889 *bis* Desse (Louis); 3004 *bis* Tsigounis (Jean); 3067 *bis* Biancale (Angelo); 3093 *bis* Cordero (Clément); 3266 *bis* Bosch (François); 3277 *bis* Marchi (Dominique); 3277 *ter* Neu (Lucien); 3280 *bis* Calsina (Emilio); 3293 *bis* Stefanides (Marius); 3297 *bis* Reviron (Roland); 3299 *bis* Langlois (Marcel); 3321 *bis* Boudene (Djilali); 3330 *bis* Loiseau (Charlemagne); 3330 *ter* Haliche (Mokhtar); 3337 *bis* Dorre (Laurent); 3342 *bis* Anglada (Alfred); 3351 *bis* Garibal (Germain); 3362 *bis* Baron (Jack); 3366 *bis* Mathieu (Eugène); 3369 *bis* Kapriellan (Hagop); 3374 *bis* Trinquier (Joseph); 3375 *bis* Piegay (Alphonse); 3380 *bis* Guillotin (Jean-Baptiste); 3380 *ter* Olivier (Joseph); 3383 *bis* Gillet (Félix); 3399 *bis* Pifelli (Louis); 3409 *bis* Savino (Nicolas); 3414 *bis* Sekkouh (Mohamed); 3433 *bis* Bricout (Adalbert); 3434 *bis* Robe (Charles); 3439 *bis* Rabattu (Marius); 3439 *ter* Vivarelli (Valentin); 3442 *bis* Arrestier (André); 3442 *ter* Beoletto (Jean); 3445 *bis* Pean (Adolphe); 3456 *bis* Vanderperre (Pierre); 3456 *ter* Huard (Edouard); 3459 *bis* Foures (Fernand); 3462 *bis* Dahan (Marcel); 3463 *bis* Pillet (Jean); 3464 *bis* Guinfoleau (Henri); 3469 *bis* Tarbourich (Jacques); 3476 *bis* Poggi (Pierre); 3482 *bis* Garnier (André); 3487 *bis* Cherel (François); 3489 *bis* Gout (Eugène); 3491 *bis* Sorel (Jean); 3497 *bis* Bequin (Marcel); 3534 *bis* Voisin (Martial); 3538 *bis* Pilaire (Roger); 3543 *bis* Gilmet (Octave); 3543 *ter* Castre (Albert); 3543 *quater* Karabadjakian (Meguerditch); 3543 *quinquiès* Girardin (Alfred); 3545 *bis* Jalades (Rémy); 3546 *bis* Ramone (Jean); 3555 *bis* Ritzenthaler (Jules); 3564 *bis* Luciani (Dominique); 3564 *ter* Roubaud (Joseph); 3568 *bis* Gaucher (Louis); 3571 *bis* Riollard (Maurice); 3572 *bis* Robin (René); 3578 *bis* Cros (Jean); 3592 *bis* Menard (Marcel); 3602 *bis* Lorenzetti (Jean-Baptiste); 3607 *bis* Gardaz (Roger); 3612 *bis* Dupuy (Maurice); 3612 *ter* Souplet (Abel); 3613 *bis* Giudicelli (Griggiolo); 3620 *bis* Bellereaud (Emmanuel); 3636 *bis* Schrevel (Jules).

**D)** 124 *bis* Weidner (Théodore); 319 *bis* Rafa (Amar); 450 *bis* Maire (Maxime); 479 *bis* Fantou (André); 479 *ter* Peru (Jean-Pierre); 512 *bis* Perrio (Roger); 514 *bis* Philippe (Lucien); 517 *bis* Allender (Guillaume); 521 *bis* Gahagnon (Pierre); 523 *bis* Bonifacino (André); 525 *bis* Coppi (Rameau); 527 *bis* Planiey (Albert); 527 *ter* Omont (André); 527 *quater* Rangard (Auguste); 527 *quinquiès* Le Gal (Jean); 530 Bridoux (Guy).

**E)** 207 *bis* Gazillot (Yvonne); 400 *bis* Heurtel (Eliette); 437 *bis* Marson (Marie); 520 *bis* Hassenbohler (Alice); 543 *bis* Fievet (Simone); 546 *bis* Andrieu (Marie); 584 *bis* Bretin (Léonie); 570 Lire: Andrieu (Marie), rayée de la liste.

### Emplois masculins

*Conducteur d'automobiles.*

**C)** 24 *bis* Junisson (Pierre); 123 *bis* Fournet (Claude); 125 *bis* Jacquin (Raymond); 133 *bis* Moussu (Gilbert); 134 *bis* Bossard (Pierre); 138 Pietri (Joseph); 139 Pillet (René).

**D)** 61 *bis* Parentini (Louis); 117 *bis* Limoge (Jean); 204 *bis* Josquin (Auguste); 248 *bis* Savany (Marc); 257 *bis* Wasek (Jean).

*Garçon de laboratoire.*

**C)** 36 *bis* Reviron (Roland); 37 *bis* Branchu (Roger); 39 *bis* Jacquin (Raymond); 42 *bis* Tomal (Bogoslof); 43 *bis* Roubaud (Joseph); 44 *bis* Perrigault (Emile); 46 Picat (Jean).

### Ouvrier spécialisé

*Ajusteur.*

**C)** 12 *bis* Arberet (Roger).

**D)** 20 lire Camici (Edouard), rayé de la liste.

*Ajusteur mécanicien.*

**C)** 2 Irman (Etienne).

*Charpentier.*

**C)** 1 *bis* Pujol (Jean).

*Conducteur de véhicules.*

**C)** 1 lire Chambord (André) au lieu de Jamier (Joseph); 1 *bis* Jamier (Joseph).

**D)** 1 Lezat (François).

*Conducteur mécanicien automobiles.*

**D)** 5 Turpin (Jean).

*Mécanicien.*

**D)** 17 *bis* Lagney (Fernand).

*Electricien.*

**C)** 10 Potier (René).

*Electricien monteur.*

**D)** 1 Muller (Jacques).

*Aide-jardinier.*

**C)** 1 Lire Caignard (Pierre) au lieu de Le Meur (Ernest); 1 *bis* Le Meur (Ernest).

*Menuisier.*

**C)** 4 *bis* Thomas (René); 16 *bis* Pujol (Jean).

**D)** 2 *bis* Lucas (Joseph); 14 *bis* Solis (Théodule).

*Ouvrier d'entretien.*

**C)** 1 Lire Fraysse (Jean-Baptiste), rayé de la liste.

*Peintre.*

**D)** 3 Dubost (Roger).

*Tourneur.*

**C)** 5 Doumas (Emile).

**D)** 3 *bis* Camici (Edouard).

### Emplois féminins

*Préposée téléphoniste.*

**E)** 62 *bis* Herve (Germaine); 65 *bis* Blanc (Lucienne).

OUVRIÈRE SPÉCIALISÉE

*Couturière lingère.*

**E)** 2 *bis* Huc (Maria); 5 Hennebel (Paulette).

*Lingère.*

**E)** 2 *bis* Eymard (Berthe); 19 *bis* Calvayrac (Jeanne); 19 *ter* Pavan (Jeanne); 20 *bis* Bardou (Albanie); 20 *ter* Barthez (Fernande).

*Manœuvre spécialisée.*

**E)** 117 Victor (Pilar).

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

EMPLOI MASCULIN

*Agent technique des eaux et forêts.*

**C)** 26 *bis* Courtois (Jean-Pierre); 44 *bis* Bongiraud (Frédéric); 56 *bis* Vincent (Marie).

**D)** 13 *bis* Villeger (Henri); 33 *bis* Laluque (Pierre); 117 *bis* Boubals (Paul); 174 *bis* Duffau (Jean); 174 *ter* Venturini (Joseph); 176 *bis* Lejeune (Raymond); 177 *bis* Laplace (Marcel; 196 *bis* Marchais (Michel).

Article R. 433 du code des pensions militaires d'invalidité (emplois réservés).

Le Mee (Marie-Ange).

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

### Secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre).

EMPLOIS MASCULINS

*Dessinateur.*

**C)** 9 Besson (Jean).

*Gardien de salle au musée de l'armée.*

**D)** 2 Veyret (André).

*Casernier en France.*

**C)** 8 *bis* Kellerer (Georges); 247 *bis* Pouzet (Noël); 382 *bis* Moreau (Paul); 383 *bis* Gorce (Paul); 385 *bis* Krauth (Philippe).

**D)** 157 *bis* Dupuy (Emile); 162 *bis* Vasseur (Pascal).

*Casernier en Algérie.*

**C)** 77 Krauth (Philippe).

**D)** 23 *bis* Juteau (Honoré).

*Casernier en Tunisie.*

**C)** 55 *bis* Moreau (Paul).

*Agent de surveillance (gardien de champ de tir).*

**C)** 26 *bis* Fauvel (Louis); 151 *bis* Osmas (Adrien).

**D)** 42 *bis* Delanette (Elie).

*Agent de surveillance (agent secondaire des écoles militaires).*

**C)** 92 *bis* Alfonsi (Marcencio); 94 *bis* Carayon (Louis).

**D)** 16 Teroy (Bernard).

### Secrétariat d'Etat aux forces armées (marine).

*Agent de gardiennage des ports.*

**C)** 57 Picat (Jean).

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

EMPLOIS MASCULINS

*Surveillant des écoles nationales des arts et métiers et assimilés.*

**C)** 4 *bis* Cavart (Jules).

**D)** 22 *bis* Le Gacq (René).

*Surveillant de classe de cours,*

*Ecole nationale supérieure des arts décoratifs de Paris.*

**C)** 33 *bis* Alle (Jean-Baptiste).

**D)** 9 *bis* Le Gacq (René); 9 *ter* Loubet (Jean).

*Surveillant de classe de cours,*

*Ecole nationale des arts appliqués de Bourges.*

**D)** 8 Le Gacq (René).

*Surveillant de classe de cours,*

*Ecole nationale des beaux-arts à Dijon.*

**D)** 9 Le Gacq (René).

*Surveillant de classe de cours,*

*Ecole nationale d'art décoratif de Limoges.*

**D)** 11 Le Gacq (René).

*Surveillant de classe de cours,*

*Ecole nationale d'art décoratif de Nice.*

**C)** 17 *bis* Bucchini (Fabien).

**D)** 18 *bis* Le Gacq (René); 19 *bis* Loubet (Jean).

*Surveillant militaire des palais nationaux (assermenté).*

**C)** 1 *bis* Vincensini (Constantin).

**D)** 7 *bis* Chocq (Lucien).

*Gardien des musées nationaux.*

**C)** 5 *bis* Corn (André); 17 *bis* Caudieu (Léon); 23 *bis* Tisseron (Raoul); 24 *bis*; Jalades (Rémy); 33 *bis* Lasseauix (Ovide); 33 *ter* Ruiz-Soler (Joseph); 33 *quater* Desbois (Henri).

**D)** 2 *bis* Limoge (Jean); 10 *bis* Ithurburu (Christian); 13 *bis* Lecornu (Marcel); 15 *bis* Boriel (Joseph); 15 *ter* Armand (Paul).

*Gardien de galerie du muséum d'histoire naturelle.*

**C)** 2 Jacquin (Michel).

*Surveillant (bibliothèque nationale).*

**C)** 4 *bis* Bernardini (Antoine).

*Concierge de lycées.*

**C)** 76 *bis* Pouzet (Noël); 147 *bis* Grima (François); 150 *bis* Jacquin (Michel); 153 *bis* Barbotin (Robert); 158 *bis* Pillet (Jean); 169 *bis* Roubaud (Joseph); 171 *bis* Godard (Emile); 172 *bis* Giudicelli (Griggiolio); 172 *ter* Cognet (Guillaume).

**D)** 50 *bis* Bagnaninchi (Fortuné); 50 *ter* Chocq (Lucien); 50 *quater* Pasquale (Pascal), 52 *bis* Loubet (Jean).

*Garçon de laboratoire (école centrale des arts et manufactures, école normale supérieure, facultés, observatoires, muséum national d'histoire naturelle, observatoire de Paris).*

**C)** 1 lire Gras (Camille) au lieu de Ottavy (Sébastien); 1 *bis* Ottavy (Sébastien); 2 *bis* Rémy (André); 2 *ter* Derycke (Paul); 8 *bis* Cornec (Roger).

**D)** 1 Chomette (Vincent); 2 Loubet (Jean); 3 Bingue (Clément); 4 Bernard (Maurice).

*Gardien de bibliothèque: bibliothèque nationale des grands établissements, des universités, bibliothèque nationale et université de Strasbourg.*

**C)** 7 *bis* Di-Ruzza (Henri); 15 *bis* Lallemand (Raymond); 16 *bis* Jacquin (Michel); 18 *bis* Kleistendorff (Louis); 18 *ter* Allies (Charles); 24 *bis* Bartoli (Vital); 25 *bis* Boye (Prosper); 27 *bis* Voisin (Martial); 27 *ter* Cornec (Roger); 31 *bis* Samuel (Saül); 31 *ter* Cros (Jean); 33 *bis* Mondoloni (Antoine); 37 Cogules (Joseph).

**D)** 1 lire Couvelaere (Raoul) au lieu de Bacheley (Georges); 1 *bis* Bacheley (Georges); 4 *bis* Loubet (Jean), 9 *bis* Bingue (Clément).

*Gardien de bureau du muséum d'histoire naturelle.*

**D)** 1 lire Boubet (Jean) au lieu de Forest (Pascal); 1 *bis* Forest (Pascal).

*Concierge (bibliothèque Mazarine).*

**C)** 29 *bis* Delacroix (Albert).

*Gardien de la galerie des plans et reliefs.*

**C)** 7 *bis* Thomas (Alfred); 36 *bis* Manganelli (Ange); 37 *bis* Barbolin (Robert).

*Appariteur des facultés.*

**C)** 159 *bis* Liotard (Fortuné); 164 *bis* lire Charbonnier (Pierre) au lieu du n° 169; 171 *bis* Souplet (Abel); 172 *bis* Le Colonnier (François).

**D)** 12 *bis* Limoge (Jean); 22 Delanette (Elie).

*Appariteur des observatoires.*

**D)** 4 *bis* Limoge (Jean); 6 *bis* Delanette (Elie).

**Direction des beaux-arts.**

EMPLOI FÉMININ

*Surveillante aux écritures de cours de classe: école nationale d'art décoratif à Nice.*

**E)** 6 *bis* Noël (Marcelle).

**MINISTERE DES FINANCES**

**Service des affaires générales.**

EMPLOI MASCULIN

*Receveur buraliste de 1re classe.*

**D)** 1 *bis* lire Espuna (Raymond) au lieu de Allamel (Edouard); 1 *ter* Allamel (Edouard) au lieu de Sanzey (Charles); 1 *quater* lire Sanzey (Charles), au lieu de Reau (Raymond); 1 *quinquies* lire Reau (Raymond) au lieu de Gargoet (René); 1 *sexies* Gargoet (René).

**Direction générale des impôts**

EMPLOI MIXTE

*Receveur buraliste de 2e classe.*

**A)** 2 Bellocq (Pierre).

**C)** 25 *bis* Jeudon (Alphonse); 79 *bis* Collet (André); 117 *bis* Grassot (Henri); 156 *bis* Cassan (René); 574 *bis* Marchand (Germain); 672 *quater* Sbardella (Carlo); 683 *bis* Vasselier (Raphaël); 684 *bis* lire Arvor (Paul) au lieu de Blanc (Daniel); 684 *ter* Blanc (Daniel); 690 *bis* Emile (Adolphe); 724 *ter* Lelievre (Camille); 728 *ter* Aubry (Séraphin); 734 *quater* Gaugry (René); 746 *bis* lire Cosson (Louis) au lieu de Chauvin (Joseph); 746 *ter* Chauvin (Joseph); 749 *bis* Innocenti (Albert); 767 *bis* Barbotin (Robert); 767 *ter* Ancelin (Fernand); 780 *bis* lire Cornu (Jean-Pierre) au lieu de Moreau (Fernand); 780 *ter* Pillet (Jean); 780 *quater* Moreau (Fernand); 817 *ter* Dodemand (Victor); 822 *bis* Ambroise (Pierre); 836 *ter* Delalande (Pierre); 837 *bis* Pion (Robert); 838 *bis* lire Ramone (Jean) au lieu de Reignier (Camille); 838 *ter* lire Reignier (Camille) au lieu de Jouvet (Maurice); 838 *quater* Jouvet (Maurice); 849 *bis* Perier (Jean); 860 *bis* lire Pribault (André) au lieu de Six (Paul); 860 *ter* Six (Paul); 869 *ter* Tromparent (Jean).

**D)** 7 *bis* Marchal (Marcel); 53 *bis* Dumoulin (René); 156 *bis* Simon (Jean); 427 *bis* Maestracci (Laurent); 432 *bis* lire Santini (Jean-Baptiste) au lieu de Torres (Etienne); 432 *ter* Torres (Etienne) au lieu de Gaborit (Emile); 432 *quater* Gaborit (Emile); 436 *bis* Dubost (Roger).

**E)** 8 *bis* Fourreau (Marguerite).

**Services extérieurs du Trésor.**

EMPLOI MIXTE

*Agent de recouvrement des services du Trésor.*

**C)** 8 *bis* Risticoni (Paul); 16 *bis* Gaignard (Alphonse).

**D)** 1 lire Ducos (André) au lieu de Martin (Yves); 1 *bis* Frediani (Joseph); 1 *ter* Martin (Yves); 6 *bis* Gargoët (René); 27 *bis* Dumas (Emile).

**Direction générale des douanes et droits indirects.**

EMPLOI MIXTE

*Agent de constatation des douanes et droits indirects.*

**C)** 3 Criquy (Gérard).

EMPLOI MASCULIN

*Préposé et matelot des douanes.*

**C)** 27 *bis* Bongiraud (Frédéric); 42 *bis* lire Sable (André) au lieu de Santini (Théophile); 42 *ter* Santini (Théophile); 44 Serpaggi (Joseph).

**D)** 8 *ter* Villeger (Henri); 20 *bis* Martini (Nonce); 126 *bis* lire Le Gocq (René) au lieu de Hilaire (Paul); 126 *ter* Hilaire (Paul); 129 *bis* lire Carrey (Pierre) au lieu de Averseng (Georges); 129 *ter* Averseng (Georges); 131 *bis* lire Venturini (Joseph) au lieu de Couder (Gilles); 131 *ter* Jouhaud (Jean); 131 *quater* Couder (Gilles); 132 *bis* Laigaisse (Camille); 135 *bis* Montebran (Roger); 136 *bis* Lejeune (Raymond); 142 *bis* Laplace (Marcel); 142 *ter* Begue (René); 142 *quater* Rocca-Serra (Jean); 144 *bis* Grimaldi (Jean); 156 *bis* lire Faessel (Jean) au lieu de Christine (Narcisse); 156 *ter* Christine (Narcisse); 177 *bis* Lanoy (Léance); 181 *bis* Ferrandon (Henri); 184 *bis* Mahe (Jean-Baptiste); 188 *bis* Mouchoux (Jean-Claude).

Article R. 433 du code des pensions militaires d'invalidité (emplois réservés).

Sibenaler (Lucien).

**Service des alcools.**

EMPLOI MIXTE

**Agent de constatation.**

**D)** 1 Meyer (François).

**Atelier général du timbre.**

*Timbreur.*

**C)** 2 Assouline (Simon).

**Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (S. E. I. T. A.)**

EMPLOIS MASCULINS

*Vérificateur de culture.*

**D)** 1 lire Copie (Jean) au lieu de Madalla (Antoine); 1 *bis* Madalla (Antoine).

*Ouvrier des manufactures (cadre de fabrication).*

**C)** 41 *bis* Matteini (Joseph); 49 *bis* Massoni (Jean); 464 *quater* Lozach (Joseph); 470 *bis* Le Baut (Jean).

**D)** 28 *bis* Gillard (François); 47 *bis* Martin (Maurice); 567 *bis* Le Bars (Corentin); 1126 *bis* Ouvrier (Paul); 1333 *bis* Maurizi (François); 1402 *bis* lire Breton (Jean) au lieu de Picard (René); 1402 *ter* lire Picard (René) au lieu de Jollet (Nicolas); 1402 *quater* lire Jollet (Nicolas); 1406 *bis* Lehmann (Serge); 1419 *quinquies* Ebersveiler (René).

Article R. 433 du code des pensions militaires d'invalidité (emplois réservés).

Simon (Alexandre).

*Ouvrier des manufactures (cadre technique).* (D)

Ajusteur.

**D)** 3 Rochais (Pierre).

Chaudronnier.

**D)** 2 Ferrero (Emile).

Menuisier.

**C)** 6 *bis* Freiche (André); 7 *bis* Gougnon (Guy).

EMPLOI FÉMININ

*Ouvrière des manufactures.*

Finistère.

**E)** 9 *bis* Quimerch (Marie).

Loiret

**E)** 2 *bis* Lire Quimerch (Marie) rayée de la liste.

Lot-et-Garonne.

**E)** 11 *bis* Duffieux (Albine).

Moselle.

**E)** 1 Thibout (Jeanne).

Sarthe.

**E)** 14 *bis* Lapierre (Gabrielle).

Seine.

**E)** 1 *bis* Richaudeau (Marcelle).

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Sûreté nationale.

EMPLOIS MIXTES

*Employé de bureau.*

**C)** 1 Lire Biesse (René), au lieu de Le Franc (Jean); 1 *bis* Le Franc (Jean).

**D)** 1 Lire Conception (René), au lieu de Cousles (Jean); 1 *bis* Cousles (Jean).

**E)** 1 Lire David (Amélie), au lieu de Garchery (Suzanne); 1 *bis* Garchery (Suzanne); 1 *ter* Roux (Simone); 2 Rataud (Madeleine); 3 Goglin (Marie).

*Agent de service.*

**D)** Lire Ronsin (François), au lieu de Pierre (René); 1 *bis* Pierre (René).

EMPLOI MASCULIN

*Gardien de la paix.*

**C)** 7 Martinet (Jean); 8 Fenot (Marcel); 9 Lanoy (Léonce.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

EMPLOI MASCULIN

*Surveillant à l'administration pénitentiaire.*

**D)** 23 *bis* Jouhaud (Jean); 28 *ter* Lire Grimaldi (Jean), au lieu de Fradet (Robert); 28 *quater* Fradet (Robert); 34 *bis* Beretti (Antoine).

## MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

EMPLOIS MASCULINS

*Agent d'exploitation masculin du service postal.*

**C)** 9 *bis* Lire Lardier (Pierre), au lieu de Mourier (Louis); 9 *ter* Mourier (Louis).

**D)** 9 *bis* Minot (Robert).

*Agent technique (ex-agent des lignes.)*

**C)** 9 *bis* Gaucher (Louis).

**D)** 23 *bis* Menez (Théophile); 23 *ter* Escaffre (Charles); 23 *quater* Crabere (Roland); 31 *bis* Ansidei (Marc); 40 *bis* Mailhac (Marcel); 58 *bis* de Vrieze (Ferdinand).

*Facteur des postes.*

**C)** 16 *bis* Félix (André); 21 *bis* Paya (Albert); 31 *bis* Dupau (Gilbert); 40 *bis* Courtois (Jean-Pierre); 52 *bis* Gambolti (François); 79 *bis* Combeau (Robert); 92 *bis* Baugard (Raymond); 92 *ter* Ayme (Henri); 93 *bis* Blouin (Albert); 116 *bis* Gaucher (Louis); 124 *ter* lire Lorenzetti (Jean-Baptiste), au lieu de Aubijoux (Gabriel); 124 *quater* Bruel (Germain); 124 *quinquies* (Aubijoux (Gabriel); 124 *bis* Peyronne (Ernest).

**D)** 2 *bis* Marrec (Jean); 32 *bis* Simon (Jean); 32 *ter* Piquemal (Edmond); 34 *bis* lire Ghellouci Mohamed, au lieu de Dubort (Léon); 34 *ter* Dubort (Léon); 36 *bis* lire Tranchart (André), au lieu de Lebris (Jean); 36 *ter* Lebris (Jean); 48 *bis* lire Villeger (Henri), au lieu de Renicci (Séraphin); 48 *ter* Renucci (Séraphin); 48 *quater* Michaelsen (Maurice); 54 *bis* Clermont (Abel); 68 *bis* Blanc (Henri); 69 *bis* Boitelet (Lucien); 69 *ter* Bucher (Frédéric); 71 *bis* Bertholio (Henry); 98 *bis* Normant (Jean); 115 *bis* Flohart (Jules); 116 *bis* Pin (Joseph); 208 *bis* Dion (Pierre); 223 *bis* Carrey (Pierre); 229 *bis* Jouhaud (Jean); 248 *bis* Guiller (Marcel); 253 *bis* de Vrieze (Ferdinand); 255 *quater* Tastet (Edmond); 259 *ter* Grimaldi (Jean); 276 *bis* Martinet (Jean-Jacques); 277 *bis* Blondeau (André); 285 *bis* Lanoy (Léonce); 289 *bis* lire Ferrandon (Henri), au lieu de Bridoux (Guy); 289 *ter* Bridoux (Guy).

Article R. 443 du code des pensions militaires d'invalidité (emplois réservés).

Vidal (Raymond).

*Chargeur.*

**C)** 5 *bis* Tisseron (Raoul).

**D)** 33 *ter* Tastet (Edmond).

*Manutentionnaire des postes.*

**C)** 4 *bis* Dupau (Gilbert); 14 *bis* Tisseron (Raoul).

**D)** 25 *bis* Simon (Jean); 35 *bis* Crabere (Roland); 43 *bis* Martini (Nonce); 101 *bis* Foessel (Jean).

*Aide-magasinier.*

**C)** 52 *bis* Tisseron (Raoul).

*Ouvrier d'Etat.*

Maçon.

**C)** 2 *bis* Muylaert (Georges).

EMPLOI FÉMININ

*Gérante de cabines téléphoniques.*

**E)** 19 *bis* Lelong (Mireille).

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

EMPLOIS MASCULINS

*Lieutenant de police sanitaire.*

**D)** 15 Jallois (Alain).

*Agent surveillant des services généraux.*

**A)** 1 Blanc (Pierre).

**C)** 220 *bis* Roubaud (Joseph).

*Garde de contrôle sanitaire.*

**C)** 6 *bis* Langlois (Marcel).

**D)** Giacomini (Robert).

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

EMPLOI MIXTE

*Commis des ponts et chaussées.*

**C)** 1 *bis* Casabianca (Charles).

*Agent des travaux.*

**C)** 14 *bis* Courtois (Jean-Pierre); 35 *bis* Jacquin (Raymond); 55 *bis* Jalades (Rémy); 74 *bis* Krauth (Philippe); 86 Scazzola (Louis).

**D)** 1 Lire: Quillien (Pierre), au lieu de: Etre (Charles); 1 *bis* Etre (Charles); 3 *bis* Bosacki (Jules) 5 *bis* Camici (Edouard); 5 *ter* Ollivier (Albert); 8 *ter* Chettem (Hainza) 10 *bis* Bry (Pierre); 14 *bis* Lambert (Fernand); 16 *bis* Chastang (Jean); 19 *bis* Huart (Louis); 20 *bis* Lambert (René); 20 *ter* Guerin (Marcel); 20 *quater* Cellier (André); 29 *bis* Le Bris (Julien); 33 *bis* Pasquali (Pascal); 33 *ter* Blanc (Maurice); 35 *bis* Renou (Henri); 35 *ter* Gerard (André); 35 *quater* Lefebvre (Maurice); 35 *quinquies* Macary (Germain); 45 *bis* Coppi (Rameau); 45 *ter* Evo (André); 48 *bis* Ricci (Joseph); 54 *bis* Savany (Marc); 54 *ter* Pouliquen (Robert); 54 *ter* Newton (Gérard); 57 *bis* Maringa (Elenthère); 58 *bis* Boriel (Joseph); 60 *bis* Bingue (Clément); 60 *ter* Beretti (Antoine); 60 *quater* Ceccaldi (François); 64 *bis* Laguerre (Léandre).

*Eclusier et pontier titulaire de la navigation intérieure et des ports de commerce.*

**C)** 11 *bis* Jacquin (Raymond) 14 *bis* Daessle (Paul).

**D)** 3 *bis* Montreer (Marcel); 6 *bis* Lambert (René); 17 *bis* Romieu (Jean); 22 Boldin (Roger).

*Eclusier-barragiste.*

**D)** 2 Romieu (Jean).

### Marine marchande.

EMPLOIS MASCULINS

*Syndic des gens de mer.*

**D)** 16 *bis* Boquet (Albert); 42 *bis* Giovannetti (Philippe).

*Agent de gardiennage des services extérieurs.*

**C)** 1 *bis* Roubaud (Joseph).

**D)** 1 *bis* Fantou (André).

### Aviation civile et commerciale.

*Agent de la navigation aérienne.*

**D)** 1 *bis* Raffaelli (Jérôme).

## PREFECTURE DE LA SEINE.

EMPLOIS MASCULINS

*Surveillant des collèges techniques de la ville de Paris.*

**C)** 1 *bis* Cavrot (Ferdinand); 6 *bis* Renou (Gaston).

*Gardien de musées de la ville de Paris.*

**C)** 1 lire Emmanuelli (Paul) au lieu de Gérard (Alexandre); 1 *bis* Gérard (Alexandre); 3 *bis* Tomal (Bogoslof).

*Servant des établissements hospitaliers de l'assistance publique.*

**C)** 2 *bis* Chassaing (Alxandre).

*Servant des établissements hospitaliers de la préfecture de la Seine (établissements départementaux d'assistance).*

**C)** 1 lire Lasseaulx (Ovide) au lieu de Olive (Paul); 1 *bis* Olive (Paul).

*Servant des établissements hospitaliers de la préfecture de la Seine (hôpitaux psychiatriques).*

**D)** 3 Boriel (Joseph).

*Surveillant du palais de justice et du tribunal de commerce.*

**C)** 1 *bis* Pasqualini (François); 3 *bis* Alquier (Pierre).

*Garde des cimetières.*

**D)** 2 Lacoste (Marcel).

*Garde des promenades.*

**C)** 16 *bis* Tisseron (Raoul).

*Agent de service des collèges modernes et techniques et des établissements départementaux d'enseignement.*

**C)** 3 Desse (Guy); 4 Remy (André); 5 Paolini (Jean-Baptiste).

**D)** 1 *bis* Newton (Gérard).

EMPLOIS FÉMININS

*Servante des établissements hospitaliers de l'assistance publique.*

**E)** 9 *bis* Jules (Jacqueline); 13 *bis* Manceaux (Georgette).

*Servante des établissements hospitaliers de la préfecture de la Seine (établissements départementaux d'assistance).*

**E)** 1 Lire: « Léon (Rolande) », au lieu de: « Dormoy (Gabrielle) »; 1 *bis* Dormoy (Gabrielle); 2 *bis* Manceaux (Georgette); 3 lire: Coste (Maria) rayée de la liste.

*Agent de service des collèges modernes et techniques et des établissements départementaux d'enseignement.*

**E)** 2 *bis* Piquet (Berthe).

*Fille de service des établissements départementaux d'assistance et d'enseignement.*

**E)** 1 *bis* Coste (Maria).

*Femme de service des écoles primaires et maternelles.*

**E)** 9 *bis* Le Rolland (Marie).

## PREFECTURE DE POLICE

### Services actifs.

EMPLOI MASCULIN

*Agent spécial de commissariat.*

**C)** 1 *bis* Lemoigne (Georges); 3 *bis* Barisset (André); 141 *bis* Loisy (André); 158 *bis* Collet (Joseph); 163 *bis* Ritzenthaler (Jules); 163 *ter* Cros (Jean); 168 Scazzola (Louis).

**D)** 8 *bis* Limoge (Jean); 36 *bis* Plantey (Albert).

### Service départemental de la désinfection.

EMPLOI MASCULIN

*Désinfecteur.*

**C)** 1 Lire: Gillet (Aimé) au lieu de: Ribette (Lucien); 1 *bis* Ribette (Lucien).

**D)** 1 Laplace (Marcel).

### Bourse des valeurs.

EMPLOI MASCULIN

*Garde.*

**C)** 10 *bis* Gaubert (Raoul); 21 *bis* Cabedie (Léon); 34 Alaux (Etienne); 35 Alfonsi (Marcaccio); 36 Le Gall (Jérôme).

**D)** 2 Delanetie (Elie); 3 Mulot (Jacques).

### Maison départementale de Nanterre.

EMPLOI MASCULIN

*Surveillant.*

**C)** 1 Chassaing (Alexandre).

## CREDIT FONCIER DE FRANCE

EMPLOI MIXTE

*Commis d'ordre stagiaire.*

**C)** 1 Gardillou (Lucien).

## ELECTRICITE ET GAZ DE FRANCE

### Emplois administratifs.

EMPLOIS MIXTES

*Employé qualifié.*

**D)** 20 *bis* Durel (Marc); 23 *bis* Delattre (Georges); 35 *bis* Salaun (Fernand).

*Employé ordinaire.*

**A)** 1 Blanc (Pierre).

**C)** 53 *bis* Rolland (Jean); 96 *bis* Fontagnol (Adrien); 117 *bis* Villeviellle (Julien); 142 *bis* Pedron (Ferusée). Lire: 241 *bis* Biancardini (Paul), au lieu du n° 267; 307 *bis*, lire: Levoye (Victor), au lieu de: Breard (Georges); 307 *ter* Breard (Georges); 308 *bis* Couture (Biel); 315 *ter* Merlino (Lucien); 315 *quater* (Gandon (Pierre); 321 *bis* Perier (Jean); 325 *bis*, lire: Lai (Antoine), au lieu de: Bareges (Gaston); 325 *ter* Bareges (Gaston).

**D)** 142 *bis* Le Camp (Georges); 143 *bis* Bonnet (Severin); 145 *bis*, lire: Torres (Etienne), au lieu de: Fraysse (Paul); 145 *ter* lire: Fraysse (Paul), au lieu de: Peguillou (Charles); 145 *quater* Peguillou (Charles); 148 *ter* Bourdeau (Guy).

*Employé aux écritures.*

**C)** 118 *bis* Fontagnol (Adrien); 170 *bis* Pedron (Férusco); 243 *bis* Condom (Raoul); 283 *bis* lire Biancardini (Paul) au lieu du n° 308; 343 *bis* Levoye (Victor); 344 *bis* Couture (Biel); 362 *bis* Ruffin (Antoine).

**D)** 22 *bis* Simon (Jean); 37 *bis* Vian (François); 178 *bis* Bonnet (Severin); 182 *quater* Bourdeau (Guy).

**E)** 11 *bis* Maury (Marie-Antoinette).

*Concierge.*

**C)** 85 *bis* Neu (Lucien); 91 *bis* Vallet (Marcel); 99 *bis* Gilmet (Octave).

EMPLOIS MASCULINS

*Garçon de bureau.*

**C)** 1 Lire Chesta (Jean) au lieu de Doucet (Emile); 1 *bis* Doucet (Emile); 12 *bis* Gérard (Roger); 15 *bis* Thomas (Alfred); 121 *bis* Di-Ruzza (Henri); 155 *bis* lire Paolini (Jean-Baptiste) au lieu du n° 161; 163 *bis* Neu (Lucien); 172 *bis* Gandon (Pierre).

*Planton manutentionnaire.*

**C)** 76 *bis* Liénard (Julien); 107 *bis* lire Leandri (Thomas) au lieu du n° 112; 147 *bis* Neu (Lucien); 152 *bis* Olivieri (Joseph); 159 *bis* Dahan (Marcel); 159 *ter* Esposito (Antoine); 161 *bis* Peyrot (Arthur); 168 Béranger (Victor).

**D)** 9 *bis* Fantou (André); 14 *bis* Ricci (André); 17 *bis* Matone (Louis).

EMPLOIS TECHNIQUES

Ouvrier ordinaire.

*Conducteur de véhicules.*

**C)** 1 Triquet (Michel).

**D)** 1 Bosc (Robert).

*Conducteur d'appareils, casse coke, convoyeurs, dragues, extraction des goudrons, grues, laveurs à benzol, locomotives pelles grues, pompes, portiques, purgeurs de barilets.*

**C)** 1 Watbled (Georges).

*Electricien d'entretien de lignes et de postes de transformation.*

**D)** 1 Germe (Jean).

*Electricien des centrales hydrauliques et thermiques.*

**D)** 1 Guérin (André).

*Electricien monteur de lignes.*

**C)** 7 Josse (Gaston).

*Etalonneur.*

**D)** 1 Pernelet (Roger).

*Mécanicien de centrales hydrauliques et thermiques.*

**D)** 1 Barde (Elie).

*Ouvrier d'entretien.*

**C)** 1 Lire Fraysse (Jean-Baptiste) rayé de la liste.

*Peintre.*

**C)** 2 Neveux (Raoul).

*Plombier soudeur.*

**D)** 1 Aschero (François).

*Plombier d'installation.*

**D)** 1 Friou (Michel); 2 Mere (René).

*Manœuvre spécialisé.*

**C)** 4 Cogules (Joseph); 5 Berocal (Manuel).

*Manœuvre.*

**C)** 8 *bis* Silberich (Julien); 10 *bis* Soler (Marcel).

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

### Emplois communs à tous les services.

EMPLOIS MASCULINS

*Aide-distributeur.*

**C)** 13 *bis* Jaunay (Louis).

*Garçon de bureau.*

**C)** 93 *bis* Oster (André).

*Planton.*

**D)** 3 *bis* Le Boulanger (André).

### Emplois particuliers au service de l'exploitation.

EMPLOIS MASCULINS

*Facteur aux écritures.*

**C)** 78 *bis* Blouin (Albert).

*Homme d'équipe (service actif).*

**D)** 1 Lire Mouiche (Maurice), au lieu de Muller (Joseph); 1 *bis* Hodee (Louis); 1 *ter* Muller (Joseph); 3 *quater* Lire Raffin (Marcel), au lieu de Bonnaure (Edmond); 3 *quinquies* Bonnaure (Edmond).

### Emplois particuliers au service de la voie et des bâtiments.

EMPLOIS MASCULINS

*Garde-barrière à service continu.*

**C)** 8 *ter* Hiebel (Albert).

*Sémaphoriste à service continu.*

**C)** 10 Millard (Cyprien).

### Emplois particuliers au service du matériel et de la traction.

EMPLOIS MASCULINS

*Ouvrier professionnel de 1re classe des entretiens et grands ateliers du matériel.*

**C)** 56 bis Gaucher (Louis).

*Manœuvre des dépôts.*

**C)** 1 Lire Charenton (Prosper), au lieu de Touzet (Adrien); 1 *bis* Touzet (Adrien).

**D)** 1 Lire Blandin (Roger), au lieu de Daffniet (Yves); 1 *bis* Pioch (René); 1 *ter* Daffniet (Yves).

## COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

EMPLOI MASCULIN

*Gardien de bureau et planton.*

**C)** 9 *bis* Alfonsi (Marcuccio).

**D)** 3 Gmereck (Zygmunt).

## COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES

EMPLOIS MASCULINS

*Manutentionnaire.*

**D)** 2 Ricci (André); 3 Boutros (Francis).

*Gardien d'immeubles.*

**C)** 3 *bis* Mulatere (Julien); 5 *bis* Chevallier (Henri).

## REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS

EMPLOIS MIXTES

*Employé de bureau (ex-commis).*

**D)** 1 *bis* Nesly (Fernand).

*Agent de bureau (ex-expéditionnaire).*

**C)** 24 *bis* Cavrot (Ferdinand).

## COMPAGNIE GENERALE TRANSATLANTIQUE

EMPLOI MASCULIN

*Garçon de bureau.*

**C)** 2 *bis* Dahan (Marcel).

## GOUVERNEMENT GENERAL DE L'ALGERIE

### Administration centrale.

EMPLOIS MASCULINS

*Conducteur d'automobiles.*

**D)**

1 Lire Nakache (Albert) au lieu de Bondi (Louis); 1 *bis* Bondi (Louis).

*Agent de service.*

**C)**

58 *bis* Kalfaoui Mohamed, né en 1922, 2e classe, lieudit Colomb-Béchar (Oran);
61 *bis* Ufarie (Pascal);
61 *ter* Rabahi Mokrane, 2 septembre 1915, caporal 19e génie, centre municipal d'Icheriden par Fort-National (Alger).

*Homme d'équipe.*

**C)**

1 Chevallier (Henri).

**D)**

6 Omont (André).

*Débitant de boissons non alcoolisées.*

**C)**

27 *bis* Abid Mohamed Ould Miloud, 1896, 2e classe, 21e section infirmiers, café Bouchentouf Belkacem, Marnia (Oran).
32 *bis* S. N. P. Brahim ben Mohamed, 15 avril 1897, caporal, 5e R. T. A., 18, rue d'Aumale, à Bouira (Alger).

**D)**

1 Lire Bounoua Abdelkader, 4 février 1902, 2e classe, Taghia, commune mixte de Renault (Oran), au lieu de Fertas Adda Ould Maamar).
1 *bis* Fertas Adda Ould Maamar, 1894, 2e classe, 2e R. S. A., rue 7 maison 1003, à Mostaganem (Oran).
43 *bis* Mabarkia Ahmed, 27 juin 1899, caporal, 11e R. T. A., Hassenoua, commune de Bordj bou Arreridj (Constantine).
51 *bis* Maafellah Menouao Ould El Miloud, 1897, caporal, 6e R. T. A., douar Beni-Ouarsous, commune mixte de Remchi, Montagnac (Oran).
76 *bis* Mohamed ben Mohamed, 1894, sergent, 7e R. T. A., Khenchela, police municipale (Constantine).
99 *bis* Bekkouche Hamou ben Messaoud, 1900, caporal, 3e R. T. A., Sigus (Constantine).
108 *bis* Alioui Mohamed, 4 mai 1899, caporal, 6e R. T. A., boulevard de l'Est, Marnia (Oran).
152 *bis* Lahmer Ramdane, 31 janvier 1900, 1re classe, 7e R. T. A., douar Boutenache, commune mixte de Taher (Constantine).
152 *ter* Boukelioua Mohamed ben Belkacem, 16 janvier 1899; 2e classe, 27e R. T. A., douar Beni Etah, commune d'El-Milia (Constantine).
179 *bis* Mansour Djilali Ould Ahmed, 10 septembre 1902, sergent-chef, 6e R. T. A., 45, plateau Saint-Georges, à Mers-El-Kébir (Oran).
184 *bis* Amer ben Yahia, 1899, sergent, 1er R. T. A., Ould Oughat Nelsonbourg (Alger).

185 *bis* Mekiri Tayeb, 29 novembre 1901, caporal, 6e R. T. A., douar Ouled Barrodi Bédoua, Cassaigne, village (Oran).
203 *bis* Beta Abdelkader, 19 mars 1903, soldat, 5e R. T. A., Bordj Bou Indel Bocca Militja, commune mixte Ouarsenis (Alger).
235 *bis* Benzian Tayeb ben Miloud, 1894, caporal, 2e R. T. A., commune mixte Aflou, douar Ouled, Yagoub-Gheraba (Oran).
242 *bis* Mohamed Ould Boubekeur, 1897, 2e classe, 2e spahis algériens, douar Messoulane, le Télagt mixte (Oran).
242 *ter* Djeljoul Ould Abdelkader, 1903, maréchal des logis, 2e R. S. A., chez M. Benaouda Slimane, gargotier, rue Sidi-Brahim, Colomb-Béchar (Oran).
245 *bis* Safi Mohamed, 15 octobre 1901, soldat, 6e R. T. A., douar M'Chaïa, commune mixte Tenes (Alger).
311 *bis* Ilim Ahmed Ould Boussekrine, 1901, sergent, 2e R. T. A., 7, rue du Général-Mangin, faubourg Médioni, Oran.
344 Lire Far Mohamed rayé de la liste.
365 *bis* S. N. P. Ammar ben Jemmal, 1904, 2e classe, 3e R. S. A., douar Tay Bent, commune mixte Tebessa (Constantine).

**Services extérieurs.**

Emplois communs aux services de l'administration et aux établissements publics de l'Algérie

EMPLOI MIXTE

*Commis et assimilés*

C)
4 *bis* Brouland (Pierre).

*Employé de bureau.*

C)
46 *bis* Ghemri Mostefa, 4 juin 1918, employé à la commune mixte Djendel, Lavigerie.

EMPLOI MASCULIN

*Agent de service.*

C)
17 *bis* Amraoui (Mohamed, 24 mars 1923, 2e classe, 6e R. T. A., 37, rue du Général-Cérez, à Oran.
42 *bis* Mekki ben Maatallah, 1916, caporal, 6e R. T. A., 52, rue de la Bikkah, à Oran.
51 *bis* Benali Abdelkader, 1913, 2e classe, 22e R. T. A., rue de la Libération, à Béni-Saf (Oran).
55 *bis* Saïda Benaouda, 1921, 2e classe, douar Rahia, commune mixte de Mina-Clinchant (Oran).
62 *bis* Bendouda Kaddour, 14 janvier 1913, caporal, 6e T. A., rue Meyer, Maison-Meyer (Oran).
81 *bis* Benkelikha Mohamed, 1923, soldat, 6e R. T. A., chez M. Benhedda Ahmed, Dar-El-Askri, Oujda (Maroc).
111 *bis* Attalah Miloud, 27 octobre 1923, soldat, 6e R. T. A., campagne Saint-Julien, 67, rue Saint-Barthélémy, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
142 *bis* Hadef Larbi, 1918, maréchal des logis, 6e R. T. A., 4, rue du Soudan, Sidi-Bel-Abbès (Oran).
183 *bis* Khalfaoui Mohamed, 1922, 2e classe, 6e R. T. A., à Colomb-Béchar (Oran).
196 *bis* Hanoufa (Jacob).
196 *ter* Nemchi Abed, 15 décembre 1912, 2e classe, 66e R. A., 14, rue des Marchés, à Relizane (Oran).
200 *bis* Grima (François).
200 *ter* Anglada (Alfred).
201 *bis* Alioud Boualem, 26 septembre 1919, 2e classe, Rouiba, douar Ouled Maamar (Alger).
202 *bis* Olivieri (Joseph)
202 *ter* Saïdaoui Ahmed, 1908, sergent inf., compagnie G. T., 13, rue de la Félicité, à Paris (17e).
217 *bis* Rebbani Abderrahmane, 29 mai 1913, 25e escadron train, douar Merdès, commune mixte de l'Edough (Constantine).
225 *bis* Chergui Madani, 4 janvier 1909, 7e R. T. A., douar Rasfa, commune mixte de Rirha (Constantine).

D)
26 *bis* Mouley Ali ben Kouider, 1904, 1re classe, 6e R. T. A., Dar-El-Askri-Aflou (Oran).
179 *bis* Mirailles (Jean-Baptiste).
193 *bis* Zakma Abdallah, 1907, sergent-chef, 21e R. T. A., place Costa-Schettet-Gharbi, Laghouat (Algérie).
202 *bis* Hadjeri Ahmed, 1902, sergent-chef, 9e R. T. A., Berrouaghia (Alger).
250 *bis* François (René).
336 *bis* Bensaïd Abderrahmane, 1910, 14, rue Oueld, Braham (Constantine).
385 *bis* Boutchicha Djilali, 1906, caporal, C. O. I. no 1, impasse Richelieu, cité Ollier, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
391 *bis* Aoussi Ahmed ben Mansour, 1913, 2e classe, 4, rue du Soudan, Dar-El-Askri (Alger).
422 *bis* Si Kebir Mokhtar, 25 avril 1914, sergent-chef, rue 11, quartier Tigditt, Mostaganem (Oran).
449 *bis* Boualam Mohamed, 8 janvier 1912, sergent, 1er R. T. A., 22, rue de l'Yser, à Audincourt (Doubs).
467 *bis* Yeddou Saïd, 1918, sergent-chef, 1er R. T. A., Dra-El-Miran, douar Bou-Nouh, village Hellouane (Alger).
487 *bis* Khouri Lakhdar, 14 juillet 1929, 2e classe, 6e E. S. A., à Boghar (Alger).
512 *bis* Bouzeggi Saïd, 31 décembre 1916, caporal, C. A. R. 101, 3, rue Denis-Affre, Miliana (Alger).
519 *bis* Saïdani Mohamed, 22 juin 1918, soldat, 3e R. T. A., quartier Oued-Rehane, Miliana (Alger).
523 *bis* Omont (André).

**Services financiers.**

SERVICE DES DOUANES

*Agent de constatation ou d'assiette.*

D)
2 *bis* Versini (Jean-François).

*Préposé des douanes.*

D)
20 *bis* Lanoy (Léonce).

**Laboratoire des finances.**

*Garçon de laboratoire.*

D)
1 Lire Touati (Achour), présumé 1908, sergent, 13e R. T. A., route d'Alger, lotissement Doreau, à Blida (Alger), au lieu de Galano (Georges).
1 *bis* Galano (Georges).

**Service du contrôle sanitaire aux frontières de l'Algérie.**

(Anciennement « service de santé maritime »).

*Garde sanitaire.*

D)
2 *bis* François (René); 9 *bis* Micallef (Gilbert);
14 Borbani (Ferhat), 17/1/1928, caporal, 3e R. T. A., route de la Zarouria, près de la coopérative laitière, à Souk Ahras (Constantine).

**Service judiciaire.**

Emploi relevant de l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice.

*Chaouch de la cour d'appel d'Alger et du parquet général de ladite cour.*

C)
7 *bis* Rabahi (Mokrane), 2/9/1915, caporal, 19e génie, centre municipal d'Icheriden, par Fort-National (Alger).

**Emplois relevant de l'autorité du gouverneur général de l'Algérie.**

*Appariteur des tribunaux civils et de commerce et des justices de paix.*

C)
30 *bis* Nemchi (Abed), 15/12/1912, 2e classe, 66e R. A., 14, rue des Marchés, à Relizane (Oran).

D)
24 *bis* Zerari (Mohamed), 1905, maréchal des logis chef, 9e R. S. A., Lotissement Ferba, à Biskra (Constantine).
70 *bis* Bensaïd (Abderrahmane), 1910, caporal, 7e R. T. A., 14, Ouled Braham, à Constantine; 100 *bis* Edris (Elmahi ben Amar), 1916, sergent chef, 3e R. T. A., quartier Ouled Sidi Harkat ben Saada (Alger).
109 *bis* Saïraoui (Mohamed el Kebir), 20/7/1916, 2e classe, 1er R.S.A., route de Lodi, à Médéa (Alger).

*Concierge des tribunaux civils et de commerce.*

C)
26 *bis* Nemchi (Abed), 15/12/1912, 66e R. A., 14, rue des Marchés, à Relizane (Oran).

D)
12 Callejas (Roger)

**Service pénitentiaire.**

*Surveillant.*

C)
2 Ghemri (Mostéfa), 14/6/1918, corps des douaires, 3e R. T. A., employé à la C. M. de Djendel Lavigerie (Alger).

**Service algérien des postes, télégraphes et téléphones**

EMPLOI MASCULIN

*Facteur des postes.*

D)
53 *bis* Benmati (Yahia ben Zouaoui ben Haimou), 22/8/1914, brigadier C. A. R., 101, café Benfadel, 3, passage Bensouiki, à Constantine (Constantine).
82 *bis* Haddadi (Mohamed), 23/3/1915, adjudant, 1er R. T. A., douar Frikat dra el Mizan, à Alger (Alger).
92 *bis* Lanoy (Léonce).
94 Benabbes (Bachir), 27/9/1921, brigadier C. A. R., 103, rue de la Meskiana, à Khenchela (Constantine).

**Service des forêts.**

*Agent technique des eaux et forêts.*

C)
8 Ghemri Mostéfa, 4 juin 1918, corps des douaires, 3e R. T. A., employé à la commune mixte de Djendel, Lavigerie (Alger).

*Agent de surveillance des eaux et forêts.*

D)
17 *bis* Edris Emahi ben Amar, 1916, sergent-chef, 3e R. T. A., quartier Ouled-Sidi-Harkat, à Bou-Saada (Alger).
26 *bis* Callejas (Roger).
27 *bis* Rouichi Nouar, 1923, 1re classe, 3e R. T. A., à Clairefontaine (Constantine).

### Service de la défense et de la restauration des sols.

*Surveillant des travaux.*

C)
3 *bis* Sallat Mostefa, 13 avril 1928, 33, rue Camille-Saint-Saëns, à Sidi-bel-Abbès (Oran).
6 Benseiti Yahia, 9 mars 1918, maréchal des logis, C. O. A., Blida, 60, boulevard Cervantes, à Alger (Alger).

D)
1 Slimani Saïd, 1er mars 1910, sergent-chef, 3e R. T. A., rue G, cité Musulmane, n° 5, à Blida (Alger), au lieu de Gueffaf Mohamed.
1 *bis* Grezel (Roger).
1 *ter* Gueffaf Mohamed.
16 *bis* Cherfi Abdelkader, 5 juin 1919, sergent, 6e R. T. A., commune mixte de Mascara, douar Benian (Oran).
18 *bis* Belhadj Mohamed, 26 octobre 1927, quartier-maître, 1re classe, marine nationale, Mansouriah-lès-Bibans (Constantine).
24 *bis* Mellouk Salah, 1918, sergent-chef, 3e B. T. A., 84, route Sidi-Brahim, à Bône (Constantine).
24 *ter* Bourmani Larbi, 1919, sergent-chef, 3e R. T. A., 17, avenue Georges-Clemenceau, à Sétif (Constantine).
24 *quater* Soullah Zerrouk, 14 octobre 1919, caporal, 3e R. T. A., Bain-de-Guergour, par La Fayette (Constantine).
24 *quinquies* Homas Saïd, 3 juillet 1916, 2e classe, 1er R. T. A., rue du 2 mai 1910, à Cherchell (Alger).
26 Slimani ben Youcef, 16 juin 1928, brigadier, 7e C. A. R., cité Le Guilloux, à Miliana (Alger).
27 Sadouni Mohamed, 30 juillet 1929, 1re classe, 7e R. T. A., 22, rue Nationale, à Khroub (Constantine).

### Travaux publics.

*Garde maritime.*

D)
3 *bis* Fuertes (Emile).

*Garçon de bureau et de laboratoire.*

D)
1 Lire Touati Achour, présumé 1908, sergent, 18e R. T. A., route d'Alger, lotissement Doreau, à Blida (Alger), au lieu de Granier (Roger).
1 *bis* Granier (Roger).

### Bibliothèque nationale d'Alger.

*Gardien de bibliothèque.*

C)
5 *bis* Zerbib (André).

### Section algérienne de l'office national interprofessionnel des céréales.

*Garçon de bureau.*

D)
1 Lire Haddad Boubakeur, 5 mars 1919, quartier-maître, marine nationale, rue K, n° 3, cité Fontaine-Fraîche, à Alger (Alger), au lieu de Boulazreg Messaoud.
1 *bis* Boulazreg Messaoud, 26 août 1919, 2e classe, 65e R. A. A., quartier Beausejour, à Batna (Constantine).

### ELECTRICITE ET GAZ D'ALGERIE

#### Emplois administratifs.

EMPLOIS MIXTES

*Employé ordinaire.*

C)
4 *bis* Pevet (Paul).

*Employé aux écritures.*

D)
36 Hernandez (Antoine).

*Concierge.*

C)
11 *bis* Olivieri (Joseph).

EMPLOIS MASCULINS

*Garçon de bureau.*

C)
14 *bis* Ufarte (Pascal).
14 *ter* Rabahi Mokrane, 2 septembre 1915, caporal, 9e génie, centre municipal d'Icheriden, par Fort-National (Alger).

D)
2 Callejas (Roger).

*Planton manutentionnaire.*

C)
54 *bis* Olivieri (Joseph).

### Transports.

II. — CHEMINS DE FER ALGERIENS

EMPLOI MASCULIN

Emploi commun à tous les services.

*Employé stagiaire.*

C)
1 Toga (Antoine).

### Ministère des affaires marocaines et tunisiennes.

#### Avis de concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints stagiaires à l'administration centrale de la direction des finances du Maroc.

Un concours pour trois emplois au minimum d'inspecteur adjoint stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances du Maroc s'ouvrira les 18 et 19 novembre 1955 à Paris et Rabat et dans d'autres centres si le nombre des candidats le justifie.

Les candidats n'appartenant pas à l'un des cadres principaux ou supérieurs de la direction des finances du Maroc ou de la trésorerie générale du protectorat doivent être titulaires de certains diplômes énumérés dans l'arrêté du directeur des finances du 25 février 1955 (licence en droit, licence ès sciences, hautes études commerciales, écoles supérieures de commerce, grandes écoles, etc.) et être âgés de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus à la date du concours; cette limite d'âge est susceptible d'être prolongée dans certaines conditions en faveur des candidats au titre du dahir du 23 janvier 1954 (anciens combattants, victimes de la guerre, etc.).

La gratuité du voyage est accordée aux candidats admissibles afin de se rendre à Rabat pour y subir les épreuves orales; le voyage de retour est assuré dans les mêmes conditions aux candidats non admis définitivement.

Date de clôture des inscriptions: 18 octobre 1955.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à la direction des finances (bureau du personnel) à Rabat ou aux offices du Maroc à Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille, Nancy, Strasbourg, Perpignan et Nice.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

*Le Préfet Directeur des Journaux officiels,*
JEAN-PAUL MARTIN

## COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse | Pays | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 7 octobre 1955. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 350 .. | États-Unis .... | 1 $ U S A | 350 ..(1) | .... .. | .... .. | 350 .. | .... .. |
| 333 55 | Canada ..... | 1 $ Can | .... .. | .... .. | .... .. | 333 10 | .... .. |
| 164 .. | Côte Fse Somalis | 100 F Djib | 164 0727 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 8386 .. | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8391 50 | 8390 .. |
| 705 25 | Belgique ..... | 100 F b | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 705 25 | 705 15 |
| 5085 50 | Danemark ..... | 100 c d | 5087 22 | 5029 25 | 5106 25 | 5090 .. | 5087 .. |
| 983 25 | Gde-Bretagne .. | 1 liv st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 981 25 | 981 .. |
| 56 285 | Italie ..... | 100 lire | 56 008 | 55 59 | 56 43 | 56 285 | 56 27 |
| 4917 .. | Norvège ..... | 100 c n | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4920 .. | 4919 .. |
| 9277 .. | Pays-Bas ..... | 100 fl. | 9210 52 | 9141 60 | 9279 90 | 9279 .. | 9277 .. |
| 6815 .. | Suède ..... | 100 c s. | 6765 625 | 6713 .. | 6816 50 | 6816 .. | 6815 .. |
| 8053 .. | Suisse ..... | 100 f s | 8003 95 | 7944 .. | 8064 .. | 8060 .. | 8057 .. |
| 1336 25 | Autriche ..... | 100 sch | 1316 15 | 1336 00 | 1336 25 | 1336 25 | .... .. |
| 1013 .. | Égypte ..... | 1 liv ég | 1005 04 | 997 .. | 1013 .. | 1009 .. | .... .. |
| 2796 .. | Mexique ..... | 100 pes | 2800 .. | 2779 .. | 2821 .. | 2797 .. | .... .. |
| 1208 50 | Portugal ..... | 100 esc | 1217 30 | 1208 25 | 1226 50 | 1208 50 | .... .. |
| 1897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs | 1861 11 | 1824 50 | 1897 50 | 1897 50 | .... .. |
| 117 50 | Yougoslavie ... | 100 din | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 117 50 | .... .. |

Zone C. F. A. ..... 100 F C. F. A. .... 250
Zone C. F. P. ..... 100 F C. F. P. .... 550
États associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam... 100 piastres ..... 1000

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### BOUCHARD AINE & FILS

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL SOCIAL DE 38.600.000 F

SIÈGE SOCIAL: BEAUNE (CÔTE-D'OR), 36, RUE SAINTE-MARGUERITE

R. C.: Beaune 4633.

**Obligations de 500 F 5 0/0 1929.**

TIRAGE DU 15 SEPTEMBRE 1955

*Douzième amortissement.*

**Liste des 179 obligations sorties au douzième tirage d'amortissement au 1er novembre 1955** et formant avec les 67 obligations rachetées à l'amiable par la société émettrice la totalité des 246 obligations à amortir en 1955 et dont le remboursement est prévu à partir du 1er novembre 1955.

460 à 469 — 490 et 499 — 550 à 559 — 610 à 619 — 650 à 659 — 850 à 859 — 1.030 à 1.039 — 1.140 à 1.149 — 1.430 à 1.439 — 1.520 à 1.524 — 1.526 à 1.529 — 1.920 à 1.929 — 2.100 à 2.109 2.170 à 2.179 — 2.450 à 2.459 — 2.520 à 2.529 — 2.970 à 2.979 — 3.162 à 3.169 — 3.290 à 3.299 — 3.310 à 3.319.

*(Le tableau d'amortissement a été publié au « Journal officiel de l'Etat français » du 28 mars 1944.)*

**Titres sortis aux tirages précédents non encore remboursés.**

380 à 388 — 394 à 399 — 470 à 474 — 479 et 480 — 483 à 489 — 568 à 578 — 740 à 744 — 760 à 762 — 920 et 921 — 960 à 966 — 969 — 1.112 — 1.115 — 1.160 — 1.200 à 1.208 — 1.397 — 1.398 — 1.444 à 1.448 — 1.459 — 1.470 à 1.479 — 1.484 — 1.485 — 1.789 — 1.910 — 2.090 — 2.091 — 2.094 à 2.099 — 2.167 — 2.411 à 2.427 — 2.614 à 2.619 — 2.630 à 2.634 — 2.677 à 2.679 — 2.682 — 2.683 — 2.760 à 2.764 — 2.914 — 2.915 — 2.940 à 2.949 — 3.009 — 3.053 — 3.060 à 3.063 — 3.120 à 3.129 — 3.137 à 3.139 — 3.190 à 3.199 — 3.243 — 3.264 à 3.268 — 3.270 — 3.271 — 3.320 à 3.329 — 3.331 à 3.334 — 3.383 — 3.391 — 3.409.

### COMPAGNIE INDUSTRIELLE de MATERIEL de TRANSPORT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 166.975.000 F

SIÈGE SOCIAL: 223, RUE SAINT-HONORÉ, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 129259.

*Bons de 10.000 F 6 3/4 0/0 1951.*

**LISTE NUMERIQUE**

1° **Des séries comprenant les 621 bons sortis au quatrième tirage au sort du 28 septembre 1955 formant, avec les 48 bons rachetés en Bourse, le montant de l'annuité à amortir au 1er novembre 1955.** Ces bons seront remboursables à 10.000 F;

2° **Des séries sorties aux tirages précédents et parmi lesquelles figurent des bons non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 2.338 à 2.500 | 54 | 2.849 à 3.050 | 54 |
| 2.501 à 2.848 | 53 | 7.287 à 7.948 | 55 |

### LA CELLULOSE DU PIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 960 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 30, RUE JEAN-GOUJON, PARIS (8e)

R. C.: Seine n° 55-B 4610.

*Obligations 6 1/4 0/0 1951 de 10.000 F.*

**Liste numérique de la série comprenant les 743 obligations sorties au premier tirage d'amortissement effectué le 26 septembre 1955** (la société a racheté 743 titres pour compléter cet amortissement).

36.634 à 37.444.

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 1er décembre 1955, à raison de 10.517 F.

*(Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 12 janvier 1955.)*

### SOCIETE IMMOBILIERE DE LA RUE SALA

21, RUE SALA, LYON

*Obligations 5 0/0 1921.*

**Vingt-cinquième tirage de dix-neuf obligations remboursables à 500 F au 1er octobre 1955.**

95 96 228 244 251 255 265 275 296 305 306 516 528 543 631 635 653 757 909.

**Obligations des derniers tirages restant à rembourser.**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | 28 | 44 | 51 | 54 | 68 | 128 | 614 | 617 | 619 | 620 | 633 | 655 | 678 |
| 146 | 181 | 230 | 235 | 272 | 288 | 293 | 683 | 685 | 711 | 730 | 762 | 766 | 767 |
| 302 | 336 | 337 | 391 | 401 | 482 | 486 | 768 | 770 | 771 | 777 | 781 | 782 | 787 |
| 488 | 534 | 578 | 582 | 597 | 611 | 613 | 793 | 794 | 796 | | | | |

### SOCIETE BAGNAC-LARIVE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: BAGNAC (LOT)

Registre du commerce: Figeac n° 190.

*Obligations de 2.000 F 4 1/2 0/0 1914.*

**Onzième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 52 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er décembre 1955.

**Numéros d'obligations sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement |
|---|---|---|---|
| 109 | 54 | 1.061 | 48 |
| 454 | 53 | 1.285 | 48 |
| 458 | 48 | 1.289 | 52 |
| 997 | 52 | 1.290 | 51 |

# SOCIETE DES FORGES DE FRONCLES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 339.500.000 F
SIÈGE SOCIAL : A FRONCLES (HAUTE-MARNE)
R. C. : Chaumont 55-B 16.

## OBLIGATIONS 4 0/0 1924

**Numéros des 905 obligations amorties au trentième tirage au sort du 28 juin 1955 (amortissement 1955) dont le remboursement de la première moitié obligatoire sera effectué à partir du 31 décembre 1955, à raison de 250 F net (coupon n° 32, série A, attaché, et coupon n° 1, série B, attaché), et numéros des obligations amorties aux tirages antérieurs et non présentées au remboursement.**

Le règlement des premières moitiés obligatoires remboursables est effectué aux caisses suivantes :

Au service des titres de la société, 133, quai de Javel, à Paris (15e) ; Aux guichets de MM. R. Varin-Bernier et Ce, banquiers, 102, boulevard Haussmann, à Paris (8e), de leurs agences et succursales.

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 1 | 50 |
| 125 | 52 |
| 161 | 51 |
| 166 à 169 | 52 |
| 190 | 42 |
| 191 | 43 |
| 194 | 53 |
| 197 | 52 |
| 199 | 43 |
| 202 | 53 |
| 215 | 52 |
| 220 | 53 |
| 228 | 42 |
| 230 | 52 |
| 231 | 44 |
| 232 | 42 |
| 2.998 | 48 |
| 3.009 | 53 |
| 3.013 | 52 |
| 3.068 | 30 |
| 3.069 | 48 |
| 3.070 | 53 |
| 3.072 | 51 |
| 3.122 à 3.127 | 52 |
| 3.134 | 53 |
| 3.138 et 3.139 | 52 |
| 3.145 | 52 |
| 3.162 | 51 |
| 3.172 et 3.173 | 52 |
| 3.286 | 53 |
| 3.287 | 43 |
| 3.288 | 49 |
| 3.385 | 53 |
| 3.403 | 42 |
| 3.404 | 43 |
| 3.419 | 53 |
| 3.425 | 51 |
| 3.441 | 52 |
| 3.450 | 48 |
| 3.465 | 53 |
| 3.474 | 52 |
| 3.476 | 38 |
| 3.477 | 48 |
| 3.479 | 51 |
| 3.483 | 46 |
| 3.484 | 44 |
| 3.495 | 50 |
| 3.504 | 53 |
| 3.508 | 53 |
| 3.512 | 43 |
| 3.515 | 44 |
| 3.516 | 43 |
| 3.524 | 49 |
| 3.565 | 52 |
| 3.569 | 49 |
| 3.571 | 45 |
| 3.572 | 46 |
| 3.573 | 43 |
| 3.574 | 49 |
| 3.581 | 49 |
| 3.583 | 49 |
| 3.630 | 52 |
| 3.677 | 52 |
| 3.680 à 3.682 | 53 |
| 3.695 | 43 |
| 3.728 | 52 |
| 3.742 | 49 |
| 3.750 | 44 |
| 3.752 | 42 |
| 3.753 | 41 |
| 3.754 | 48 |
| 3.755 | 46 |
| 3.770 | 40 |
| 3.771 | 53 |
| 3.833 | 37 |
| 3.834 | 47 |
| 3.836 | 38 |
| 3.854 | 51 |
| 3.855 | 49 |
| 3.874 | 45 |
| 3.875 | 46 |
| 3.892 | 47 |
| 3.896 | 52 |
| 3.898 | 51 |
| 3.934 | 53 |
| 3.996 | 44 |
| 3.997 | 49 |
| 4.001 et 4.002 | 53 |
| 4.012 | 49 |
| 4.068 à 4.071 | 51 |
| 4.074 | 53 |
| 4.075 à 4.077 | 52 |
| 4.221 | 49 |
| 4.254 | 53 |
| 4.258 | 47 |
| 4.283 et 4.284 | 52 |
| 4.309 | 52 |
| 4.392 | 46 |
| 4.424 | 39 |
| 4.426 | 36 |
| 4.427 | 53 |
| 4.428 | 31 |
| 4.429 | 40 |
| 4.431 | 47 |
| 4.432 | 31 |
| 4.433 | 43 |
| 4.434 | 29 |
| 4.435 | 39 |
| 4.436 | 45 |
| 4.437 | 38 |
| 4.438 | 37 |
| 4.440 | 28 |
| 4.441 | 50 |
| 4.442 | 51 |
| 4.443 | 48 |
| 4.444 | 49 |
| 4.447 | 36 |
| 4.450 | 41 |
| 4.452 | 46 |
| 4.454 | 43 |
| 4.455 | 46 |
| 4.456 | 51 |
| 4.457 | 52 |
| 4.458 | 33 |
| 4.459 | 37 |
| 4.460 | 51 |
| 4.461 | 30 |
| 4.462 | 33 |
| 4.464 | 33 |
| 4.465 | 48 |
| 4.466 | 47 |
| 4.488 | 52 |
| 4.575 | 49 |
| 4.594 | 52 |
| 4.606 | 33 |
| 4.625 | 53 |
| 4.668 et 4.669 | 47 |
| 4.670 | 50 |
| 4.671 | 51 |
| 4.672 | 46 |
| 4.673 | 45 |
| 4.683 | 33 |
| 4.684 | 50 |
| 4.691 | 51 |
| 4.692 | 44 |
| 4.695 | 45 |
| 4.698 | 50 |
| 4.699 | 47 |
| 4.702 | 53 |
| 4.726 | 53 |
| 4.729 | 53 |
| 4.730 | 52 |
| 4.733 | 30 |
| 4.734 | 52 |
| 4.737 | 48 |
| 4.738 | 45 |
| 4.739 et 4.740 | 40 |
| 4.742 | 29 |
| 4.743 | 32 |
| 4.746 | 34 |
| 4.747 | 50 |
| 4.749 | 49 |
| 4.751 | 26 |
| 4.752 | 34 |
| 4.789 | 51 |
| 4.791 | 53 |
| 4.797 | 52 |
| 4.807 | 49 |
| 4.810 | 52 |
| 4.872 | 48 |
| 4.874 | 44 |
| 4.876 | 40 |
| 4.878 | 39 |
| 4.883 | 44 |
| 4.885 | 49 |
| 4.888 | 44 |
| 4.889 | 51 |
| 4.942 | 53 |
| 4.943 | 47 |
| 4.951 | 49 |
| 4.953 | 45 |
| 4.956 | 47 |
| 4.959 | 52 |
| 4.960 | 47 |
| 4.963 | 52 |
| 4.965 | 38 |
| 4.967 | 46 |
| 4.968 | 42 |
| 4.974 | 44 |
| 5.070 et 5.071 | 53 |
| 5.075 | 53 |
| 5.077 | 53 |
| 5.079 | 52 |
| 5.088 | 51 |
| 5.098 | 53 |
| 5.113 | 51 |
| 5.114 | 40 |
| 5.116 | 38 |
| 5.117 | 48 |
| 5.118 | 51 |
| 5.120 | 48 |
| 5.321 | 38 |
| 5.365 | 53 |
| 5.376 | 53 |
| 5.394 | 47 |
| 5.406 | 52 |
| 5.424 | 46 |
| 5.425 | 43 |
| 5.426 | 41 |
| 5.430 | 46 |
| 5.468 | 53 |
| 5.470 | 50 |
| 5.475 | 51 |
| 5.488 | 49 |
| 5.491 | 41 |
| 5.493 | 52 |
| 5.494 | 49 |
| 5.500 et 5.501 | 48 |
| 5.509 | 48 |
| 5.548 | 53 |
| 5.588 | 46 |
| 5.590 | 49 |
| 5.596 | 53 |
| 5.599 | 52 |
| 5.606 | 52 |
| 5.607 | 42 |
| 5.608 | 41 |
| 5.609 | 52 |
| 5.626 | 33 |
| 5.683 | 52 |
| 5.699 | 52 |
| 5.703 | 53 |
| 5.706 | 53 |
| 5.709 | 50 |
| 5.732 | 40 |
| 5.750 | 43 |
| 5.751 | 37 |
| 5.789 | 39 |
| 5.791 | 51 |
| 5.792 | 36 |
| 5.793 | 43 |
| 5.795 | 41 |
| 5.796 | 40 |
| 5.799 et 5.800 | 50 |
| 5.801 | 53 |
| 5.805 | 43 |
| 7.845 | 48 |
| 7.877 | 53 |
| 7.890 et 7.891 | 53 |
| 7.892 | 49 |
| 7.894 | 49 |
| 7.897 | 53 |
| 7.910 | 50 |
| 7.939 | 51 |
| 7.940 | 46 |
| 7.941 | 43 |
| 7.942 | 49 |
| 7.944 | 39 |
| 7.945 | 37 |
| 7.946 | 51 |
| 7.947 | 40 |
| 7.963 | 52 |
| 7.977 | 51 |
| 8.021 à 8.023 | 51 |
| 8.102 | 40 |
| 8.115 | 51 |
| 8.139 | 52 |
| 8.180 | 50 |
| 8.182 | 49 |
| 8.185 | 47 |
| 8.187 | 39 |
| 8.199 | 51 |
| 8.211 | 48 |
| 8.256 | 53 |
| 8.257 | 51 |
| 8.259 | 52 |
| 8.299 | 45 |
| 8.300 | 51 |
| 8.309 | 49 |
| 8.312 | 52 |
| 8.332 et 8.333 | 50 |
| 8.334 | 51 |
| 8.336 | 53 |
| 8.340 | 50 |
| 8.342 | 53 |
| 8.357 | 51 |
| 8.359 | 47 |
| 8.371 | 53 |
| 8.372 | 46 |
| 8.373 | 53 |
| 8.384 | 52 |
| 8.398 | 49 |
| 8.413 | 37 |
| 8.418 | 44 |
| 8.421 | 48 |
| 8.423 | 48 |
| 8.430 | 52 |
| 8.433 | 47 |
| 8.438 | 52 |
| 8.577 | 54 |
| 8.581 | 44 |
| 8.582 | 53 |
| 8.583 | 54 |
| 8.584 | 45 |
| 8.585 | 47 |
| 8.586 | 50 |
| 8.587 | 49 |
| 8.588 | 54 |
| 8.589 | 46 |
| 8.590 à 8.598 | 54 |
| 8.599 | 47 |
| 8.605 à 8.607 | 54 |
| 8.612 | 45 |
| 8.618 à 8.620 | 54 |
| 8.621 | 49 |
| 8.623 | 43 |
| 8.624 | 47 |
| 8.628 | 54 |
| 8.633 | 48 |
| 8.635 | 50 |
| 8.638 | 46 |
| 8.645 | 43 |
| 8.647 à 8.650 | 54 |
| 8.651 | 48 |
| 8.652 | 44 |
| 8.654 à 8.656 | 53 |
| 8.657 | 46 |
| 8.658 et 8.659 | 54 |
| 8.660 | 46 |
| 8.662 | 54 |
| 8.663 | 44 |
| 8.667 | 51 |
| 8.855 | 54 |
| 8.856 | 39 |
| 8.858 | 50 |
| 8.862 | 47 |
| 8.863 | 45 |
| 8.865 et 8.866 | 54 |
| 8.867 | 43 |
| 8.868 | 54 |
| 8.979 | 49 |
| 8.983 à 9.117 | 54 |
| 9.118 | 50 |
| 9.119 à 9.131 | 54 |
| 9.146 | 45 |
| 9.147 | 51 |
| 9.148 | 43 |
| 9.158 | 52 |
| 9.159 | 48 |
| 9.160 | 42 |
| 9.161 | 48 |
| 9.165 et 9.166 | 54 |
| 9.167 | 45 |
| 9.178 à 9.192 | 54 |
| 9.193 | 53 |
| 9.194 | 48 |
| 9.196 | 53 |
| 9.199 | 54 |
| 9.201 | 27 |
| 9.202 à 9.206 | 54 |
| 9.212 | 46 |
| 9.213 | 53 |
| 9.215 à 9.254 | 54 |
| 9.258 | 52 |
| 9.259 à 9.273 | 54 |
| 9.274 | 50 |
| 9.278 à 9.286 | 54 |
| 9.291 | 41 |
| 9.292 | 32 |
| 9.295 et 9.296 | 54 |
| 9.300 | 53 |
| 9.304 | 44 |
| 9.305 | 54 |
| 9.306 | 39 |
| 9.307 | 46 |
| 9.308 | 31 |
| 9.309 et 9.310 | 54 |
| 9.311 | 36 |
| 9.312 | 47 |
| 9.313 | 38 |
| 9.314 | 54 |
| 9.315 | 50 |
| 9.332 à 9.342 | 54 |
| 9.343 | 52 |
| 9.344 | 53 |
| 9.346 | 40 |
| 9.347 | 54 |
| 9.348 | 51 |
| 9.353 | 36 |
| 9.354 | 35 |
| 9.355 | 51 |
| 9.356 | 54 |
| 9.359 | 53 |
| 9.363 à 9.372 | 54 |
| 9.373 | 42 |
| 9.377 à 9.379 | 54 |
| 9.380 | 53 |
| 9.385 | 54 |
| 9.386 | 53 |
| 9.388 | 54 |
| 9.391 | 49 |
| 9.392 | 54 |
| 9.395 | 48 |
| 9.396 | 52 |
| 9.397 à 9.404 | 54 |
| 9.405 | 51 |
| 9.408 à 9.412 | 54 |
| 9.413 | 53 |
| 9.419 à 9.438 | 54 |
| 9.439 | 51 |
| 9.446 et 9.447 | 54 |
| 9.452 | 47 |
| 9.453 | 38 |
| 9.454 à 9.470 | 54 |
| 9.473 | 50 |
| 9.474 à 9.480 | 54 |
| 9.483 | 49 |
| 9.484 | 54 |
| 9.485 | 51 |
| 9.486 | 54 |
| 9.487 | 48 |
| 9.488 | 49 |
| 9.492 et 9.493 | 54 |
| 9.494 | 51 |
| 9.497 à 9.499 | 54 |
| 9.501 | 53 |
| 9.502 | 49 |
| 9.503 à 9.511 | 54 |
| 9.518 | 53 |
| 9.523 à 9.528 | 54 |
| 9.529 | 39 |
| 9.530 | 41 |
| 9.531 à 9.564 | 54 |
| 9.566 | 53 |
| 9.569 à 9.591 | 54 |
| 9.592 | 53 |
| 9.593 à 9.597 | 54 |
| 9.603 | 53 |
| 9.607 à 9.616 | 54 |
| 9.620 | 52 |
| 9.621 | 34 |
| 9.624 | 48 |
| 9.625 | 52 |
| 9.626 à 9.643 | 54 |
| 9.644 | 47 |
| 9.645 à 9.649 | 49 |
| 9.701 à 9.704 | 54 |
| 9.705 | 45 |
| 9.706 | 47 |
| 9.707 | 54 |
| 9.708 | 42 |
| 9.709 | 49 |
| 9.710 | 54 |
| 9.711 | 29 |
| 9.712 | 54 |
| 9.713 | 52 |
| 9.714 | 54 |
| 9.716 | 37 |
| 9.717 | 54 |
| 9.718 | 44 |
| 9.719 | 37 |
| 9.720 | 48 |
| 9.721 | 43 |
| 9.722 | 41 |
| 9.723 | 49 |
| 9.724 | 41 |
| 9.725 à 9.766 | 54 |
| 9.767 | 47 |
| 9.769 à 9.772 | 54 |
| 9.787 | 51 |
| 9.794 à 9.829 | 54 |
| 9.832 | 46 |
| 9.835 à 9.885 | 54 |
| 9.886 | 46 |
| 9.887 | 47 |
| 9.888 | 50 |
| 9.889 | 54 |
| 9.890 | 46 |
| 9.891 | 53 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 9.892 | 49 |
| 9.893 | 39 |
| 9.894 | 38 |
| 9.895 et 9.896 | 26 |
| 9.897 | 54 |
| 9.900 | 47 |
| 9.901 | 54 |
| 9.903 | 42 |
| 9.907 | 50 |
| 9.910 et 9.911 | 54 |
| 9.913 | 52 |
| 9.914 à 9.916 | 54 |
| 9.918 | 52 |
| 9.921 | 46 |
| 9.922 à 9.927 | 54 |
| 9.928 | 53 |
| 9.930 | 48 |
| 9.936 | 53 |
| 9.937 | 46 |
| 9.938 | 41 |
| 9.939 | 54 |
| 9.941 | 43 |
| 9.942 | 53 |
| 9.943 | 52 |
| 9.954 | 51 |
| 9.956 à 9.998 | 54 |
| 10.000 | 45 |
| 10.001 et 10.002 | 54 |
| 10.004 | 51 |
| 10.008 | 53 |
| 10.010 à 10.025 | 54 |
| 10.026 | 36 |
| 10.027 | 33 |
| 10.028 | 54 |
| 10.032 | 51 |
| 10.035 | 54 |
| 10.036 | 47 |
| 10.040 | 54 |
| 10.041 | 47 |
| 10.042 | 46 |
| 10.043 à 10.054 | 54 |
| 10.055 | 47 |
| 10.057 à 10.475 | 54 |
| 10.476 | 37 |
| 10.477 | 46 |
| 10.478 à 10.481 | 47 |
| 10.485 | 46 |
| 10.486 à 10.492 | 54 |
| 10.494 | 52 |
| 10.496 et 10.497 | 45 |
| 10.524 à 10.533 | 54 |
| 10.534 | 53 |
| 10.535 et 10.536 | 54 |
| 10.538 | 49 |
| 10.540 à 10.546 | 54 |
| 10.547 | 35 |
| 10.548 | 43 |
| 10.550 | 45 |
| 10.551 et 10.552 | 54 |
| 10.553 | 52 |
| 10.554 et 10.555 | 47 |
| 10.558 à 10.593 | 54 |
| 10.595 | 53 |
| 10.596 à 10.608 | 54 |
| 10.609 | 53 |
| 10.610 | 49 |
| 10.620 | 38 |
| 10.621 | 46 |
| 10.627 | 51 |
| 10.630 | 50 |
| 10.631 | 51 |
| 10.632 et 10.633 | 54 |
| 10.644 à 10.646 | 53 |
| 10.649 | 54 |
| 10.650 | 49 |
| 10.657 à 10.659 | 54 |
| 10.661 | 53 |
| 10.662 à 10.665 | 54 |
| 10.666 | 49 |
| 10.667 | 33 |
| 10.668 | 49 |
| 10.669 | 43 |
| 10.671 et 10.672 | 54 |
| 10.673 | 53 |
| 10.674 | 42 |
| 10.675 | 44 |
| 10.676 | 48 |
| 10.677 | 50 |
| 10.678 | 51 |
| 10.679 | 53 |
| 10.680 | 54 |
| 10.681 | 40 |
| 10.682 | 38 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 10.683 | 47 |
| 10.684 | 41 |
| 10.685 | 47 |
| 10.744 | 34 |
| 10.745 | 33 |
| 10.755 | 53 |
| 10.757 | 54 |
| 10.771 | 44 |
| 10.772 | 47 |
| 10.774 à 10.780 | 54 |
| 10.782 | 51 |
| 10.785 | 54 |
| 10.786 | 43 |
| 10.787 | 35 |
| 10.788 | 46 |
| 10.804 | 54 |
| 10.804 | 51 |
| 10.806 | 54 |
| 10.813 | 44 |
| 10.837 à 10.851 | 54 |
| 10.853 | 50 |
| 10.854 | 53 |
| 10.855 à 10.859 | 54 |
| 10.860 | 42 |
| 10.865 | 54 |
| 10.925 | 50 |
| 10.926 à 10.928 | 54 |
| 10.930 | 53 |
| 10.956 et 10.957 | 54 |
| 10.999 à 11.002 | 53 |
| 11.003 à 11.005 | 54 |
| 11.006 | 53 |
| 11.007 | 50 |
| 11.012 à 11.095 | 54 |
| 11.096 | 47 |
| 11.097 | 50 |
| 11.098 | 53 |
| 11.099 | 52 |
| 11.100 à 11.104 | 54 |
| 11.105 | 53 |
| 11.120 | 52 |
| 11.122 à 11.124 | 54 |
| 11.126 et 11.127 | 53 |
| 11.131 | 50 |
| 11.132 | 42 |
| 11.133 | 40 |
| 11.134 à 11.136 | 54 |
| 11.137 | 47 |
| 11.138 | 44 |
| 11.140 | 51 |
| 11.141 | 29 |
| 11.142 | 52 |
| 11.170 | 50 |
| 11.174 | 53 |
| 11.176 à 11.182 | 54 |
| 11.183 | 48 |
| 11.187 | 51 |
| 11.189 | 49 |
| 11.195 | 53 |
| 11.197 à 11.211 | 54 |
| 11.213 | 51 |
| 11.214 | 54 |
| 11.250 | 47 |
| 11.252 | 50 |
| 11.254 | 47 |
| 11.255 | 54 |
| 11.256 | 50 |
| 11.257 à 11.321 | 54 |
| 11.323 | 42 |
| 11.324 à 11.339 | 54 |
| 11.340 | 51 |
| 11.341 | 54 |
| 11.343 | 41 |
| 11.344 | 54 |
| 11.345 | 53 |
| 11.347 à 11.361 | 54 |
| 11.362 | 52 |
| 11.365 à 11.526 | 54 |
| 11.528 | 52 |
| 11.530 | 50 |
| 11.532 | 52 |
| 11.534 | 54 |
| 11.535 | 49 |
| 11.537 | 28 |
| 11.541 | 53 |
| 11.542 à 11.576 | 54 |
| 11.577 à 11.581 | 51 |
| 11.582 | 48 |
| 11.587 à 11.594 | 54 |
| 11.595 | 41 |
| 11.596 et 11.597 | 54 |
| 11.598 | 35 |
| 11.599 | 46 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 11.601 | 49 |
| 11.660 à 11.663 | 54 |
| 11.665 | 48 |
| 11.666 | 54 |
| 11.669 | 52 |
| 11.672 à 11.675 | 54 |
| 11.698 et 11.699 | 43 |
| 11.703 | 48 |
| 11.705 | 46 |
| 11.708 | 43 |
| 11.709 | 44 |
| 11.710 | 49 |
| 11.718 | 50 |
| 11.719 | 52 |
| 11.720 à 11.723 | 50 |
| 11.730 | 50 |
| 11.731 | 46 |
| 11.732 | 52 |
| 11.734 | 49 |
| 11.735 | 46 |
| 11.741 | 51 |
| 11.746 | 42 |
| 11.747 | 48 |
| 11.748 et 11.749 | 49 |
| 11.750 à 11.755 | 52 |
| 11.761 | 50 |
| 11.769 | 49 |
| 11.773 | 45 |
| 11.774 | 46 |
| 11.777 | 51 |
| 11.780 | 50 |
| 11.781 | 53 |
| 11.784 | 47 |
| 11.785 | 48 |
| 11.804 | 51 |
| 11.820 | 53 |
| 11.853 | 49 |
| 11.856 | 46 |
| 11.857 | 51 |
| 11.871 | 53 |
| 11.885 | 53 |
| 11.889 | 48 |
| 11.921 | 52 |
| 11.922 | 50 |
| 11.925 | 53 |
| 11.931 | 53 |
| 11.952 | 51 |
| 11.976 | 49 |
| 11.981 | 53 |
| 12.025 | 50 |
| 12.027 | 44 |
| 12.036 | 53 |
| 12.037 | 47 |
| 12.041 | 50 |
| 12.042 | 47 |
| 12.043 | 49 |
| 12.044 | 39 |
| 12.045 | 44 |
| 12.046 | 53 |
| 12.048 | 46 |
| 12.052 | 50 |
| 12.057 | 45 |
| 12.078 | 52 |
| 12.136 | 53 |
| 12.167 | 51 |
| 12.174 à 12.176 | 47 |
| 12.188 | 49 |
| 12.204 | 48 |
| 12.206 | 46 |
| 12.210 | 53 |
| 12.212 | 52 |
| 12.219 | 51 |
| 12.220 | 52 |
| 12.223 | 48 |
| 12.224 | 50 |
| 12.229 | 53 |
| 12.244 | 39 |
| 12.255 | 37 |
| 12.276 | 38 |
| 12.324 | 37 |
| 12.326 | 34 |
| 12.327 | 40 |
| 12.330 | 48 |
| 12.331 | 42 |
| 12.332 | 38 |
| 12.333 | 42 |
| 12.335 | 53 |
| 12.343 | 51 |
| 12.516 | 53 |
| 12.526 | 47 |
| 12.541 | 51 |
| 12.542 | 48 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 12.543 | 39 |
| 12.545 | 34 |
| 12.551 | 46 |
| 12.552 | 41 |
| 12.554 | 50 |
| 12.565 | 39 |
| 12.566 | 53 |
| 12.589 | 53 |
| 12.644 | 53 |
| 12.649 | 51 |
| 12.652 | 50 |
| 12.655 | 49 |
| 12.656 | 53 |
| 12.658 à 12.662 | 51 |
| 12.667 | 29 |
| 12.668 | 31 |
| 12.675 | 45 |
| 12.703 | 50 |
| 12.704 | 48 |
| 12.706 | 50 |
| 12.711 | 40 |
| 12.712 | 53 |
| 12.713 | 42 |
| 12.714 | 49 |
| 12.715 | 50 |
| 12.716 | 42 |
| 12.742 | 53 |
| 12.756 | 51 |
| 12.769 | 49 |
| 12.771 | 50 |
| 12.777 | 49 |
| 12.787 | 51 |
| 12.789 | 53 |
| 12.795 | 51 |
| 12.818 | 47 |
| 12.820 | 47 |
| 12.821 | 53 |
| 12.828 | 51 |
| 12.849 | 51 |
| 12.892 | 52 |
| 12.907 | 51 |
| 12.910 | 49 |
| 12.941 | 46 |
| 12.937 | 47 |
| 12.950 | 49 |
| 12.958 | 49 |
| 12.966 | 50 |
| 12.968 | 53 |
| 13.005 | 50 |
| 13.009 | 51 |
| 13.011 | 50 |
| 13.016 | 53 |
| 13.017 | 43 |
| 13.018 | 52 |
| 13.034 | 52 |
| 13.045 | 44 |
| 13.046 | 45 |
| 13.058 | 53 |
| 13.072 | 52 |
| 13.074 | 49 |
| 13.076 | 53 |
| 13.082 | 49 |
| 13.083 | 52 |
| 13.092 | 53 |
| 13.095 | 50 |
| 13.096 | 51 |
| 13.100 | 38 |
| 13.101 | 53 |
| 13.102 | 51 |
| 13.103 | 46 |
| 13.105 | 54 |
| 13.126 | 43 |
| 13.140 à 13.142 | 52 |
| 13.171 | 52 |
| 13.176 | 53 |
| 13.182 | 52 |
| 13.187 | 44 |
| 13.189 | 53 |
| 13.198 | 48 |
| 13.206 | 45 |
| 13.209 | 52 |
| 13.211 à 13.213 | 50 |
| 13.219 | 52 |
| 13.228 | 53 |
| 13.280 | 52 |
| 13.301 | 53 |
| 13.306 | 41 |
| 13.323 à 13.325 | 53 |
| 13.330 | 42 |
| 13.332 | 45 |
| 13.333 | 40 |
| 13.334 | 51 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 13.338 | 53 |
| 13.339 | 50 |
| 13.445 | 53 |
| 13.466 | 51 |
| 13.522 | 38 |
| 13.530 | 46 |
| 13.531 | 40 |
| 13.532 | 43 |
| 13.533 | 30 |
| 13.534 à 13.536 | 53 |
| 13.546 | 29 |
| 13.594 | 47 |
| 13.597 | 31 |
| 13.598 | 33 |
| 13.599 | 27 |
| 13.600 | 35 |
| 13.601 | 38 |
| 13.602 | 27 |
| 13.604 | 44 |
| 13.605 | 41 |
| 13.606 | 52 |
| 13.609 | 42 |
| 13.611 | 43 |
| 13.612 | 37 |
| 13.613 | 53 |
| 13.615 | 52 |
| 13.616 | 42 |
| 13.670 | 53 |
| 13.671 | 48 |
| 13.675 | 45 |
| 13.679 | 37 |
| 13.680 | 49 |
| 13.681 | 48 |
| 13.689 | 52 |
| 13.692 | 46 |
| 13.699 | 53 |
| 13.700 | 49 |
| 13.702 | 45 |
| 13.710 | 52 |
| 13.715 | 40 |
| 13.720 | 53 |
| 13.723 | 51 |
| 13.730 | 48 |
| 13.733 | 31 |
| 13.742 | 30 |
| 13.749 | 52 |
| 13.759 | 46 |
| 13.760 | 52 |
| 13.762 | 40 |
| 13.763 | 46 |
| 13.764 | 50 |
| 13.768 | 51 |
| 13.769 | 52 |
| 13.770 | 35 |
| 13.772 | 33 |
| 13.774 | 52 |
| 13.775 | 41 |
| 13.779 | 47 |
| 13.780 et 13.781 | 48 |
| 13.782 | 47 |
| 13.786 | 49 |
| 13.811 | 40 |
| 13.815 | 35 |
| 13.816 | 45 |
| 13.817 | 50 |
| 13.819 | 51 |
| 13.826 | 45 |
| 13.827 | 43 |
| 13.828 | 39 |
| 13.831 | 52 |
| 13.833 | 53 |
| 13.834 | 50 |
| 13.835 | 47 |
| 13.836 | 39 |
| 13.837 | 44 |
| 13.838 | 52 |
| 13.884 | 50 |
| 13.885 et 13.886 | 41 |
| 13.889 | 49 |
| 13.891 | 46 |
| 13.894 | 45 |
| 13.953 | 53 |
| 13.954 | 50 |
| 13.970 | 53 |
| 13.971 | 27 |
| 14.084 | 53 |
| 14.102 | 44 |
| 14.103 | 40 |
| 14.107 | 47 |
| 14.108 | 39 |
| 14.111 | 39 |
| 14.114 | 45 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 14.115 | 48 |
| 14.116 | 52 |
| 14.117 | 46 |
| 14.118 | 48 |
| 14.120 | 47 |
| 14.121 | 36 |
| 14.286 | 49 |
| 14.288 | 33 |
| 14.295 | 51 |
| 14.296 | 47 |
| 14.321 | 38 |
| 14.322 | 52 |
| 14.324 | 36 |
| 14.368 | 50 |
| 14.369 | 39 |
| 14.370 | 50 |
| 14.372 | 53 |
| 14.384 | 48 |
| 14.409 | 51 |
| 14.411 | 42 |
| 14.412 | 34 |
| 14.424 | 52 |
| 14.436 | 42 |
| 14.437 | 53 |
| 14.438 | 48 |
| 14.441 | 47 |
| 14.444 | 48 |
| 14.468 | 47 |
| 14.469 | 37 |
| 14.470 | 40 |
| 14.487 | 47 |
| 14.491 | 53 |
| 14.492 | 52 |
| 14.502 | 52 |
| 14.509 | 53 |
| 14.510 | 52 |
| 14.512 | 50 |
| 14.521 | 53 |
| 14.525 | 51 |
| 14.527 | 52 |
| 14.552 | 53 |
| 14.612 | 51 |
| 14.637 | 52 |
| 14.653 | 52 |
| 14.657 | 53 |
| 14.666 | 52 |
| 14.670 | 50 |
| 14.673 | 52 |
| 14.690 | 52 |
| 14.695 | 42 |
| 14.716 | 48 |
| 14.718 | 49 |
| 14.730 | 53 |
| 14.806 | 43 |
| 14.807 | 36 |
| 14.808 | 45 |
| 14.809 | 51 |
| 14.811 | 47 |
| 14.813 | 49 |
| 14.817 | 49 |
| 14.827 | 53 |
| 14.830 | 54 |
| 14.832 | 46 |
| 14.835 | 51 |
| 14.837 | 47 |
| 14.840 | 46 |
| 14.841 | 52 |
| 14.884 | 51 |
| 14.885 et 14.886 | 52 |
| 14.888 | 53 |
| 14.891 | 47 |
| 14.898 | 47 |
| 14.900 | 49 |
| 14.936 | 51 |
| 14.937 | 38 |
| 14.939 | 29 |
| 14.940 | 38 |
| 14.948 | 45 |
| 14.958 | 51 |
| 14.970 | 49 |
| 14.983 | 40 |
| 14.984 | 34 |
| 14.987 | 52 |
| 14.993 | 39 |
| 15.059 | 39 |
| 15.060 | 38 |
| 15.061 | 51 |
| 15.070 | 35 |
| 15.071 | 45 |
| 15.076 | 53 |
| 15.081 et 15.082 | 52 |
| 15.002 | 48 |
| 15.119 | 52 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 15.144 | 40 |
| 15.145 | 53 |
| 15.146 | 37 |
| 15.148 | 44 |
| 15.149 | 28 |
| 15.150 | 45 |
| 15.151 | 39 |
| 15.152 | 38 |
| 15.165 | 48 |
| 15.180 | 47 |
| 15.207 | 53 |
| 15.215 | 51 |
| 15.218 | 50 |
| 15.223 | 50 |
| 15.226 | 45 |
| 15.216 | 39 |
| 15.288 | 51 |
| 15.289 | 34 |
| 15.296 | 41 |
| 15.298 | 46 |
| 15.299 | 33 |
| 15.300 et 15.301 | 49 |
| 15.302 | 33 |
| 15.303 | 27 |
| 15.304 | 51 |
| 15.315 | 43 |
| 15.316 | 50 |
| 15.318 | 51 |
| 15.319 à 15.321 | 46 |
| 15.322 | 47 |
| 15.323 | 45 |
| 15.324 | 48 |
| 15.327 | 52 |
| 15.350 | 53 |
| 15.361 | 47 |
| 15.363 | 47 |
| 15.364 | 41 |
| 15.365 | 49 |
| 15.368 | 43 |
| 15.370 | 46 |
| 15.372 | 53 |
| 15.381 | 51 |
| 15.391 | 44 |
| 15.393 | 41 |
| 15.394 | 39 |
| 15.413 | 52 |
| 15.417 | 53 |
| 15.454 et 15.455 | 42 |
| 15.474 | 53 |
| 15.512 | 52 |
| 15.535 | 52 |
| 15.539 | 53 |
| 15.554 | 52 |
| 15.557 | 51 |
| 15.558 | 53 |
| 15.560 | 43 |
| 15.561 | 51 |
| 15.563 | 45 |
| 15.569 | 53 |
| 15.573 | 47 |
| 15.574 | 43 |
| 15.584 | 42 |
| 15.591 | 43 |
| 15.605 | 52 |
| 15.606 | 44 |
| 15.607 | 43 |
| 15.761 | 48 |
| 15.772 | 52 |
| 15.777 | 53 |
| 15.782 | 35 |
| 15.783 | 34 |
| 15.821 | 49 |
| 15.826 à 15.828 | 43 |
| 15.840 | 47 |
| 15.847 | 52 |
| 15.869 | 31 |
| 15.891 | 53 |
| 15.907 | 44 |
| 15.913 | 45 |
| 15.915 | 49 |
| 15.917 | 49 |
| 15.921 | 46 |
| 15.925 | 50 |
| 15.926 | 46 |
| 15.930 | 50 |
| 15.932 | 52 |
| 15.947 | 52 |
| 15.957 | 52 |
| 15.966 | 53 |
| 15.970 | 48 |
| 15.973 | 51 |
| 15.976 | 47 |
| 15.978 | 49 |
| 15.980 | 41 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 15.981 | 49 |
| 15.994 | 46 |
| 15.995 | 40 |
| 16.042 | 51 |
| 16.048 | 51 |
| 16.050 | 52 |
| 16.167 | 40 |
| 16.170 | 43 |
| 16.171 | 45 |
| 16.212 | 53 |
| 16.216 | 48 |
| 16.219 | 48 |
| 16.220 | 50 |
| 16.221 | 37 |
| 16.222 | 32 |
| 16.223 | 47 |
| 16.224 | 51 |
| 16.236 | 53 |
| 16.245 | 49 |
| 16.281 | 44 |
| 16.301 | 53 |
| 16.324 à 16.326 | 53 |
| 16.340 à 16.342 | 49 |
| 16.343 | 47 |
| 16.345 | 49 |
| 16.347 | 51 |
| 16.354 | 51 |
| 16.371 | 49 |
| 16.563 | 37 |
| 16.564 | 43 |
| 16.565 | 46 |
| 16.566 | 53 |
| 16.569 | 50 |
| 16.570 | 53 |
| 16.572 | 43 |
| 16.575 | 47 |
| 16.577 | 38 |
| 16.580 | 52 |
| 16.581 | 49 |
| 16.582 | 53 |
| 16.583 | 40 |
| 16.584 | 52 |
| 16.585 | 48 |
| 16.586 | 46 |
| 16.588 | 40 |
| 16.589 | 48 |
| 16.591 | 40 |
| 16.592 | 45 |
| 16.593 | 43 |
| 16.594 | 52 |
| 16.597 | 42 |
| 16.600 et 16.601 | 43 |
| 16.602 | 49 |
| 16.603 | 45 |
| 16.604 | 53 |
| 16.605 | 36 |
| 16.608 | 52 |
| 16.609 | 45 |
| 16.611 | 41 |
| 16.614 | 44 |
| 16.616 | 46 |
| 16.617 | 39 |
| 16.619 et 16.620 | 48 |
| 16.621 | 50 |
| 16.622 | 47 |
| 16.623 et 16.624 | 46 |
| 16.626 | 36 |
| 16.627 | 45 |
| 16.628 | 47 |
| 16.630 | 38 |
| 16.631 | 37 |
| 16.632 | 46 |
| 16.634 | 36 |
| 16.635 | 50 |
| 16.636 | 37 |
| 16.637 à 16.639 | 39 |
| 16.640 | 43 |
| 16.641 | 52 |
| 16.642 | 47 |
| 16.644 | 40 |
| 16.648 et 16.649 | 51 |
| 16.650 | 48 |
| 16.651 | 49 |
| 16.652 | 39 |
| 16.653 | 40 |
| 16.654 | 47 |
| 16.655 | 53 |
| 16.657 | 37 |
| 16.659 | 47 |
| 16.660 | 53 |
| 16.661 | 43 |
| 16.662 | 44 |
| 16.664 | 39 |
| 16.665 | 46 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 16.666 et 16.667 | 45 |
| 16.671 | 51 |
| 16.673 | 49 |
| 16.675 | 54 |
| 16.676 | 50 |
| 16.681 | 49 |
| 16.689 | 50 |
| 16.701 | 49 |
| 16.731 | 48 |
| 16.732 | 44 |
| 16.740 | 52 |
| 16.741 | 53 |
| 16.744 | 33 |
| 16.757 | 54 |
| 16.758 | 52 |
| 16.766 | 50 |
| 16.768 | 48 |
| 16.769 et 16.770 | 50 |
| 16.771 | 49 |
| 16.772 | 48 |
| 16.773 | 53 |
| 16.774 | 43 |
| 16.776 | 42 |
| 16.777 | 53 |
| 16.783 | 49 |
| 16.784 | 44 |
| 16.786 | 46 |
| 16.788 | 45 |
| 16.789 | 43 |
| 16.790 | 45 |
| 16.791 | 53 |
| 16.813 | 38 |
| 16.826 | 46 |
| 16.838 | 36 |
| 16.875 | 43 |
| 16.876 | 46 |
| 16.877 | 39 |
| 16.878 et 16.879 | 44 |
| 16.880 | 41 |
| 16.886 | 44 |
| 16.887 | 32 |
| 16.888 | 35 |
| 16.889 | 49 |
| 16.898 | 39 |
| 16.912 | 52 |
| 16.920 | 42 |
| 16.922 | 43 |
| 16.924 | 46 |
| 16.925 | 45 |
| 16.932 | 52 |
| 16.958 et 16.959 | 52 |
| 16.965 | 53 |
| 16.977 | 48 |
| 16.978 | 42 |
| 16.979 | 41 |
| 16.981 | 47 |
| 16.983 | 52 |
| 16.988 | 34 |
| 16.989 | 30 |
| 16.990 | 50 |
| 17.001 | 53 |
| 17.008 | 52 |
| 17.010 | 53 |
| 17.310 à 18.978 | 55 |
| 18.981 | 53 |
| 18.982 | 55 |
| 18.988 | 50 |
| 18.990 | 52 |
| 18.991 | 53 |
| 18.995 à 19.029 | 55 |
| 19.031 | 49 |
| 19.032 à 19.037 | 55 |
| 19.038 | 50 |
| 19.040 à 19.043 | 55 |
| 19.044 | 53 |
| 19.050 à 19.275 | 55 |
| 19.279 | 36 |
| 19.281 à 19.291 | 55 |
| 19.292 | 47 |
| 19.293 | 55 |
| 19.296 | 52 |
| 19.297 | 55 |
| 19.298 | 47 |
| 19.301 à 19.303 | 49 |
| 19.304 à 19.307 | 55 |
| 19.311 à 19.318 | 49 |
| 19.319 à 19.327 | 55 |
| 19.329 | 45 |
| 19.330 à 19.425 | 55 |
| 19.428 | 49 |
| 19.429 à 19.474 | 55 |
| 19.477 | 42 |
| 19.479 à 19.486 | 55 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 19.487 | 53 |
| 19.490 | 52 |
| 19.491 à 19.508 | 55 |
| 19.511 | 49 |
| 19.512 | 53 |
| 19.513 | 49 |
| 19.517 à 19.524 | 55 |
| 19.527 | 36 |
| 19.528 | 37 |
| 19.529 | 26 |
| 19.530 | 43 |
| 19.531 à 19.533 | 55 |
| 19.535 | 51 |
| 19.538 à 19.570 | 55 |
| 19.571 | 48 |
| 19.576 à 19.592 | 55 |
| 19.595 | 47 |
| 19.596 à 19.609 | 55 |
| 19.611 | 52 |
| 19.614 | 53 |
| 19.616 à 19.624 | 55 |
| 19.626 | 51 |
| 19.628 | 55 |
| 19.629 | 46 |
| 19.630 | 55 |
| 19.631 | 53 |
| 19.632 | 55 |
| 19.634 et 19.635 | 50 |
| 19.636 à 19.676 | 55 |
| 19.679 | 46 |
| 19.681 | 50 |
| 19.682 à 19.696 | 55 |
| 19.698 | 44 |
| 19.699 | 55 |
| 19.700 | 52 |
| 19.705 à 19.711 | 55 |
| 19.713 | 40 |
| 19.714 | 55 |
| 19.715 | 50 |
| 19.716 | 48 |
| 19.717 | 55 |
| 19.718 | 53 |
| 19.719 | 48 |
| 19.720 | 36 |
| 19.721 | 52 |
| 19.722 | 38 |
| 19.724 | 40 |
| 19.725 | 38 |
| 19.726 | 50 |
| 19.727 | 45 |
| 19.728 | 46 |
| 19.729 | 55 |
| 19.730 | 49 |
| 19.731 | 35 |
| 19.732 | 55 |
| 19.733 | 49 |
| 19.734 à 19.737 | 55 |
| 19.738 | 45 |
| 19.739 | 55 |
| 19.740 | 48 |
| 19.741 et 19.742 | 55 |
| 19.745 | 45 |
| 19.746 | 46 |
| 19.747 | 47 |
| 19.748 | 48 |
| 19.749 | 55 |
| 19.750 | 51 |
| 19.751 | 41 |
| 19.754 | 55 |
| 19.755 | 39 |
| 19.756 | 49 |
| 19.757 | 35 |
| 19.759 | 36 |
| 19.760 | 37 |
| 19.761 à 19.780 | 55 |
| 19.781 | 54 |
| 19.782 | 36 |
| 19.783 | 55 |
| 19.784 | 42 |
| 19.785 à 19.948 | 55 |
| 19.951 | 48 |
| 19.952 | 37 |
| 19.953 | 42 |
| 19.954 | 27 |
| 19.957 et 19.958 | 55 |
| 19.959 | 47 |
| 19.960 | 41 |
| 19.961 à 19.980 | 55 |
| 19.981 | 52 |
| 19.982 à 19.988 | 55 |
| 19.990 | 53 |
| 19.991 à 20.008 | 55 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 20.010 | 39 |
| 20.012 à 20.220 | 55 |
| 20.228 | 50 |
| 20.230 | 55 |
| 20.231 | 50 |
| 20.232 | 40 |
| 20.238 à 20.246 | 55 |
| 20.248 | 46 |
| 20.249 | 40 |
| 20.250 | 47 |
| 20.251 | 46 |
| 20.255 à 20.263 | 55 |
| 20.264 | 44 |
| 20.277 | 53 |
| 20.278 | 55 |
| 20.280 | 50 |
| 20.282 | 43 |
| 20.289 à 20.318 | 55 |
| 20.319 | 53 |
| 20.321 | 55 |
| 20.326 | 49 |
| 20.328 | 55 |
| 20.329 | 39 |
| 20.330 et 20.331 | 55 |
| 20.332 | 53 |
| 20.336 à 20.363 | 55 |
| 20.364 | 47 |
| 20.371 à 20.421 | 55 |
| 20.422 | 48 |
| 20.423 | 50 |
| 20.425 et 20.426 | 55 |
| 20.434 | 51 |
| 20.434 à 20.438 | 55 |
| 20.441 | 44 |
| 20.442 | 46 |
| 20.443 à 20.445 | 55 |
| 20.446 | 51 |
| 20.447 à 20.456 | 55 |
| 20.457 | 53 |
| 20.458 | 55 |
| 20.460 | 52 |
| 20.462 à 20.464 | 55 |
| 20.467 | 52 |
| 20.468 | 47 |
| 20.469 | 49 |
| 20.471 à 20.477 | 55 |
| 20.479 | 53 |
| 20.481 à 20.487 | 55 |
| 20.489 | 46 |
| 20.496 à 20.504 | 55 |
| 20.505 | 45 |
| 20.506 | 55 |
| 20.508 | 45 |
| 20.509 | 55 |
| 20.511 | 46 |
| 20.512 | 52 |
| 20.513 à 20.527 | 55 |
| 20.528 et 20.529 | 52 |
| 20.537 à 20.543 | 55 |
| 20.544 | 52 |
| 20.548 | 53 |
| 20.550 à 20.579 | 55 |
| 20.581 | 50 |
| 20.582 à 20.586 | 55 |
| 20.589 | 53 |
| 20.590 à 20.619 | 55 |
| 20.622 | 53 |
| 20.623 à 20.667 | 55 |
| 20.669 | 53 |
| 20.671 à 20.695 | 55 |
| 20.696 | 47 |
| 20.699 | 52 |
| 20.700 | 44 |
| 20.702 | 45 |
| 20.703 | 55 |
| 20.704 | 50 |
| 20.705 à 20.708 | 55 |
| 20.710 | 48 |
| 20.714 | 47 |
| 20.712 à 20.737 | 55 |
| 20.741 | 50 |
| 20.742 | 53 |
| 20.764 | 53 |
| 20.800 | 53 |
| 20.806 | 52 |
| 20.816 et 20.817 | 51 |
| 20.818 | 47 |
| 20.820 | 49 |
| 20.827 | 41 |
| 20.913 | 41 |
| 20.914 | 37 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 20.928 | 48 |
| 20.939 | 53 |
| 20.942 | 43 |
| 20.943 | 45 |
| 20.948 | 51 |
| 20.950 | 45 |
| 20.959 | 52 |
| 20.960 | 53 |
| 20.978 | 43 |
| 20.980 | 40 |
| 20.981 | 47 |
| 20.982 | 35 |
| 20.983 | 39 |
| 21.003 | 52 |
| 21.031 | 53 |
| 21.032 | 36 |
| 21.033 | 40 |
| 21.046 | 53 |
| 21.047 | 49 |
| 21.053 | 50 |
| 21.055 | 49 |
| 21.058 | 49 |
| 21.060 | 27 |
| 21.061 | 35 |
| 21.062 | 51 |
| 21.063 | 37 |
| 21.084 | 53 |
| 21.090 | 53 |
| 21.102 | 47 |
| 21.105 | 41 |
| 21.107 | 43 |
| 21.109 | 49 |
| 21.112 | 40 |
| 21.113 | 53 |
| 21.121 | 41 |
| 21.127 | 47 |
| 21.128 | 41 |
| 21.134 | 48 |
| 21.135 | 47 |
| 21.136 | 35 |
| 21.142 | 46 |
| 21.147 | 49 |
| 21.173 | 39 |
| 21.185 | 39 |
| 21.189 | 52 |
| 21.193 | 40 |
| 21.247 | 41 |
| 21.250 | 44 |
| 21.251 | 48 |
| 21.252 | 51 |
| 21.253 | 30 |
| 21.254 | 39 |
| 21.262 | 53 |
| 21.265 | 53 |
| 21.290 | 44 |
| 21.307 | 36 |
| 21.308 | 43 |
| 21.309 | 40 |
| 21.310 | 41 |
| 21.326 | 50 |
| 21.452 | 38 |
| 21.455 | 28 |
| 21.473 | 50 |
| 21.475 | 51 |
| 21.476 | 53 |
| 21.485 | 48 |
| 21.487 | 40 |
| 21.488 | 39 |
| 21.491 | 49 |
| 21.492 | 53 |
| 21.519 | 53 |
| 21.525 | 36 |
| 21.528 | 52 |
| 21.531 | 53 |
| 21.532 | 50 |
| 21.541 | 48 |
| 21.542 | 49 |
| 21.544 | 50 |
| 21.558 | 50 |
| 21.566 | 50 |
| 21.567 | 51 |
| 21.568 | 47 |
| 21.570 | 49 |
| 21.571 | 44 |
| 21.575 | 49 |
| 21.584 | 49 |
| 21.586 | 52 |
| 21.591 | 50 |
| 21.597 | 52 |
| 21.603 | 52 |
| 21.611 | 51 |

| NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21.614 | 50 | 22.277 | 52 | 23.063 | 52 | 24.323 | 32 | 24.915 | 50 | 25.376 | 40 |
| 21.624 | 51 | 22.280 | 48 | 23.064 | 47 | 24.327 | 47 | 24.916 | 51 | 25.384 | 46 |
| 21.671 | 40 | 22.281 et 22.282 | 47 | 23.067 | 53 | 24.328 | 49 | 24.929 | 53 | 25.382 | 49 |
| 21.672 | 49 | 22.370 | 44 | 23.085 | 45 | 24.330 | 50 | 24.936 | 45 | 25.383 | 46 |
| 21.679 | 53 | 22.375 | 52 | 23.086 | 48 | 24.335 | 51 | 24.951 et 24.952 | 39 | 25.384 | 52 |
| 21.810 | 37 | 22.384 | 51 | 23.087 | 49 | 24.339 | 53 | 24.957 | 53 | 25.402 | 42 |
| 21.818 | 48 | 22.386 | 52 | 23.088 | 51 | 24.344 | 53 | 24.968 | 51 | 25.405 | 51 |
| 21.820 | 50 | 22.398 à 22.400 | 53 | 23.099 | 50 | 24.345 | 53 | 24.970 | 52 | 25.407 | 46 |
| 21.821 | 47 | 22.414 | 48 | 23.100 | 44 | 24.365 | 53 | 25.036 | 52 | 25.412 | 50 |
| 21.822 | 53 | 22.415 | 46 | 23.102 | 45 | 24.366 à 24.370 | 52 | 25.052 | 52 | 25.414 | 51 |
| 21.835 | 47 | 22.418 | 51 | 23.108 | 40 | 24.403 à 24.406 | 53 | 25.050 | 52 | 25.415 | 45 |
| 21.836 | 52 | 22.426 | 53 | 23.113 | 47 | 24.413 | 52 | 25.067 | 54 | 25.420 | 41 |
| 21.839 | 51 | 22.427 | 45 | 23.123 | 48 | 24.424 | 52 | 25.069 | 54 | 25.424 | 45 |
| 21.816 et 21.847 | 52 | 22.428 | 43 | 23.124 | 32 | 24.432 et 24.433 | 53 | 25.128 | 53 | 25.426 | 41 |
| 21.848 | 46 | 22.435 | 45 | 23.125 | 39 | 24.435 | 51 | 25.184 | 40 | 25.432 | 47 |
| 21.849 | 49 | 22.438 | 52 | 23.126 | 50 | 24.441 | 51 | 25.185 | 33 | 25.433 | 49 |
| 21.852 | 47 | 22.448 | 52 | 23.134 | 48 | 24.443 | 53 | 25.192 | 52 | 25.483 | 49 |
| 21.853 | 52 | 22.472 et 22.473 | 46 | 23.138 | 54 | 24.450 | 52 | 25.200 et 25.201 | 49 | 25.485 | 49 |
| 21.873 | 43 | 22.474 | 42 | 23.141 | 43 | 24.497 | 46 | 25.202 | 44 | 25.503 | 51 |
| 21.875 | 50 | 22.482 | 46 | 23.143 | 50 | 24.498 | 54 | 25.203 | 50 | 25.518 | 51 |
| 21.877 | 53 | 22.484 | 44 | 23.158 | 50 | 24.500 | 47 | 25.204 | 47 | 25.520 | 53 |
| 21.879 | 41 | 22.486 | 43 | 23.178 | 50 | 24.501 | 52 | 25.206 | 43 | 25.611 | 44 |
| 21.956 | 52 | 22.493 | 48 | 23.181 | 51 | 24.504 | 51 | 25.208 | 32 | 25.612 | 39 |
| 21.957 | 53 | 22.497 | 51 | 23.203 | 53 | 24.633 | 48 | 25.210 | 44 | 25.613 | 45 |
| 21.984 | 46 | 22.510 à 22.513 | 51 | 23.208 | 51 | 24.634 | 54 | 25.211 | 36 | 25.614 | 53 |
| 21.986 | 35 | 22.514 | 45 | 23.218 | 53 | 24.660 | 50 | 25.212 | 38 | 25.619 | 43 |
| 21.987 | 49 | 22.518 | 49 | 23.234 | 45 | 24.702 | 52 | 25.213 | 45 | 25.622 | 51 |
| 22.002 | 54 | 22.526 | 42 | 23.245 | 53 | 24.706 | 52 | 25.214 | 50 | 25.624 | 50 |
| 22.005 | 51 | 22.528 | 49 | 23.256 | 36 | 24.733 | 53 | 25.215 | 52 | 25.626 | 44 |
| 22.007 | 47 | 22.535 | 53 | 23.257 | 52 | 24.736 | 46 | 25.216 | 35 | 25.631 | 40 |
| 22.011 | 53 | 22.658 | 49 | 23.258 | 37 | 24.737 | 45 | 25.217 | 36 | 25.632 | 41 |
| 22.013 | 48 | 22.866 | 53 | 23.260 | 43 | 24.743 et 24.744 | 50 | 25.220 | 48 | 25.633 | 49 |
| 22.018 | 48 | 22.867 | 52 | 23.261 | 52 | 24.745 | 42 | 25.277 | 33 | 25.636 | 44 |
| 22.048 | 53 | 22.875 | 47 | 23.268 | 50 | 24.746 | 43 | 25.278 | 37 | 25.637 et 25.638 | 47 |
| 22.050 | 51 | 22.879 | 53 | 23.272 | 53 | 24.747 | 40 | 25.280 | 52 | 25.641 | 40 |
| 22.055 | 52 | 22.902 | 51 | 23.276 | 44 | 24.753 | 52 | 25.281 | 46 | 25.668 | 51 |
| 22.059 | 33 | 22.903 | 48 | 23.279 | 46 | 24.755 | 52 | 25.282 et 25.283 | 39 | 25.670 | 38 |
| 22.060 | 43 | 22.920 | 50 | 23.281 | 45 | 24.759 | 51 | 25.284 | 49 | 25.671 | 51 |
| 22.061 | 52 | 22.923 | 48 | 23.291 | 52 | 24.766 | 53 | 25.286 | 35 | 25.672 et 25.673 | 44 |
| 22.084 | 41 | 22.926 | 52 | 23.296 | 47 | 24.785 | 50 | 25.288 | 41 | 25.674 | 48 |
| 22.095 | 39 | 22.948 | 42 | 23.419 | 54 | 24.788 | 30 | 25.289 | 49 | 25.676 | 51 |
| 22.096 | 45 | 22.949 | 52 | 23.424 | 49 | 24.789 et 24.790 | 26 | 25.290 | 48 | 25.680 | 53 |
| 22.097 | 51 | 22.950 et 22.951 | 38 | 23.436 | 53 | 24.791 | 35 | 25.291 | 33 | 25.684 | 40 |
| 22.098 | 42 | 22.952 | 39 | 24.157 | 48 | 24.792 | 50 | 25.294 | 35 | 25.698 | 46 |
| 22.099 | 45 | 22.955 | 49 | 24.158 | 42 | 24.796 et 24.797 | 53 | 25.295 | 36 | 25.700 | 45 |
| 22.100 | 49 | 22.956 | 50 | 24.159 | 46 | 24.821 | 52 | 25.296 | 40 | 25.747 | 43 |
| 22.102 | 41 | 22.958 | 52 | 24.161 | 52 | 24.830 | 39 | 25.297 | 49 | 25.798 | 52 |
| 22.115 à 22.117 | 52 | 22.963 | 50 | 24.162 | 48 | 24.833 | 43 | 25.298 | 33 | 25.829 | 46 |
| 22.121 | 46 | 22.970 | 51 | 24.255 | 45 | 24.834 | 39 | 25.299 | 44 | 25.875 | 47 |
| 22.122 | 39 | 22.997 | 50 | 24.265 | 47 | 24.835 et 24.836 | 53 | 25.301 | 34 | 25.884 | 59 |
| 22.123 | 32 | 23.002 | 46 | 24.267 | 41 | 24.839 | 43 | 25.302 | 51 | 25.888 | 52 |
| 22.145 | 53 | 23.003 | 40 | 24.270 | 53 | 24.840 | 49 | 25.304 | 47 | 25.890 | 49 |
| 22.156 | 49 | 23.004 | 47 | 24.271 | 36 | 24.841 | 48 | 25.314 | 49 | 25.892 à 25.896 | 50 |
| 22.159 | 84 | 23.005 | 44 | 24.272 | 49 | 24.842 | 46 | 25.319 | 28 | 25.909 | 41 |
| 22.167 | 50 | 23.006 | 53 | 24.274 | 38 | 24.843 | 48 | 25.321 | 46 | 25.910 | 44 |
| 22.239 | 47 | 23.007 | 45 | 24.277 | 41 | 24.844 | 51 | 25.322 | 48 | 25.911 | 53 |
| 22.242 | 36 | 23.042 et 23.043 | 52 | 24.279 | 51 | 24.845 | 45 | 25.324 | 39 | 25.912 | 46 |
| 22.255 et 22.256 | 28 | 23.047 | 53 | 24.305 | 49 | 24.846 | 41 | 25.332 | 54 | 25.914 | 44 |
| 22.257 | 48 | 23.052 | 53 | 24.308 | 53 | 24.847 | 53 | 25.349 | 53 | 25.918 | 53 |
| 22.258 | 39 | 23.053 | 50 | 24.309 | 44 | 24.896 | 48 | 25.356 | 53 | 25.922 | 51 |
| 22.259 | 52 | 23.055 | 37 | 24.310 | 50 | 24.897 | 44 | 25.370 à 25.372 | 53 | 25.926 | 52 |
| 22.274 | 36 | 23.058 | 52 | 24.314 | 47 | 24.898 | 46 | 25.373 | 40 | 25.932 | 50 |
| 22.276 | 48 | 23.060 | 43 | 24.317 | 53 | 24.902 et 24.903 | 53 | 25.374 | 36 | 25.934 | 45 |
| | | | | 24.321 | 50 | 24.912 | 49 | 25.375 | 46 | 25.967 | 52 |

| ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS DES COUPONS DEVANT ÊTRE ATTACHÉS aux titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS DES COUPONS DEVANT ÊTRE ATTACHÉS aux titres. |
|---|---|---|---|
| 1926 | Coupon n° 3, série A, et coupon n° 1, série B. | 1941 | Coupon n° 18, série A, et coupon n° 1, série B. |
| 1927 | — n° 4 — — — | 1942 | — n° 19 — — — |
| 1928 | — n° 5 — — — | 1943 | — n° 20 — — — |
| 1929 | — n° 6 — — — | 1944 | — n° 21 — — — |
| 1930 | — n° 7 — — — | 1945 | — n° 22 — — — |
| 1931 | — n° 8 — — — | 1946 | — n° 23 — — — |
| 1932 | — n° 9 — — — | 1947 | — n° 24 — — — |
| 1933 | — n° 10 — — — | 1948 | — n° 25 — — — |
| 1934 | — n° 11 — — — | 1949 | — n° 26 — — — |
| 1935 | — n° 12 — — — | 1950 | — n° 27 — — — |
| 1936 | — n° 13 — — — | 1951 | — n° 28 — — — |
| 1937 | — n° 14 — — — | 1952 | — n° 29 — — — |
| 1938 | — n° 15 — — — | 1953 | — n° 30 — — — |
| 1939 | — n° 16 — — — | 1954 | — n° 31 — — — |
| 1940 | — n° 17 — — — | 1955 | — n° 32 — — — |

## Société anonyme Albert Col « Les Tanneries d'Yzeure-Moulins »

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : ROUTE DE LYON, A YZEURE (ALLIER)

R. C. : Moulins n° 1637.

*Obligations 4 0/0 1943 de 2.000 F.*

**Amortissement du 1er octobre 1955.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé au rachat de 46 obligations au cours de la période du 1er octobre 1954 au 30 septembre 1955.

Le tableau d'amortissement prévoyant un amortissement de 107 obligations, il a été procédé, compte tenu des rachats de l'année, au tirage au sort de 61 obligations.

**Liste numérique des obligations amorties au tirage susvisé et remboursables à partir du 1er octobre 1955, avec le coupon 25 attaché.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 159 | 160 | 161 | 162 | 163 | 1.044 | 1.045 | 1.046 | 1.047 | 1.048 |
| 164 | 165 | 166 | 167 | 168 | 1.927 | 1.928 | 1.929 | 1.930 | 1.931 |
| 802 | 803 | 804 | 805 | 808 | 1.932 | 1.933 | 1.934 | 1.935 | 1.936 |
| 823 | 824 | 829 | 831 | 833 | 2.115 | 2.394 | 2.395 | 2.396 | 2.397 |
| 901 | 902 | 903 | 904 | 905 | 2.398 | 2.399 | 2.400 | 2.401 | 2.402 |
| 906 | 907 | 908 | 909 | 910 | 2.403 | | | | |
| 1.039 | 1.040 | 1.041 | 1.042 | 1.043 | | | | | |

**Liste des obligations amorties au tirage de 1953 et non encore remboursées.**

116 117 118.

Les amortissements des années 1949 à 1952 et 1954 ont été couverts par rachats en Bourse.

## GROUPEMENT de l'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

**pour faciliter la reprise et le développement de la production. (G. I. S.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.313.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 5 *bis*, RUE DE MADRID, PARIS (8e)

R. C. : Seine n° 55-B 7508.

*Obligations 6 0/0 1953 de 10.000 F.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 17.780 obligations sorties au deuxième tirage d'amortissement effectué le 30 septembre 1955** (la société a racheté 5.982 obligations pour compléter cet amortissement) ;

**2° De la série comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 317.601 à 334.725 | 1954 | 10.500 |
| **334.726 à 352.912** | 1955 | 10.500 |

Les obligations amorties au tirage du 30 septembre 1955 seront remboursables à partir du 1er novembre 1955.

## GROUPEMENT de l'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

**pour faciliter la reprise et le développement de la production. (G. I. S.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.313.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 5 *bis*, RUE DE MADRID, PARIS (8e)

R. C. : Seine n° 55-B 7508.

*Obligations 6 0/0 1954 de 10.000 F.*

**Liste numérique de la série comprenant les 42.224 obligations sorties au premier tirage d'amortissement effectué le 30 septembre 1955** (la société a racheté 13.837 obligations pour compléter cet amortissement).

610.500 à 652.778.

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 1er novembre 1955, à raison de 10.500 F.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 29 décembre 1954.*)

## L'OXHYDRIQUE FRANÇAISE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 8, AVENUE JULES-FERRY, MALAKOFF (SEINE)

Registre du commerce : Seine n° 76787.

*Obligations 4 0/0 1945 de 5.000 F*

**Dixième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé, par rachats en Bourse, la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 56 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er novembre 1955.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1946 à 1954 ont été couverts par rachats en Bourse.

## CHAMBRE de COMMERCE de BORDEAUX

PALAIS DE LA BOURSE, PLACE GABRIEL, BORDEAUX (GIRONDE)

*Obligations 6 0/0 1949.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des 52 obligations sorties au tirage du 15 septembre 1955, remboursables le 15 octobre 1955 à 10.000 F, coupon n° 7, échéance 15 octobre 1956, attaché.**

(Pour épuiser l'annuité prévue au tableau d'amortissement pour l'année 1955, en raison du rachat de 7 obligations, le tirage a porté sur 52 obligations) ;

**2° Des séries d'obligations amorties aux tirages précédents comprenant des titres non encore présentés au remboursement.**

NOTA. — Les nombres portés en regard des numéros indiquent l'année d'échéance de l'amortissement.

| NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement | NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement | NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement |
|---|---|---|---|---|---|
| 318 à 395 | 1953 | 467 à 544 (1) | 1955 | 944 à 993 | 1954 |

(1) Dont 26 obligations rachetées.

## Union des Groupements de Sinistrés de la Guerre 1914-1918

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL ET PERSONNEL VARIABLES

SIÈGE SOCIAL : 8, RUE LAMENNAIS, PARIS

R. C. : Seine n° 54-B 4940.

**Emprunt 4 1/2 0/0 1949-1962 (série A).**

Conformément au tableau d'amortissement, le septième amortissement dudit emprunt porte sur un capital nominal de 27.610.000 F.

En exécution du droit que s'étaient réservé les sociétés émettrices des anciens emprunts, il a été procédé à cet amortissement par voie de rachats en Bourse à concurrence d'un capital nominal de 13.450.000 F ; le surplus, soit 14.160.000 F, a été amorti, par voie de tirage au sort, en date du 20 septembre 1955 de la façon suivante :

770 obligations de 10.000 F nominal ;
520 coupures de 5.000 F nominal ;
3.860 coupures de 1.000 F nominal.

Ces obligations seront remboursables au pair net d'impôts à partir du 15 novembre 1955, coupon n° 8 attaché et ne porteront plus intérêt à partir de cette date.

Le tableau ci-dessous comporte, aussi bien pour les obligations de 10.000 F que pour les diverses coupures, dans chaque catégorie, compte tenu des titres rachetés, les séries sorties au présent tirage et les séries sorties au tirage antérieur et dans lesquelles certains titres restent à rembourser.

| OBLIGATIONS de 10.000 F. | COUPURES de 5.000 F. | COUPURES de 1.000 F |
|---|---|---|
| 7.368 à 7.731 (1949) | 21 à 955 (1955) | 3.879 à 4.734 (1949) |
| 14.000 à 15.124 (1955) | 3.205 à 3.399 (1949) | 47.391 à 52.319 (1955) |

## Emprunt Marocain 5 0/0 1933-1934 regroupé

**Troisième tirage d'amortissement.**

Le 15 septembre 1955, il a été procédé au siège de l'administration centrale de la Banque d'Etat du Maroc à Rabat au troisième tirage d'amortissement de cet emprunt.

Les obligations dont les numéros suivent seront remboursées, au pair, le 15 novembre 1955:

OBLIGATIONS DE 10.000 F

807.436 à 807.852.

OBLIGATIONS DE 1.000 F

861.204 à 861.376 — 861.381 à 861.389 — 861.392 à 861.405 — 861.407 — 861.415 à 861.489 — 861.495 à 861.500 — 861.507 à 861.618 — 861.620 à 861.692 — 861.696 à 861.701 — 861.707 à 861.772 — 861.779 à 861.907 — 861.818 à 861.816 — 861.849 à 861.881 — 861.883 à 861.921 — 861.923 à 861.936 — 861.941 et 861.945.

**Liste des obligations amorties aux tirages précédents et non remboursées par le siège social de la Banque d'Etat du Maroc à Tanger, à la date du 14 septembre 1955.**

OBLIGATIONS DE 10.000 F

750.099 = 1 — 820.066 = 1.

Total: 2 obligations.

OBLIGATIONS DE 1.000 F

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 820.181 | = 1 | 820.775 à 820.789 | = 15 | 821.492 à 821.499 | = 8 |
| 820.184 et 820.185 | = 2 | 820.791 à 820.799 | = 9 | 821.513 à 821.521 | = 9 |
| 820.199 à 820.220 | = 22 | 820.813 à 820.816 | = 4 | 821.538 à 821.557 | = 20 |
| 820.223 à 820.230 | = 8 | 820.828 à 820.838 | = 11 | 821.601 à 821.608 | = 8 |
| 820.238 à 820.241 | = 4 | 820.845 à 820.848 | = 4 | 821.627 à 821.635 | = 9 |
| 820.245 à 820.249 | = 5 | 820.857 à 820.861 | = 5 | 821.653 à 821.693 | = 41 |
| 820.252 à 820.268 | = 17 | 820.897 à 820.909 | = 13 | 821.699 à 821.726 | = 28 |
| 820.275 à 820.282 | = 8 | 820.912 | = 1 | 821.741 à 821.761 | = 21 |
| 820.288 à 820.292 | = 5 | 820.917 à 820.927 | = 11 | 821.778 à 871.795 | = 18 |
| 820.297 | = 1 | 820.937 à 820.945 | = 9 | 821.799 à 821.802 | = 4 |
| 820.310 à 820.315 | = 6 | 820.990 à 820.994 | = 5 | 821.810 | = 1 |
| 820.340 à 820.343 | = 4 | 821.005 à 821.010 | = 6 | 821.817 à 821.831 | = 15 |
| 820.350 à 820.356 | = 7 | 821.016 à 821.022 | = 7 | 821.855 à 821.859 | = 25 |
| 820.366 à 820.370 | = 5 | 821.052 à 821.056 | = 5 | 821.865 à 821.900 | = 36 |
| 820.372 à 820.378 | = 7 | 821.089 à 821.094 | = 6 | 821.911 à 821.918 | = 8 |
| 820.389 à 820.392 | = 4 | 821.098 à 821.105 | = 8 | 821.930 à 821.954 | = 25 |
| 820.408 à 820.423 | = 25 | 821.108 à 821.115 | = 8 | 821.965 à 821.973 | = 9 |
| 820.451 à 820.455 | = 5 | 821.248 à 821.261 | = 14 | 821.979 à 821.985 | = 7 |
| 820.489 à 820.492 | = 4 | 821.296 à 821.300 | = 5 | 821.991 à 822.003 | = 13 |
| 820.546 à 820.560 | = 15 | 821.323 à 821.326 | = 4 | 822.013 à 822.015 | = 3 |
| 820.566 à 820.586 | = 21 | 821.393 à 821.396 | = 4 | 822.030 à 822.041 | = 12 |
| 820.593 à 820.600 | = 8 | 821.402 à 821.417 | = 16 | 822.044 à 822.062 | = 19 |
| 820.606 à 820.644 | = 39 | 821.428 à 821.430 | = 3 | 917.269 à 917.356 | = 88 |
| 820.689 à 820.698 | = 10 | 821.425 à 821.436 | = 12 | 917.363 à 917.412 | = 50 |
| 820.719 à 820.721 | = 3 | 821.464 à 821.468 | = 5 | 917.415 à 917.462 | = 48 |
| 820.763 à 820.767 | = 5 | 821.483 à 821.485 | = 3 | | |

Total: 959 obligations.

## COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 54-B 9117.

**Obligations nominatives 5 1/2 0/0 1950 de 100.000 F nominal.**

*Echéance du 15 novembre 1955.*

**Cinquième tirage effectué le 20 septembre 1955 pour amortissement de 99 obligations.**

| NUMÉROS | ANNÉE DE REMBOURSEMENT |
|---|---|
| 2.445 à 2.543 | 1955 |

Coupon échéance 15 novembre 1956 attaché.

Les obligations désignées par le sort seront remboursées à raison de 125.000 F par les soins de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

Tous les titres sortis aux tirages antérieurs ont été remboursés.

## COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE AU CAPITAL DE 300 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Registre du commerce: Seine n° 54-B 9117.

*Obligations 5 0/0 1933 (2e réseau).*

**Treizième tirage effectué le 20 septembre 1955 pour remboursement à partir du 15 novembre 1955.**

La liste ci-dessous comprend:

*a*) En caractères gras, la série désignée par le treizième tirage et correspondant à 237 obligations de 5.000 F nominal non amorties par rachats;

*b*) Les séries sorties aux tirages antérieurs et non encore totalement remboursées.

Aucun numéro d'obligation de 1.000 F nominal (titre d'appoint) n'est, jusqu'à présent, sorti aux tirages d'amortissement.

| NUMÉROS EXTRÊMES de la série sortie au tirage. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 29.269 à 29.270 | 1945 |
| 30.770 à 30.800 | 1952 |
| 31.442 à 31.709 | 1954 |
| **31.750 à 32.025** | **1955** |

Aucun titre n'était frappé d'opposition à la date du treizième tirage.

**Numéro du coupon devant être attaché au titre.**

Remboursement 1945 (5e tirage), coupon n° 25, 15 mai 1946.
Remboursement 1952 (11e tirage), coupon n° 38, 15 mai 1953.
Remboursement 1954 (12e tirage), coupon n° 40, 15 mai 1955.
Remboursement 1955 (13e tirage), coupon n° 41, 15 mai 1956.

Les obligations désignées par le sort sont remboursables à raison de 4.960 F (5e tirage), 5.000 F (11e, 12e et 13e tirages) à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e), et dans tous les sièges, succursales ou agences:

Du Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2e);
Du Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, Paris (9e);
De la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, Paris (9e);
De la Société marseillaise de crédit, 4, rue Auber, Paris (9e);
De la Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris (9e);
De la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e);
Du Crédit algérien, 5, rue Louis-le-Grand, Paris (2e);
Du Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (9e);
De la Compagnie algérienne de crédit et de banque, 50, rue d'Anjou, Paris (8e);
Du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, 43, rue Cambon, Paris (1er);
De la Banque de l'Indochine, 96, boulevard Haussmann, Paris (8e).

## BERNARD-MOTEURS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 480.800.000 F

SIÈGE SOCIAL: 12, RUE MÉDÉRIC, PARIS (17e)

R. C.: Seine 54-B 7043.

*Obligations 6 3/4 0/0 1950 de 10.000 F.*

**LISTE NUMERIQUE**

1° **Des séries comprenant les 168 obligations amorties au cinquième tirage d'amortissement effectué le 29 septembre 1955** (la société a racheté 152 titres pour compléter cet amortissement);

2° **Des séries comprenant des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| **138 à 322** | 1955 | 4.311 à 4.468 | 1953 |
| 3.028 à 3.187 | 1954 | **15.983 à 15.995** | 1955 |

Les obligations amorties au tirage du 29 septembre 1955 seront remboursables à partir du 1er novembre 1955.

## SUCHARD

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE AU CAPITAL DE 400 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 10, RUE MERCŒUR, A PARIS

R. C.: Seine 54-B 5000.

*Obligations* 3 3/4 0/0 1945.

**Numéros des 240 obligations amorties au tirage au sort effectué en séance publique, à Paris, le 23 septembre 1955.**

21 à 30 — 271 à 280 — 321 à 330 — 451 à 460 — 501 à 510 — 551 à 560 — 571 à 580 — 591 à 610 — 631 à 640 — 851 à 860 — 1.361 à 1.370 — 1.661 à 1.670 — 1.921 à 1.930 — 2.181 à 2.190 — 2.271 à 2.280 — 2.371 à 2.380 — 2.481 à 2.490 — 2.621 à 2.630 — 2.641 à 2.650 — 2.711 à 2.750 — 2.901 à 2.910 — 2.941 à 2.950.

Ces obligations seront remboursables à 5.001 F à partir du 1er novembre 1955 aux caisses du Crédit du Nord, place Rihour, à Lille, et 59, boulevard Haussmann, à Paris, ainsi qu'à ses succursales et agences.

**Numéros des obligations sortis aux tirages antérieurs et non encore remboursés.**

*Tirage* 1953.

471 à 480 — 611 à 614 — 811 et 812 — 912 à 917 — 926 et 927 — 1.401 à 1.405 — 2.057 à 2.059 — 2.322 — 2.327 et 2.328 — 2.333 — 2.951 à 2.958.

*Tirage* 1954.

252 et 253 — 259 à 263 — 266 à 270 — 361 et 362 — 363 à 369 — 370 — 491 à 498 — 581 à 585 — 1.399 à 1.400 — 1.491 et 1.492 — 1.581 et 1.582 — 1.583 à 1.598 — 1.680 — 1.689 — 1.715 et 1.716 — 1.718 à 1.750 — 1.861 — 1.862 à 1.864 — 1.868 à 1.870 — 1.881 à 1.883 — 1.887 — 2.016 et 2.017 — 2.018 à 2.020 — 2.218 à 2.230 — 2.291 à 2.298 — 2.299 et 2.300 — 2.432 à 2.435 — 2.827 à 2.830.

## DISTILLERIE SIMON AINE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 35.000.000 F ENTIÈREMENT LIBÉRÉ

SIÈGE SOCIAL: CHALON-SUR-SAONE

R. C.: Chalon 1260.

**Liste des obligations 7 0/0 net, émission 1951, sorties au tirage du 1er octobre 1955 et remboursables à partir du 31 mars 1956 sur la base du capital de l'obligation (5.000 F), plus 175 F représentant les intérêts de 7 0/0 net du 1er octobre 1955 au 31 mars 1956.**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 403 | 404 | 405 | 406 | 407 | 408 | 409 | 424 | 425 | 426 | 457 | 458 | 459 | 460 |
| 410 | 411 | 412 | 413 | 414 | 415 | 416 | 461 | 462 | 463 | 464 | 465 | 466 | 467 |
| 417 | 418 | 419 | 420 | 421 | 422 | 423 | 468 | 469 | 470 | 471 | | | |

## Société anonyme des Transports Automobiles Industriels et Commerciaux

CAPITAL: 464 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 5, AVENUE HOCHE, PARIS

R. C.: Seine n° 55-B 4850.

**Avis aux porteurs d'obligations 4 0/0 1943.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 220 obligations pour assurer le douzième amortissement prévu pour le 1er décembre 1955.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.

Les onze amortissements antérieurs ont été effectués par rachat en Bourse.

## L'UNION COMMERCIALE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 135 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: VILLENOY, PRÈS MEAUX (SEINE-ET-MARNE)

R. C.: Meaux n° 54-B 57.

Usant de la faculté qu'elle s'était réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 88 obligations 4 0/0 1945 dont l'amortissement était prévu pour 1955 par le tableau publié et dont le remboursement au pair devait s'effectuer le 15 novembre 1955.

En conséquence, il n'a pas été et ne sera pas effectué de tirage au sort pour ce remboursement puisqu'il se trouve annulé.

Tous les précédents amortissements des émissions 4 1/2 0/0 1942 et 4 0/0 1945 ayant été effectués en Bourse, il n'existe aucun titre amorti antérieurement, ni dans une émission ni dans l'autre, restant à rembourser.

## SOCIETE ANONYME des ATELIERS et FORGE de l'OUEST

CAPITAL: 121.125.000 F

SIÈGE SOCIAL: QUAI DES FRÉGATES, A SAINT-NAZAIRE (LOIRE-INFÉRIEURE)

R. C.: Saint-Nazaire n° 88 B.

*Emprunt obligataire* 6 0/0 1948 (7e *tirage*).

**Liste des 33 obligations de 5.000 F sorties au tirage du 14 septembre 1955 et remboursables à partir du 15 septembre 1955.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 63 | 86 | 223 | 271 | 1.116 | 1.219 | 1.323 | 1.424 | 1.428 |
| 281 | 311 | 478 | 499 | 501 | 1.525 | 1.580 | 1.600 | 1.634 | 1.734 |
| 529 | 560 | 600 | 799 | 807 | 1.880 | 1.911 | 1.917 | | |
| 872 | 918 | 1.035 | 1.078 | 1.113 | | | | | |

**Liste des obligations de 5.000 F sorties aux tirages antérieurs et non présentées au remboursement.**

502 1.322 1.326 1.415

## Compagnies Réunies des Glaces et Verres spéciaux du Nord de la France

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.500.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 22, BOULEVARD MALESHERBES, PARIS (8e)

R. C.: Seine n° 55-B 3253.

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 1/2 0/0 1946

DE LA

**Société franco-belge pour la fabrication mécanique du verre (procédés Libbey-Owens), société absorbée par les Compagnies réunies des glaces et verres spéciaux du Nord de la France.**

La société, usant de la faculté prévue aux conditions d'émission, a racheté en Bourse 241 obligations 4 1/2 0/0 1946, soit l'intégralité de l'annuité prévue pour le 1er novembre 1955.

En conséquence, il n'a pas été procédé à un tirage au sort.

Les précédents amortissements ayant été réalisés par rachats, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

## SOCIETE CHIMIQUE DE LA ROUTE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 140 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A PARIS, 2, AVENUE VÉLASQUEZ

Registre du commerce: Seine n° 236415 B.

*Obligations* 4 1/2 0/0 1946 *de* 5.000 *F.*

**Neuvième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé, par rachats en Bourse, la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 181 obligations dont l'amortissement est prévu au 15 novembre 1955.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1947 à 1954 ont été couverts par rachats en Bourse.

## Société Industrielle de Liaisons Electriques

**(S. I. L. E. C.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 525 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 64 *bis*, RUE DE MONCEAU, PARIS (8e)

Registre du commerce: Seine n° 54-B 6916.

*Obligations de* 10.000 *F* 6 1/2 0/0 1954.

**Série comprenant les 293 obligations sorties au premier tirage au sort du 27 septembre 1955 formant, avec les 293 obligations rachetées en Bourse, la totalité des titres à amortir au 1er octobre 1955.**

3.820 à 4.117.

Ces obligations seront remboursables à 10.522 F, prime comprise.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 25 décembre 1954.*)

## GRANDS MOULINS DE ROUEN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 38 250.000 F

SIÈGE SOCIAL: 1, RUE PRÉFONTAINE, ROUEN (SEINE-MARITIME)

Registre du commerce: Rouen n° 1119 B.

**OBLIGATIONS 4 1/4 0/0 1943**

TIRAGE DU 12 SEPTEMBRE 1955

*Huitième tirage.*

**Quatre-vingts obligations remboursables à 5.001 F net à partir du 1er octobre 1955.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 8 | 9 | 10 | 681 | 731 | 732 | 734 | 744 |
| 57 | 98 | 126 | 137 | 139 | 745 | 746 | 747 | 799 | 811 |
| 140 | 190 | 205 | 214 | 234 | 812 | 814 | 815 | 831 | 835 |
| 264 | 330 | 361 | 383 | 454 | 850 | 874 | 876 | 897 | 898 |
| 468 | 483 | 492 | 493 | 496 | 899 | 904 | 931 | 951 | 956 |
| 514 | 517 | 522 | 524 | 570 | 992 | 1.028 | 1.029 | 1.030 | 1.031 |
| 607 | 615 | 616 | 619 | 622 | 1.072 | 1.117 | 1.118 | 1.119 | 1.120 |
| 623 | 628 | 665 | 666 | 679 | 1.121 | 1.170 | 1.176 | 1.181 | 1.185 |

**Numéros des obligations 4 1/4 0/0 1943 restant à rembourser.**

*Amortissement du 1er octobre 1949 (à 5.001 F net).*

687 695

*Amortissement du 1er octobre 1951 (à 5.001 F net).*

688 690

*Amortissement du 1er octobre 1952 (à 5.000 F net).*

690 816 833

*Amortissement du 1er octobre 1953 (à 5.001 F net).*

572 573 645 646 748 749 791 859 860

*Amortissement du 1er octobre 1954 (à 5.000 F net).*

654 656 657 710 711 712 713 750 751 752 753 776 777 851
852 1.077 1.078 1.079 1.131 1.132 1.133 1.134 1.135

## SOCIETE DES CIMENTS DE DANNES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 144 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A DANNES, PAR NEUFCHATEL (PAS-DE-CALAIS)

Registre du commerce: Boulogne n° 1918.

**Obligations 4 1/4 0/0 1943.**

*Douzième amortissement.*

**Amortissement par rachats en Bourse de 259 obligations;**

**Liste des 66 obligations sorties au tirage du 28 septembre 1955, remboursables à 2.000 F à partir du 1er novembre 1955, et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement |
|---|---|---|---|---|---|
| 45 à 49 | 1954 | 2.391 | 1954 | 3.516 à 3.519 | 1945 |
| 151 à 160 | 1955 | 2.397 | 1954 | 3.581 à 3.585 | 1955 |
| 221 à 230 | 1955 | 2.399 et 2.400 | 1954 | 4.271 à 4.278 | 1955 |
| 253 à 257 | 1955 | 2.841 | 1954 | 4.936 à 4.940 | 1955 |
| 259 et 260 | 1955 | 2.848 | 1954 | 5.738 à 5.740 | 1954 |
| 807 et 808 | 1955 | 3.061 à 3.063 | 1954 | 5.807 à 5.810 | 1954 |
| 1.131 à 1.191 | 1955 | 3.066 à 3.070 | 1954 | 5.951 à 5.960 | 1954 |
| 2.021 à 2.026 | 1954 | 3.471 à 3.473 | 1954 | 6.031 à 6.038 | 1954 |
| 2.091 à 2.097 | 1955 | 3.475 à 3.479 | 1954 | 6.301 à 6.310 | 1955 |

Les remboursements seront effectués à:

La banque L. Dupont et Ce, 26, avenue Franklin D.-Roosevelt, à Paris;

La banque Scalbert, 40, rue de Clichy, à Paris,

et à leurs succursales et agences.

## Société Immobilière et Financière de l'Aigle

**PERRIN, DOUILLET ET Ce**

(ANCIENNEMENT: **Société civile immobilière des usines de l'Aigle.**)

CAPITAL: 72 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A GRENOBLE, 1, RUE GUY-ALLAUD

R. C.: Grenoble n° 29530 B.

**Obligations 4 1/2 0/0 1945 de 5.000 F.**

Les obligations dont les numéros suivent sont remboursables à partir du 1er novembre 1955 et cessent de produire intérêt à partir de cette date.

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 15 | 23 | 27 | 46 | 48 | 62 | 355 | 358 | 371 | 390 | 423 | 429 | 433 |
| 63 | 79 | 82 | 85 | 87 | 89 | 104 | 434 | 439 | 444 | 447 | 464 | 466 | 472 |
| 110 | 111 | 122 | 123 | 128 | 131 | 178 | 474 | 475 | 488 | 496 | 502 | 503 | 506 |
| 180 | 180 | 195 | 208 | 210 | 248 | 251 | | | | | | | |
| 268 | 269 | 271 | 274 | 287 | 301 | 308 | 510 | 526 | 527 | 529 | 542 | 544 | 553 |
| 310 | 327 | 336 | 337 | 338 | 344 | 354 | 557 | 568 | 569 | 586 | 590 | | |

Ces obligations sont remboursables à partir du 1er novembre 1955 aux guichets de la banque Nicolet et Lafanechère, à Grenoble, au pair de 5.000 F.

**Titres sortis à des précédents tirages et restant à amortir.**

*Année 1952.* 21

*Année 1953.* 19

*Année 1954.*

6 14 54 66 116 118 125 136 139 141 193 217 218 303
487 489 498 537 578 554 565 566 571 576 581

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 9 décembre 1945.*)

## ETABLISSEMENTS SELLIER-LEBLANC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 328.350.000 F

SIÈGE SOCIAL: 13, BOULEVARD MARÉCHAL-JOFFRE,

A BOURG-LA-REINE (SEINE)

Registre du commerce: Seine n° 60214.

*Obligations de 10.000 F 6 3/4 0/0 1949.*

**Série des 57 obligations sorties au premier tirage au sort du 30 septembre 1955, formant la totalité des titres à amortir au 1er novembre 1955.**

1.666 à 1.722.

Ces obligations seront remboursables à 10.000 F.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 26 novembre 1949.*)

## MANUFACTURES DE PRODUITS CHIMIQUES DU NORD

**ETABLISSEMENTS KUHLMANN**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.400.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 11, RUE DE LA BAUME, A PARIS

R. C.: Seine n° 51 B 3384.

**TABLEAU D'AMORTISSEMENT**

**de l'emprunt d'un montant nominal maximum de 1.500.000.000 de francs représenté par 150.000 obligations 6 0/0 1955 de 10.000 F nominal, créées conformément à la décision du conseil d'administration du 7 juillet 1955 en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 27 des statuts.**

Prix de remboursement minimum: 10.500 F.

Bonification supplémentaire en capital: en fonction des économies faites sur les rachats en Bourse.

*Dates des amortissements et nombre de titres à amortir.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 15 août 1956.. | 4.208 | 15 août 1963.. | 6.205 | 15 août 1970.. | 9.152 |
| — 1957.. | 4.447 | — 1964.. | 6.559 | — 1971.. | 9.674 |
| — 1958.. | 4.701 | — 1965.. | 6.931 | — 1972.. | 10.227 |
| — 1959.. | 4.969 | — 1966.. | 7.330 | — 1973.. | 10.812 |
| — 1960.. | 5.252 | — 1967.. | 7.748 | — 1974.. | 11.430 |
| — 1961.. | 5.553 | — 1968.. | 8.190 | — 1975.. | 12.083 |
| — 1962.. | 5.869 | — 1969.. | 8.657 | | |

Total: 150.000 obligations.

## COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

Société anonyme au capital de 2.400.000.000 de francs

Siège social : 10 et 12, boulevard Jules-Favre, LYON

R. C. : Lyon n° 9932 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 8.089 obligations 5 0/0 1948-1953-1954 dont le septième amortissement est prévu pour le 1er novembre 1955.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en septembre 1955.

Les amortissements précédents ont été réalisés par rachats en Bourse.

## Imprimerie et Librairie BERGER-LEVRAULT

Société anonyme au capital de 100 millions de francs

Siège social : 18, rue des Glacis, NANCY

**Obligations 4 1/2 0/0 (émission 1911).**

*Trente sixième annuité d'amortissement.*

**Liste des 219 obligations 4 1/2 0/0 sorties au tirage du 19 septembre 1955, formant la totalité de l'annuité d'amortissement prévue par le tableau pour l'année 1955.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | 110 | 115 | 128 | 130 | 2.631 | 2.635 | 2.642 | 2.649 | 2.653 |
| 131 | 132 | 133 | 134 | 173 | 2.676 | 2.687 | 2.714 | 2.725 | 2.726 |
| 214 | 272 | 297 | 407 | 555 | 2.727 | 2.730 | 2.755 | 2.760 | 2.804 |
| 556 | 557 | 559 | 562 | 567 | 2.845 | 2.863 | 2.873 | 2.925 | 2.928 |
| 577 | 578 | 579 | 580 | 603 | 2.985 | 3.061 | 3.068 | 3.072 | 3.098 |
| 677 | 679 | 685 | 692 | 694 | 3.102 | 3.117 | 3.133 | 3.141 | 3.301 |
| 699 | 712 | 723 | 730 | 742 | 3.302 | 3.317 | 3.324 | 3.338 | 3.339 |
| 783 | 804 | 827 | 837 | 858 | 3.342 | 3.364 | 3.367 | 3.457 | 3.488 |
| 869 | 893 | 1.008 | 1.029 | 1.034 | 3.491 | 3.493 | 3.583 | 3.721 | 3.723 |
| 1.051 | 1.064 | 1.066 | 1.084 | 1.095 | 3.772 | 3.813 | 3.815 | 3.818 | 3.830 |
| 1.096 | 1.106 | 1.129 | 1.157 | 1.180 | 3.871 | 3.882 | 3.883 | 3.884 | 3.889 |
| 1.213 | 1.223 | 1.224 | 1.232 | 1.237 | 3.904 | 3.907 | 3.912 | 3.947 | 4.010 |
| 1.298 | 1.310 | 1.504 | 1.505 | 1.516 | 4.011 | 4.033 | 4.036 | 4.077 | 4.079 |
| 1.585 | 1.607 | 1.643 | 1.650 | 1.660 | 4.081 | 4.114 | 4.117 | 4.137 | 4.185 |
| 1.673 | 1.674 | 1.676 | 1.694 | 1.813 | 4.354 | 4.356 | 4.373 | 4.374 | 4.375 |
| 1.829 | 1.894 | 1.906 | 1.965 | 1.966 | 4.376 | 4.377 | 4.378 | 4.439 | 4.465 |
| 1.974 | 2.022 | 2.048 | 2.105 | 2.109 | 4.472 | 4.484 | 4.487 | 4.488 | 4.524 |
| 2.134 | 2.137 | 2.147 | 2.161 | 2.187 | 4.525 | 4.527 | 4.528 | 4.529 | 4.530 |
| 2.195 | 2.222 | 2.255 | 2.283 | 2.314 | 4.531 | 4.532 | 4.551 | 4.553 | 4.554 |
| 2.315 | 2.316 | 2.339 | 2.360 | 2.458 | 4.555 | 4.557 | 4.560 | 4.561 | 4.562 |
| 2.478 | 2.489 | 2.502 | 2.521 | 2.534 | 4.632 | 4.700 | 4.708 | 4.710 | 4.723 |
| 2.550 | 2.553 | 2.594 | 2.608 | 2.630 | 4.767 | 4.985 | 4.986 | 4.991 | |

Ces obligations seront remboursées à raison de 501 F à partir du 1er novembre 1955, coupon n° 91 du 1er mai 1956 attaché, aux caisses de la société et à celles de la Société nancéienne de crédit industriel et de dépôts, à Nancy et ses agences.

**Obligations sorties précédemment et non encore présentées au remboursement.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | (54) | 786 | (54) | 1.478 | (54) | 2.368 | (54) | 3.126 | (53) |
| 24 | (54) | 794 | (54) | 1.544 | (54) | 2.375 | (53) | 3.132 | (54) |
| 25 | (54) | 802 | (54) | 1.564 | (53) | 2.428 | (54) | 3.142 | (53) |
| 166 | (54) | 821 | (54) | 1.657 | (54) | 2.429 | (54) | 3.169 | (54) |
| 169 | (53) | 826 | (54) | 1.658 | (52) | 2.430 | (54) | 3.236 | (52) |
| 177 | (54) | 856 | (54) | 1.671 | (54) | 2.431 | (54) | 3.350 | (52) |
| 213 | (54) | 857 | (53) | 1.722 | (53) | 2.432 | (50) | 3.462 | (54) |
| 221 | (54) | 862 | (54) | 1.726 | (54) | 2.475 | (54) | 3.484 | (53) |
| 230 | (46) | 868 | (50) | 1.860 | (54) | 2.514 | (54) | 3.717 | (53) |
| 231 | (54) | 876 | (54) | 1.864 | (54) | 2.528 | (54) | 3.724 | (54) |
| 232 | (54) | 884 | (54) | 1.878 | (54) | 2.548 | (54) | 3.753 | (54) |
| 233 | (53) | 914 | (54) | 1.927 | (46) | 2.584 | (54) | 3.769 | (53) |
| 289 | (54) | 919 | (54) | 1.941 | (54) | 2.585 | (52) | 3.786 | (54) |
| 298 | (54) | 951 | (54) | 1.949 | (50) | 2.606 | (54) | 3.787 | (54) |
| 301 | (54) | 957 | (53) | 1.958 | (52) | 2.619 | (54) | 3.810 | (54) |
| 304 | (54) | 983 | (54) | 1.968 | (54) | 2.633 | (52) | 3.819 | (53) |
| 328 | (54) | 993 | (53) | 2.014 | (54) | 2.639 | (53) | 3.823 | (54) |
| 340 | (54) | 1.003 | (54) | 2.024 | (54) | 2.647 | (54) | 3.831 | (54) |
| 355 | (53) | 1.024 | (54) | 2.066 | (54) | 2.671 | (53) | 3.867 | (54) |
| 394 | (52) | 1.037 | (54) | 2.077 | (52) | 2.684 | (54) | 3.948 | (53) |
| 415 | (54) | 1.107 | (53) | 2.111 | (54) | 2.686 | (53) | 3.949 | (54) |
| 456 | (53) | 1.125 | (54) | 2.131 | (54) | 2.713 | (54) | 3.975 | (54) |
| 460 | (53) | 1.126 | (54) | 2.139 | (54) | 2.722 | (54) | 4.002 | (53) |
| 471 | (53) | 1.174 | (45) | 2.153 | (53) | 2.739 | (53) | 4.038 | (54) |
| 472 | (53) | 1.211 | (53) | 2.188 | (54) | 2.768 | (54) | 4.046 | (53) |
| 473 | (53) | 1.215 | (54) | 2.190 | (54) | 2.771 | (54) | 4.053 | (46) |
| 474 | (53) | 1.228 | (52) | 2.236 | (54) | 2.774 | (54) | 4.331 | (53) |
| 618 | (54) | 1.233 | (53) | 2.237 | (54) | 2.790 | (54) | 4.469 | (54) |
| 654 | (54) | 1.238 | (52) | 2.243 | (52) | 2.805 | (52) | 4.546 | (54) |
| 667 | (53) | 1.263 | (52) | 2.248 | (54) | 2.833 | (54) | 4.569 | (53) |
| 670 | (53) | 1.264 | (50) | 2.286 | (54) | 2.880 | (54) | 4.571 | (53) |
| 681 | (53) | | | | | | | | |
| 683 | (53) | 1.266 | (54) | 2.289 | (54) | 2.888 | (54) | 4.736 | (54) |
| 687 | (53) | 1.315 | (54) | 2.313 | (54) | 2.929 | (54) | 4.745 | (52) |
| 689 | (53) | 1.419 | (54) | 2.333 | (54) | 2.972 | (52) | 4.764 | (54) |
| 698 | (53) | 1.421 | (53) | 2.339 | (54) | 3.070 | (54) | 4.770 | (54) |
| 700 | (53) | 1.437 | (54) | 2.340 | (53) | 3.124 | (53) | 4.988 | (53) |

## CREDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, PARIS (1er)

**TIRAGE DU 22 SEPTEMBRE 1955**

**Obligations communales de 10.000 F 6 0/0 1950.**

L'obligation n° 579849 sera remboursée par **15 millions** de francs.

Les obligations nos 183098, 624571 seront remboursées par **5 millions** de francs.

Les 7 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **1 million** de francs :

9785 19628 25867 34163 64978 110538 792297.

Les 40 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **100.000 F** :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2261 | 45161 | 103661 | 107461 | 291861 | 310961 | 321161 | 403461 |
| 113561 | 125961 | 145461 | 167961 | 455161 | 455861 | 467761 | 482261 |
| 174061 | 187161 | 192561 | 206361 | 495261 | 496561 | 496761 | 547161 |
| 215561 | 224661 | 230061 | 236961 | 576561 | 577761 | 587961 | 632061 |
| 241261 | 245661 | 260761 | 279561 | 670461 | 700261 | 704961 | 740261 |

Les 80 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **50.000 F** :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2231 | 2233 | 45131 | 45133 | 291831 | 291833 | 310931 | 310933 |
| 103631 | 103633 | 107431 | 107433 | 321131 | 321133 | 403431 | 403433 |
| 113531 | 113533 | 125931 | 125933 | 455131 | 455133 | 455831 | 455833 |
| 145431 | 145433 | 167931 | 167933 | 467731 | 467733 | 482231 | 482233 |
| 174031 | 174033 | 187131 | 187133 | 495231 | 495233 | 496531 | 496533 |
| 192531 | 192533 | 206331 | 206333 | 496731 | 496733 | 547131 | 547133 |
| 215531 | 215533 | 224631 | 224633 | 576531 | 576533 | 577731 | 577733 |
| 230031 | 230033 | 236931 | 236933 | 587931 | 587933 | 632031 | 632033 |
| 241231 | 241233 | 245631 | 245633 | 670431 | 670433 | 700231 | 700233 |
| 260731 | 260733 | 279531 | 279533 | 704931 | 704933 | 740231 | 740233 |

Nota. — Les titres de 5.000 F ont droit à la moitié du lot.

12.570 obligations sont appelées au remboursement au pair, savoir : à l'exception des 130 obligations ci-contre, remboursables par un lot, les numéros des 127 séries suivantes.

(Les séries marquées d'un astérisque sont celles qui contiennent un ou plusieurs numéros remboursables par un lot.)

*Remarque.* — Chaque série de cent titres est représentée par le premier numéro de la série. Exemple : 2.201 pour 2.201 à 2.300.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *2201 | *9701 | 14701 | *19001 | 312101 | 316001 | 316601 | 352701 |
| *25801 | 27901 | 29101 | 33601 | 380401 | 383801 | 389601 | 390501 |
| *34101 | 43701 | *45401 | 46701 | 400501 | *403401 | 405801 | 409601 |
| 58701 | *64901 | 73701 | 78001 | 418301 | 421501 | 422001 | 434501 |
| 78601 | 96501 | *107601 | *107101 | 435501 | *455101 | *455801 | *467701 |
| 108701 | *110501 | *113501 | 116201 | 472201 | 476101 | *482201 | 484001 |
| *125901 | *145401 | 146401 | 153901 | *495201 | *496501 | *496701 | 500101 |
| 154001 | 155601 | 162001 | 163701 | 507801 | 531301 | 542101 | *547101 |
| *167901 | *174001 | 182101 | *183001 | *576501 | *577701 | *579801 | *587901 |
| 184501 | *187101 | 189701 | *192501 | 603801 | 606501 | 619801 | *624501 |
| 195801 | 204001 | *206301 | *215501 | *632001 | 634101 | 639101 | 649601 |
| 221201 | 223201 | *224601 | *230001 | 661601 | *670401 | 687701 | *700201 |
| *236201 | *241201 | 241301 | *245601 | 701001 | 702601 | *704901 | 718501 |
| 247701 | *260701 | 267601 | 273301 | 729701 | 737401 | *740201 | 747501 |
| 277601 | *279501 | 284401 | *291001 | 750801 | 752501 | 765201 | 767601 |
| *310301 | 320801 | *321101 | 322901 | 782601 | *792201 | 799301 | |

Le remboursement de toutes ces obligations sera effectué à partir du 16 novembre 1955.

**Liste récapitulative des séries de cent obligations sorties aux tirages antérieurs et dans lesquelles il reste des numéros à rembourser.**

*Remarque.* — Chaque série de cent titres est représentée par le premier numéro de la série. Exemple : 1 pour 1 à 100 ; 31.801 pour 31.801 à 31.900.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 31801 | 34701 | 35301 | 416001 | 417101 | 417401 | 419001 |
| 37201 | 42901 | 45201 | 50501 | 445401 | 448701 | 453801 | 454101 |
| 53901 | 56301 | 58201 | 60401 | 455801 | 460801 | 461901 | 462101 |
| 61201 | 62101 | 62401 | 74501 | 462301 | 463901 | 468901 | 469401 |
| 79001 | 89501 | 94001 | 96201 | 470801 | 472101 | 473401 | 482601 |
| 96901 | 98701 | 101401 | 106401 | 489901 | 490701 | 493601 | 498501 |
| 100001 | 109901 | 114401 | 116901 | 505401 | 505501 | 506201 | 511201 |
| 117301 | 117701 | 118501 | 125101 | 511501 | 518701 | 521301 | 524401 |
| 126101 | 127901 | 128601 | 129201 | 524601 | 526201 | 528801 | 532801 |
| 129501 | 130601 | 134501 | 137301 | 531901 | 543901 | 552801 | 559701 |
| 130701 | 144201 | 145901 | 147301 | 563501 | 571501 | 575001 | 575901 |
| 149101 | 149901 | 150001 | 152201 | 583101 | 584601 | 588501 | 591901 |
| 156601 | 159101 | 161201 | 167201 | 596201 | 598601 | 599201 | 608101 |
| 174301 | 180701 | 185501 | 187801 | 609101 | 615101 | 635901 | 640401 |
| 215301 | 245001 | 245401 | 250601 | 641501 | 643101 | 643901 | 645601 |
| 251501 | 251901 | 257501 | 262501 | 651101 | 655201 | 655501 | 659001 |
| 263801 | 264201 | 270001 | 273501 | 664601 | 670901 | 675501 | 679001 |
| 276701 | 281001 | 284901 | 287301 | 681601 | 690801 | 698901 | 703501 |
| 288301 | 290101 | 298301 | 303301 | 709101 | 710101 | 715601 | 716601 |
| 304401 | 305301 | 307101 | 312901 | 717801 | 719101 | 724901 | 725201 |
| 322101 | 322901 | 327801 | 331401 | 736901 | 739801 | 746201 | 746501 |
| 332401 | 333601 | 340401 | 340801 | 752001 | 754701 | 758701 | 759001 |
| 342501 | 353401 | 354601 | 362201 | 763501 | 764801 | 767301 | 769701 |
| 364901 | 371601 | 372201 | 377201 | 771101 | 772101 | 774401 | 777601 |
| 380801 | 381901 | 386301 | 387301 | 778101 | 782501 | 786801 | 795601 |
| 388501 | 392501 | 397901 | 398001 | 796301 | | | |
| 406801 | 405901 | 414101 | 415101 | | | | |

# BILANS

## CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1er)

**Situation au 31 août 1955.**

### ACTIF

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Espèces en caisse et à la Banque de France | | | | | | | 117.267.653 |
| Portefeuille des effets | | | | | | | 42.098.145.405 |
| Portefeuille des titres | | | | | | | 5.110.901.992 |
| Avances sur dépôts de titres | | | | | | | 16.416.587 |
| Correspondants | | | | | | | 24.165.033.287 |
| Fonds national d'amélioration de l'habitat. Effets et valeurs en dépôt | | | | | | | 7.228.908.165 |
| Emprunteurs. Prêts fonciers. Ordinaires. Sur obligations | | 33.476.933.604 | | | | | |
| Sur avance de l'Etat | | 297.038.245 | | | | | |
| Sur fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique | | 3.169.492.102 | 36.902.998.906 (1) | | | | |
| Sur capital social et réserves | | 19.568.556 | | | | | |
| (1) Dont 765.075.000 à l'état d'actes conditionnels. | | | | | | | |
| Crédits consolidables du Sous-Comptoir des entrepreneurs (opérations liées) | | | 324.283.000 | | | | |
| Ouvertures de crédit hypothécaire avec compte courant | | | 1.230.136.000 | | | | |
| Réparation de dommages de guerre | | | 4.536.213.954 | 7.665.102.737 (2) | | | |
| Court terme mobilisables | | | 1.598.782.786 | | | | |
| (2) Dont 39.950.000 à l'état d'actes conditionnels | | | | | | | |
| Amélioration de l'habitat. Prêts directs | | | 315.013.465 | 411.177.465 | | 502.992.947.667 | |
| Dont 115.826.000 à l'état d'actes conditionnels. | | | | | | | |
| Crédits consolidables du Sous-Comptoir des entrepreneurs | | | 96.164.000 | | | | |
| Spéciaux Construction. Directs. Métropole. Logements ordinaires | 9.974.654.815 | | | | | | |
| Logements économiques et familiaux | 1.547.810.500 | 11.522.465.345 (3) | 17.695.421.926 | | | | |
| (3) Dont 814.820.000 à l'état d'actes conditionnels | | | | | | | |
| Afrique du Nord | | 6.172.959.634 | | 457.692.385.559 | | | 681.687.709.017 |
| Crédits consolidables du Sous-Comptoir des entrepreneurs (opérations liées). Logements ordinaires | | 319.501.335.563 | 430.996.960.583 | | | | |
| Logements économiques et familiaux | | 120.495.625.020 | | | | | |
| Prêts maritimes | | | | | | 12.203.186 | |
| Prêts aux collectivités publiques. Sur obligations | | | | 128.000.494.324 | | 128.082.558.464 | |
| Sur avance de l'Etat | | | | 1.434.427.657 | | | |
| Sur fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique | | | | 39.223.864.533 | | | |
| Sur capital social et réserves, sur effets et sur ressources diverses | | | | 10.023.770.650 | | | |
| Débiteurs divers | | | | | | | 3.695.170.164 |
| Compte d'ordre et divers | | | | | | | 11.654.193.066 |
| Immeubles | | | | | | | 230.120.923 |
| Résultats | | | | | | | » |
| | | | | | | | 756.664.681.661 |

### PASSIF

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dépôts de fonds en comptes courants | | | 8.125.116.430 |
| Correspondants | | | 16.832.061.007 |
| Fonds national d'amélioration de l'habitat. Compte des départements | | 5.469.459.695 | 8.242.995.750 |
| Réserves | | 2.773.536.055 | |
| Fonds forestier national | | | 180.670.274 |
| Versements différés. Sur prêts fonciers. Autres que les prêts spéciaux construction. Réalisés et en réalisation | 458.743.792 | 1.786.604.792 | |
| A l'état d'actes conditionnels (prêts du Crédit foncier et crédits consolidables du Sous-Comptoir des entrepreneurs) | 1.327.858.000 | | 442.980.659.625 |
| Spéciaux construction. Réalisés et en réalisation | 382.277.250 | 441.194.057.833 | |
| A l'état d'actes conditionnels (prêts du Crédit foncier et crédits consolidables du Sous-Compoir des entrepreneurs) | 410.811.730.583 | | 447.918.664.934 |
| Sur prêts aux collectivités publiques | | | 4.938.002.329 |
| Trésor public : son compte avance de 3 milliards (convention du 3 décembre 1936) | | | 1.777.648.964 |
| Trésor algérien : son compte avance de 3 milliards (convention des 2 et 29 juillet 1952) | | | 2.945.074.727 |
| Trésor chérifien : son compte avance de 500 millions (convention des 22 et 24 décembre 1954) | | | 486.407.722 |
| Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique | | | 41.300.938.673 |
| Obligations foncières. Montant au pair en circulation | | 66.194.862.250 | 65.186.337.470 |
| A déduire : primes à amortir | | 1.008.524.780 | |
| Obligations communales. Montant au pair en circulation | | 132.160.780.000 | 130.360.077.631 |
| A déduire : primes à amortir | | 1.800.702.969 | |
| Bons à lots en circulation | | | 2.377.538.438 |
| Obligations et bons à lots à rembourser, intérêts, lots et dividendes échus à payer | | | 1.527.428.903 |
| Créditeurs divers | | | 4.610.465.185 |
| Comptes d'ordre et divers | | | 31.532.138.209 |
| Provisions pour l'amortissement des emprunts | | | 1.598.107.212 |
| Fonds de garantie des prêts spéciaux à la construction | | | 338.345.751 |
| Réserves et provisions diverses | | | 2.804.459.874 |
| Capital social | | | 1.200.000.000 |
| Résultats | | | » |
| | | | 756.664.681.661 |

### HORS BILAN

| | |
|---|---|
| I. — Engagements de mobilisation d'effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme | 81.565.631.972 |
| II. — Effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme circulant sous l'endos du Crédit foncier de France | 334.233.357.648 |

Certifié conforme aux écritures : *Le Gouverneur* ADHÉMAR BOISSARD

# AVIS D'ADJUDICATIONS

**Préfecture du département de la Nièvre.**

*Route nationale n° 155.*

**Reconstruction du pont de Cosne sur le grand bras de la Loire.**

## ADJUDICATION RESTREINTE

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé, en séance publique, par le préfet du département de la Nièvre, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, dans les formes réglementaires, à l'adjudication sur soumission cachetée des travaux concernant la reconstruction du pont de Cosne, sur la Loire, bras droit. Ils comprennent deux parties, à savoir :

1re partie. — Comportant la construction des piles et des massifs d'ancrage, l'aménagement des accès, de la dalle de couverture du tablier et le démontage du pont provisoire.

Montant du cautionnement définitif, 1.500.000 F.

2e partie. — Comportant l'ossature du tablier, les câbles, suspentes et accessoires.

Montant du cautionnement définitif, 1.800.000 F.

L'adjudication sera basée, pour chaque partie, sur un détail estimatif préparé par l'administration quant aux quantités et complété par les soumissionnaires quant aux prix unitaires. Le montant de la soumission, qui sera unique pour les deux parties, sera égal au total des montants des détails estimatifs dressé par les concurrents comme il est prévu ci-dessus.

### Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Demandes d'admission.*

Les demandes d'admission, accompagnées des pièces mentionnées dans l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, seront adressées franco à l'ingénieur en chef et elles devront lui parvenir avant le 20 octobre 1955, à seize heures, terme de rigueur. Les demandes qui parviendront à l'ingénieur en chef postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

II. — *Instruction des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant ce bureau. Les décisions prises à la suite de la réunion du bureau, le 25 juin 1955, sont à considérer comme nulles et non avenues.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date de l'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées avec l'avis que leur demande n'a pas été accueillie.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés:

1° Dans les bureaux de la préfecture (3e division), de dix heures à seize heures;

2° Dans les bureaux de dessin des ponts et chaussées, arrondissement Nord, rue de la Poissonnerie, n° 2, à Nevers, de huit heures à dix-huit heures, sauf le samedi après-midi;

3° Au ministère des travaux publics et des transports (service intérieur), boulevard Saint-Germain, n° 244, de dix heures trente à dix-sept heures.

Un programme sommaire résumant l'objet de l'entreprise et la description des travaux, accompagné de croquis très sommaires indiquant le plan général des travaux et les dispositions d'ensemble des principaux ouvrages ainsi que le cadre du bordereau des prix et du détail estimatif, seront envoyés aux entrepreneurs et aux personnes intéressées qui en feront la demande à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Fait à Nevers, le 27 septembre 1955.

*Le préfet,*
Pour le préfet:
*Le secrétaire général,* J. BRENAS.

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Chencinski (Martin), né le 25 janvier 1902 à Radoszyce (Pologne), demeurant à Poitiers (Vienne), 70, rue de la Cathédrale, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son enfant mineur Jacques, né le 21 novembre 1942 à Sarlat (Dordogne), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Chenier.

Mlle Chencinski (Denise), née le 5 janvier 1932 à Hagondange (Moselle), demeurant 70, rue de la Cathédrale, à Poitiers (Vienne), et M. Chencinski (Léonard), né le 15 février 1934 à Talange (Moselle), demeurant 70, rue de la Cathédrale, à Poitiers (Vienne), déposent une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à leur nom patronymique celui de Chenier.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS
(Décret du 16 août 1901.)

9 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Comité d'intérêts de quartier des Barnouins et environs.** But: défense des intérêts de quartier. Siège social: quartier des Barnouins, villa La Marie-Louise, les Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône).

12 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de Moulins. **Pétanque saint-pourcinoise.** But: pratique du jeu des boules de pétanque. Siège social: Café du 19e Siècle, 27, boulevard Ledru-Rollin, à Saint-Pourçain-sur-Sioule.

13 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. **Amicale des anciennes élèves du cours du Sacré-Cœur.** But: conserver les liens d'amitié entre les membres, faire fructifier l'enseignement, s'intéresser aux œuvres d'éducation populaire et postscolaire. Siège social: 1, rue d'Estiennes-d'Orves, Ablon (Seine-et-Oise).

13 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Société des amis des concerts Lamoureux.** But: grouper toutes les personnes qui s'intéressent à la musique, et plus spécialement les amis des concerts Lamoureux, en vue d'étudier et de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles d'aider au développement de l'activité des concerts Lamoureux. Siège social: 45, rue La Boétie, Paris.

15 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Péronne. **Association des propriétaires de Mametz.** But: grouper les propriétaires et chasseurs de la commune en vue du développement et de la protection du gibier. Siège social: mairie de Mametz (Somme).

16 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Var. **Club de la mer de Saint-Tropez.** But: évolution des sports marins, yachting, croisières et sous-marins, recherches archéologiques, initiation à la plongée en scaphandre autonome, tourisme sous-marin. Siège social: 14, avenue Général-Leclerc, à Saint-Tropez.

19 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Arles. **Association populaire familiale d'Arles.** But: grouper les familles de condition ouvrière ou appartenant au milieu populaire. Siège social: 3, rue Frédéric-Mistral, Arles (Bouches-du-Rhône).

19 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Nièvre. **Association nivernaise des gîtes de France.** But: amélioration de l'habitat rural dans le département de la Nièvre. Siège social: chez Me Gaston, notaire, Monceaux-le-Comte.

20 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Rochefort-sur-Mer. **Amicale laïque de Surgères.** But: défendre, patronner et faire aimer l'école laïque, développer les sentiments d'affection, les idées de solidarité et la pratique de la coopération. Siège social: école de garçons, Surgères (Charente-Maritime).

21 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. **Fédération départementale de la famille rurale de la Vienne.** But: défense des familles rurales dans le domaine moral, social et civique, gestion des services ayant un caractère spécifiquement familial et rural, développement du sens familial chez les familles rurales. Siège social: domicile du président, M. Provost (Camille), à Savigné (Vienne).

---

21 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Vendôme. **Association des parents d'élèves de l'école libre de Saint-Agil.** But: ouverture d'une école libre. Siège social: école libre, Saint-Agil (Loir-et-Cher).

---

21 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Oise. **Amicale des chasseurs de Senantes.** But: organisation de la chasse, repeuplement en gibier, répression du braconnage, destruction des nuisibles. Siège social: mairie de Senantes.

---

22 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Union des commerçants des marchés de Puteaux et environs.** But: créer et développer entre ses membres des relations cordiales de solidarité et d'entr'aide et garantir généralement les intérêts de la profession. Siège social: 60, rue de la République, Puteaux.

---

22 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Carpentras. **Groupe régionaliste des étudiants de Provence.** But: entr'aide amicale, étude et pratique du folklore provençal. Siège social: villa Les Terrasses, Vaison-la-Romaine (Vaucluse).

---

22 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de Besançon. **Union Sportive Fontenelloise.** But: pratique des sports et organisation des loisirs. Siège social: mairie de Fontenelle-Montby.

---

22 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. **L'Elite saint-franciscaine.** But: parfaire la culture de ses membres par des causeries, réunions littéraires, conférences; créer une bibliothèque; organiser des soirées théâtrales, des excursions, des récréations musicales. Siège social: bibliothèque communale, mairie de Saint-François.

---

23 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Association amicale du personnel communal de Trith-Saint-Léger.** But: entretenir les liens de confraternité et de solidarité entre tous ses membres, leur venir en aide dans la mesure du possible et dans tous les cas où cela paraîtra nécessaire, manifester sa sympathie à l'occasion d'événements touchant l'un de ses membres, organiser des fêtes au profit de la caisse de solidarité, obtenir des réductions de prix chez les divers commerçants. Siège social: mairie de Trith-Saint-Léger (Nord).

---

23 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Amicale laïque d'Avesnes-le-Comte.** But: diffuser la pensée laïque, défendre ses institutions, établir un lien entre la famille et l'école, prolonger l'œuvre scolaire par l'éducation populaire, permettre l'émancipation civique, intellectuelle, sociale des habitants de la commune. Siège social: école des garçons et cours complémentaire d'Avesnes-le-Comte.

---

23 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **Saint-Yrieix Sports-Club.** But: pratique de tous les sports et préparation militaire. Siège social: mairie de Saint-Yrieix-la-Perche.

---

23 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Haute-Marne. **La Diane.** But: répression du braconnage et de la divagation des chiens, limitation des jours de chasse, constitution d'une réserve, destruction des nuisibles, repeuplement et protection des couvées, nichées. Siège social: mairie de Bourg-Sainte-Marie.

---

24 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Association mutuelle des habitations à loyer modéré de Saint-Nicolas-lez-Arras.** But: défense des intérêts des locataires attributaires de la cité Beflon. Siège social: mairie de Saint-Nicolas-lez-Arras.

---

24 septembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Association pour la formation professionnelle des jeunes paysans de la région de Retiers.** But: formation professionnelle des jeunes paysans de la région de Retiers. Siège social: rue du Theil, Retiers.

---

26 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. **Union musicale de Montmorillon.** But: éducation musicale populaire et musique d'ensemble. Siège social: café de l'Europe, Montmorillon (Vienne).

26 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. **Association du Claux de Gramond.** But: œuvres d'éducation et œuvres hospitalières. Siège social: école libre Notre-Dame, Gramond.

---

26 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Association pour la défense des intérêts des quartiers de la Couronne et environs immédiats.** But: défense des intérêts des quartiers. Siège social: bar-hôtel des Pins, Couronne Carro, commune de Martigues (Bouches-du-Rhône).

---

27 septembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association sportive Bull Alger** But: pratique des sports. Siège social: Compagnie des machines Bull, 26, rue Clauzel, Alger.

---

27 septembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Inter-Fédération des foyers ruraux d'Algérie.** But: organisation, coordination et défense des intérêts matériels et moraux des fédérations départementales des foyers ruraux d'Algérie. Siège social: maison de l'agriculture, 12, boulevard Baudin, Alger.

---

27 septembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association des élèves et anciens élèves des cours commerciaux de Maison-Carrée.** But: regrouper les élèves, acquérir du matériel d'enseignement, créer des œuvres sociales, faciliter le placement et améliorer la culture de ses membres. Siège social: cours commerciaux, rue Kléber, Maison-Carrée.

---

27 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de Pau. **Association hospitalière Sainte-Claire.** But: organisation de tous établissements destinés à recevoir des personnes du sexe féminin, veuves ou célibataires, mettant en commun leurs ressources pour mener ensemble une vie qu'il leur serait difficile de mener individuellement. Siège social: 9, rue Saint-Gilles, Orthez.

---

27 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de Pau. **Association Saint-François de Salles.** But: organisation de tous établissements destinés à recevoir des personnes du sexe féminin, veuves ou célibataires, âgées ou infirmes, mettant en commun leurs ressources avec des personnes plus jeunes susceptibles de leur apporter l'aide voulue pour mener en commun une vie à laquelle chacune d'elles ne pourrait suffire séparément. Siège social: 3, rue Saint-Gilles, Orthez.

---

27 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Nord. **Arts et loisirs.** But: organisation de séances de ciné-club, téléclub, cercles d'études, conférences, colonies de vacances, art choral et musical. Siège social: hameau du Thélut, Thumeries.

---

28 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône. **Comité d'entr'aide de Saint-Etienne-des-Oullières** But: trouver les ressources nécessaires pour l'entretien dans la commune d'une ou plusieurs personnes dévouées au service de tous (secours aux malades, infirmes, enfants, vieillards). Siège social: salle des cours ménagers, Saint-Etienne-des-Oullières (Rhône).

---

28 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Nord. **Société des chasseurs de Phalempin.** But: exercer ensemble le droit de chasse. Siège social: 75, rue du Général-de-Gaulle, Phalempin.

---

28 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **Association d'éducation populaire de Saint-Benin.** But: organisation de séances théâtrales et de kermesses. Siège social: rue Carnot, Saint-Benin (Nord).

---

28 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Haute-Marne. **Société de chasse de Lamothe-en-Blaisy.** But: répression du braconnage, de la destruction du gibier et de la divagation des chiens; constitution d'une réserve, destruction des nuisibles, repeuplement et protection des couvées et nichées. Siège social: mairie de Lamothe-en-Blaisy.

---

28 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Reims. **Société de chasse de Chaumuzy.** But: répression du braconnage, reproduction du gibier, sauvegarde du droit de chasse. Siège social: mairie de Chaumuzy (Marne).

---

28 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Nord. **Association touristique, sportive et culturelle des administrations financières du Nord (A. T. S. C. A. F.).** But: procurer à ses adhérents des loisirs sains et favoriser le développement de la pratique du sport. Siège social: 32, rue Basse, Lille.

28 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône. **Amicale de la classe 1948.** But: organisation de la fête des conscrits. Siège social: café Vercherat, à Anse (Rhône).

28 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Association pour la défense et l'extension de la culture (A. D. E. C.).** But: défense et extension de la culture. Siège social: 7, rue du Château, Dijon.

29 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. Groupement de sauvegarde des intérêts des personnes physiques et morales visées par les plan d'urbanisme dénommée **Percée centrale,** au Mans. But: sauvegarde des intérêts des personnes visées par les plans d'urbanisme. Siège social: 7, rue Courthardy, le Mans.

29 septembre 1955. Déclaration à la préfecture du Nord. **Etoile Club lillois.** But: pratique de l'éducation physique et des sports. Siège social: 34 *bis*, place Nouvelle-Aventure, Lille.

29 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon. **Fédération départementale de l'association des anciens combattants et victimes de guerre.** But: défense des intérêts matériels et moraux des anciens combattants et victimes de guerre. Siège social: 21, rue de l'Etoile, Toulon (Var).

30 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Narbonne. **Association des propriétaires bénéficiant du comité interprofessionnel du logement de l'Aude.** But: réaliser en commun un groupe de douze logements. Siège social: 2, rue de Cuxac, Narbonne (Aude).

30 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Redon. **Association pour la formation professionnelle des jeunes paysans de la région du Sel.** But: formation professionnelle des jeunes paysans de la région du Sel. Siège social: chez Mlle Lucie Dumast, le Sel (Ille-et-Vilaine).

30 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Centre de comptabilité et d'économie rurale de la Gironde et du Sud-Ouest.** But: amélioration du niveau économique et social des exploitations agricoles par la diffusion des disciplines de gestion. Siège social: 6, rue Esprit-des-Lois, Bordeaux.

30 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Dax. **Association foncière de défense de la région de Dax et de la Chalosse.** But: défense des intérêts des propriétaires de terrains, des exploitants du sol et de tous ceux dont les biens peuvent être mis en cause par l'exploration et l'exploitation des richesses du sous-sol (découverts ou à découvrir) à l'intérieur du périmètre de Dax et de la Chalosse. Siège social: maison Rott, route d'Orthez, à Dax (Landes).

30 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Dunkerque. **Foyer Saint-Gilles.** But: organisation de conférences, de cercles d'hommes, de camps de vacances, d'excursions, de séances théâtrales et cinématographiques, de sections sportives. Siège social: salle des œuvres, rue de l'Eglise, Neuf-Berquin (Nord).

1er octobre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. **Association d'études pour la distribution de la chaleur dans la ville de Dieppe.** But: étudier l'aménagement du réseau de distribution de chaleur destiné à desservir les bâtiments administratifs et privés et les installations industrielles de la ville de Dieppe. Siège social: mairie de Dieppe (Seine-Maritime).

3 octobre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. **Association interprofessionnelle des producteurs et exportateurs de pommes de terre et de primeurs de la région malouine.** But: reprise de l'exportation vers l'Angleterre et tous autres pays, et toutes activités s'y rapportant. Siège social: lieudit les Genêts, à Saint-Servan-sur-Mer (Ille-et-Vilaine).

3 octobre 1955. Déclaration à la préfecture du Nord. **Les Conférences historiques et littéraires, Co-h's-lit.** But: entretenir et développer les connaissances historiques, littéraires et culturelles des adhérents leur apportant un enrichissement de l'esprit, pour les former aux tâches éducatives que réclament la famille et la nation. Siège social: 39, rue des Ponts-de-Comines, Lille.

4 octobre 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Jeunesses littéraires de Bordeaux.** But: éducation complémentaire des jeunes et vulgarisation de la pensée contemporaine. Siège social: 5, rue Jean-Jacques-Bel, Bordeaux.

4 octobre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Syndicat de défense des cosouscripteurs de l'ensemble urbanisé entrepris à Choisy-le-Roi par la Société coopérative de l'habitat français (SCODAF) et la Société immobilière des grands ensembles urbanisés (SIGEU).** But: aider à l'achèvement des travaux et à l'accession de ses adhérents à la propriété. Siège social: 4, avenue Anatole-France, Choisy-le-Roi.

4 octobre 1955. Déclaration à la préfecture de Besançon. **Association des veuves civiles, section du Doubs.** But: grouper les veuves civiles dans un but d'entr'aide, défendre leurs intérêts et les représenter devant les pouvoirs publics. Siège social: 66, rue des Granges, à Besançon.

## MODIFICATIONS

8 juillet 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Les Collectionneurs de timbres de France et des Etats associés (Cotifea)** transfèrent leur siège social du 16 *bis*, avenue Bosquet, à Paris, au 16, avenue du Président-Wilson, Paris.

6 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Epernay. **Association l'Alliance saint-justoise et sauvageonne.** Modifications au comité de direction et d'administration de l'association. Siège social: café Robert, à Saint-Just-Sauvage (Marne).

10 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **L'Association nationale pour la défense de la qualité française** modifie la composition de son conseil d'administration et ses statuts. Siège social: 21, rue Clément-Marot, Paris.

12 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. La **Ligue des familles nombreuses du Havre** renouvelle son bureau et transfère son siège social du 58, rue du Maréchal-Gallieni, le Havre, au 21, rue du Docteur-Lenouène, le Havre (Seine-Maritime).

15 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. La Chambre syndicale des constructeurs français de machines agricoles change son titre qui devient: **Chambre syndicale nationale de l'industrie du machinisme agricole.** Siège social: 45, rue de Lisbonne, Paris.

16 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Le Comité français pour le développement et le perfectionnement de l'arbitrage** transfère son siège social du 16, rue Jules-Claretie, Paris, au 23, rue d'Anjou, Paris.

20 septembre 1955. Déclaration à la préfecture de police. Le Rossignol parisien, amicale d'éleveurs de canaris malinois, change son titre qui devient: **Rossignol parisien, société française des éleveurs de canaris de race Waterslager (malinois).** Siège social: 1, place de l'Hôtel-de-Ville, Paris.

23 septembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Epernay. **Sport athlétique sézannais.** Modification de ses statuts et de la composition de son comité de direction et d'administration. Siège social: 38, place de la République, Sézanne (Marne).

3 octobre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. La Société des pêcheurs à la ligne de Viarmes, Asnières-sur-Oise, Noisy-sur-Oise et communes environnantes change son titre qui devient **Association de pêche et de pisciculture de Viarmes et communes environnantes,** et transfère son siège social du domicile du président en exercice à la mairie de Viarmes (Seine-et-Oise).

## ASSOCIATIONS ETRANGERES

### AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

15 juin 1955. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la sous-préfecture de Valenciennes le 21 septembre 1955.) **Union des associations polonaises catholiques en France,** section dénommée: **Confrérie du rosaire des femmes.** But: développement de l'esprit catholique, récitation du chapelet en commun, maintien des traditions polonaises, éducation morale, approfondissement des relations amicales avec le peuple français. Siège social: local du patronage français, Haveluy (Nord).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.